

MÉMOIRES  
DU  
MARÉCHAL  
DE VILLARS

PUBLIÉS D'APRÈS LE MANUSCRIT ORIGINAL  
POUR LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE

ET ACCOMPAGNÉS  
DE CORRESPONDANCES INÉDITES  
PAR M. LE M<sup>IS</sup> DE VOGÜÉ  
MEMBRE DE L'INSTITUT.

---

TOME I<sup>er</sup>



A PARIS  
LIBRAIRIE RENOUARD

HENRI LOONES, SUCCESSEUR  
LIBRAIRE DE LA SOCIÉTÉ DE L'HISTOIRE DE FRANCE  
RUE DE TOURNON, N° 6

---

M DCCC LXXXIV

MÉMOIRES  
DU  
MARÉCHAL DE  
VILLARS

*tome 1<sup>er</sup>*

Art. 14. — Le Conseil désigne les ouvrages à publier, et choisit les personnes les plus capables d'en préparer et d'en suivre la publication.

Il nomme, pour chaque ouvrage à publier, un Commissaire responsable, chargé d'en surveiller l'exécution.

Le nom de l'éditeur sera placé à la tête de chaque volume.

Aucun volume ne pourra paraître sous le nom de la Société sans l'autorisation du Conseil, et s'il n'est accompagné d'une déclaration du Commissaire responsable, portant que le travail lui a paru mériter d'être publié.

Le Commissaire responsable soussigné déclare que l'édition des MÉMOIRES du MARÉCHAL de Villars, préparée par M. le Mis de Vogüé, lui a paru digne d'être publiée par la Société DE L'HISTOIRE DE FRANCE.

Fait à Paris, le 15 juin 1884

Signé : L. LALANNE.

Certifié,

Le Secrétaire de la Société de l'Histoire de France,

J. DESNOYERS.

## NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

Les mémoires que nous publions ne sont pas entièrement inédits, mais c'est la première fois qu'ils sont imprimés dans leur complète intégrité. En 1734, un an après la mort de Villars, il parut à La Haye, chez Pierre Gosse, libraire, un volume in-12 qui est la reproduction assez exacte du manuscrit original jusqu'à la fin de l'année 1700 : arrivée à cette date, la publication fut interrompue, pour une cause restée ignorée, et le manuscrit fut évidemment retiré des mains de l'éditeur. La première édition ne comprend donc qu'un seul volume, Quelque temps après son apparition, le libraire, ayant sans doute renoncé à l'espoir de ravoïr le manuscrit authentique, ne voulut pas lais-

ser sa publication incomplète, et s'adressa, pour la terminer, à un homme de lettres que l'on croit être l'abbé de Margon, l'auteur de plusieurs ouvrages apocryphes ; celui-ci lui composa de toutes pièces, avec des extraits de gazettes et des souvenirs recueillis de droite et de gauche, un récit commençant avec l'année 1701 et ne finissant qu'à la mort de Villars ; ainsi parut en 1736, sous le titre de *Mémoires du duc de Villars* [1], un ouvrage en trois volumes in-12 dont le premier est la réimpression textuelle du volume unique de 1734 et dont les deux autres sont l'œuvre apocryphe, soit de l'abbé de Margon, soit d'un autre. Cette compilation fut réimprimée une première fois à Londres en 1739, chez Jean Nourse, avec quelques corrections et une table, une seconde fois à La Haye en 1758.

En 1784, Anquetil donna, sous le titre *Vie du maréchal duc de Villars, écrite par lui-même*, en quatre volumes in-12, un travail beaucoup plus sérieux, mais qui n'était pas beaucoup plus au-

thentique. Voici comment il raconte, dans sa préface, les circonstances qui l'ont amené à le faire et la méthode qu'il suivit :

« M. le maréchal de Castries et feu M. le marquis de Vogüé s'intéressant à la gloire de Villars... ont désiré que sa vie fût refaite et m'ont remis ce qui leur est parvenu à ce sujet : savoir, cent quarante-deux cahiers de mémoires composés chacun depuis vingt-quatre jusqu'à trente-deux pages in-folio ; deux cent treize feuilles volantes du même format composaient chacune quatre pages ; et quatorze volumes de lettres, aussi in-folio, dont quelques-uns de douze cents pages. C'est là-dessus que j'ai travaillé, c'est-à-dire que j'ai refondu les mémoires, ajouté les liaisons, fait parler le maréchal lui-même pour donner plus de vivacité au style, et inséré les lettres dans le texte. »

Il est résulté de ce travail de remaniement et de refonte une œuvre incontestablement sincère, mais personnelle à Anquetil. Le texte de Villars

n'apparaît nulle part dans son intégrité absolue. La partie de l'ouvrage qui se rapproche le plus de l'original est la fin, celle qui porte, dans les deux derniers volumes d'Anquetil, le nom de *Journal de Villars* et commence en 1723; encore offre-t-elle, à chaque page, des modifications et des corrections nombreuses; non seulement l'éditeur a mis à la 1<sup>re</sup> personne tout ce que Villars avait mis à la 3<sup>e</sup>, mais il a corrigé le style suivant le goût ou les préjugés de son temps, effaçant les personnalités trop vives, supprimant des noms propres, enlevant enfin à l'ensemble l'intérêt qui s'attache à tout écrit, même incorrect, d'un personnage historique.

Cayx, l'éditeur de Villars dans la collection Petitot (1828), puisa aux deux sources que nous venons de mentionner, sans se dissimuler leurs défauts: il réimprima le premier volume des *Mémoires*, dont il avait reconnu l'authenticité relative, et à partir de 1701 réimprima la compila-

tion d'Anquetil. M. E. Monnaï fit de même dans la collection Michaud et Poujoulat (1839).

Plus heureux que ces deux éditeurs, nous avons entre les mains le manuscrit original de Villars et c'est lui que nous reproduisons intégralement : il nous reste à exposer rapidement l'histoire de ce manuscrit et à établir ainsi son authenticité.

Anquetil, après avoir donné, des papiers qui lui furent confiés, la description reproduite ci-dessus, termine la préface de son ouvrage par les lignes suivantes :

« On peut examiner les originaux : ils sont déposés dans la Bibliothèque de Sainte-Geneviève de Paris. De l'aveu de M. l'évêque de Dijon et de son frère, M. le marquis de Vogüé, maréchal des camps et armées du Roi, ils appartenaient à M. le marquis de Vogüé leur père, qui les tenait par héritage du feu comte de Vogüé, colonel du régiment de son nom, fils d'une sœur du maréchal de



Villars, auquel le dernier duc, fils du maréchal, les avait légués. »

Honore-Armand de Villars, fils du maréchal, mort sans postérité à la fin d'avril 1770, avait en effet, par testament en date du 8 octobre 1764, partagé son héritage entre Pierre de Vogüé, fils de Charlotte de Villars, et la comtesse de Vezins, née du mariage de Louise de Villars, autre sœur du maréchal, avec le comte Éléonor de Choiseul. Les papiers du maréchal firent partie du lot de Pierre de Vogüé, mais ils ne furent pas remis entre ses mains : à la mort d'Honoré-Armand de Villars, ils n'étaient pas à l'hôtel de Villars, rue de Grenelle ; ils étaient depuis sept semaines chez le maréchal de Castries, auquel ils avaient été prêtés par Limanton, avocat au Parlement, homme d'affaires de Villars. Cela ressort du reçu suivant conservé à la Bibliothèque Sainte-Geneviève (coté SLr 664) :

Je reconnais que M. Limanton m'a prêté quatorze volumes reliés de lettres de feu M. le maréchal de Villars, des années 1687, 88, 89, 90, 91, 1700 jusques et y compris 1705, et des années 1709, 1710 et 1711, plus cent cinquante-quatre cahiers de ses mémoires manuscrits à l'exception des nos 19 et suivants jusques et y compris le trente-huit, avec deux cent treize feuilles servant à la suite desdits mémoires.

À Paris, ce 9 mars 1770.

Castries.

Les papiers paraissent être restés assez longtemps chez le maréchal de Castries. Sur ces entrefaites, Pierre de Vogüé était mort (6 juin 1773), et c'est à son héritier, Charles-François Elzéard, marquis de Vogüé, lieutenant général, mon trisaïeul, que le maréchal de Castries eut à les remettre ; il s'entendit d'ailleurs bientôt avec lui en vue d'une publication qui fut confiée à Anquetil. Le savant prieur de Châteaurenard eut terminé

son travail au commencement de 1783. Le marquis de Vogüé était mort depuis le 15 septembre précédent. Anquetil s'adressa à un de ses fils, Jacques-Joseph-Français de Vogüé, évêque de Dijon, et lui demanda à qui il devait remettre les papiers, tout en indiquant qu'à son sens la meilleure destination à leur donner serait de les déposer à la Bibliothèque Sainte-Geneviève. Il reçut la réponse suivante :

À Dijon, le 29 mars 1783.

J'ai reçu, Monsieur, la lettre que vous m'avez fait l'honneur de m'écrire. Les manuscrits sur lesquels vous avez fait la vie de M. le maréchal de Villars ne sauraient être mieux placés que dans un dépôt public tel que la Bibliothèque de Sainte-Geneviève. J'y consens pour ce qui me regarde avec d'autant plus de plaisir que je sais que c'était l'intention de mon père de les y faire déposer. Je suis fort aise que vous ayés terminé cet ouvrage, je ne doute pas qu'il ne soit très intéressant et qu'on

ne le lira avec la même avidité que les autres ouvrages sortis de votre plume.

J'ai l'honneur d'être très parfaitement, Monsieur, votre très humble et très obéissant serviteur,

+ J, évêque de Dijon.

À monsieur Anquetil, prieur de Châteaurenard, par Montargis.

(Orig. aut. cacheté aux armes du Prélat. Bibl. Sainte-Geneviève, SLr 664, 2.)

Le consentement de l'évêque entraînait celui de son frère et le dépôt des papiers fut régulièrement fait à la Bibliothèque de l'abbaye. Le bibliothécaire en informa l'évêque de Dijon qui lui exprima sa satisfaction par une lettre du 26 juillet 1783 conservée avec la précédente à la Bibliothèque Sainte-Geneviève.

Lorsque sept ans après l'abbaye fut sécularisée, mon arrière-grand-père était en émigration; son frère, l'évêque de Dijon, était mort; madame

de Vezins était morte sans enfants, laissant son héritage à l'un de ses cousins, le baron de Choiseul, ancien ambassadeur à Turin. Un des deux gendres de M. de Choiseul, le comte A. de Sérent, excipant de la qualité de cohéritier de Mme de Vezins, réclama les papiers de Villars. Après une assez longue négociation, le directoire du département de Paris, par décision du 31 décembre 1791, admit sa réclamation. En vertu de cette délibération, M. de Grimoard, mandataire du comte A. de Sérent, se fit remettre par MM. Pingré et Viallon, bibliothécaires de Sainte-Geneviève, les dix-sept volumes de manuscrits contre un reçu, daté du 10 janvier 1792, qui se trouve dans le même dossier.

M. de Sérent fut tué à Quiberon; sa veuve mourut sans enfants en 1845. Les papiers de Villars suivirent la destinée de son héritage: ils passèrent d'abord au neveu de Mme de Sérent, le comte Albéric de Choiseul, mort sans enfants à Paris en 1868; puis au neveu de celui-ci, le prince

de Chalais, qui, n'ayant pas de descendance directe et sachant l'intérêt que je portais à la publication de ces documents, voulut bien me les remettre. À la mort, trop tôt survenue (1883), de cet homme de bien, ses héritiers ont gracieusement confirmé ses intentions et les papiers de Villars ont été ainsi rendus à la destination que leur avait assignée le fils du maréchal.

Les quatorze volumes de lettres *in-folio* reçus par M. de Castries et signalés par Anquetil sont aujourd'hui réduits à treize: ils portent encore la cote Lr 9 de la Bibliothèque Sainte-Geneviève avec un sous-numérotage de 1 à 14: le volume manquant est le troisième, correspondant aux années 1692-1700. Ces treize volumes contiennent la copie de lettres écrites ou reçues par Villars, pendant les périodes 1687-1691, 1701-1705, 1709-1711.

Quant aux *Mémoires* proprement dits, ils n'étaient pas reliés lorsque le maréchal de Castries les reçut, et ils se composaient alors d'une

série de cent cinquante-quatre cahiers numérotés, dont dix-huit manquaient du n° 19 au n° 38 inclusivement : ils comprenaient en outre deux cent treize feuilles volantes de quatre pages chacune. C'est dans le même état qu'ils furent remis à Anquetil : mais, pendant leur séjour à l'abbaye de Sainte-Geneviève, ils furent reliés ; les cahiers formèrent deux volumes *in-folio*, les feuilles volantes un troisième volume de même format. Le numérotage de toutes ces pièces est toujours visible, quoique souvent les chiffres aient été rognés par le relieur ; le premier volume contient les cahiers 1-18, 39-90 ; le second volume, les cahiers 91-153 ; le cahier 154 manque ; le troisième volume contient bien 213 feuilles de quatre pages, plus une ou deux feuilles intercalées ; mais sur deux points, il y a solution de continuité ; il n'en est pas moins évident que ces trois volumes renferment les cahiers et les feuilles qui ont été prêtés à M. de Castries et mis à la disposition d'Anquetil.

L'étude de ces trois volumes permet de se rendre un compte exact de la méthode suivie par Villars pour la rédaction de ses *Mémoires*. Il écrivait sur de grandes feuilles volantes, qui avaient une pagination spéciale; ces feuilles étaient copiées une première fois sur des feuilles de quatre pages par un secrétaire qui laissait en blanc tous les mots qu'il n'avait pas pu déchiffrer: Villars reprenait ces nouvelles feuilles, remplissait les lacunes en tâchant d'être un peu plus lisible, faisait quelques corrections et donnait son travail définitif à un calligraphe qui le recopiait avec grand soin sur des cahiers. Au moment de la mort de Villars, le travail du calligraphe s'arrêtait à la fin de 1724, et le travail de correction des feuilles à la fin de février 1731; de cette date jusqu'au 19 octobre 1733, jour où s'arrête le Journal de Villars, les feuilles n'avaient pas été corrigées. Les volumes I et II du manuscrit renferment les copies définitives; le volume III contient 145 feuilles corrigées et 68 qui ne l'ont pas été; il renferme en



outre, à la feuille 100, une des pages originales de la main de Villars, numérotée par lui 209. Elle est bien reconnaissable, ainsi que les corrections, à cette grande, irrégulière et caractéristique écriture, qui, de l'aveu même de Villars, faisait le désespoir de ses correspondants, et qui impose de grandes fatigues à ses éditeurs.

Le manuscrit porte des surcharges et corrections de deux mains différentes. L'auteur des premières n'a pu être identifié; ce n'est aucun des membres de la famille de Villars, ni aucun des écrivains connus de l'époque; c'est l'éditeur anonyme du livre imprimé en 1734; les corrections faites de cette main se retrouvent toutes dans ce livre; il est facile de reconnaître, d'ailleurs, qu'elles ont été faites en vue de l'impression; elles portent surtout sur la ponctuation, l'orthographe, le style; chemin faisant, l'éditeur supprime un mot trop vif, une appréciation trop cavalière, un détail trop intime. Ces corrections, nombreuses au commencement du premier vo-

lume, diminuent vers la fin, pour disparaître entièrement dans le second volume; on voit que cette révision a cessé au moment où la publication de 1734 a été interrompue et sans doute pour les mêmes causes. La seconde série de surcharges, généralement faites au crayon, est de la main d'Anquetil; ce sont moins des corrections que des indications pour le copiste chargé d'un travail préparatoire.

Dans l'édition présente, j'ai scrupuleusement suivi le texte original, sans tenir aucun compte des surcharges; lorsque celles-ci pouvaient offrir quelque intérêt, je les ai reproduites en note en les désignant par la lettre (X). L'orthographe étant celle d'un copiste et nullement, j'ai pu le constater, celle de Villars, je ne me suis pas cru obligé de la suivre et j'ai adopté l'orthographe actuelle, sauf pour les *oi* et pour les noms propres; les noms de personnes et de lieux sont donnés conformément au manuscrit; lorsque le même nom est écrit de plusieurs façons différentes, j'ai

choisi parmi ces leçons la meilleure et l'ai reproduite uniformément; j'ai donné en note l'orthographe moderne quand elle s'écartait trop de celle du manuscrit.

La lacune produite dans le premier volume par la disparition de dix-huit cahiers porte heureusement sur la série qui a été imprimée en 1734; j'ai donc pu la remplir à l'aide d'un emprunt fait au volume de 1734. Il y a plus, cette partie des *Mémoires* contient le récit fait par Villars de ses négociations diplomatiques. Ce récit, il l'a écrit en ayant sous les yeux ses dépêches de Vienne, dont il avait gardé copie; le plus souvent il s'est borné à transcrire le texte même de ces documents; j'ai donc pu, en collationnant le texte imprimé avec les originaux conservés aux Archives du ministère des Affaires étrangères, faire disparaître les petites corrections de détail que l'éditeur de 1734 y avait introduites. Le texte ainsi rétabli va de la ligne 19 de la page 139 du présent volume à la ligne 14 de la page 304.

Il résulte de la comparaison de plusieurs passages que l'on trouvera mentionnés aux pages 1, 240 et 243 du même volume, que, lorsque Villars commença à écrire ses *Mémoires*, il était membre du Conseil de régence, fonction qu'il obtint en 1715, il ne possédait pas la terre de La Nocle qu'il acheta en 1719, et la guerre de Pologne, qui se termina en 1718, n'était pas finie; l'année 1716 n'était pas achevée lorsqu'il écrivit la page 240, C'est donc vers la fin de 1715, dans le repos qui suivit pour lui la mort de Louis XIV, qu'il se mit au travail. Le récit des années antérieures à cette date a le caractère d'une œuvre historique composée à l'aide de documents et de souvenirs; au contraire, dans les années qui suivent. Villars a tenu un Journal des événements auxquels il était mêlé. Ce Journal s'arrête le 19 octobre 1733. Six jours après, Villars partait pour sa dernière campagne, celle dont il ne devait pas revenir.

J'ai pensé que, pour donner plus d'intérêt à la publication des *Mémoires*, il fallait y joindre

quelques extraits tirés de la correspondance de l'auteur et choisis de manière à compléter, voire même à rectifier certains de ses récits. Cette correspondance est très étendue; ce qui nous en reste se compose non seulement des treize volumes de copies qui sont entre mes mains, mais d'originaux, en bien plus grand nombre, conservés dans divers dépôts publics, notamment aux Archives du ministère des Affaires étrangères, au Dépôt de la Guerre, à la Bibliothèque nationale, aux Archives nationales, aux Archives du département des Bouches-du-Rhône. En outre, les opérations militaires ou les négociations diplomatiques auxquelles Villars a été mêlé ont donné lieu, à l'étranger, à des correspondances officielles qui le concernent. C'est à Vienne surtout et à Munich que ces documents se rencontrent. Je les ai retrouvés dans les dépôts publics et privés de ces deux capitales: les recherches qui me les ont révélés ont été singulièrement facilitées par l'empressement des conservateurs de ces importantes

collections. Je dois spécialement remercier M. le chevalier d'Arneth, le savant directeur des Archives impériales et royales de la Cour et de l'État à Vienne, son obligeant collaborateur M. le docteur Felgel; à Munich, MM. Rockinger, Dès Touches, Riezler, qui m'ont guidé dans les diverses collections commises à leurs soins, et M. le comte Toerring, qui m'a gracieusement ouvert les précieuses et historiques archives de sa maison. Quant aux conservateurs de nos collections nationales, j'ai trouvé auprès d'eux l'accueil le plus obligeant et le plus utile. Sans qu'il soit besoin de les nommer, je leur adresse l'expression bien sincère de ma reconnaissance.

# MÉMOIRES DU MARÉCHAL DE VILLARS

Louis-Hector duc de Villars, pair et maréchal de France, prince de Martigues, vicomte de Melun, commandeur des ordres du roi, chevalier de la Toison d'or, gouverneur des villes, forts et château de Fribourg et du Brisgau, gouverneur général des Évêchés et pays Messin, gouverneur général de Provence, Marseille, Arles et terres adja-

centes, généralissime des armées du roi, son plénipotentiaire et ambassadeur extraordinaire pour les traités de paix à Rastatt, et chef de l'ambassade pour la signature de la paix générale à Baden, ensuite président du conseil de guerre, du conseil de régence [2], est celui dont on donne ici les Mémoires. On y verra de grands événements. Après beaucoup d'actions particulières, après de grandes batailles, le sort de l'État lui fut confié, et peut-être n'y a-t-il pas d'exemple qu'un même général ait eu à ses ordres des armées si nombreuses pendant tant d'années et dans des conjonctures plus difficiles, qu'il ait terminé si heureusement une aussi cruelle guerre, et que ce même général ait conclu et signé la paix avec le général le plus estimé des ennemis.

Il eut pour père Pierre de Villars, baron de Maclas et de Sara, lieutenant général des armées du roi, commandeur de ses ordres, gouverneur de Damvillers et de Besançon, conseiller d'État d'épée et ambassadeur extraordinaire en Es-



pagne, Piémont et Danemark. Il avait épousé Marie de Bellefonds [3].

La maison de Villars est très ancienne [4], et l'on voit qu'en 1320 elle était plus puissante qu'elle ne l'a été depuis. Les titres et contrats de mariage font foi que, du moins depuis cette époque, elle n'a point eu de mésalliance; on a même des conjectures, qu'avant ce temps, elle a eu des alliances illustres, mais on n'avance que ce qui peut être prouvé.

Dans les derniers siècles, cette maison a produit cinq archevêques de Vienne, des évêques de Mirepoix et d'Agen [5]; il y a eu des biens médiocres, plusieurs services de guerre, mais peu continués; et celui qui s'attacha le plus à suivre sa fortune, ce fut Pierre de Villars, père du duc. Il avait une de ces physionomies nobles et élevées qui s'attirent naturellement le respect et qui annoncent la vertu. Personne de son temps ne porta la valeur à un plus haut point. Il reçut à la guerre de grandes blessures, et eut le malheur, alors

presque inévitable, de se trouver engagé dans plusieurs combats particuliers, et enfin dans le fameux combat des ducs de Nemours et de Beaufort, il tua le second du duc de Beaufort, et fut obligé de s'éloigner. Cet événement et les troubles que les guerres civiles apportèrent dans le royaume dérangèrent les commencements de sa fortune.

Lorsque le prince de Conti [6] eut le commandement des armées, Pierre, marquis de Villars, servit en qualité de lieutenant général dans celles d'Italie et de Catalogne. Il eut le gouvernement de Damvillers [7]. l'une des places de sûreté que l'on avait données aux princes du sang pendant la guerre civile.

La paix des Pyrénées lui ôta ce gouvernement et le laissait sans établissement et sans fortune, lorsque au commencement de la guerre de Flandres, Louis XIV, voulant avoir auprès de sa personne des officiers expérimentés, prit pour ses aides de camp des lieutenants généraux, et entre

autres le marquis de Villars. Son air de héros qui, soutenu de ses actions, lui avait fait donner le nom d'*Orondate* [8], plut au roi, et de ce moment sa fortune paraissait devoir prendre une face plus brillante ; mais son alliance avec le maréchal de Bellefonds, ennemi déclaré de tous les ministres de son temps, lui attira leur haine, et surtout celle de M. de Louvois.

Le roi, qui connaissait par lui-même quels services il en pouvait attendre, lui avait destiné les mêmes commandements que le maréchal de Schomberg avait eus en Portugal, et lui avait donné ordre de s'y rendre. C'était une commission qui semblait lui promettre la dignité de maréchal de France, mais il fut traversé dans ces espérances par M. de Louvois. Le roi lui donna ensuite le gouvernement de Besançon qu'il fut obligé de quitter pour un démêlé qu'il eut avec le marquis de Gadagne [9], gouverneur de Dôle et protégé par M. de Louvois. Le gouvernement de Douai lui avait été donné et l'inimitié de ce ministre le lui

fit perdre encore. Après la paix d'Aix-la-Chapelle, le roi, voulant faire un traité avec l'Espagne, y envoya le marquis de Villars, et lui déclara en partant qu'il lui destinait à son retour le commandement d'Alsace. Le marquis de Villars réussit en Espagne, et même il empêcha, malgré les vives sollicitations des Hollandais et de l'empereur, que l'Espagne ne se joignit aux Hollandais pendant les deux premières années de la guerre de 1672 et 1673; mais à son retour, il trouva le marquis de Vaubrun [10] établi en Alsace.

Enfin l'obstacle invincible qui se présentait toujours à lui l'obligea à changer de route, et à suivre celle des ambassades que lui ouvrait l'amitié de M. de Lionne, ministre des affaires étrangères. Il alla ambassadeur extraordinaire en Piémont, en Danemark, et deux fois en Espagne, servit très utilement, et après avoir vendu et consommé les baronies de Maclas et de Sara qu'il avait héritées de ses pères, il ne recueillit pour tout fruit de ses longs et importants services que

d'être commandeur des ordres du roi [11] et conseiller d'État d'épée, sans pouvoir laisser d'autre héritage à Louis-Hector marquis de Villars, son fils, que l'exemple, décourageant pour tout autre, de beaucoup de mérite peu récompensé.

Louis XIV fit un établissement pour l'éducation de la première noblesse de son royaume, sous le nom de pages à la Grande-Écurie. Le duc de Noailles, assez en faveur, y mit un de ses enfants. Louis-Hector de Villars y entra, et avec une figure avantageuse et un air où était peinte la juste confiance qui naît de la valeur, et beaucoup d'esprit et de vivacité qui relevaient encore un extérieur déjà si prévenant par lui-même, il se fit bientôt connaître et distinguer du roi parmi ses camarades.

Un jour, dans sa plus grande jeunesse, entendant son père et sa mère se plaindre de leur mauvaise fortune, il leur dit : « Pour moi, j'en ferai une grande. » Surpris de ce discours, ils lui de-

mandèrent sur quoi il fondait ses espérances, et comment il s'y prendrait. « C'est déjà, leur dit-il, un avantage pour moi que d'être sorti de vous, et d'ailleurs je suis résolu à chercher tellement les occasions, qu'assurément je périrai ou je parviendrai. » À l'instant même, il leur exposa toutes ses vues, et le fit si bien que le père et la mère crurent dès lors pouvoir se flatter d'une prédiction que garantissaient presque les dispositions naturelles du jeune homme.

Dans un voyage que la cour fit en Flandre, le marquis de Villars, page encore, demanda permission de la quitter et d'aller faire un tour en Hollande. Il devait auparavant se rendre à Calais et faire le voyage d'Angleterre avec le maréchal de Bellefonds qui y fut envoyé pour calmer l'esprit du roi et celui de la nation, que des bruits de poison sur la mort de Madame, sœur du roi d'Angleterre, avaient fort irrités ; mais il manqua le maréchal. À son retour de Hollande, il sortit de page et accompagna le comte de Saint-Géran [12], son cousin, envoyé auprès de l'électeur de Brandebourg pour tâcher de l'engager dans la guerre qu'on méditait contre la Hollande. Il en fut rappe-

lé par une lettre du maréchal de Bellefonds pour se rendre auprès du duc de Luxembourg qui commandait les troupes de Cologne et de Munster, et qui préparait tout pour l'ouverture de la campagne sur les bords du Rhin. Ce duc voulut lui donner une compagnie de cavalerie, mais le maréchal de Bellefonds, qui sentait d'avance le mérite de son jeune parent, envia aux autres son éducation dans la guerre, et le fit revenir du pays de Cologne.

Le marquis de Villars arriva à Versailles peu de jours avant le départ du roi, et se préparait à suivre le maréchal de Bellefonds ; mais comme il se mettait en chemin, toutes ses mesures furent rompues par la disgrâce de ce maréchal que M. de Louvois sacrifia à sa réconciliation avec le vicomte de Turenne qui n'aimait pas non plus le maréchal de Bellefonds, et qui devait commander sous le roi la principale armée. Voici quel fut le sujet de cette disgrâce.



C'était l'usage alors dans toutes les dignités de la guerre de *rouler*, c'est-à-dire de commander alternativement, un jour l'un, et le lendemain l'autre; les maréchaux de France l'observaient même entre eux. Le vicomte de Turenne déclara qu'il ne pouvait rouler avec trois maréchaux de France qu'il avait vus dans les plus petites charges de la guerre pendant qu'il commandait des armées. Il parlait des maréchaux de Bellefonds [13], de Créquy [14] et d'Humières [15]. Le roi, qui ne voulait pas le faire connétable, créa pour lui la charge de maréchal de camp général qui lui donnait le commandement sur les maréchaux de France. Ceux que nous venons de nommer refusèrent de se soumettre. Ils devaient commander une armée sous le prince de Condé, et ils furent exilés tous trois deux jours avant celui qui était marqué pour leur départ. Le marquis de Villars, déjà parti, se trouva donc seul; son père, ambassadeur en Espagne, y était alors. Il se vit sans aucun secours étranger, et sans autres ressources

pour sa fortune que celles qu'il avait en lui-même, ressources auxquelles il fut toujours réduit, et que la suite entière de sa vie a fait voir qui lui suffisaient. Il se détermina bientôt à ne point aller dans l'armée où le maréchal de Bellefonds avait dû servir, et à se tenir le plus près du roi qu'il serait possible.

Il suivit Sa Majesté qui passait avec son armée assez près de Mastricht. Brissac, alors lieutenant des gardes du corps, fut détaché avec trois cents chevaux. Le marquis de Villars y alla et poussa un parti des ennemis jusque dans les barrières de Mastricht, où le marquis de Sauvebeuf tomba dangereusement blessé.

Le roi partagea ses troupes pour faire attaquer en même temps quatre places des Hollandais. L'armée du roi s'attacha à Orsoy, celle du prince de Condé à Vezel et celle du vicomte de Turenne à Burich. Orsoy fut pris en deux jours. Il y eut une fausse attaque dont le comte de Saint-Géran fut chargé. Le marquis de Villars alla à celle-là, et comme c'était la seconde action qu'il eût encore vue, la fermeté avec laquelle il y essayait des coups de mousquet le fit remarquer, et le bruit en parvint jusqu'au roi.

Au siège de Duisbourg, se trouvant à la tête de la tranchée dans le temps que les assiégés vou-

laient faire une sortie, il se jeta hors du boyau et marcha le premier aux ennemis.

Peu de temps après, Monsieur, frère du roi, fit le siège de Zutphen. L'armée du roi étant alors oisive, elle ne put être plus longtemps le séjour d'un homme aussi avide d'occasions, et que rien d'ailleurs n'y retenait. Le marquis de Villars la quitta et courut à ce siège où il servit de façon que Monsieur crut ne pouvoir se dispenser de se souvenir de lui dans les lettres qu'il écrivait à Sa Majesté.

Il se trouva au fameux passage du Rhin, action unique par son audace et presque téméraire. Le détail en est su de tout le monde. Le marquis de Villars s'élança des premiers dans le fleuve.

Ensuite, car le péril l'attirait toujours, il se rendit auprès du vicomte de Turenne qui faisait le siège de Crèvecœur.

Nous avons tant de choses à dire dans ces mémoires que nous sommes obligés de passer légè-

rement sur ces premiers événements de la jeunesse du marquis de Villars.

Le chevalier de la Rochefoucauld qui avait la charge de cornette des chevaux-légers de Bourgogne, ayant été tué, le marquis de Villars pria le comte de Saint-Géran de la demander pour lui au roi. Ce comte, le seul parent qu'il eût à portée de parler pour lui, refusa de le faire sur ce qu'il savait, disait-il, que cette charge était destinée à des gens distingués par de longs services et aidés de puissantes protections. Le marquis de Villars qui, malgré ces raisons et les conseils de son parent, se sentait digne de la demander, la demanda lui-même au roi et l'obtint dans le moment. Le lendemain, la gendarmerie, dans laquelle il venait d'entrer, fut détachée pour aller joindre sur le Rhin l'armée du vicomte de Turenne. On attaqua plusieurs petits postes sur la Moselle, et il y eut divers partis, un entre autres où Lafitte, un des meilleurs partisans, attaqua trois cents chevaux des troupes de Brandebourg. Le marquis

de Villars s'y trouva et y servit sous lui. Il tâchait tous les jours à mériter de plus en plus les grâces mêmes qu'il avait reçues.

La campagne finie, il alla voir établir les quartiers d'hiver de la gendarmerie sur la Saare et revint à la cour. En ce temps-là, le roi d'Espagne ayant été à l'extrémité de la petite vérole, le roi envoya le marquis de Villars lui faire compliment sur sa convalescence : cette commission ne pouvait lui être que très agréable. Son père était ambassadeur auprès de ce prince, et fort considéré auprès de la reine mère. Il y alla, fut très bien reçu, et le présent dont l'honora le roi d'Espagne à son départ était magnifique.

La crainte de perdre un jour de la campagne qui allait commencer hâta son retour. Il rejoignit le roi auprès de Bruxelles, et à la tête de son armée qui alla faire le siège de Mastricht. Cette place était défendue par le Rhingrave [16], un des meilleurs généraux des Hollandais, avec neuf mille hommes de troupes choisies. Le roi, par bonté pour la noblesse, qui, sous ses yeux, s'empressait à s'exposer, défendit aux volontaires d'aller aux attaques sans sa permission, et les distribua pour monter les gardes de tranchée les uns après les autres. Le marquis de Villars, qui n'eût demandé la permission d'y aller qu'à dessein de l'obtenir, voyant bien qu'étant officier dans la

gendarmerie on la lui refuserait, prit le parti d'attendre que les dispositions fussent faites pour attaquer en même temps le chemin couvert et une demi-lune, et la nuit il entra dans la tranchée deux heures avant l'attaque. Il mena avec lui six gendarmes de sa compagnie, volontaires aussi, se plaça avec le premier détachement de grenadiers qui devait sortir, et au signal, qui fut de six bombes, il marcha à la tête de l'attaque. On lui avait donné une cuirasse dont la pesanteur, ne lui laissant pas la liberté d'agir, il la jeta en sortant et entra des premiers dans la demi-lune. Il y fut à peine qu'un fourneau joua sous lui et l'enterra à demi. Dès qu'il fut dégagé de la terre qui le couvrait, il marcha à la gorge de la demi-lune pour s'opposer aux ennemis qui voulaient y rentrer. Il perdit la plupart de ses gendarmes, et le feu des ennemis fut si grand que tous les officiers y furent tués ou mis hors de combat. Lui seul avec un nommé Vignory, ancien officier, mais volontaire dans cette action, demeura en état de sou-



tenir un très mauvais logement. Il reçut plusieurs blessures, mais légères, la plupart d'éclats de grenades.

Le roi voyait l'attaque et envoyait souvent demander ce qui se passait dans la demi-lune. On lui rapportait toujours que Villars tenait la tête. Enfin, à la pointe du jour, il quitta la demi-lune, et le roi, voyant sortir de la tranchée deux ou trois hommes qui paraissaient des officiers, envoya Lignery, lieutenant de ses gardes, savoir qui c'était. Lignery, ayant reconnu le marquis de Villars, lui apprit qu'on avait parlé de lui au roi plusieurs fois pendant la nuit, et alla dire au roi qu'il était là. Le marquis de Rochefort [17], qui fut depuis maréchal, vint lui ordonner de la part du roi d'approcher, et lui dit en riant : « Vous allez être bien grondé. » Dès que Sa Majesté l'aperçut, elle prit un air un peu sévère, et lui dit : « Mais ne savez-vous pas que j'ai défendu, même aux volontaires, d'aller aux attaques sans ma permission, à plus forte raison à des officiers qui ne doivent pas

quitter leurs troupes, et moins encore des troupes de cavalerie. » — « J'ai cru, lui répondit le marquis de Villars, que Votre Majesté me pardonnerait de vouloir apprendre le métier de l'infanterie, surtout quand la cavalerie n'a rien à faire. » Cette excuse ne pouvait manquer son effet, elle réussit, et la réprimande se termina de la part du roi par des louanges très flatteuses pour le marquis de Villars que la fortune servit à son gré, quelques jours après, par une nouvelle occasion de s'exposer qu'elle lui fournit. Il se promenait aux gardes du camp, lorsque Catinat, capitaine aux gardes et frère de celui qui, depuis, fut maréchal de France, vint le prier de faire marcher une garde de la gendarmerie commandée par un maréchal-des-logis, pour soutenir un poste du régiment des gardes. Celui qui commandait une garde de la maison du roi ayant refusé de quitter son poste, le marquis de Villars courut à celle de gendarmerie et pria le commandant de lui donner vingt gendarmes, à la tête desquels il se mit et

poussa la cavalerie des ennemis jusque dans les barrières de la contrescarpe. L'escarmouche devenait vive, le roi y arriva et demanda ce que c'était. Catinat lui en rendit compte et lut en apprit le détail. « Il semble, dit le roi, en parlant du marquis de Villars, dès que l'on tire en quelque endroit, que ce petit garçon sorte de terre pour s'y trouver. »

Mastricht se rendit après treize jours de tranchée ouverte, et la gendarmerie eut ordre d'aller sur le Rhin fortifier l'armée du vicomte de Turenne et de s'opposer à celle de l'empereur et de l'Empire qui s'assemblait en Bohême sous les ordres du général Montecuculli. L'armée de l'empereur pouvait avoir pour objet, ou de marcher vers Philisbourg, ou de tomber sur Bonn, et le vicomte de Turenne, dans l'impossibilité où il était de défendre l'un et l'autre, n'avait d'autre parti à prendre que de chercher une action, et pour cela d'aller le plus loin qu'il pourrait au-devant

de l'armée de l'empereur. Il s'avança avec celle du roi dans la Franconie.

Le maréchal de Bellefonds, ne pouvant servir par son crédit le marquis de Villars, voulut du moins l'aider de ses conseils. Il lui écrivit une longue lettre pleine d'instructions sur la guerre, où il lui recommandait, entre autres choses, d'apprendre le métier de partisan et d'aller souvent volontaire avec ceux qui passaient pour l'entendre le mieux, lui représentant que les officiers généraux qui ne s'en étaient pas instruits, quelque courage qu'ils eussent, se trouvaient souvent fort embarrassés quand ils commandaient des corps détachés dans le voisinage d'une armée ennemie.

Le marquis de Villars comprit si bien l'importance de ce conseil, que ce qu'il n'avait fait jusque-là que par le seul intérêt de trouver des occasions, il continua à le pratiquer avec une nouvelle ardeur par le motif de s'instruire. Il passait souvent trois et quatre jours de suite dans les par-

tis avec les plus estimés dans cet art. C'étaient alors les deux frères de Saint-Clars, dont l'un, qui était brigadier, fut une fois six jours hors de l'armée, toujours à la portée du canon de celle des ennemis, poussant leurs gardes à tout moment à la faveur d'un grand bois dans lequel il se retirait, laissant des prisonniers et donnant à toute heure au vicomte de Turenne des nouvelles des mouvements des ennemis. Et certainement rien n'est plus propre à former un véritable homme de guerre qu'un métier qui apprend à attaquer hardiment, à se retirer avec ordre et avec sagesse, et enfin qui accoutume à voir souvent l'ennemi de fort près. Le vicomte de Turenne marcha à la tête du Tober [18] au-delà de Wirtsbourg. Montecuculli s'avança, paraissant vouloir combattre, et il y eut des escarmouches très vives, une entre autres où le comte de Guiche, lieutenant général de l'armée du roi, fit avancer son aile et risquait d'engager la bataille avec un grand désavantage ; mais le vicomte de Turenne, qui s'en aperçut, vint

à toutes jambes faire retirer les drapeaux des bataillons et n'exposa que les volontaires, parmi lesquels, ou plutôt à la tête desquels on voit bien qu'on doit trouver le marquis de Villars. Il y était en effet avec un de ses parents nommé Sebeville [19] qui y reçut une blessure considérable. Le vicomte de Turenne, quoique ennemi du maréchal de Bellefonds, voulut bien remarquer ce qu'il voyait. Il caressa fort le marquis de Villars et en parla dans ses dépêches au roi comme d'un jeune homme qu'il fallait avancer.

L'armée du roi, qui, comme nous l'avons dit, occupait les plaines qui sont à la tête du Tober, comptait sur une bataille, et l'on voyait déjà les troupes de l'empereur s'approcher, lorsque l'évêque de Wirtsbourg, gagné par les Impériaux, leur facilite le passage du Mein. Ils passent cette rivière, coupent nos convois par les places de l'évêché de Wirtsbourg qui étaient derrière nous et nous obligent à nous retirer et à laisser l'armée impériale marcher en liberté à hauteur de Franc-

fort et de Mayence, et à portée de descendre sur Mayence et sur Bonn, sans qu'il fût possible au vicomte de Turenne de l'empêcher. Il ne lui resta rien de mieux à faire qu'à s'établir dans les terres de l'électeur de Mayence et dans le Bas-Palatinat pour donner des quartiers de rafraîchissement à l'armée du roi et marquer en même temps un juste ressentiment aux princes de l'Empire, qui, malgré les espérances qu'ils nous avaient données d'une neutralité parfaite, s'étaient déclarés contre nous.

L'armée impériale fit le siège de Bonn, prit en peu de jours cette mauvaise place, et s'étendit ensuite le long du Rhin et de la Moselle. Le vicomte de Turenne voulut occuper des postes le long de cette rivière et marcha à Berncastel, petite ville dont le château était assez bon. Mais les Impériaux, favorisés par les princes de l'Empire, le prévinrent, et la marche fut inutile. Il n'y eut plus moyen de faire autre chose que de mettre l'armée en quartier d'hiver le long de la Saare

et dans la Basse-Alsace, et, pendant ce temps-là, Bonn prise, coupant tout notre commerce avec la Hollande, on fut obligé d'abandonner les grandes conquêtes, à la réserve de Grave.

Le maréchal de Bellefonds qui, aussi bien que ses confrères les maréchaux d'Humières et de Créqui, s'était enfin soumis à ce qu'on exigeait d'eux par rapport au vicomte de Turenne, et qui avait été remis avec eux dans le service, voulait conserver Nimègue, et s'opiniâtra dans ce dessein malgré les ordres de la cour. M. de Louvois, qui le haïssait toujours, ne manqua pas cette occasion de le perdre, et le fit exiler pour la seconde fois en moins de deux ans : c'est ainsi que se passa la campagne de 1673.



1674.

Celle de 1674 s'ouvrit par la conquête de la Franche-Comté que le roi fit en personne dans le plus fort de l'hiver, pendant laquelle le vicomte de Turenne réussit à empêcher que le vieux duc de Lorraine ne passât le Rhin, son dessein étant de soutenir la Comté avec un corps de troupes assez considérable, composé des siennes et de celles de l'empereur. Les places de Comté prises, le roi revint à Versailles, et l'on fit une nouvelle disposition pour former les armées et s'opposer aux forces de la plus grande partie de l'Europe. L'Espagne s'était déclarée contre nous peu après la prise de Mastricht, presque tout l'Empire en fit autant, et l'Angleterre fut forcée à retirer les troupes

qu'elle nous avait données. On se prépara donc à défendre les frontières de la Flandre et de l'Empire.

Le vicomte de Turenne fut chargé de la guerre du Rhin, mais avec des forces si médiocres qu'il paraissait bien que l'on comptait uniquement sur sa grande capacité : en effet, on était si convaincu qu'il pouvait tout, que souvent on le réduisait presque à ne pouvoir rien, et que réellement il n'aurait rien pu, s'il n'avait eu en lui-même des ressources encore supérieures à celles qu'on lui connaissait. La haine du marquis de Louvois pour ce général ne contribuait pas peu aux médiocres moyens que l'on lui donnait de soutenir une guerre difficile.

La gendarmerie, qui avait commencé la campagne en Allemagne, fut envoyée en Flandre. Le marquis de Beringhen, colonel du régiment Dauphin, fut tué au siège de Besançon, et le marquis de Villars eut cette obligation au vicomte de Turenne que ce général, persistant dans sa bonne

volonté pour lui, dit hautement qu'il fallait le faire colonel le plus tôt qu'il se pourrait et lui donner ce régiment.

L'armée s'assembla aux environs de Charleroy sous les ordres du prince de Condé, et celle des alliés qui marchait sous ceux du prince d'Orange [20] fut fortifiée d'une partie considérable des troupes de l'empereur, commandées par le général Souches [21] qui s'était acquis de l'estime à la tête des mêmes troupes contre les Turcs. Ce général, d'un âge fort avancé, passait pour le meilleur homme de guerre qu'il y eût dans l'armée du prince d'Orange, dont les malheurs dans la guerre lui sont venus, en partie, de n'avoir jamais eu dans ce métier d'assez bons maîtres pour cultiver les dispositions que beaucoup d'esprit et une très grande valeur naturelle avaient mises en lui, et lequel, malgré ces avantages, n'a peut-être jamais rien fait qui ait pu lui donner la réputation de général.

Les environs de Mastricht et de Liège furent le rendez-vous de l'armée confédérée, forte de plus de soixante mille hommes. Celle du roi n'en avait tout au plus que quarante mille ; mais c'étaient des Français, et le prince de Condé les commandait.

Ce prince se posta de manière que, voyant arriver l'ennemi, il pouvait juger de ses desseins et profiter de ses mouvements. Les confédérés s'avançaient lentement, et, pendant leur approche, il y eut divers partis dans plusieurs desquels le marquis de Villars se trouva, Il y en eut un où cent vingt fantassins des ennemis qui s'étaient fortifiés dans un cimetière furent attaqués par Lafitte, lieutenant des gardes du corps. On fit mettre pied à terre aux dragons. Le marquis de Villars, à leur tête, entra dans ce cimetière ; tout y fut tué ou pris, et il rejoignit l'armée la veille du jour que celle des ennemis se campa à vue de celle du roi.

Le prince de Condé l'avait placée dans la plaine de Tresignies, enfermée du petit ruisseau du Picton. Ce poste, excellent par lui-même, nous donnait le moyen d'attendre tranquillement le parti que prendraient les confédérés, dont l'armée nombreuse, qui ne cherchait qu'une action, croyant pouvoir faire ses marches sans craindre nos mouvements, en fit une pour s'approcher de nous, qui donna lieu au prince de Condé d'attaquer l'arrière-garde dans le temps qu'elle passait le petit ruisseau de Senef.

Dès le point du jour [22], ce prince observait l'ennemi. Il avait fait marcher la maison du roi, la gendarmerie et quelques bataillons. Dès qu'il vit les derniers escadrons des ennemis un peu séparés du gros de leur armée, il passa le ruisseau du Picton et marcha à eux. Le marquis de Villars était volontaire auprès de lui. Au moment qu'on était prêt à charger, la plupart des officiers généraux, voyant un grand mouvement dans les ennemis, crurent qu'ils fuyaient. Le marquis de Vil-

lars dit tout haut : « Ils ne fuient pas, ils changent seulement d'ordre. » — « Et à quoi le connaissez-vous ? » lui dit le prince de Condé, en se retournant vers lui. « C'est, reprit le marquis de Villars, à ce que dans le même temps que plusieurs escadrons paraissent se retirer, plusieurs autres s'avancent dans les intervalles et appuient leur droite au ruisseau dont ils voient que vous prenez la tête, afin que vous les trouviez en bataille. » Le prince de Condé lui dit : « Jeune homme, qui vous en a tant appris ? » Et regardant ceux qui étaient auprès de lui : « Ce jeune homme-là voit clair, » leur dit-il. Et dans le moment, il ordonna à Montal [23] d'attaquer le village de Senef avec l'infanterie, pendant qu'avec les gardes du corps il prit la tête du ruisseau et trouva qu'une partie des ennemis le bordait, et que l'autre se mettait en bataille pour recevoir les troupes du roi qui prenaient au-dessus de la source. Alors le prince de Condé se mit à la tête des premiers escadrons et tira son épée. Le marquis de Villars, frappé

d'un spectacle qui flattait sa valeur et l'animait encore davantage, dit tout haut : « Voilà la chose du monde que j'avais le plus désirée, de voir le grand Condé l'épée à la main. » Ce discours parut ne point déplaire au prince de Condé, et l'on marcha aux ennemis.

Le marquis de Villars se mit à la tête de l'escadron de Buscas [24] des gardes du corps. Il reconnut le prince de Vaudemont qui commandait cette arrière-garde des ennemis, et l'appela. On chargea en même temps, et se jetant dans l'escadron ennemi qui lui était opposé, le marquis de Villars reçut un coup d'épée, qui s'arrêta au gros os de la cuisse. Cette arrière-garde fut bientôt défaite, et le prince de Condé, voyant bien que l'affaire serait plus considérable, envoya des ordres pour faire marcher toute l'armée. Montal emporta le village de Senef où l'on prit quatre bataillons qui s'étaient retranchés dans le cimetière, et eut la jambe cassée d'un coup de mousquet. Le prince de Condé reforma les troupes, on se pré-

para à attaquer la hauteur du Fëy sur laquelle s'étaient placés les ennemis, qui, de leur côté, rappelèrent la tête de leur armée déjà avancée dans les plaines de Mons, et tout s'apprêta pour une affaire générale.

Les dispositions étant faites pour attaquer la hauteur du Fëy, Fourille [25], lieutenant général des armées du roi et général de la cavalerie, se mit à la tête des premiers escadrons des gardes du corps. Le marquis de Villars, après avoir fait mettre un appareil à sa blessure et bander sa cuisse, marcha à côté de Fourille.

Les haies des deux côtés de la hauteur étaient bordées de cinq bataillons qui, sans tirer un coup, laissèrent former les deux premiers escadrons qui étaient obligés de défiler au bas de la hauteur. Mais à peine étaient-ils formés, et à la portée du pistolet des ennemis, qu'il en partit un feu si vif que les escadrons furent renversés. Fourille reçut un coup mortel, et de ces deux escadrons, il n'y eut presque ni homme ni cheval qui ne fût bles-



sé. Celui du marquis de Villars fut percé de plusieurs coups. Mais les ennemis, voyant les préparatifs d'une seconde attaque, se retirèrent avec le gros de leurs troupes dans le village du Fëy ; toute leur armée se plaça à la droite et à la gauche du village, et se mit en bataille derrière. Il y avait déjà trois heures que le marquis de Villars avait été blessé, et que par le mouvement et la chaleur de l'action, il n'avait presque pas senti de douleurs ; mais enfin, elles devinrent si vives qu'il en tomba évanoui. Il ne fit que prendre un verre d'eau-de-vie, et suivit partout le prince de Condé qui avait eu un cheval tué sous lui dans les premières charges. Le marquis de Rochefort y avait été blessé.

Jusque-là les troupes du roi avaient remporté un avantage considérable. Le prince de Condé, dont le corps accablé de goutte semblait n'être animé que par son courage, voulut poursuivre une action heureusement commencée et attaquer le village du Fëy. Pour cela, il fallut s'étendre, et

peut-être que, malgré la supériorité du nombre, l'armée confédérée eût été battue, si l'on eût attendu que toute celle du roi fût arrivée. Mais la confiance qu'inspirent de premiers succès, la crainte de laisser à l'ennemi le temps de se reconnaître, peut-être aussi l'impétuosité naturelle du chef, irritée encore par les difficultés, tout cela l'emporta. On se hâta d'attaquer; mais les attaques, quoique vives en plusieurs endroits, ne réussirent qu'imparfaitement. Les avantages ne furent point décisifs, et l'on combattit jusqu'à l'entrée de la nuit, sans que l'armée du roi pût y gagner beaucoup de terrain. Le marquis de Villars, ne pouvant plus se tenir à cheval, quitta à onze heures de nuit. Peu après, il se fit une grande décharge et l'armée ennemie se retira. Celle du roi, qui avait perdu beaucoup de monde, en fit autant au point du jour. Il y eut grand nombre d'officiers principaux et subalternes de tués. Le marquis d'Assentar, général de la cavalerie d'Espagne, fut trouvé parmi les morts. Le

prince d'Orange, le marquis Montere, gouverneur des Pays-Bas, et Souches, général de l'empereur, placèrent l'armée confédérée dans les plaines de Mons. Le prince de Condé rentra dans son camp du Picton, les ennemis cherchèrent à former une entreprise et le prince de Condé à la troubler.

Ce prince, dans ses dépêches à la cour, et Fourille, dans une lettre qu'il écrivit au roi en mourant, parlèrent avec distinction du marquis de Villars à qui Sa Majesté donna le régiment de cavalerie de Courcelles, tué dans la dernière action.

Les deux armées furent près de quinze jours sans faire de mouvement ; après quoi celle des alliés alla investir Oudenarde, et celle du roi marcha pour faire lever le siège. Le prince de Condé s'approcha de l'ennemi à la portée du canon, et voyant qu'il n'occupait pas une hauteur très importante, il s'en saisit ; le jour d'après, l'armée ennemie leva ses quartiers, et le général Souches

ayant placé avantageusement celle de l'empereur, le prince de Condé, qui avait fait lever un siège, ne voulut pas engager une action.

Ainsi finit la campagne de 1674, pendant laquelle le vicomte de Turenne soutint glorieusement la guerre d'Allemagne, et par une conduite également sage et audacieuse, fit repasser le Rhin à plus de 60,000 hommes qui s'étaient établis en Alsace, Il est certain que l'électeur de Brandebourg, le vieux duc de Lorraine et tous les princes et généraux qui menaient cette grande armée firent des fautes grossières. Le roi n'avait aucune place en Alsace, et le vicomte de Turenne, qui avait été obligé de l'abandonner aux ennemis, ne pouvait y rentrer que par Bèfort, alors petit château dénué des fortifications que le roi y a fait ajouter depuis.

Strasbourg était aux ennemis, et leur armée qui pouvait s'établir en deça du Rhin et y prendre des quartiers d'hiver faisait perdre au roi Brisach et Philisbourg, si elle eût été conduite avec plus

d'intelligence, et si le vicomte de Turenne n'eût bien su tirer avantage contre ses ennemis de toutes leurs fautes.

1675.

La prise de Limbourg en Flandre ouvrit la campagne de 1675. Après cette conquête, le roi ramena l'armée et la laissa sous les ordres du prince de Condé dans les plaines d'Ath, où il était campé, lorsqu'on apprit par un courrier la mort du vicomte de Turenne, le retour de l'armée du roi en deçà du Rhin après un grand combat, et l'entrée de celle de l'Empereur en Alsace.

Cette dangereuse conjoncture obligea le roi à faire passer le prince de Condé en Allemagne avec un détachement de l'armée de Flandre qui demeura sous les ordres du duc de Luxembourg qu'on fit maréchal de France avec MM. de Na-

vailles, Duras, Rochefort, Schomberg et La Feuillade [26].

Le maréchal de Luxembourg ne songeant qu'à éviter une affaire générale, et cependant à empêcher les entreprises de l'ennemi, se tenait le plus près qu'il était possible du prince d'Orange et choisissait si bien ses postes qu'il couvrait toujours les places du roi sans se commettre. Il y eut divers partis, et le marquis de Villars fut commandé avec 400 chevaux pour aller sur les ennemis, tomber sur leurs fourrageurs, enlever leurs gardes, enfin pour ce qu'il voudrait entreprendre.

Il choisit ses capitaines, et suivi de beaucoup d'officiers volontaires, la nuit, il trouva tête pour tête un parti de cavalerie des ennemis qui fut chargé et renversé d'abord. Quelques-uns furent tués ou pris, et presque tout se sauva à la faveur de l'obscurité. Le marquis de Villars avança vers l'armée ennemie qui était campée à l'abbaye de Vaure et couverte par des bois. Il s'approcha à la pointe du jour de leurs gardes qu'il trouva très fa-

ciles à enlever. Il se préparait à les attaquer, lorsqu'il vit qu'un fort gros corps de cavalerie des ennemis marchait de leur droite et gagnait du côté du ruisseau de Genap pour s'opposer à sa retraite. Il ne douta point que ce parti, qu'il avait rencontré et battu la nuit, n'eût donné avis de sa marche ; ainsi, au lieu de se retirer à l'armée de France, il s'avança diligemment au travers des bois vers le côté de Nivelles. Après avoir fait deux lieues, voyant qu'il n'était pas suivi, il s'arrêta, et fâché d'avoir manqué ces gardes, il pensa que les ennemis ayant écarté un parti, la tranquillité serait plus grande à la tête de leur camp ; de sorte que, après avoir fait repaître, il retourna par les mêmes bois, s'approcha des mêmes gardes qu'il avait aperçues le matin, et les trouva placées à peu près de même, si ce n'est que celles où il y avait des étendards s'étaient un peu rapprochées du camp. Il disposa ses troupes pour attaquer et se mit seul à la tête de la première, derrière laquelle il plaça trente officiers volontaires ou ca-



valiers des mieux montés, avec ordre, dès que le premier coup de pistolet serait tiré, de pousser à la première ligne des ennemis, de prendre des étendards, s'il était possible, enfin de prendre ou tuer ce qu'ils trouveraient en suivant la ligne environ deux cents pas, et de s'en retourner au grand galop à la tête du bois d'où l'on débusquait. Pour lui, marchant le premier, il alla droit à la vedette des ennemis qui lui cria « qui vive ? » Il répondit « vive Espagne » et que c'était un parti de Hollande qui revenait de la guerre. Il avança facilement, ne mit le pistolet à la main qu'à deux pas de la vedette, et enleva sans peine les gardes de cavalerie. Les volontaires exécutèrent fort bien leurs ordres et tuèrent ou prirent des capitaines de cavalerie qui se promenaient le long du camp. Cette expédition faite, le marquis de Villars entra dans le bois, et comme il vit toute l'aile gauche des ennemis monter à cheval, il regagna en diligence le ruisseau de Genap, le passa, et ensuite forma ses troupes. La tête de la cavalerie des

ennemis parut incontinent après sur le bord du ruisseau ; mais le marquis de Villars jugeant bien qu'étant obligés de suivre à la file, ils n'oseraient passer devant lui ce ruisseau qui n'était éloigné de l'armée de France que de trois quarts de lieue, il demeura en bataille et puis se retira tranquillement avec les prisonniers.

Lorsque de retour à l'armée, il alla rendre compte de son parti au maréchal de Luxembourg, les dépêches de ce général étaient déjà faites, mais il voulut écrire de sa main cette aventure au roi qui eut la bonté de la donner à lire, à son lever, au père du marquis de Villars.

Pendant le reste de cette campagne, on ne fit en Flandre que se tenir sur la défensive. Il ne fut question que de quelques partis, dont le plus remarquable fut celui du marquis de Villars que nous venons de détailler.

En Allemagne, la mort du vicomte de Turenne [27] donna la supériorité aux ennemis. Nous avons dit que notre armée fut obligée de

repasser le Rhin après un combat assez sanglant [28], où le marquis de Vaubrun, l'un de nos lieutenants généraux, fut tué. Les difficultés qui survinrent pour le commandement entre le comte de Lorge et lui firent alors cesser l'usage établi parmi les officiers généraux, de *rouler* entre eux sans égard à l'ancienneté. Le roi décida que le plus ancien commanderait toujours, ce qui est certainement plus conforme au bien du service.

Montecuculli, ayant Strasbourg pour lui, passa le Rhin, et le maréchal de Duras, à qui le commandement de l'armée fut donné après la mort du vicomte de Turenne, se retrancha entre Schless-tatt et Chastenois, poste très bon et dans lequel Montecuculli n'osa l'attaquer.

Dans le même temps, une armée commandée par les ducs de Zell et quelques généraux de l'empereur forma le siège de Trèves, grande ville mal fortifiée, qui ne pouvait faire une longue résistance. Vignory y commandait, mais il se tua la nuit par une chute.

Le maréchal de Créquy avait composé une armée de 11 à 12,000 hommes. Un désir de gloire le détermina à chercher les moyens de secourir cette place, quoiqu'avec des forces très inférieures à celles des ennemis. Il s'approcha de la Saare sans cependant avoir pris la résolution de passer cette rivière, et seulement pour être à portée de profiter, ou d'une mauvaise disposition des ennemis, ou des fautes qu'ils pourraient faire en s'approchant du lui. Mais ils la passèrent eux-mêmes si promptement que ce maréchal n'eut que le temps de se mettre en bataille; il fut attaqué et battu, en partie par la faute des officiers généraux qui n'exécutèrent pas ses ordres avec autant de diligence qu'il convenait. Les ennemis y perdirent assez de gens [29].

Dans son malheur, il prit le parti le plus glorieux, il savait que le gouverneur de Trèves était mort; il se jeta dans la place, releva le courage de la garnison et soutint le siège pendant plusieurs jours avec beaucoup de fermeté. Il se flat-

tait même que, soit par l'opiniâtreté et la vigueur de sa défense, soit à la faveur des pertes que les ennemis avaient faites dans la bataille ou dans plusieurs attaques que son courage leur avait rendues très sanglantes, il viendrait à bout de la sauver; mais la garnison persuadée qu'il voulait la sacrifier à son désespoir, et excitée par les discours séditieux d'un capitaine nommé Beaujourdan, livra la brèche et le général aux ennemis, et tout fut fait prisonnier. Ce capitaine paya de sa tête sa perfide lâcheté; il fut exécuté six semaines après. Ainsi cette campagne fut malheureuse sur la Moselle, aussi bien qu'en Allemagne par la prise de Haguenau et par le blocus de Philisbourg, mais plus fatale encore par la mort du maréchal de Turenne, dont le génie supérieur, la fermeté et les rares talents pour la guerre avaient non seulement soutenu nos frontières, mais poussé la guerre bien avant dans l'Empire, et avec une armée médiocre et dépourvue de tout, un peu par la mauvaise volonté de M. de Louvois, son enne-

mi déclaré, lequel n'avait point pardonné à ce général la manière dont il en avait été traité l'hiver qui précéda sa mort.

Nous reprendrons ce trait d'histoire en rappelant ce qui se passa à la cour l'hiver de 1674 à 1675, Nous avons vu que M. de Turenne avait marché à Montecuculli dans la plaine de Franco-nie, après avoir mandé plusieurs fois à la cour qu'il ne pouvait, en même temps, couvrir le haut et le bas Rhin. Les projets qu'il envoya à la cour étaient beaux et solides, mais au lieu de les suivre, il en reçut des ordres peu convenables et au service du roi et au mérite d'un tel général. Le ministre déclaré contre lui lui suscitait des ennemis dans l'armée. Un des premiers lieutenants généraux osa lui reprocher tout haut des fautes dont ce grand homme n'était point capable. M. de Turenne lui répondit avec plus de sagesse qu'un autre n'en aurait peut-être eu en sa place : « Écrivez à la cour, Monsieur ; vos raisons, quoique mauvaises, ne laisseront pas d'être écoutées. » Le

maréchal de Turenne revenu à Versailles convint, à ce que l'on prétend, avec le prince de Condé, de perdre un ministre de la guerre qui ne les ménageait guère tous deux. On crut que M. le Prince avait promis de seconder Turenne, mais que l'évêque d'Autun, dévoué à Louvois et à son père, Le Tellier, regagna M. le Prince sur lequel il avait grand crédit, lui faisant voir que M. de Turenne [30]... par deux ministres habiles et fort accrédités, il serait seul le maître de la guerre, et que ces deux hommes lui devant leur conservation lui seraient éternellement dévoués.

Il est certain que M. de Turenne suivit sa résolution et son juste ressentiment, et fit voir au roi à son retour les fautes de M. de Louvois, le peu de solidité des ordres qu'il en avait reçus ; que M. de Louvois avait beaucoup d'esprit, excellent pour les détails, mais que la connaissance et l'expérience nécessaire pour gouverner la guerre de campagne lui manquaient entièrement, et où aurait-il pu l'apprendre ? Le roi écouta avec son dis-

cernement ordinaire les solides raisons de M. de Turenne, et s'il avait été secondé par M. le Prince, Louvois était perdu. Mais ce dernier ne le poussant pas avec la même ardeur, certaines fautes ne parurent pas capitales, et le roi lui-même était bien aise de ne les pas trouver telles. Louvois eut seulement ordre d'aller demander pardon à M. de Turenne. Ce général le reçut avec la hauteur convenable à sa dignité et au sujet qu'il avait de s'en plaindre, et lui reprocha sa conduite par rapport à celle de la guerre ; que pour son amitié, quand il aurait fait autant de choses pour la mériter qu'il en avait fait pour la perdre, il verrait ce qu'il aurait à faire. C'est ainsi que se passa cette scène de cour. Louvois continua dans son crédit et dans son dessein de nuire à M. de Turenne, qu'il suivit si soigneusement que la campagne, qui nous coûta ce grand homme, pouvait nous attirer d'autres malheurs, si le grand âge de Montecuculli et sa prudence outrée ne l'avaient por-



té à se contenter de médiocres avantages après la mort de M. de Turenne.

1676.

La campagne de 1676 commença par le siège de Condé que le roi fit en personne, et le marquis de Villars continua de servir à sa manière, c'est-à-dire, quoique colonel de cavalerie, de chercher aux sièges les actions de l'infanterie. Le roi même lui tint sur cela des discours très obligeants. Sa Majesté fit faire ensuite le siège de Bouchain par Monsieur, et elle se plaça avec l'armée d'observation pour assurer cette entreprise.

Le prince d'Orange, s'étant avancé au secours de Condé, passa l'Escaut à Valenciennes et parut vouloir attaquer l'armée du roi qui fut mise en bataille derrière la cense d'Urtebise. Sa Majesté donna au marquis de Villars le commandement d'une

réserve de cavalerie entre les deux lignes d'infanterie. On proposa d'attaquer le prince d'Orange, et le roi le voulait, mais il déféra à l'avis du maréchal de Schomberg, qui, à l'instigation des ministres et de quelques courtisans, répondit lorsqu'on le consulta : « que quand on faisait un siège, la gloire était uniquement d'assurer l'entreprise, » et par ce conseil, d'une prudence adroite, sauva le prince d'Orange dont l'armée mal placée et trop resserrée pour faire ses mouvements était perdue sans ressource, si elle eût été attaquée. Bouchain fut pris. Le prince d'Orange mena son armée sous Mons et projeta le siège de Mastricht, et le roi s'en retournant à Versailles ordonna les dispositions pour le siège d'Aire, que son armée investit sous les ordres du maréchal d'Humières, le maréchal de Schomberg commandant l'armée d'observation. À l'armée du siège où M. de Louvois voulut être présent, ce ministre vint en Flandre, et c'était proprement en lui qu'était toute l'autorité, puisque, interprète des volontés et des ordres

du roi, il réglait les marches et les dispositions des armées, écrivant souvent aux généraux: « L'intention du roi est que son armée, commandée par un tel, fasse tel mouvement. » L'artillerie étant plus à ses ordres qu'à ceux du grand maître fut servie avec une grande vivacité. Le marquis de Villars eut le commandement d'une brigade de onze escadrons à l'armée du siège qui finit bien plus tôt qu'on ne l'avait espéré par la grande vivacité avec laquelle l'artillerie fut servie par Du Metz [31] qui la commandait. La fortune même favorisa les assiégeants, et une bombe étant tombée dans un magasin de poudre, l'effet en fut si violent qu'un bastion fut entièrement ouvert et que le gouverneur capitula.

Cependant l'entreprise du prince d'Orange sur Maastricht tirait fort en longueur par le peu de succès de ses attaques. Cette lenteur nous engagea insensiblement, non à secourir cette place, mais du moins à nous en approcher, en rassemblant cependant toutes les forces qui pouvaient

donner de la terreur aux ennemis. L'ordre qu'avait reçu le maréchal d'Humières, après la prise d'Aire, de s'emparer du fort de Watte, qui pouvait très aisément se défendre dix ou douze jours, était une marque bien visible du peu d'ardeur que l'on avait pour conserver Mastricht, tout considérable qu'il est ; mais la raison de cette indifférence était la nécessité plus pressante où l'on se trouvait de secourir Philisbourg, place d'une bien plus grande importance pour nous, et dont la perte non seulement nous ôtait les moyens de soutenir aucun des états ou des princes de l'Empire qui étaient dans les intérêts de la France et donnait lieu à l'empereur de les réunir aux siens, mais nous privait du secours de l'électeur de Bavière qui, s'étant maintenu neutre, avait sur pied 12 à 15,000 hommes que la France payait.

Après des efforts inutiles du maréchal de Rochefort pour jeter des secours dans cette place qui avait été bloquée dès l'hiver, le maréchal de Luxembourg avec une puissante armée eut des

ordres précis de tout tenter pour la secourir ; dans ce dessein général, il s'en approcha, mais il trouva impossible d'y réussir, et le roi, ne voulant pas perdre encore Mastrict que Calvau [32] défendait toujours avec beaucoup de courage, ordonna enfin au maréchal de marcher à l'armée du prince d'Orange qui avait déjà perdu beaucoup de monde dans plusieurs assauts à des bastions détachés, nouvelle manière de fortification inventée par Vauban, et très bonne pour de grandes places qui peuvent contenir une nombreuse garnison. Dans le dernier des assauts qu'eut à soutenir le bastion nommé Dauphin, ouvrage bien revêtu, placé derrière un chemin couvert, et dont la prise coûta si cher au prince d'Orange, le Rhingrave avait été blessé à mort.

L'armée du roi était campée à Bonif, et le comte de Montal, ancien lieutenant général, fut détaché avec 4,000 chevaux pour aller reconnaître les mouvements des ennemis à l'approche de cette armée. Le marquis de Villeroy, qui fut de-

puis maréchal de France, y alla comme maréchal de camp, et le marquis de Villars eut le commandement de 1,000 chevaux. Quoique accablé d'un violent rhume, il ne voulait pas perdre une occasion de se distinguer ; mais, sentant bien qu'il avait besoin d'un peu de repos qui le mit en état de pouvoir soutenir les fatigues qu'il prévoyait, il quitta pour quelques heures ce détachement qui n'était encore éloigné de l'armée que d'une lieue, et le rejoignit à deux lieues de l'armée ; car il ne regarda pas comme une faute de passer par-dessus une simple formalité du service pour l'intérêt du service même.

À peine découvrait-on les tentes des ennemis qu'on vit venir un trompette du prince d'Orange qui demandait un passeport pour le Rhingrave mortellement blessé, ce qui fit juger que l'intention de ce prince n'était pas de nous attendre, car il n'eût pas eu besoin de passeport, s'il n'eût pas songé à marcher. On envoya au maréchal de Schomberg pour le presser de faire avancer l'ar-

mée, et l'on s'approcha toujours dans les plaines le long de la grande chaussée. L'ardeur du marquis de Villars et le désir de connaître des premiers les dispositions des ennemis pour découvrir s'il y aurait quelque chose à entreprendre le portèrent à s'avancer de hauteur en hauteur avec huit ou dix officiers fort bien montés, et, voyant parmi eux un mouvement qui avait tout l'air d'une retraite, il revint trouver le comte de Montal qui envoya encore au maréchal de Schomberg pour presser la marche ; mais ce général qui, sans doute, avait ses raisons, et peut-être même des ordres précis de ne donner qu'un simple secours sans action, n'arriva que sur le soir à vue des ennemis, lorsqu'on ne pouvait plus douter de leur retraite. Le jour d'après, de grand matin, comme on était assez près de leur arrière-garde pour engager une action, le comte d'Auvergne [33], colonel général de la cavalerie, pressa le maréchal de l'entreprendre. Le marquis de Villars, s'approchant de divers escadrons des enne-



mis, eut son chapeau percé d'un coup de pistolet, et, voyant du désordre dans leurs dispositions, il alla au maréchal de Schomberg et lui représenta avec respect, mais pourtant par de bonnes raisons, qu'il y aurait de l'avantage à les attaquer. Ce général, qui n'avait pas ce dessein, ne put s'empêcher, malgré l'amitié qu'il avait d'ailleurs pour lui, de lui répondre avec une certaine aigreur qu'excitent assez naturellement les bonnes raisons quand on ne veut pas s'y rendre. Le marquis de Villars, n'ayant pu obtenir qu'on attaquât l'arrière-garde, aurait du moins bien souhaité qu'on fût tombé sur les dernières troupes des ennemis, et s'en étant approché, il eut un cheval tué sous lui. Il revint auprès du maréchal de Schomberg qui l'appela, et lui dit avec amitié « Quand une place comme Mastricht est secourue sans bataille, le général doit être content, et, pour satisfaire un jeune colonel avide de gloire, il faut lui donner un parti de 150 chevaux. Faites-les commander, prenez les officiers que vous voudrez,

et, en suivant l'armée ennemie pendant trois ou quatre jours, vous verrez ce qu'elle deviendra et ce que vous pourrez faire sans vous commettre. » Le marquis de Villars suivit son ordre, et le lendemain, sur le soir, ayant trouvé à une demi-lieue de l'armée ennemie des escortes médiocres qui couvraient des fourrageurs, il les attaqua et ramena près de 150 prisonniers à l'armée du maréchal de Schomberg qu'il trouva en marche.

Il rendit compte de sa commission au maréchal qui, oubliant la vivacité avec laquelle le marquis avait osé le presser d'attaquer les ennemis, lui dit : « Nous aurions été brouillés ensemble, si je ne vous avais pas donné un détachement pour suivre vos amis que vous ne sauriez perdre de vue. »

Le marquis de Villars avait passé cinq ou six nuits sans dormir. Accablé de sommeil et de lassitude, il se coucha sur le revers d'un fossé et ordonna à ses gens de l'éveiller quand l'arrière-garde passerait. Pendant son sommeil, il y eut un

grand orage, en sorte que le fossé sur le revers duquel il était couché fut rempli d'eau, et ses gens aussi endormis que lui ne l'éveillèrent qu'après qu'il eut été dans l'eau trois quarts d'heure ; il monta à cheval saisi de froid, et, dès la nuit, il fut attaqué d'une dysenterie si violente qu'on le porta très dangereusement malade à Charleroy ; mais sa jeunesse et la bonté de son tempérament le sauvèrent. À peine sa santé était-elle rétablie que son régiment eut ordre d'aller joindre le maréchal de Créquy. Ce général rassemblait une armée sur la Saare pour faire lever le siège de Deux-Ponts, petite ville mal fortifiée et attaquée par le duc de Zell, dont les troupes se retirèrent à l'arrivée de celles du roi. Ainsi finit en Flandre la campagne glorieuse pour la France, par la prise de Condé, Bouchain, Aire, et par le secours de Maastricht. Elle ne fut pas, à beaucoup près, si heureuse en Allemagne. Le régiment du marquis de Villars fut envoyé en garnison à Calais.

1677.

La campagne de 1677 fut remarquable entre les autres par l'importance des conquêtes. Le roi prit des mesures pour attaquer les trois plus grandes et plus considérables places des Pays-Bas, Valenciennes, Cambray et Saint-Omer, dont la prise d'une seule pouvait illustrer une campagne.

Dès la fin de février, toutes les troupes se mirent en mouvement. M. de Louvois, qui possédait éminemment l'esprit d'ordre, de prévoyance et de détail, fit si bien que les subsistances, les vivres, les fourrages et toutes les commodités nécessaires se trouvèrent en abondance. Le roi commença par Valenciennes et en même temps com-

manda au maréchal de Luxembourg de faire investir Saint-Omer. Le régiment du marquis de Villars partit de Calais le 26 février et occupa l'abbaye de Watte [34]. On resserra cette place dont la garnison était médiocre. Le vieux prince de Robecq [35] de la maison de Montmorency en était gouverneur.

La fortune servit le roi dans le siège de Valenciennes qu'on attaquait certainement par l'endroit le plus fort; mais les difficultés du chemin dans une saison fort rude avaient obligé à se servir de la chaussée de Valenciennes à Saint-Amand, par conséquent à faire les dépôts du siège du côté de Saint-Amand et à commencer l'attaque par l'ouvrage couronné.

L'Escaut faisait le fossé de la place, et les ennemis, par leurs écluses, pouvaient en faire un torrent; mais, dès que l'ouvrage couronné eut été attaqué et emporté, le désordre se mit dans toutes les troupes qui le défendaient, et l'ardeur de celles du roi les porta à suivre celles des en-

nemis avec tant de vitesse qu'elles entrèrent pêle-mêle avec eux dans le pâté, et de là, par une porterne qui se trouva ouverte, nos premiers grenadiers parurent sur le bastion. La terreur des ennemis fut si grande que 1,200 chevaux qui étaient en bataille dans les places de la ville n'osèrent jamais monter sur les remparts pour en chasser des gens qui n'allaient qu'un à un, et par un petit degré fort étroit. On contint les troupes sur les remparts, leur petit nombre fit leur sagesse dans les commencements, la ville ne fut pas pillée et tout fut fait prisonnier de guerre. Après un aussi heureux événement, le roi envoya Monsieur avec le maréchal d'Humières et une augmentation de troupes assez considérable pour faire le siège de Saint-Omer. On resserra les quartiers qui, jusque-là, n'avaient été disposés par le maréchal de Luxembourg que pour empêcher qu'on ne jetât des troupes dans la place.

On fit deux attaques, l'une qu'on croyait d'abord n'être qu'une fausse attaque par le Fort-

des-Vaches, pays bas et très marécageux, et l'autre par les terres les plus élevées.

Dès le premier jour, les ennemis firent une sortie sur l'attaque du Fort-des-Vaches. Le marquis de Villars, auquel il semblait que, par une destinée particulière, aucune occasion ne dût échapper, avait son quartier de ces côtés-là et se promenait à pied du côté de l'attaque. Dès qu'il vit les ennemis, il y courut avec presque tous les officiers qui se trouvèrent auprès de lui et les rechassa dans le chemin couvert. Le marquis de Languetot, qui était capitaine dans son régiment, y fut blessé.

Cependant, le prince d'Orange se disposait à secourir Saint-Omer et rassemblait toutes ses forces derrière Ypres.

Il marcha avec son armée et campa au-dessous de Mont-Cassel. Monsieur ne balança pas à lever ses quartiers; il laissa au marquis de la Trousse [36] le commandement de la tranchée et marcha à l'armée du prince d'Orange qui avait

devant elle le petit ruisseau de l'abbaye de Piennes [37]. Les ennemis le passèrent en divers endroits et il y eut dans le centre un assez rude combat d'infanterie où le régiment des gardes du roi perdit beaucoup de monde. Alors le maréchal d'Humières poussa la gauche des ennemis, et dans le même temps le maréchal de Luxembourg attaqua l'abbaye de Piennes. Il avait donné au marquis de Villars une réserve de cinq escadrons qui avaient la gauche de tout et qui par conséquent débordaient la droite des ennemis.

Le marquis de Villars fit réparer un pont sur le ruisseau de Piennes et commençait à le passer, pour prendre en flanc la droite des ennemis occupée des troupes qu'elle avait devant elle, lorsque Chamlay [38] vint, de la part de Monsieur, lui donner ordre de marcher au centre où les troupes avaient perdu quelque terrain. « S'il est arrivé quelque désordre dans le centre, lui dit le marquis de Villars, j'arriverai trop tard pour le réparer, mais je vois la droite des ennemis ébranlée, et



je crois qu'il vaut mieux achever de mettre le désordre dans cette aile, si la bataille est en danger où vous dites, nous allons infailliblement la gagner de ce côté-ci ; ainsi je marche. » Chamlay voyant que le marquis de Villars suivait toujours son premier dessein, alla parler à M. de Soubise qui commandait la gauche de la cavalerie et qui vint empêcher le marquis de Villars de passer. Voyant bien cependant qu'il avait raison, il lui dit : « Que si c'était un autre aide de camp que Chamlay, il se dispenserait de suivre l'ordre qu'il apportait, mais que celui-là était l'homme de confiance du roi. » Le marquis de Villars obéit, et quelque temps après, le maréchal de Luxembourg, ayant emporté l'abbaye de Piennes et voyant la droite des ennemis se retirer sans perte, dit au marquis de Villars : « Je voudrais que le cheval de Chamlay eût eu les jambes cassées quand il vous a porté ce maudit ordre. » Il est certain que l'armée ennemie pouvait être entièrement défaite, mais elle perdit seulement le champ

de bataille et son canon et fut en état six semaines après de tenir la campagne. Cependant cette victoire assura le siège de Saint-Omer. Le marquis de Villars s'étant trouvé à la tranchée, dans le temps que la chamade battit, fut envoyé dans la place pour régler la capitulation. Le prince de Robceq convint de tout et demandait avec empressement deux pièces de canon ; on ne voulut pas les mettre dans les articles, mais Monsieur les accorda, à la prière du marquis de Villars.

Cambray fut pris après une assez faible résistance. Ainsi, avant la fin de mai, Valenciennes, Saint-Omer et Cambray furent soumis à la puissance du roi, Après quelques semaines de rafraîchissement, nécessaires à des troupes qui avaient passé presque tout l'hiver en campagne, le régiment du marquis de Villars fut envoyé sur la Meuse, où était le maréchal de Schomberg avec un médiocre corps destiné à fortifier l'armée de Flandre ou celle d'Allemagne, suivant les mouvements des ennemis.

Le duc de Lorraine [39], qui commandait les armées de l'empereur et de l'Empire, vint d'abord sur la Meuse avec des forces très considérables et y attira le maréchal de Créquy avec toutes les siennes. Il cherchait une action, et ce maréchal ne l'évitait qu'en prenant les postes les plus avantageux, et se tenant toujours du même côté de la Meuse que les ennemis. Enfin les armées se trouvèrent en présence près de l'abbaye de Châtillon. La droite et la gauche du maréchal de Créquy étaient bien couvertes, mais il avait si peu de fond, pour ses deux lignes serrées par les bois, que les ennemis auraient assurément trouvé quelque avantage pour combattre.

Pendant qu'il se mettait en bataille, il chargea le marquis de Villars d'observer l'armée ennemie qui s'approchait et le pria ensuite de se tenir auprès de lui ; une ancienne blessure, qui s'était ouverte, ne lui permettant d'être à cheval qu'avec beaucoup de peine et de douleur. Les armées furent deux jours en présence, et ensuite celle de

l'empereur alla passer la Moselle près de Thionville et marcha sous Metz, sans d'autre exploit que la prise du château de Sarrebourg. Le maréchal de Créquy la côtoyant toujours, les deux armées rentrèrent en Alsace ; celle de l'empereur par le bas du pays et celle du roi par le côté de Saverne.

Il arriva alors au marquis de Villars un petit désagrément qui, pourtant, servit dans la suite à le persuader tout à fait de sa bonne fortune, et qui le guérit pour toujours de demander, ni même, à ce qu'il a dit depuis, de désirer d'être plutôt dans un corps ou dans une armée, que dans une autre. Il se trouvait dans la brigade de la Vallette [40] avec qui il n'était pas bien, et il pria instamment le maréchal de Créquy de l'en ôter. Ce maréchal, quoiqu'il lui marquât beaucoup d'amitié et même de confiance, ne fit pourtant point ce qu'il désirait, et cela fut heureux pour le marquis de Villars, car d'être demeuré dans cette brigade lui valut d'avoir la meilleure part à quatre actions

considérables qui se passèrent dans le reste de cette campagne.

Le maréchal de Créquy, persistant dans le dessein de disputer le terrain de l'armée impériale qui était près de Strasbourg, vint camper à Marle [41]. Sa droite touchait cette petite ville et sa gauche le château de Kokersberg. La brigade de la Valette ne campait pas dans la ligne, elle servait de réserve et fut placée au pied du château de Kokersberg.

Le duc de Lorraine marcha à Guguenen [42] avec l'armée impériale et fit avancer le général Schutte avec 2,000 chevaux sur les gardes de cavalerie de l'armée du roi, à la tête desquelles se trouvèrent le comte de Schomberg, maréchal de camp du jour, et le marquis de Villars; 200 chevaux de piquet les soutenaient, et, étant trop avancés, on jugea à propos de les rapprocher du château de Kokersberg. Les ennemis firent pousser par 500 chevaux de leurs troupes ce petit corps de cavalerie qui s'était mis en bataille. Le

comte de Schomberg et le marquis de Villars voyant ces 500 chevaux un peu éloignés des 2,000 qui les avaient détachés marchèrent à la charge, les renversèrent et puis se rapprochèrent du château de Kokersberg [43].

Le maréchal de Créquy, avant vu le commencement de l'action, avait fait monter à cheval la brigade de la Valette et la maison du roi, et, trouvant que les ennemis n'étaient pas soutenus de leur armée, il ordonna qu'on marchât à eux. Le comte de Schomberg et le marquis de Villars, à la tête, chargèrent une seconde fois avec le même succès les premiers corps qui les avaient suivis et s'étaient encore trop éloignés de leur gros. Le marquis de Villars eut deux chevaux tués sous lui. Dès le commencement de l'action, on l'avait pressé de prendre une cuirasse, mais il dit tout haut, en présence de ses officiers et des cavaliers, qu'il ne tenait pas sa vie plus précieuse que celle de ces braves gens, à la tête desquels il combattait.

Après cette seconde charge, la brigade de la Valette étant arrivée, elle fut mise en bataille sur la même ligne que les gardes et les 200 chevaux qui les soutenaient et qui étaient affaiblis par les deux charges qu'ils avaient faites. Le marquis de Villars se mit à la tête de son régiment avec près de quarante officiers volontaires de l'armée qui, dès le commencement de l'action, avaient combattu avec lui. Cette brigade, composée de sept escadrons et de près de 300 chevaux qui restaient de toutes les gardes et du détachement, était en bataille devant les ennemis qui s'étaient encore rapprochés à la portée du mousqueton, mais bien en ligne, et présentant un front d'environ douze escadrons. Alors l'armée impériale tout entière se mit en marche pour soutenir les 2,000 chevaux, et engagea une affaire générale. Mais le maréchal de Créquy, ne voulant pas en venir là dans le poste où il était, donna ordre aux neuf escadrons de nos troupes qui étaient devant les ennemis de se retirer au travers des intervalles de

la maison du roi qui se formait derrière cette première ligne.

Une pareille retraite était fort dangereuse, car on était si près des ennemis qu'on ne pouvait faire le caracol de d'un escadron, sans approcher à cinquante pas de leur ligne. Le marquis de Villars en courut bien le péril, et disait aux volontaires qui étaient avec lui hors de l'escadron qu'ils pouvaient s'attendre qu'au moindre mouvement qu'ils feraient pour se retirer, ils seraient chargés aussitôt. Il les pria de demeurer derrière ces deux escadrons, et, par quelques coups de pistolet, d'éloigner les ennemis autant qu'il serait possible. Son intention fut très bien exécutée, et cela donna lieu à un très beau mouvement de cavalerie qu'il fit le moment d'après.

Dès que notre ligne commença à tourner, celle des ennemis tout entière s'ébranla et la suivit; mais comme il y avait quarante volontaires qui faisaient incessamment feu sur ceux des officiers des ennemis qui s'approchaient trop, les



escadrons, qui naturellement auraient dû tomber sur ceux du marquis de Villars, les pressèrent moins et lui permirent de se retirer plus lentement que le reste de nos troupes qui marchaient dans les intervalles de la maison du roi. Alors, voyant qu'en prenant en flanc cette ligne des ennemis, il pouvait charger avec avantage, au lieu de rentrer dans l'intervalle, il fit marcher la gauche de ses deux escadrons, renversa sans peine la ligne des ennemis et la mena battant jusques à la tête de leur armée, en sorte qu'avec la tête de ses officiers, il se trouva près du canon des ennemis dont la colonne marchait au milieu de toutes les autres, suivant l'ordre d'une armée qui veut se mettre en bataille. Il fut tenté d'emmener trois ou quatre petites pièces de canon et proposa la chose à ceux qui l'avaient suivi ; elle n'était pas impossible, mais venant à regarder derrière lui, il se vit avec ses deux seuls escadrons qui se reformaient et connut bien qu'il serait encore trop heureux de se retirer, ce que même il n'aurait pu

faire sans être vivement poussé, si par bonheur il ne se fût trouvé sur les colonnes d'infanterie et de canon des ennemis, et par conséquent un peu éloigné de celles de leur cavalerie. Il se retira donc sans accident, si ce n'est que le canon des ennemis s'arrêta et tira sur lui. Le nôtre, même par une méprise honorable pour le marquis de Villars, en fit autant. Car comment s'imaginer que deux escadrons qu'on voyait sortir du centre des ennemis ne fussent pas de leurs troupes ? Il essuya sept ou huit volées de canon, mais il n'y eut que quelques chevaux de son régiment de tués, et, à son retour, le maréchal de Créquy vit un cavalier du régiment qui, ayant reçu un coup d'épée en travers du corps, se retirait mourant. Il demandait son colonel, et l'ayant trouvé : « Êtes-vous content de nous, mon colonel ? lui dit-il, je ne voulais que la consolation de vous voir avant que de mourir [44]. »

On a cru que des gens de guerre ne seraient pas ennuyés du récit d'une action particulière

et d'un mouvement de cavalerie assez singulier pour mériter d'être rapporté avec quelque détail. Il serait utile d'avoir pour ainsi dire devant soi un grand nombre de pareilles manœuvres toutes prêtes. Ce sont autant de bons partis déjà tout pris ou des modèles de parti à prendre.

Pendant que les armées de France et de l'Empire se disputaient ainsi le terrain aux environs de Strasbourg, le prince de Saxe-Eisenach, qui commandait un corps sur le Haut-Rhin, avait fait faire un pont près du village d'Huningue et s'était emparé d'une redoute qui était plutôt une borne de nos terres et de celles de Bâle qu'une fortification que l'on eût dessein de soutenir. Cependant le baron de Montclar [45], lieutenant général des armées du roi, fut détaché avec un petit corps pour s'opposer au prince de Saxe qui, ne pouvant s'y établir, repassa le Rhin, et le duc de Lorraine s'étant éloigné, l'armée du roi alla passer le Rhin à Brisach, à peu près dans le même temps que le

prince de Saxe-Eisenach s'approchait du fort de Kell, sous lequel il se plaça avec ses troupes.

Le maréchal de Créquy résolut de l'attaquer ; on fit une marche forcée, la brigade de la Valette ayant la tête de la marche, et, à l'entrée de la nuit, on arriva sur le bord de la Kintche [46]. Le marquis de Villars fut détaché avec 300 chevaux pour la passer le premier et voir ce que l'on pourrait entreprendre. Après l'avoir passée et s'être mis en bataille avec le peu de troupes qu'il avait, il s'approcha des ennemis, trouva une barrière gardée par de l'infanterie qui fit feu et suivit une espèce de digue bordée d'un fossé qui allait de la Kintche au Rhin. La nuit était fort noire, et au bruit que faisaient les ennemis, il jugea qu'ils étaient en bataille derrière cette digue. Il crut qu'en attendant qu'il eût assez de troupes pour les attaquer, il ne pouvait mieux faire que de les obliger à s'étendre, en les inquiétant de plusieurs côtés. Pour cela, il envoya six ou sept détachements de sept ou huit maîtres chacun, avec ordre

de tirer en divers endroits, de faire un grand bruit le long de la digue, et il retourna à cette barrière qu'il trouva abandonnée. En même temps, il y fit entrer un lieutenant de cavalerie très hardi avec vingt maîtres. Ce lieutenant trouva la cavalerie des ennemis en bataille [et s'approcha] le plus près d'elle qu'il lui fut possible. Il envoya une seconde fois son lieutenant qui, à l'heure même, lui rapporta que les ennemis s'ébranlaient pour se retirer, et que quelques escadrons avaient déjà commencé à tourner. Le marquis de Villars ayant plus de quinze trompettes, tant de son détachement que des trompettes qui avaient suivi les volontaires qui étaient avec lui, il les partagea, fit sonner la charge à tous, et avec ses quatre troupes se jeta sur les ennemis dont le corps était de plus de 2,000 chevaux; ils tirèrent en tournant et tout fut renversé. On les pressait vivement, lorsque les gardes du maréchal de Créquy, faisant un escadron qui marchait à la tête de l'armée, chargèrent par derrière la troupe du marquis de Villars, qu'ils

ne reconnaissaient pas, et tuèrent son maréchal-des-logis et quelques cavaliers du dernier rang. Le marquis de Villars, qui pouvait se croire enveloppé des ennemis par le grand nombre qu'ils étaient et le peu de gens qu'il avait, retourna sur ceux qui le pressaient par-derrière ; plusieurs des gardes du maréchal de Créquy furent tués, et l'on ne se reconnut qu'au feu des armes et au mot de ralliement qui était *Villars*. Cet accident empêcha qu'on ne suivit les ennemis aussi vivement qu'on l'eût fait, dont cependant la plupart se jetèrent dans le Rhin, et abandonnèrent tous leurs équipages.

Le maréchal de Créquy voyant le duc de Lorraine éloigné et le prince de Saxe-Eisenach retiré sous Strasbourg, fit toutes les dispositions nécessaires pour persuader qu'il allait repasser le Rhin et prendre des quartiers d'hiver. On envoya les ordres pour les routes de l'armée, et le mois de novembre étant même avancé, le duc de Lorraine ne pouvait guère s'attendre que le marquis

de Créquy songeât à faire le siège de Fribourg. Cette ville n'était fortifiée que d'une double enceinte d'assez bonnes murailles, avec de vieilles tours, et d'un château sur la coupe d'une montagne assez bon, mais fort petit.

Pour ôter les fourrages aux ennemis, qu'on jugeait bien qui viendraient au secours de Fribourg dès qu'ils seraient informés du dessein qu'on avait de l'attaquer, le maréchal de Créquy fit brûler tout le pays qui est entre les montagnes et le Rhin, en remontant vers Brisach. Mais le marquis de Villars, qui avait l'arrière-garde de l'armée avec 300 chevaux et qui naturellement humain eut toujours en horreur tout ce qui n'est que cruauté, sauva, malgré les ordres du général, une partie des petites villes où l'on mettait le feu en passant.

On prit des quartiers autour de Fribourg, et la brigade de La Valette fut logée dans la vallée de Kinderstal [47].

Le duc de Lorraine n'eut pas plutôt appris que le maréchal de Créquy, au lieu de repasser le Rhin, formait le siège de Fribourg, qu'il rassembla ses forces pour marcher au secours et envoya d'abord par la gorge du Walkirk [48] un corps de cavalerie de dragons et de 1,000 hommes de pied choisis pour se jeter par les montagnes dans la place.

On avait ordonné un fourrage dans la vallée de Walkirk. Le marquis de Villars, qui commandait 300 chevaux d'escorte, ayant été averti de la marche du secours, s'avança dans la vallée, et les ennemis voyant qu'on leur avait coupé le chemin ne songèrent qu'à se retirer. Le marquis de Villars connut bientôt à leurs mouvements qu'ils étaient plus occupés du soin d'assurer leur retraite que de celui d'attaquer. Il pressa le général Genlis [49], qui commandait ce fourrage, de lui donner des troupes et de les laisser agir, et aussitôt il attaqua et renversa les premières troupes des ennemis, aussi bien que 300 dragons des leurs, qui avaient



mis pied à terre pour faire ferme à un passage étroit. Mais à peine les eut-il forcés, qu'il se trouva sans troupes, le général Genlis ne voulant rien engager. Ainsi ce corps des ennemis, qui pouvait être entièrement défait, ne perdit que 200 cavaliers ou dragons. Le maréchal de Créquy vint en diligence, et, ayant appris qu'on n'avait pas suivi le dessein, ni secondé les premiers succès du marquis de Villars, il en fut très fâché et le marqua très vivement à ceux qui s'y étaient opposés.

Le siège de Fribourg avançait. On donna l'assaut à la première enveloppe de murailles, et le marquis de Villars y monta à la tête des grenadiers. Dès le lendemain, le gouverneur capitula pour la ville et pour le château qui, certainement, n'auraient pas été pris dans une saison aussi avancée [50].

Le duc de Lorraine avait envoyé des ordres de tous côtés pour jeter du secours dans Fribourg. Les gouverneurs de Constance, Reinfelt [51] et des villes forestières avaient rassemblé toutes

leurs garnisons et 3 ou 4,000 *schenapans*; c'est ainsi qu'on nommait les paysans des montagnes, gens assez aguerris. Tout ce corps marchait par le haut des montagnes et n'avait aucun avis de la capitulation du gouverneur de Fribourg, de sorte qu'il attaqua l'abbaye de Kinderstal, quartier de la brigade de La Valette, dans le même temps qu'on voyait sortir de Fribourg la garnison.

Le marquis de Villars était auprès du maréchal de Créquy, et, entendant vers son quartier un grand bruit de mousqueterie, il s'y rendit à toutes jambes et trouva l'abbaye investie et vivement attaquée par les ennemis qui en avaient barré les avenues. Un capitaine de son régiment défendait une brèche avec vingt cavaliers à pied, tout était en désordre, plusieurs même se tenaient cachés et ne songeaient plus à se défendre. À son arrivée, tout reprit courage, et comme il vit qu'on ne pouvait sauver cette brigade qu'en forçant les ennemis, il se mit à la tête de cinquante maîtres et passa au travers de tout le feu de l'infanterie en-

nemie qui, voyant arriver du secours du côté des autres quartiers, ne songea qu'à se retirer. C'est ainsi que d'être demeuré dans la brigade de La Valette valut au marquis de Villars d'avoir eu la première part au combat de Kokersberg, à la défaite du prince de Saxe-Eisenach et aux deux affaires de Walkirk et de Kinderstal.

À l'égard des autres actions qu'il vit comme volontaire dans le cours de cette campagne, ce ne fut qu'en les cherchant avec ardeur et avec une véritable envie de les trouver qu'il y parvint ; et ce n'est en effet que par là qu'on peut parvenir à en voir plus qu'un autre, Il y a tel officier qui, à la rigueur, a fait son devoir et qui en plusieurs années de service ne s'est pas trouvé à une seule action.

Le marquis de Villars revint passer l'hiver à la cour. Le roi avait quelque bonté pour lui ; mais une passion violente, qui pourtant ne déroba jamais un seul de ses jours aux occupations de la guerre, en enlevait un très grand nombre aux soins de sa fortune.

L'inimitié de M. de Louvois pour lui se déclarait en tout. Le régiment de Villars n'avait jamais que de mauvais quartiers. Ainsi il ne pouvait guère briller par la magnificence ; mais, en récompense, l'intrépide valeur du chef et de ceux dont il était composé répandait sur lui une autre dose d'éclat que la magnificence ne donne ni ne supplée point, et qui même se passe fièrement de tout celui que la magnificence donne. Cependant le marquis de Villars, peu attentif à faire sa cour, et brouillé avec le ministre de la guerre, essuya encore le sensible dégoût de voir de ses cadets faits brigadiers, et lui de ne point avancer. À la campagne précédente, il avait déjà vu passer devant lui le marquis du Bordage [52], neveu du vicomte de Turenne, mais il semblait que cette dernière campagne, si heureuse pour lui en actions, devait le garantir d'un semblable malheur. Il prit la liberté d'en marquer sa vive douleur au roi, et de le presser dans des termes respectueux, mais assez forts ; Sa Majesté y répondit deux fois avec bonté,

et même avec des éloges de ses actions, mais à la troisième, ce fut avec quelque aigreur, et le marquis de Villars se retira. Réduit à la nécessité de se faire un mérite, qui forçât la fortune en sa faveur, et d'être pour ainsi dire lui-même sa créature, son cœur lui suggéra le seul parti que la raison elle-même lui laissait à prendre, de servir, de surmonter les obstacles ou de périr.

1678.

Pendant la campagne de 1678, son régiment fut destiné à l'armée du maréchal de Créquy où il se rendit dans la fin de mai.

Il joignit l'armée campée dans la plaine de Neubourg [53]. Celle du duc de Lorraine s'en approcha, et le prince Louis de Bade [54] vint à la tête de 1,000 chevaux pour attaquer nos gardes. Dans ces temps-là, les grandes gardes du camp étaient d'escadrons à étendards, et l'on appelait gardes ordinaires des détachements de cinquante maîtres que l'on distribuait dans le front de l'armée. Depuis on a supprimé les gardes d'escadrons, et l'on ne s'est servi que de gardes ordinaires. Le marquis de Villars, qui avait la grande

garde de la gauche de l'armée, voyant un corps considérable de cavalerie des ennemis marcher à nos gardes de la droite qui étaient placées dans des lieux couverts d'arbres, au lieu que le côté qu'il gardait était une plaine d'une grande étendue, laissa à la gauche, pour laquelle il n'y avait rien à craindre, deux petites gardes de dix maîtres et marcha au grand trot avec son escadron, et trois gardes ordinaires au secours de 300 chevaux commandés par Olier, colonel de cavalerie, que le prince Louis de Bade pressait extrêmement. Il arriva assez à temps sur le bord du petit ruisseau de Neubourg, qui couvrait la tête du camp, pour sauver ces 300 chevaux qui se retiraient au galop. Olier fut tué, mais le marquis de Villars rallia le reste de ce détachement et arrêta le prince de Bade.

Dans le même temps que le marquis de Villars avait quitté son poste pour s'opposer aux ennemis, l'escadron des gardes du corps, qui était à la droite, avait pris un parti fort différent. Il se

retirait à mesure que les ennemis approchaient. Le maréchal de Créquy arriva dans le moment ; le marquis de Villars, qui savait que plusieurs officiers généraux l'avaient blâmé sur ce que les gardes du camp, disaient-ils, n'étaient destinées qu'à avertir et point du tout à combattre, et qu'elles ne devaient jamais quitter leur poste, dit au maréchal, en présence de ceux qui l'avaient désapprouvé : « Je suis jeune, et il me reste encore beaucoup à apprendre ; c'est pourquoi je prends la liberté de demander à mon général, si, étant de garde dans un pays fort découvert et par conséquent fort en sûreté, j'ai bien ou mal fait de laisser à ce poste deux petites gardes seulement, et d'avoir marché à un ennemi qui poussait nos troupes et voulait entrer dans le camp. » La réponse du maréchal de Créquy fut dure pour ces officiers généraux, Il ne les connaissait point, mais il ne ménagea pas les termes, et dit nettement : « Qu'il n'y avait que des poltrons et des pédants qui pussent ne pas approuver la conduite



du marquis de Villars ; qu'il l'en remerciait et le pria d'aller se reposer quelques heures, et ensuite de se mettre à la tête d'un parti de 500 chevaux qu'il lui destinait. »

Le marquis de Villars marcha avec ce parti sur l'armée ennemie, poussa des gardes et ramena quelques prisonniers. Le maréchal de Créquy, informé que les ennemis avaient un corps sous Reinfelt, petite place sur le Rhin, à trois lieues au-dessus de Basle, marcha la nuit et surprit ces troupes dont la plus grande partie se retira par le pont de Reinfelt. Le marquis de Tessé [55], colonel de dragons, les suivit avec beaucoup de vivacité à la tête de son régiment et y fut blessé, et les poussa jusque sur le pont. Nos dragons en tuèrent un très grand nombre, mais le marquis de Ranes [56], lieutenant général des armées du roi et colonel général des dragons, y fut tué.

Le maréchal de Créquy ayant, par cette action, jeté la plus grande partie de l'armée impériale vers Reinfelt, crut que, par une marche

forcée, il pourrait arriver sur Offembourg, petite ville sur la Kinche, à hauteur de Strasbourg, avant que le duc de Lorraine pût y faire entrer du secours, et qu'en peu de jours il s'en rendrait maître, d'autant plus qu'elle était mal fortifiée et n'avait qu'une faible garnison. Il fit vingt-sept lieues en quatre jours avec cavalerie, infanterie et canon, les gros bagages suivant plus lentement.

Le duc de Lorraine, voyant Reinfelt en sûreté, pénétra les desseins du maréchal de Créquy, et dans le même temps que l'armée de France s'ébranlait pour marcher sur Offembourg, celle de l'empereur se mit en mouvement pour sauver cette place, en sorte que les deux têtes d'armées se trouvèrent, comme à un rendez-vous marqué, au pied du château d'Artembourg [57], sur la Kinche, à la sortie des montagnes. Le marquis était à la tête des premières troupes; on attaqua la tête de celles de l'empereur dont les cinq ou six premiers escadrons furent renversés. Le marquis de Villars prit le colonel Renfin lorrain, et l'on

poussa les ennemis jusque sous les murailles de la petite ville de Gegembach [58] qu'ils occupaient. Leur diligence sauva Offemhourg. Mais le maréchal de Créquy songea à attaquer le fort de Kell, alors très mauvaise petite fortification de terre qui couvrait la tête du pont de Strasbourg.

On ouvrit une tranchée pour se placer de manière qu'on pût le lendemain donner un assaut à ce mauvais ouvrage, sans partir de trop loin. Dix compagnies de grenadiers et 300 dragons soutenus de quatre bataillons furent commandés, et l'on y marcha en plein jour. Le marquis de Villars, s'étant trouvé dans ce moment-là à la tranchée, se mit à la tête du premier détachement. Il avait un habit en broderie d'or, et le maréchal de Créquy le voyant le premier sur la brèche, défendue pendant quelques instants à coup de pique, prédit son élévation infaillible à ceux qui étaient auprès de lui, et lui cria : « Jeune homme, si Dieu te laisse vivre, tu auras ma place plutôt que personne. »

Le fort de Kell emporté [59], le maréchal de Créquy en fit raser les fortifications et brûler les habitations, et repassa le Rhin pour descendre vers Landau. Le duc de Lorraine alla passer ce fleuve au-dessus de Philisbourg, au village de Limersein [60].

Il n'y eut plus d'actions considérables dans le reste de cette campagne, si ce n'est pour le marquis de Villars qui les cherchait avec trop d'ardeur pour n'en pas faire naître. Le marquis de Villars ayant donc suivi le marquis de Boufflers [61] à un fourrage dont il était chargé, gagna avec lui la tête des escortes après qu'on eut assis les fourrageurs, et en trouva un très grand nombre qui avaient percé dans une vallée où ils n'étaient couverts que par 100 dragons séparés en deux troupes. À peine avait-on reconnu le péril que 400 chevaux des ennemis débusquèrent sur les 100 dragons. Le marquis de Boufflers courut aux fourrageurs pour rassembler ceux qui avaient des armes, et le marquis de Villars, à la tête de

quelques dragons de la reine, fit ferme à un défilé fort étroit. Comme il voulut arrêter un dragon qui fuyait, il saisit la bride du cheval qui se cabra, l'homme et le cheval furent tués, et le marquis de Villars, derrière ce cheval tué, fit ferme dans le chemin. Cinq ou six officiers volontaires, entre autres un capitaine du régiment Colonel-Général de la cavalerie, nommé Virmon, s'arrêtèrent auprès de lui, et le peu de moments qu'ils donnèrent au marquis de Boufflers pour rassembler des troupes suffit pour empêcher l'ennemi de dissiper nos fourrageurs et de nous en prendre un fort grand nombre. Cette action du marquis de Villars lui attira du grand prince de Condé, juge né de la valeur, une lettre pleine de louanges.

Ainsi finit la campagne de 1678. Toute l'Europe, lassée de la guerre, souhaitait ardemment la paix. Les traités interrompus à Cologne et renoués à Nimègue avançaient. Celui d'Espagne, d'Angleterre, de la Hollande et de l'empereur était conclu ; mais l'électeur de Brandebourg ne

pouvait se résoudre à rendre beaucoup de pays et de places prises sur la Suède. Cependant, comme le roi sacrifiait une partie de ses conquêtes en Flandre à l'intérêt du roi de Suède, son allié, les alliés de l'électeur de Brandebourg l'abandonnèrent. Le maréchal de Créquy, à la tête de l'armée du roi, passa le Vezer, défit quelques troupes de l'électeur, et ce prince se soumit aux conditions du traité de Nimègue.

1679.

Dans le même temps, le maréchal d'Humières marcha pour prendre Hombourg, petite place au-delà de la Saare, qui appartenait au vieux duc de Lorraine, et que l'électeur de Mayence gardait depuis plusieurs années. Le marquis de Villars était de cette armée. Le gouverneur de la place la rendit après quelques volées de canon, et, dans le milieu de l'année 1679, la paix fut établie dans toute l'Europe. Le marquis de Villars, malgré ses services, se trouva sans aucun avancement, mais une grande passion dont il était rempli ne lui laissait pas de sensibilité pour les rigueurs de la fortune. Une autre affaire de dames lui attira

quelques disgrâces de la cour dont il eut ordre de s'éloigner pour quelque temps.

Le mariage de la princesse Marie-Louise d'Orléans, fille aînée de Monsieur, se fit [62] avec le roi d'Espagne auprès de qui le marquis de Villars [63] était ambassadeur, et l'année d'après [64], celui de la princesse de Bavière se fit avec monsieur le Dauphin.



1683.

Quelques années de paix furent bien longues pour le marquis de Villars ; enfin la guerre recommença, en 1683, par la prise de Courtray [65] et le bombardement de Luxembourg, et finit par la prise de cette dernière place [66]. Mais ce peu de guerre pensa être fatal au marquis de Villars. Il fut détaché avec le comte de Montal, qui, avec un corps de cavalerie, s'approcha de Charleroy. Le marquis de Villars, voyant ceux de la ville braquer quelques pièces de canon sur douze ou quinze officiers qui étaient auprès de lui, leur dit, en leur en montrant une, celle-là nous approchera fort. Et dans le même temps, comme il voulut donner son manteau à un valet de chambre, le

mouvement qu'il fit lui sauva le coup, dont le valet de chambre fut emporté.

La guerre commençant alors entre l'empereur et le Turc, le marquis de Villars ne put se refuser cette occasion de sortir d'un repos, qui n'en était pas un pour lui. Il chercha avec empressement toutes sortes de voies pour aller servir dans les armées de l'empereur, mais il n'osait en demander la permission que le roi avait refusée aux princes de Conti [67]; une sage prévoyance ayant fait craindre à Sa Majesté que, si elle la leur accordait, une très nombreuse noblesse n'allât se sacrifier dans ces guerres étrangères.

Il fallait donc trouver un moyen de sortir du royaume avec l'agrément du roi; pour cela, le marquis de Villars demanda plusieurs commis-

sions dans les cours étrangères. Enfin, celle d'aller faire un compliment de condoléance à l'empereur sur la mort de l'impératrice sa mère [68], lui fut donnée. Il était entièrement brouillé avec M. le marquis de Louvois, et vivement touché de toutes les injustices que ce ministre lui avait faites. Cependant il alla prendre congé de lui, et les seules paroles qu'il en tira furent des assurances de ne pas s'opposer aux grâces que le roi voudrait lui faire. Un discours si sec obligea le marquis de Villars à lui répondre : « Avec de tels engagements, je puis m'attendre à la continuation de vos sentiments, » et il sortit de la chambre sans le saluer.

La réputation du marquis de Villars l'avait devancé à la cour de l'empereur. Plusieurs généraux l'avaient entendu nommer dans les actions qui s'étaient passées pendant les dernières guerres, et on voulut bien être mécontent pour lui en ce pays-là du peu de récompenses qu'il avait eues en France. Il fut reçu très agréablement dans cette cour. Le comte de Stratmann [69], ministre, et qui

avait le plus de part à la confiance de l'empereur, lui marquait beaucoup d'amitié, et essaya même de le retenir sur l'espoir qu'on lui rendrait là plus de justice.

Les premières lettres [70] que le marquis de Villars écrivit de Vienne au roi sur la cour de l'empereur, sur les intrigues qui divisaient les ministres et les généraux, surtout le duc de Lorraine et le prince Hermann de Bade [71], attirèrent l'attention de Sa Majesté. Elle ne connaissait le marquis de Villars que par le courage. Elle vit qu'elle ne l'avait pas connu tout entier, que l'esprit et le talent de la négociation lui appartenaient encore, et elle sentit dès lors que, quoique né pour la guerre, il pouvait être utile pendant la paix.

L'électeur de Bavière [72] vint à Vienne, et marqua beaucoup de bontés au marquis de Villars. Il l'admit même dans sa confiance, et le roi, qui voulait regagner un prince absolument dévoué au service de l'empereur, malgré les anciennes liaisons de son père [73] avec la France,

et l'alliance de sa sœur la Dauphine, ordonna au marquis de Villars de suivre l'électeur à Munich, sans affectation cependant, ni qu'il y parût d'autre dessein que celui de faire sa cour à un prince qui lui avait fait beaucoup d'amitiés.

Nous allons voir commencer une négociation, qui fut assez vive, et qui engagea le marquis de Villars à voir les guerres de Hongrie, ce qu'il avait toujours très ardemment désiré.

L'électeur était amoureux depuis longtemps de la comtesse de Kaunits, femme de beaucoup d'esprit. Son mari, homme très habile, et qui fut depuis un des premiers ministres de l'empereur, souffrait volontiers une galanterie qui contribuait à l'accroissement de sa fortune, et par les biens qu'il recevait de l'électeur, et par la considération que lui donnait, auprès de l'empereur, le sacrifice entier que l'électeur faisait de ses troupes et de son argent à la cour de Vienne. Sa passion pour la comtesse de Kaunits le portait à faire tout ce qu'elle désirait, de plus il voulut faire toutes les

campagnes de Hongrie. Ainsi, en très peu d'années, il avait consommé tous les trésors qu'avait amassés l'électeur, son père. Le marquis de Villars connut bientôt que, pour le retirer de la dépendance de l'empereur, il fallait commencer par l'affranchir de celle de la comtesse de Kaunits.

Celle première passion était sur ses fins, aussi bien que la beauté de la dame, mais le mari et la femme s'étaient emparés de la cour de l'électeur, et tout leur était dévoué.

Le marquis de Villars commença par inspirer à l'électeur l'envie d'attirer à Munich une jeune comtesse de Welen, dame de l'impératrice, avec laquelle l'électeur était entré en commerce avant son dernier voyage à Vienne. Cette jeune personne arriva en grand secret ; on lui avait préparé un petit appartement caché dans le palais [74], mais elle avait si peu d'esprit que le marquis de Villars connut bientôt qu'elle lui serait inutile, si ce n'est qu'elle avait servi à tirer l'électeur de ses premières chaînes.

Une jeune italienne, nommée Canossa, prit sa place. Cette fille était parfaitement belle, et même beaucoup plus qu'elle n'avait besoin de l'être avec tout son esprit, et, ayant étudié en galanterie à Venise, elle continua ses leçons très habilement à Munich. Tout le reste de l'hiver se passa en plaisirs. L'électeur était fort tenté d'aller à Venise passer encore un carnaval, mais le marquis de Villars vint à bout de le retenir en lui représentant qu'il y avait plus de dignité et même de plaisirs à demeurer dans sa cour qu'à courir le monde, et qu'il n'y avait que des raisons de gloire qui dussent arracher un grand prince de ses états. Enfin on partit pour la Hongrie.

Lorsque le marquis de Villars vit que l'électeur, dégoûté de sa première maîtresse, commençait à sentir la tyrannie des ministres à Vienne, il lui conseilla fort de dissimuler, surtout devant repasser par Vienne, et commander conjointement avec le duc de Lorraine les armées de l'empereur. Il lui dit seulement qu'il pouvait songer à paraître



un peu plus lié avec le duc de Lorraine, et plus occupé de sa dignité et du désir de sortir de la tutelle où, jusque-là, il avait été très sûrement retenu.

Le marquis de Villars manda au roi, qu'assuré comme il l'était que toutes ses lettres seraient ouvertes, il n'écrirait plus de Vienne, ni de l'armée, que ce qui voudrait bien qui fût connu des ministres de l'empereur, et que du reste il servirait dans l'armée impériale comme s'il était né Autrichien [75].

Il remplit en effet les devoirs du plus fidèle serviteur de l'empereur, et fut assez heureux pour rendre d'importants services dont nous verrons dans la suite que l'empereur le fit remercier hautement par le comte de Stratmann, alors son premier ministre.

L'électeur partit pour la campagne avec un équipage des plus magnifiques. Il y avait plus de cent cinquante grands bateaux que l'on trouva prêts à Alten-Elting, dévotion fameuse en Bavière. On arriva en quatre jours à Vienne, où

l'électeur fit peu de séjour. Il était exprès parti fort tard de Munich.

La campagne était déjà ouverte en Hongrie. Le duc de Lorraine, dont le véritable dessein était de marcher à Esseck, comme à la plus importante conquête que l'on pût faire, et parce qu'il est d'ailleurs très difficile à une armée considérable de faire la guerre loin du Danube, qui apporte toutes les provisions et les munitions de guerre et de bouche, essaya de partager les forces des Turcs, en les inquiétant pour la droite et pour la gauche du Danube, et prit d'abord sa route vers Segedin, avec une partie de l'armée, comme s'il eût voulu entrer en Transylvanie ou attaquer le Grand Varasdin.

Mais les Turcs ne prirent pas le change ; ils demeurèrent retranchés sous Esseck, dont le poste leur parut assez bon pour leur faire négliger de s'opposer au passage de la Drave, si difficile par lui-même, que dans l'endroit où passa l'armée de l'empereur, il fallut faire vingt-cinq ponts sur des

bateaux. Il y avait plusieurs bras de cette rivière plus larges que la Marne.

Lorsque l'armée fut passée, il fut question de marcher à celle des Turcs. On laissa sur la gauche le château de Valpò, gardé par 4 à 500 Turcs, et l'on traversa trois ou quatre lieues de bois pour arriver à Esseck. La marche se fit avec toutes les précautions nécessaires, l'infanterie mêlée avec la cavalerie, c'est-à-dire une tête de 1,000 chevaux qui poussaient environ 2,000 spahis, qui se retiraient trois cents pas devant eux, et ramenaient souvent les coureurs de l'armée impériale jusque dans les premiers escadrons, à la tête desquels était le duc de Lorraine [76]. Le marquis de Villars, pour ne rien perdre ni de l'action ni des ordres des généraux, se tenait aussi près de lui que la discrétion le pouvait permettre à un volontaire. Ce prince marchait seul. Après lui suivait Caprara, le comte Taaffe et deux autres des premiers généraux, les autres étant distribués dans les divisions; car le duc de Lorraine avait pour

maxime de tenir toujours auprès de lui trois ou quatre des principaux généraux qui n'avaient pas de poste dans l'armée, mais qui, dans des conjonctures importantes, allaient porter et faire exécuter ses ordres plus décisivement que n'auraient pu faire des aides de camp ; ce que le marquis de Villars a pratiqué depuis dans les grandes armées qu'il a commandées.

La marche était lente ; selon que les bois se trouvaient plus clairs ou plus fourrés, on étendait cinq ou six bataillons, autant d'escadrons, et on ne perdait pas l'occasion de se former autant que le terrain le pouvait permettre.

Enfin, après une marche d'une journée entière et d'une partie de la nuit, on sortit des bois au point du jour et on découvrit l'armée des Turcs retranchée sur la crête d'une hauteur, ayant sa droite à la Drave, sa gauche au Danube et la ville d'Esseck derrière elle et dans son centre.

Tout le front de la ligne paraissait bordé de drapeaux et d'étendards, et plus de 150 pièces de

canon étaient disposées dans les intervalles des troupes ; 2,000 spahis ou environ se montraient hors des retranchements, une partie se détachait de temps en temps pour escarmoucher avec ceux des Impériaux qui s'éloignaient de quelques pas de leur ligne, ce que les généraux empêchaient avec beaucoup de soin.

Le duc de Lorraine s'étendait avec de grandes précautions et formait sa ligne peu à peu ; l'infanterie, couverte de ses chevaux de frise, gagnant terrain et s'étendant le long des bois, quelques escadrons marchant au milieu des bataillons, parmi lesquels étaient mêlées des brigades d'artillerie, pendant que celle des ennemis tirait continuellement, Enfin, une journée entière, depuis trois heures du matin jusqu'à dix heures du soir, fut employée à se mettre en bataille. On rectifia pendant la nuit tout ce qui pouvait être défectueux, et il était neuf heures du matin avant que l'armée fût en état de marcher aux ennemis.

L'ordre de bataille bien disposé, les généraux s'approchèrent jusques à la portée du mousquet des retranchements pour les reconnaître. On y fit rentrer à coups de canon tout ce qu'il y avait de Turcs au-dehors, et, après avoir été examinés pendant six ou sept heures, ils furent trouvés inattaquables. Sur-le-champ, la résolution fut prise de se retirer dans le même ordre et avec les mêmes précautions que l'on avait marché. Comme la droite avait eu l'avant-garde, la gauche fit la retraite, et le prince Louis de Bade, qui la commandait sous l'électeur de Bavière, la régla avec beaucoup d'ordre et disposa pour cela vingt bataillons. D'abord, ils étaient sur deux lignes, ensuite la seconde, partagée en deux, fit une manière de bataillon carré dont les deux branches touchaient les bois et fermaient le milieu dans lequel on mit six escadrons des plus anciens régiments. Ainsi, à mesure que les deux branches s'enfonçaient dans les bois, la première ligne s'en approchait en bataille et le front de cette ligne se

rétrécissait insensiblement, de sorte que tout entra sans que les flancs fussent découverts.

Les Turcs, contents de la retraite, ne songèrent point à la troubler ; on ne songea point non plus à attaquer le château de Valpò qu'on avait laissé investi pendant la marche à Esseck, et l'armée de l'empereur repassa la Drave avec la même facilité qu'elle l'avait passée, sans que les Turcs fissent aucun mouvement vers la tête des ponts, soit pour l'en empêcher, soit pour attaquer l'arrière-garde, ce qui leur était également aisé.

Le marquis de Villars, fort attentif à s'instruire des détails d'une guerre si différente des nôtres, était perpétuellement occupé de tout ce qui y avait rapport, tantôt interrogeant les principaux prisonniers des Turcs, tantôt ceux de l'armée de l'empereur qui avaient été esclaves parmi eux, entre autres le chevalier Sentini, qui avait servi trois ans un vizir [77]. Rien de tout ce qui concerne la guerre ne pouvait lui être indifférent, et il y a des mémoires de lui très instructifs sur

tous les ordres et les différences de troupes des orientaux.

L'armée de l'empereur, ayant repassé la Drave, croyait la campagne perdue, et elle l'était effectivement, si l'ignorance et la témérité des Turcs ne les eussent portés à des mouvements dépourvus de toute raison politique, car la paix se traitait en secret; et le sultan, aussi bien que l'empereur, pressé par tous les avantages que la France avait pris depuis le commencement de la guerre des Turcs, la désiraient également. Le roi s'était emparé de Strasbourg, le duc de Mantoue nous avait vendu Casal par un traité commencé en Flandre et continué sur les lieux (ainsi que nous le voyons par les lettres du marquis de Louvois, par celles de l'abbé Morel), ensuite rompu, et puis renoué, On avait assiégé et pris Luxembourg, la plus importante place des Espagnols pour assurer le commerce de l'empire avec la Flandre; et les Espagnols, hors d'état de se défendre, avaient consenti à tout ce qu'on avait exigé d'eux. Le



roi faisait fortifier Mont-Royal, Trarbach, Landau, Longwy, Sarrelouis et toutes les places qui nous ouvraient les terres de l'empire, qui sont en deçà du Rhin. Ainsi, l'empire menacé, l'Italie ébranlée par la perte de Casal, et tous les États voisins de la France intimidés par sa puissance, ne permettaient plus à l'empereur de différer sa paix avec le Turc, et le duc de Lorraine même, pour excuser les difficultés qu'il avait apportées à la bataille que l'on gagna quelques jours après, n'hésita pas à dire ensuite au marquis de Villars, qui avait insisté plus qu'un autre à la faire donner, que, quand une paix aussi importante était prête à se conclure, on ne donnait pas une bataille pour divertir les volontaires. Les sentiments de ce volontaire pouvaient être comptés pour quelque chose, par le crédit qu'on lui connaissait sur l'esprit de l'électeur de Bavière.

L'armée impériale demeura quelques jours campée auprès de Baraniavar, et pendant ce temps un vizir, qui avait été pris la campagne pré-

cédente, et qui était au général Dunewald, fut retiré par les Turcs, moyennant 40,000 écus, et pour environ 10,000 francs de fourrures et de pierres.

Les Turcs envoyèrent un aga et 12 ou 15 spahis pour apporter l'argent, et, pendant que l'on le comptait, le marquis de Villars, qui montait un cheval d'Espagne fort adroit, caracolait avec cet aga très bien monté et fort adroit aussi. La fin de leur manège finit par des honnêtetés, et, cet aga voyant des pistolets fort beaux qu'avait le marquis de Villars, ils lui furent offerts, ce que le général Dunewald n'approuva pas.

Cependant l'armée turque avait passé la Drave, sur le pont d'Esseck, ouvrage très magnifique, qui, sur une infinité de pilotis, traversait la Drave et tous les bras et marais qui l'entourent, depuis Esseck jusqu'à la terre ferme, du côté de Baraniavar. Il était si large qu'un bataillon pouvait y marcher de front, et les Turcs s'en servaient pour mener leurs armées vers Bude, Albe-

Royale [78] et toutes les places qu'ils avaient en avant.

L'armée impériale avait été obligée d'envoyer, le long de la haute Drave, pour en défendre le passage, tout ce qu'on appelle les nationaux, qui sont les *houssards*, *cravattes* et autres troupes légères dont les Impériaux ne faisaient pas grand cas, mais dont l'éloignement donnait un tel air de supériorité à celles des Turcs, que leur cavalerie insultait tous les jours l'armée de l'empereur, prenant un très grand nombre de fourrageurs, et tenant leurs gardes de cavalerie à trois cents pas du front de bandière de cette armée, et la légèreté de leurs chevaux donnait à leurs gens, assez hardis d'ailleurs, un si grand avantage sur les cuirassiers de l'empereur, qu'ils n'osaient se montrer.

La sagesse de nos troupes et l'insolence des Turcs attirèrent enfin la bataille, et le grand vizir, qui s'était étendu dans des terrains couverts en deçà de la Drave, se contentant de nous resserrer et de nous prendre un grand nombre de four-

rageurs, fut enfin forcé, par l'esprit téméraire et mutin de ses troupes, à se mettre en plaine devant nous.

L'armée ottomane était formée en deçà d'Esseck, dans des bois et des prairies qui s'étendent depuis la tête du pont d'Esseck jusqu'à une demi-lieue du pied de la montagne d'Ersans. On ne découvrait de leur armée que quelques têtes de cavalerie, qui se montraient souvent dans les plaines qui vont à la Drave, vers Siclos et Cinq-Églises, et jamais sans prendre un grand nombre de fourrageurs. L'armée impériale avait sa gauche appuyée au petit ruisseau, du côté de Baraniavar, et sa droite s'étendait vers Siclos. Le duc de Lorraine, n'ayant pu attaquer l'armée ottomane, n'avait plus d'autre objet que de tomber sur Erla, petite forteresse au-delà du Danube, centre Segedin et Neaüsel [79].

Avant que de s'éloigner, il voulait tirer de Siclos et de Cinq-Églises les garnisons qu'on y avait établies, et ensuite les raser, et c'était pour cela

que, le 11 août, l'armée impériale s'avança dans la plaine de Siclos, lorsque les Turcs, qui devaient être plus que contents d'avoir rendu vains, pendant cette campagne, tous les projets et les efforts de leurs ennemis, forcèrent le grand vizir à sortir des bois qu'il avait occupés en deçà de la Drave, toujours couvert, et se contentant de prendre beaucoup de fourrageurs et de resserrer l'armée des Allemands; et non seulement, ils le forcèrent à se mettre en plaine devant l'armée impériale, mais même à l'attaquer dans sa marche.

À peine l'aile gauche de cette armée, appuyée à un petit ruisseau, s'en éloignait-elle pour suivre la droite, qu'on vit sortir de toutes les trouées des bois de grands corps de spahis. Le duc de Lorraine était à la tête de la droite, et l'électeur de Bavière, avec le prince Louis de Bade, commandait l'aile gauche.

L'électeur de Bavière dit au marquis de Villars de monter le plus diligemment qu'il pourrait, sur la montagne d'Ersans, pour découvrir les mouve-

ments des Turcs. Mais il n'était pas à la moitié qu'il vit tous ces divers corps de spahis s'étendre dans la plaine, soutenir de gros bataillons de janissaires, et ayant leur artillerie disposée dans les intervalles, enfin tous les apprêts d'une bataille certaine. La droite des Turcs s'avavançait même pour envelopper la gauche des Impériaux. Le marquis de Villars revint à toutes jambes, et dit au général de Piccolomini, qu'il rencontra, et qui commandait la seconde ligne de cavalerie, de faire au plus tôt une potence de sa ligne à la montagne, pour se barrer de ce côté-là, et, après cet avis, dont Piccolomini profita sur-le-champ, il poussa à l'électeur et au prince de Bade, et leur annonça qu'ils n'avaient que le temps de former leurs bataillons et leurs escadrons, et qu'ils allaient être attaqués. Tout ce qui était en colonne se mit en bataille, l'infanterie plaça ses chevaux de frise, et le prince de Bade, suivi du marquis de Villars, courut à la seconde ligne de cavalerie. Ils trouvèrent cette potence formée, et faisant tête

aux Turcs qui avaient déjà passé le petit ruisseau où l'aile gauche de l'armée impériale était appuyée d'abord, et qui, avec un corps de 7 à 8,000 spahis, voulaient prendre le derrière de l'armée entre la seconde ligne et la montagne. Le prince de Bade fit entrer tous les officiers dans les escadrons, se mit à la tête de cette ligne, et hors de la ligne de quatre ou cinq pas, et voulut que le marquis de Villars demeurât seul à côté de lui.

À peine les Turcs firent-ils quelque léger mouvement, comme pour s'approcher des escadrons impériaux, ils s'arrêtèrent. Un bataillon de janissaires se mit à la gauche de leur cavalerie, sur le bord d'un rideau, tira quelques coups de mousquet, et, ce grand corps, qui n'avait qu'une simple ligne de cavalerie à enfoncer pour prendre le derrière de l'armée impériale, ne fit pas un pas en avant.

Leur incertitude détermina le prince de Bade à faire avancer quelques pas, et, dans le moment, comme s'ils n'eussent attendu pour se retirer que

ce premier mouvement, on vit les spahis et les janissaires se replier. On avançait à mesure qu'ils s'éloignaient, et, insensiblement, la gauche des Impériaux se remit à ce même ruisseau, où elle était appuyée le matin, et l'armée, après avoir chassé tout ce qui avait gagné ses derrières et la débordait, se forma en bataille, sur une ligne droite, devant l'armée des Turcs.

Nous avons cru devoir rapporter ces mouvements, parce qu'ils ne se pratiquent pas dans nos guerres, et qu'on n'est pas accoutumé à voir 8 ou 10,000 chevaux, partis ensemble comme des fourrageurs et prendre le derrière d'une armée, mouvement qui, exécuté vivement et avec vigueur, pourrait parfaitement réussir. Sa singularité seule serait presque un avantage. Revenons à la suite de la bataille. Toute l'armée de l'empereur marcha en avant, et celle des Turcs ne fit autre chose que se retirer.

Il était difficile que le désordre ne se mit bientôt dans cette retraite; aussi vit-on, tout d'un



coup, les spahis, sans être chargés, s'ébranler et abandonner tous les janissaires. Il est vrai qu'il y eut dans la ligne quelques corps qui les pressèrent vivement ; mais celui à la tête duquel marchaient le prince de Bade, les princes Eugène [80] et de Commercy [81], le marquis de Villars, le marquis de Créquy [82] et les autres volontaires, ne s'ébranla que quand on vit fuir la cavalerie turque, et, en un moment, ils se trouvèrent au milieu de ce prodigieux corps de janissaires, *qui fuyait sans terreur*, et s'ils eussent eu parmi eux quelque général, il leur eût été très aisé de tenir ferme dans les bois. Il est vraisemblable que le grand vizir n'avait pas un dessein formé de combattre, car il avait commencé, à la tête des bois, quelques retranchements qui n'étaient qu'en ligne droite ; encore parut-il qu'ils jetaient la terre devant eux, comme quand on ouvre une tranchée, et que le fossé était de leur côté. La cavalerie impériale franchit sans peine ces retranchements, et tua presque tous les janissaires, dont les der-

niers se défendaient avec beaucoup de valeur. Le marquis de Villars eut son buffle coupé de deux coups de sabre ; le prince de Commercy fut blessé d'un coup de lance, que les Turcs appellent *copie* [83], le comte de Sinzendorf y fut tué, Ligneville blessé [84], aussi bien que l'écuyer du marquis de Villars. Il y eut peu d'officiers de tués, et cette victoire, la plus complète que les Impériaux aient remportée de toutes ces guerres, leur coûta à peine 4 à 500 hommes.

Le général Dunewald eut ordre de marcher en diligence, du côté de Darda, pour couper entre le pont d'Esseck et le gros de l'armée des Turcs, mais il se perdit dans les bois.

Les marquis de Villarset de Créquy, et le prince de Courlande [85], à la tête de huit ou dix escadrons seulement, suivirent assez vivement toute cette cavalerie turque, qui s'éloignait avec autant de vitesse que le terrain étroit le lui pouvait permettre. Mais ils ne les suivirent pourtant que d'aussi près qu'il le fallait pour empêcher des

troupes épouvantées de regarder derrière elles et de démêler le peu de gens devant qui elles fuyaient. Ils entrèrent les premiers dans les tentes du grand vizir. Le marquis de Villars et le marquis de Créquy, ayant passé la nuit sur le champ de bataille, et revenant au point du jour aux équipages chercher de quoi manger, rencontrèrent le duc de Mantoue [86] à pied, qui les reconnut, et vint leur demander des nouvelles.

Le butin fut immense, par la quantité d'or et d'argent qui resta, par la magnificence des armes et celle des tentes, et peut-être ne sera-t-on pas fâché de trouver ici une description de celles du grand vizir ; la voici copiée d'après une lettre du marquis de Villars :

Il dit que, devant la grande avenue de ces tentes, était une espèce d'allée de cinquante pas de longueur, formée des deux côtés par deux rangs de coffres assez beaux, et en une quantité prodigieuse, posés les uns sur les autres avec beaucoup d'ordre. Les prisonniers lui dirent que

c'était là le trésor de l'armée. Outre l'argent, il y avait dans ces coffres les robes de distinction qui se donnent après quelque action remarquable, soit aux janissaires, soit aux autres que l'on juge les avoir méritées. Tout le gros des tentes du grand vizir était entouré de deux enceintes de murailles. Dans la première, faite d'une toile rouge d'environ huit pieds de haut, et séparée par des colonnes vertes de même toile, étaient un grand nombre de tentes fort belles pour les principaux officiers du grand vizir.

Une autre enceinte de murailles de toile verte, de même hauteur que la première, et séparée par des colonnes de toile rouge, enfermait les tentes destinées pour la personne du grand vizir. D'abord, on voyait la grande tente d'audience du grand vizir, qui présentait un frontispice, tel que celui d'une église, soutenu par huit gros piliers brisés par le milieu, et les brisures étaient de bronze doré. Ces huit piliers soutenaient une avance de tente par laquelle on arrivait à la

grande tente d'audience soutenue par un seul mât, gros comme celui d'un médiocre navire. À l'entrée de la tente s'offraient comme deux troncs d'arbres, avec cinq ou six branches, sur lesquelles étaient perchés les oiseaux de chasse du grand vizir. Elle était séparée en deux par deux grands rideaux de brocard d'or et cramoisi, relevés par les côtés. Une estrade, d'environ trois toises en carré et d'un demi-pied de haut, couverte d'un drap de couleur de feu, était appuyée au grand mât, auprès duquel, sur cette estrade, était un carreau de brocard d'or et cramoisi, accompagné de deux autres semblables, posés à quatre pieds de distance de celui-là. Enfin, la tente, dans laquelle couchait le grand vizir, était soutenue par des piliers de trois en trois pieds de distance, enfermés dans des murailles de la tente, dont le dessus avait la forme d'un parasol ; ainsi, il n'y avait point de mât dans le milieu. Cette tente et celle des audiences, toutes brodées en dedans d'une broderie très fine : le haut était d'étoffes d'or et d'argent,

découpées et brodées, de manière que, de l'endroit le plus élevé, il sortait un éclat qui s'affaiblissait à mesure que la broderie descendait, parce qu'elle n'était que de soie [87].

Presque toutes les tentes des Turcs ont ce que nous appelons des marquises, c'est-à-dire une double tente, pour garantir de la pluie et de la chaleur. Tout avait été tendu le matin même, ce qui marque le prodigieux nombre d'esclaves qui servent à leurs équipages. Le marquis de Villars rapporte encore, dans la même lettre, que rien n'était dérangé dans leur camp, et qu'à cette occasion, le duc de Lorraine lui avait dit qu'il avait remarqué dans les guerres contre les Turcs, qu'après le gain d'une bataille, on trouvait toujours leur camp tout tendu, ce qui n'arrive pas dans les guerres entre les chrétiens, et aussi, qu'au lieu que, dans nos batailles, on discerne souvent les généraux qui sont suivis d'un plus grand nombre de gens, qui vont à la tête des troupes et paraissent donner des ordres, chez les

Turcs, personne ne se montre hors de leurs lignes, et qu'il est impossible d'y démêler un officier général, ce qui marque, ainsi que toute leur conduite, une parfaite ignorance dans l'art de la guerre.

Le prince de Savoie [88] fut envoyé à l'empereur lui porter cette grande nouvelle et recevoir ses ordres pour des projets tout différents de ceux que l'on avait formés d'abord. Avant la bataille, on ne songeait qu'à retirer les garnisons de Siclos et de Cinq-Églises, à raser ces petites villes et tous les postes que l'on avait le long de la Drave, et l'on laissait aux Turcs la liberté de ravitailler Canise et Siget, places très importantes [89].

Mais le gain de la bataille donna bien d'autres vues. L'électeur de Bavière, conformément à celles du prince de Bade, qui désirait la séparation des armées, en avait de très opposées à celles du duc de Lorraine. Il voulait aller, avec une armée séparée, faire le siège d'Erla. Pour le duc de Lorraine, il avait des desseins plus grands et même

plus convenables. Il ne doutait pas, qu'après de tels succès, on dût marcher en Transylvanie faire prendre Esseck, et qu'ensuite Erla, aussi bien que Canise et Siget, ne tombassent d'elles-mêmes.

Le prince de Bade, ennemi déclaré du duc de Lorraine, entrait dans les sentiments du prince Hermann de Bade, son oncle, président du conseil de guerre, que le parti du duc de Lorraine accusait d'avoir fait manquer le premier siège de Bude.

L'empereur se remettait de tout au duc de Lorraine, et il était bien aisé de juger, qu'après le gain d'une bataille, dont on donnait toute la gloire à l'électeur, il le prierait d'aller se reposer le reste de la campagne à l'ombre de ses lauriers, et de laisser à la conduite du duc de Lorraine le peu qui restait à faire ; car c'est ainsi que l'empereur s'expliquait dans les lettres qu'il écrivait à l'électeur. Il marquait même que le prince de Bade commanderait un corps d'armée vers la Drave. Comme le marquis de Villars paraissait avoir assez de pouvoir sur l'esprit de l'électeur, le duc



de Lorraine voulut l'engager à combattre ce désir d'aller faire le siège d'Erla. Le prince de Bade lui confia aussi ses chagrins contre le duc de Lorraine, qui ne voulut le ménager en rien, et qui, muni d'ordres secrets, refusa de donner à ce prince aucun commandement séparé, et chargea même le général Dunewald, qui n'était pas feld-maréchal, du commandement qui paraissait destiné au prince de Bade, revêtu de cette dignité. L'électeur pressa vivement, sur ce sujet, mais inutilement, le duc de Lorraine, et partit assez content de retourner à Vienne et dans ses états jouir de sa gloire au milieu des plaisirs, et plus touché du désir de faire parler de lui que soigneux d'acquérir un savoir bien profond dans la guerre.

Le prince de Bade quitta l'armée, sans vouloir prendre congé du duc de Lorraine, et ramena dans sa calèche de poste les marquis de Villars et de Créquy. Le duc de Lorraine, seul maître de l'armée, alla soumettre la Transylvanie, et fit prendre Esseck par le général Dunewald.

Si l'on rassemble les lettres [90] du marquis de Villars, on y trouvera des mémoires sur la guerre des Turcs et sur les divers caractères des officiers généraux de l'empereur qui méritent de l'attention.

Le marquis de Villars arriva à Vienne [91] avec le prince de Bade, et à la première audience qu'il eut de l'empereur, ce prince voulut bien lui dire que ses généraux l'avaient informé de son ardeur, de son rôle et des services qu'il lui avait rendus.

Le comte de Stratmann, proprement premier ministre de l'empereur par la grande confiance que ce prince avait en lui, quoiqu'il n'en eût pas le titre, était un homme de beaucoup d'esprit. Élevé dans la cour de l'électeur Palatin, ci-devant duc de Neubourg, père de l'impératrice Éléonore, cette princesse, dont le crédit était fort grand, l'avait établi auprès de l'empereur. Le marquis de Villars l'avait connu à Berlin dans le voyage qu'il y fit, étant encore fort jeune, et nous avons

parlé des tentatives inutiles de ce ministre pour l'attacher, et pour ainsi dire le gagner, à l'empereur son maître. Au retour de la campagne de Hongrie, à un dîner chez lui, comme on buvait les santés des généraux et des ministres de l'empereur, il en porta une fort haut au marquis de Villars, en ces termes : « À la santé des braves généraux et des bons ministres de l'empereur, et de M. le marquis de Villars qui, n'étant ni l'un ni l'autre, n'a pas laissé de le servir très utilement et du bras et de la tête, cette dernière campagne ; l'empereur le sait et vous en tient compte, et m'a commandé d'en rendre un témoignage public. » Attention glorieuse pour le marquis de Villars et plus encore pour le prince.

L'électeur partit bientôt de Vienne, et il assura le marquis de Villars que, dans l'intention où il était de prendre avec le roi des engagements solides, il avait abrégé son séjour pour éviter les vives sollicitations que l'empereur lui faisait de renouveler les siens avec lui. Le marquis de Vil-

lars reçut à Vienne des ordres pour suivre l'électeur et prendre auprès de ce prince la qualité d'envoyé extraordinaire de la cour de France [92]. L'envoyé de l'empereur était le comte de Thun, frère de l'archevêque de Salzbourg, un des plus puissants princes de l'Empire.

L'électeur continua à traiter le marquis de Villars avec beaucoup de distinction, et à lui donner tous les agréments possibles. Il le mettait de toutes ses parties et de tous les soupers particuliers avec les dames. Ce prince aime les plaisirs, il est galant, homme de musique, de chasse, adroit à tous les exercices, et ce n'était tous les jours que carrousels, opéras, comédies de dames de sa cour, comédies italiennes, courses de traîneaux pendant l'hiver [93]. L'électeur s'attacha à une des filles d'honneur de l'électrice, nommée Mlle de Sinzendorff, d'une beauté et d'un esprit médiocres, mais retenue par assez de vertu pour ne pas accorder les dernières faveurs ; ce qui piqua l'électeur et le rendit plus amoureux. Cet

engagement n'excluait pas quelques commerces passagers et plus vifs, quoique moins touchants, avec les camerera ou femmes de chambre de la cour. Le marquis de Villars, et par son goût et pour l'intérêt même du service du roi, se maintenait dans la plus étroite liaison qu'il lui était possible avec l'électeur, et savait mettre à profit pour le succès des négociations jusqu'à ses plaisirs. Il était donc de tout et menait une vie fort agréable.

La cour de Vienne, informée de ses progrès et du peu de crédit qu'avait en comparaison de lui le comte de Thun, envoya à Munich le comte de Kaunitz, homme très habile, et qui depuis a été un des premiers ministres de l'empereur. Comme il avait été, autrefois, dans la plus grande familiarité avec l'électeur, il fut de tous les soupers. Il y en eut un où ce prince, animé par quelques lettres qu'il avait reçues de son ministre à Rome, s'emporta un peu contre le pape, qui, au lieu de lui accorder quelque grâce légère qu'il lui demandait, avait chargé son ministre de lui parler sur ses ga-

lanteries qui mettaient l'électrice au désespoir, et sur les dépenses excessives qu'il faisait pour ses plaisirs, enfin de lui faire de sa part une espèce de réprimande. Sur cela, l'électeur dit : « De quoi se mêle le saint-père, il offre des chapeaux de cardinal aux enfants du duc de Lorraine, et il s'avise de me faire des reproches sur ma conduite, pendant que, de ma personne et de mon bien, je sers l'Église et l'Empire contre les Turcs. » Le comte de Kaunitz répliqua que, s'il le désirait, le saint-père offrirait de même un chapeau pour son frère, mais que, devant être électeur de Cologne, il serait au-dessus de cette dignité. Le marquis de Villars, qui n'était pas fâché de piquer un peu l'électeur contre le comte de Kaunitz, prit la parole et dit : « Que c'était faire tort à l'électeur de penser qu'il ne pût désirer cette dignité que pour le prince Clément, et n'eût pas des amis et des serviteurs auxquels il serait bien aise de la procurer, que l'empereur venait d'en faire honorer le chevalier de Wallstein, son capitaine des gardes,

et que, puisque le pape l'offrait au duc de Lorraine, il était bien juste qu'il en usât de même avec l'électeur, et lui laissât le choix du sujet. » Le comte de Kaunitz, pour ne pas adresser la parole à l'électeur qui s'échauffait, et dont les réparties commençaient à s'aigrir, dit au marquis de Villars : « À qui voulez-vous donc, Monsieur, que son Altesse électorale donne ce chapeau ? » — « À moi, dit le marquis de Villars, qui le servais très bien dans le sacré collège. » La vivacité s'augmentait de la part de l'électeur. Le comte de Kaunitz se tourna vers le marquis de Villars, et lui dit en riant : « Voilà, Monsieur, où votre ambition d'être cardinal mène les choses. » Le marquis de Villars lui répondit en souriant aussi : « Commencez par me faire cardinal, et tout cela s'accommodera. » Cependant, il suivait toujours le dessein qu'il avait d'abrégé le séjour du comte de Kaunitz auprès de l'électeur, et il y réussit si bien, qu'au bout de quinze jours, ce ministre fut obligé de retourner à Vienne, où il rapporta qu'il

y avait beaucoup d'apparence, que l'électeur voulait reprendre les anciennes liaisons de sa maison avec la France, et que le marquis de Villars y travaillait vivement.

Il y avait encore deux autres négociations dont le marquis de Villars était chargé. L'une était le mariage de la princesse de Bavière [94] avec le grand prince de Toscane [95], mariage traversé par les offres du roi de Hongrie [96], qui était un parti tellement au-dessus de l'autre, qu'il n'était pas aisé d'obtenir la préférence en faveur de son concurrent. Le marquis de Villars en vint pourtant à bout, comme on le verra dans la suite.

La seconde négociation regardait les desseins du cardinal de Furstemberg [97] sur l'électorat de Cologne, et il s'agissait d'y faire consentir l'électeur de Bavière, qui voulait l'électorat pour son frère le prince Clément. Le roi n'avait pas encore de traité fait avec l'électeur, et il était engagé au cardinal de Furstemberg, qui voulait être élu co-adjuteur, mais qui n'était pas encore assuré des



voix, dont il lui fallait les deux tiers, attendu qu'il ne pouvait être élu que par postulation [98].

Le marquis de Villars employait auprès de l'électeur toutes les meilleures raisons dont il pût s'aviser, mais les meilleures étaient faibles. Au fond, il s'agissait principalement de faire entendre au cardinal de Furstemberg, dans un temps où il n'avait lieu de regarder l'électeur que comme ennemi de la France, que Sa Majesté ne pouvait pas l'abandonner. Le cardinal, s'étant donc assuré du chapitre, fut élu coadjuteur canoniquement.

Peu de mois après, l'électeur de Cologne mourut, la coadjutorerie du cardinal de Furstemberg le faisait électeur sans difficulté; mais le pape [99], peu favorable alors à ce que le roi désirait, refusa un bref à ce cardinal, qui crut pouvoir se soumettre sans crainte à une nouvelle élection, malgré les avis du marquis de Villars, qui était bien averti que plusieurs des chanoines, qui lui avaient donné leur voix pour le faire coadjuteur,

étant mécontents de la comtesse de Furstemberg, qui ne leur avait pas tenu les paroles qu'elle leur avait données, manqueraient absolument au cardinal, s'il voulait procéder à une autre élection. En effet, plusieurs de ceux sur lesquels il comptait le plus l'abandonnèrent, et le prince Clément fut élu [100].

Cependant, ce qui regardait la réunion de l'électeur et du roi avançait toujours. L'électeur écrivit au roi plusieurs lettres de sa main, lui promettant de se lier avec lui par un traité [101] et, à la diète de Ratisbonne, il fit toutes les démarches que Sa Majesté pouvait désirer.

Le marquis de Villars remit dans la confiance secrète de l'électeur le chancelier Schmit que les ministres de la maison d'Autriche avaient chassé. Ce prince allait souvent la nuit travailler avec lui. Ce n'était que la nuit que le marquis de Villars voyait ce ministre, et toutes les mesures se prenaient assez conformément aux intentions du roi.

La cour de Vienne envoya à Munich la vieille comtesse de Paar, femme de beaucoup d'esprit, très intrigante, et qui avait été fort avant dans la confiance de l'électeur. Elle savait la galanterie que ce prince avait eue, mais qui ne dura pas longtemps, avec Mlle de Welen, qui était encore cachée dans le palais, d'où elle sortit aussi secrètement qu'elle y était entrée. Cette comtesse la maria avec un gentilhomme de Bohème, moyennant cent mille écus, argent comptant, que l'électeur donna, et qui furent partagés également entre la vieille, la maîtresse et le mari, et il ne fut plus question que de Mlle de Sinzendorff et de quelques-unes de ces *camerera* dont nous avons parlé, pour lesquelles on n'avait pas une grande considération [102].

L'hiver se passa. La paix avec le Turc ne se conclut point, et la cour de Vienne recommença ses menées pour engager l'électeur à retourner en Hongrie. Mais il le refusa hautement, disant qu'il avait déjà fait assez de campagnes pour ne pouvoir plus y aller avec honneur, s'il ne commandait l'armée en chef, « et même », ajoutait-il, par le conseil du marquis de Villars qui n'y mettait pas, sans dessein, une condition presque impossible, « sans que le duc de Lorraine fût à l'armée. » Or, il n'était pas vraisemblable que l'empereur se privât des services d'un général aussi respectable, après tant de grands succès, et d'ailleurs son beau-frère.

Le prince Hermann de Bade et le prince Louis, son neveu, appuyaient la demande de l'électeur, mais leur cabale à la cour de Vienne était détruite par celle du duc de Lorraine, et, dès l'hiver, pour éloigner le prince Hermann, on l'envoya à la diète de Ratisbonne en qualité de principal commissaire de l'empereur. Caraffa, qui commandait en Transylvanie et dans la Haute-Hongrie, lui suscita des dénonciateurs, qui n'allaient pas moins qu'à rendre sa fidélité suspecte.

Cependant la cour de Vienne, qui craignait avec raison les mesures que l'électeur pourrait prendre avec le marquis de Villars, n'oubliait rien pour le retenir par des avantages considérables. Elle lui offrait, conjointement avec le roi d'Espagne, la Flandre en souveraineté comme dot de l'électrice sa sœur, héritière présomptive de la monarchie d'Espagne, et s'engageait à l'en mettre actuellement en possession. Le marquis de Villars, informé de ces offres par l'électeur lui-même [103], tâcha de les lui faire regarder comme

funestes, et de lui faire entendre que, puisque toute la monarchie d'Espagne ne pouvait soutenir la Flandre contre les moindres forces du roi, toutes les siennes l'entreprendraient en vain, et qu'il serait obligé de laisser ses provinces à la merci de l'empereur, qui, après l'avoir ruiné dans les guerres de Hongrie, ne demandait pas mieux que de le voir s'abîmer pour des États qui sont bien éloignés de pouvoir se défendre d'eux-mêmes.

À cela, l'électeur répondait : « Mais le roi ne m'assure rien de présent et de réel. — Mais, lui répliquait le marquis de Villars, jusqu'à présent, vous n'avez demandé au roi que de vous soutenir dans vos légitimes prétentions sur Augsbourg, Ratisbonne, Nuremberg et autres États en Souabe ; il vous l'a promis dès que vous trouveriez vous-même le temps propre à faire valoir vos droits. À l'égard des États de la monarchie d'Espagne, le roi n'est pas à présent le maître de vous mettre en possession d'aucun. »

Cependant le marquis de Villars écrivit à Sa Majesté, qui lui donna ordre de déclarer à l'électeur, qu'en cas de mort du roi d'Espagne, elle et monseigneur le Dauphin s'engageaient à lui céder les royaumes de Naples et de Sicile. Il demanda encore des éclaircissements ; si ce serait sans retour, au cas qu'il n'eût pas d'enfants de l'électrice, ce qui paraissait fort à craindre, tant par la mauvaise conformation de cette princesse, qu'à cause du peu de commerce qu'il avait avec elle. Le roi y consentit, et par là les engagements de l'électeur augmentèrent encore [104].

Le mariage de la princesse de Bavière avec le fils aîné du grand duc était traversé, comme nous l'avons dit, par l'offre du roi de Hongrie, le plus grand parti de l'Europe. Mais le marquis de Villars, fort lié d'inclination avec une très belle personne, qui avait le plus de part à la confiance de la princesse de Bavière, engagea cette princesse à déclarer qu'elle ne voulait pas de lui.

Le grand duc avait envoyé l'auditeur Finetty, un de ses premiers ministres, et le père Benfatty [105], son intime confident, pour traiter ce mariage, et, surtout, il leur était prescrit de se conduire par les conseils du marquis de Villars. Le moine avait de l'esprit, mais il était glorieux et impudent, et sur quelques contestations qu'il eut avec l'auditeur, qui était le représentant, il disait qu'à son retour à Florence, il le ferait envoyer aux galères. Enfin, toutes les conditions de ce mariage furent remplies. Le marquis de Corsini, un des premiers de Florence et parent du grand due, fut nommé ambassadeur extraordinaire pour venir épouser. On fit la cérémonie et la princesse partit [106].

Le refus que l'électeur avait fait du roi de Hongrie pour la princesse de Bavière marquait en lui un dessein formé de se détacher de la maison d'Autriche. En vain l'excusa-t-il sur la répugnance qu'il avait trouvée dans l'esprit de la princesse sa sœur, faible obstacle pour les mariages,



surtout des souverains, et qui ne fut regardé par la cour de Vienne que comme un prétexte. Elle ne douta plus qu'elle ne fût sur le point de perdre tout à fait l'électeur, et elle fit les derniers efforts pour tirer ce prince de Munich. Le comte de Kaunitz y avait déjà fait cinq voyages, soit pour proposer à l'électeur des avantages de la part de l'empereur et du roi d'Espagne, soit pour empêcher le mariage de la princesse avec le fils aîné du grand duc, soit pour les diverses élections qui se faisaient à Cologne, soit pour engager l'électeur à faire la campagne de Hongrie. Le marquis de Villars avait été assez heureux pour rompre toutes les mesures du comte de Kaunitz et pour traverser tous ses desseins. Mais enfin, l'empereur se crut obligé d'y envoyer le comte de Stratmann.

Le lendemain de son arrivée à Munich, il vint dîner chez le marquis de Villars, et lui dit : « Il n'est plus question de vous offrir l'amitié ni les grâces de l'empereur, aussi, n'ai-je plus qu'à vous assurer de son estime. Mon attachement vous est

connu, mais il ne m'empêchera pas de vous déclarer que, quoique l'empereur se soit très bien trouvé de vos services en Hongrie, s'il en est le maître, et si j'y puis réussir, nous ne vous y verrons pas cette campagne, si l'électeur veut bien la faire. »

Le marquis de Villars avait cru y mettre un obstacle invincible par les conditions qu'il avait obligé l'électeur d'exiger, mais la cour de Vienne accorda tout, et les armées furent rassemblées sous les ordres de l'électeur de Bavière avec tout l'appareil nécessaire pour faire le siège de Belgrade. Sur cela, l'électeur dit au marquis de Villars : « Non seulement c'est me déshonorer que de refuser un tel emploi, mais quasi déclarer la guerre à l'empereur, et vous savez que je ne suis pas encore en état de rompre avec lui ; il me faut plus de temps, mais j'écris au roi [107] que mes sentiments sont toujours les mêmes. »

Ce fut à peu près en ce temps-là que M. de Louvois, las apparemment de haïr le marquis de Villars, qui n'avait contre soi que d'être d'une

famille qu'il n'aimait pas, ou peut-être, car on peut le présumer d'un grand homme, ce ministre amené à force d'estime jusqu'à des sentiments d'amitié, écrivit au marquis de Villars une lettre assez polie, à quoi le marquis de Villars répondit avec une froideur respectueuse. M. de Louvois lui en écrivit une seconde pour le prier de lui apprendre ce que c'était que les chevaux de frise, dont l'infanterie impériale se servait, au lieu de piques qu'elle avait abandonnées. Il vint enfin jusqu'à une quatrième lettre, qui contenait en trois lignes : « Je ne sais pourquoi nous avons été mal ensemble, je désire que cela finisse. Mettez-moi à quelque épreuve, et je vous ferai connaître que je suis votre serviteur. » Le marquis de Villars lui répondit qu'il était également surpris et touché de sa dernière lettre, et d'autant plus persuadé que ses bontés étaient sincères, que c'était pour la première fois qu'il lui permettait de s'en flatter ; qu'il commençait donc par leur donner lieu d'agir en sa faveur ; que le moyen de lui faire

regagner dans l'état de la guerre des rangs qu'il osait dire avoir mérités par ses services, était de lui faire obtenir du roi la charge de commissaire général de la cavalerie, qui pouvait le remettre devant bien des gens qui n'auraient pas dû passer devant lui ; mais que pour faire voir à M. de Louvois qu'il voulait lui en avoir toute l'obligation, sa seule démarche pour y parvenir serait ce qu'il avait l'honneur de lui en dire.

Ce ministre, pour savoir si le marquis de Villars n'en avait rien mandé à sa famille, sonda sur cela le père du marquis de Villars et le maréchal de Bellefonds ; il les trouva également peu instruits, et, dès lors, il prit des mesures pour lui faire avoir cette charge, comme nous le verrons dans la suite. Retournons à ce qui se passait en Bavière.

Le comte de Stratmann pressait extrêmement l'électeur de faire la campagne de Hongrie, et le marquis de Villars ne crut pas s'y devoir opposer. Il le lui conseilla même, pourvu, lui dit-il, qu'il la

fit enfin avec dignité, ajoutant que le roi ne lui ferait jamais donner de conseils qui ne fussent conformes à sa gloire, et que d'ailleurs Sa Majesté ne doutait point que l'électeur ne connût assez ses véritables intérêts pour désirer sincèrement de s'attacher à elle.

Divers bruits s'étant répandus de la mauvaise santé du duc de Lorraine, l'électeur envoya exprès pour en être exactement informé. Le marquis de Villars lui disait qu'il ne devait nullement se fier à ces bruits; qu'on publierait le duc de Lorraine à l'extrémité jusqu'à ce que l'électeur fût à l'armée; qu'alors ce prince s'y rendrait en poste, et que l'électeur s'y trouverait au même état qu'à toutes les campagnes précédentes, c'est-à-dire avec une apparence de commandement, et subalterne en effet. Mais le comte de Stratmann, pour ôter tout prétexte de défiance à l'électeur, lui déclara qu'en quelque état que fût la santé du duc de Lorraine, et lui permit-elle de faire la cam-

pagne, il ne mettrait pas le pied à l'armée, et que lui serait l'unique général.

Il ne fut plus possible à l'électeur de ne pas accepter un aussi grand et important emploi. La gloire de faire le siège de Belgrade, et de terminer la guerre par une si brillante conquête, était trop flatteuse pour la refuser. Il consentit donc à partir ; mais, le lendemain, dans une seconde audience que prit le comte de Stratmann, après avoir fait valoir à l'électeur la confiance avec laquelle l'empereur se remettait à lui du soin de son propre salut et de celui de l'Empire, il lui représenta qu'il n'était pas possible que l'empereur consentit à voir auprès de ce prince un ministre de France, que l'éloignement que marquait l'électeur pour un beau-père qui l'avait toujours aimé si tendrement, ne lui pouvait être inspiré que par les ennemis déclarés de la maison d'Autriche ; qu'enfin il pouvait sentir l'impossibilité de garder dans les armées impériales le marquis de Villars, dont le crédit auprès de lui le rendait très redou-

table aux intérêts de l'empereur, qui le ferait prier de ne pas mettre le pied dans ses États. « C'est pourtant à ce même marquis de Villars, répliqua l'électeur, que l'on doit en partie, non seulement d'avoir porté à donner cette bataille, dont le succès a été si important et si glorieux, mais encore dans l'action même d'avoir conseillé des mouvements de troupes qui se sont trouvés très utiles. » — « J'en conviens, reprit le comte de Stratmann, et moi-même j'ai eu ordre. à son retour à Vienne, de lui en marquer la reconnaissance de l'empereur ; mais depuis, tout a bien changé [108]. »

Enfin, l'électeur partit. Le marquis de Villars le suivit jusqu'à Passau, où ce prince lui dit d'attendre ; qu'il ferait toutes les tentatives possibles auprès de l'empereur pour le faire venir, et que, si elles étaient inutiles, il lui enverrait un courrier, Elles ne pouvaient guère réussir ; le courrier arriva, et le marquis de Villars profita de la permission que le roi lui avait donnée de revenir en France pour le temps que durerait la campagne de

Hongrie, s'il ne lui était pas possible de la faire. Il passa par Ratisbonne, où il vit le prince Hermann de Bade, proprement disgracié, mais revêtu du titre de principal commissaire de l'empereur à la diète. Il trouva ce prince rebuté par tous les dégoûts qu'il recevait continuellement de la cour de Vienne, résolu à quitter tout service, et il mourut peu de temps après.

Le marquis de Villars arriva à la cour. Le roi le reçut avec beaucoup de bonté, et lui fit l'honneur de lui dire qu'il l'avait toujours connu pour un très brave homme, mais qu'il ne l'avait pas cru si grand négociateur.

Mme de Maintenon [109] lui fit aussi un accueil très obligeant, et, le jour même de son arrivée, elle le mena à une comédie que l'on représentait à Saint-Cyr devant le roi, et où très peu de gens furent admis.

C'était alors une faveur très particulière que d'être nommé pour les voyages de Marly. Le roi, dans les commencements, y menait fort peu de



monde, et le marquis de Villars n'avait pas encore osé demander d'en être. Il était établi que tous ceux qui pouvaient espérer d'être nommés le demandassent, même tous les grands officiers de la maison du roi. Bontemps, premier valet de chambre et homme de confiance de Sa Majesté, vint trouver le marquis de Villars dans la galerie de Versailles, et lui dit : « Vous avez demandé d'aller à Marly ? » Le marquis de Villars lui répondit qu'il était bien éloigné d'oser prendre cette liberté. « Et moi, je vous soutiens que vous l'avez demandé, » lui répliqua Bontemps. « Puisque vous m'en assurez, reprit le marquis de Villars, qui connut bien, au ton dont parlait Bontemps, que c'était une grâce que le roi voulait lui faire, j'ai demandé. » Aussitôt Bontemps rentra dans le cabinet du roi, et le moment d'après parut la liste où le marquis de Villars était nommé. Depuis que M. de Louvois avait pris pour lui des dispositions favorables, ce ministre avait toujours conduit en secret tout ce qui regardait l'acquisition de la

charge de commissaire général de la cavalerie. On donna au régiment de cavalerie, qu'avait le marquis de Villars, le nom d'Anjou, au moyen de quoi le marquis de Blanchefort l'acheta 90,000 livres. La charge de commissaire général de la cavalerie fut taxée à 50,000 écus, et le marquis de Villars y fut établi [110].

Peu de jours après, deux grandes nouvelles agitèrent toute la cour. L'une était le dessein du prince d'Orange sur l'Angleterre, mené avec beaucoup d'adresse et de secret, mais cependant pénétré par quelques-uns des ministres du roi dans les cours étrangères. Barillon [111], ambassadeur en Angleterre, y fut trompé aussi bien que le roi Jacques lui-même ; mais ce pauvre prince le fut en tout. Le comte d'Avaux [112], ambassadeur à la Haye, eut de meilleurs avis.

L'autre nouvelle était celle de l'ambassade turque pour conclure la paix avec l'empereur. Elle arriva à Belgrade le jour d'après que ce fameux rempart des Turcs contre les chrétiens eût été em-

porté d'assaut [113]. Maurocordato, un des plus habiles ministres que pût employer la cour ottomane, était chef de l'ambassade. On le fit rentrer par la brèche encore toute couverte de corps de janissaires qui l'avaient vaillamment défendue, car les Turcs, très ignorants en ce qui regarde la science de la guerre, ne défendaient leurs places que par leur seule valeur. Ils ne faisaient aucun cas des chemins couverts ni de tout ce qu'a fourni à nos ingénieurs un art qui, en revanche, parmi nous, semble avoir voulu se charger presque seul de la défense des places, jusque-là même, que le courage a paru quelquefois s'en abattre, et quelques-uns de nos gouverneurs n'ont pas eu honte de tâcher d'établir que le chemin couvert pris, il n'y avait qu'à se rendre prisonniers de guerre. Les Turcs, dans ces premières guerres, ne comptaient que sur le rempart, et le défendaient le sabre à la main et à coups de pierre jusques à la dernière extrémité, accablant les assaillants de sacs de poudre et de grenades. C'est ainsi qu'ils

soutinrent plusieurs assauts aux deux sièges de Bude, firent lever le premier, et auraient peut-être eu le même bonheur au second, si le Vizir, qui y commandait, n'eût été tué sur la brèche [114].

La cour était donc fort incertaine du parti qu'il y avait à prendre, ou de soutenir le roi Jacques prêt à être attaqué, ou d'empêcher la paix des Turcs qu'on voyait sur le point d'être conclue, et qui, le moment d'après, nous attirait sur les bras toutes les forces de l'empereur et de l'Empire.

M. de Louvois, à son retour de Forges, où il avait été quelques jours pour prendre des eaux, décida pour le dernier parti. En effet, rien n'était plus important pour nous que de nous ménager une aussi puissante diversion que celle du Turc. Et d'ailleurs, quelle apparence qu'une aussi grande révolution pût arriver en Angleterre, sans beaucoup de troubles et de divisions ? ce qui nous convenait bien mieux qu'une forme de gouvernement paisible, sous l'autorité du roi Jacques ;

d'autant plus que nous avons déjà vu cette même Angleterre, tranquille et réunie sous l'autorité du roi Charles second qui nous était fort attaché, forcer ce prince à nous déclarer la guerre. Le siège de Philisbourg fut donc résolu, et l'on fit tous les préparatifs de la plus rude guerre dans l'Empire. On envoya des corvettes et des bâtimens légers à Constantinople informer la Porte de notre résolution ; on mit tout en usage pour la faire savoir à Maurocordato ; enfin, on réussit au point que la paix bien avancée se rompit, et la guerre des Turcs a encore duré onze ans [115] depuis, plus que celle que nous avons soutenue contre l'Empire.

Le général Montclar, qui commandait en Alsace, eut ordre d'entrer dans l'Empire et de pousser des partis tout le plus avant qu'il pourrait. Le roi confia au marquis de Villars le dessein qu'il avait de faire attaquer Philisbourg par monseigneur le Dauphin, et d'occuper toutes les places du Haut-Rhin depuis Bâle jusques à Mayence, et

en même temps Sa Majesté lui ordonna de se rendre à Munich.

Comme il ne le pouvait plus par la route ordinaire, il fut obligé de prendre celle d'Italie et de se déguiser en sortant de France, Il traversa l'Italie et l'Allemagne avec de très grandes difficultés, et fut arrêté, trois heures la nuit, à Inspruck où le duc de Lorraine était alors, bien résolu à s'en aller seul, si ses gens étaient retenus. Il sortit de la maison de la poste, menant son cheval par la bride, pendant qu'un valet allemand, qui passait pour le maître, disputait pour avoir la liberté de sortir. Enfin, à deux heures après minuit, ses gens le rejoignirent à la dernière maison du faubourg, où il leur avait dit qu'il les attendrait. Et après avoir fait tout le chemin depuis Borgoforte sur le Pô jusqu'au premier village de Bavière, sans s'arrêter que pour manger, il se rendit à Munich [116].

Le marquis de Villars s'attendait bien à trouver de grands changements dans l'esprit et dans la cour de l'électeur. Ce prince avait été cinq

mois, soit à la tête des armées de l'empereur et de l'Empire, soit à Vienne. Il avait été préféré au duc de Lorraine, général respectable et consommé, et devait la conquête de Belgrade au choix qu'avait fait de lui l'empereur, qui, par là, devenait la cause de sa gloire sans la partager ; voilà bien des motifs de reconnaissance et de réunion. De plus, le prince Clément, son frère, avait été élu électeur de Cologne, malgré toutes les brigues de Furstemberg, quoique maître de Bonn et protégé du roi.

Mais, d'un autre côté, les armées du roi étaient au milieu de l'Empire, et les troupes de l'électeur étaient en Hongrie au milieu de celles de l'empereur. Les électeurs de Saxe et de Brandebourg, les ducs d'Hanovre et de Wirtemberg venaient de faire un traité pour prendre des quartiers en Franconie et en Souabe, et enfermer les États de l'électeur. Ainsi, ce prince se voyait forcé à prendre un parti, sans avoir eu le temps de se préparer à aucun. Agité de toutes les craintes que

sa situation lui devait causer, il disait au marquis de Villars : « J'ai les mêmes sentiments dont j'ai assuré le roi à votre départ, mais quel moyen de les suivre ? Le roi m'offense directement dans la personne de mon frère, reconnu électeur par le pape, l'empereur et l'Empire. Il attaque tous les États de l'Empire ; je suis électeur. »

Le marquis de Villars lui répondait : « Le roi fait la guerre, il est vrai, mais c'est uniquement pour assurer la paix, puisque, à cette condition, il offre de rendre tout ce qu'il aura pris ; après quoi Sa Majesté laisse l'empereur en pleine liberté de continuer une guerre qui peut le rendre maître de tous les États du Turc en Europe. Soyez le médiateur de cette paix ; sauvez l'Empire et ajoutez à la gloire que vous venez d'acquérir contre l'empire ottoman celle d'avoir pacifié l'Europe. »

Cependant l'électeur balançait encore. Ses États enclavés dans ceux des princes unis contre la France ne lui permettaient pas de rien hasarder, lorsqu'il apprit la prise de Philisbourg [117], et



que notre armée s'avavançait vers le Danube. Alors une autre crainte le saisit ; il dit même au marquis de Villars : « Si j'avais mes troupes et que nous puissions les joindre aux vôtres, peut-être ferions-nous peur à ceux qui nous en font. » Sur cela, le marquis de Villars pressa le roi de faire marcher les siennes vers Ulm, et entretint toujours en attendant l'incertitude de l'électeur qu'il empêcha le plus longtemps qu'il put de se déclarer. Il fit même plus, car, sur le bruit qui s'était répandu à Munich que l'armée du roi s'approchait d'Ulm, l'électeur ébranlé, ayant dit au marquis de Villars : « Si mes troupes n'étaient pas en Hongrie où l'empereur me les retient encore, nous occuperions la Souabe et nous empêcherions bien celles de Saxe, de Brandebourg et des Cercles de nous donner la loi. »

Le marquis de Villars, qui connut bien que ce sentiment venait de la crainte que donnait à l'électeur l'armée du roi, comme avait déjà fait celle de l'empereur, dépêcha un courrier à Sa Ma-

jesté pour déterminer la marche des troupes vers Ulm. Mais le parti était déjà pris de s'emparer du Rhin, et Monseigneur s'était rendu maître de Manheim, Frankendal, Worms, Spire, Mayence et de toutes les petites places qui sont en deçà de ce fleuve. Ainsi, l'électeur en repos de ce côté, se lia avec l'empereur, et les troupes bavaeroises revinrent vers Donavert, précisément dans le temps que le marquis de Feuquières [118], avec un parti de 7 à 800 chevaux, faisait trembler toute la Franconie et envoyait des détachements jusques aux portes de Nuremberg.

L'électeur, pressé par le comte de Kaunitz, donna ordre à ses troupes de tâcher de couper celles du marquis de Feuquières ; et croyant étonner le marquis de Villars et lui donner de l'inquiétude, il le lui dit quelques heures après, alléguant les plaintes et les murmures de tous les peuples, de voir 7 à 800 chevaux mettre à contribution tout l'Empire, pendant que 3,000 bavaerois les regardaient faire sans s'y opposer. Le marquis de Vil-

lars, sans donner nulle marque d'émotion, répondit, en souriant, à l'électeur : « Les Impériaux ne se mettent pas fort en peine de votre cavalerie. Ils ne demandent qu'à vous faire déclarer. » — « Mais, dit l'électeur, je ne suis pas non plus en peine du péril que 800 chevaux peuvent faire courir à ma cavalerie. » — « Mais ces Messieurs, répliqua hardiment le marquis de Villars, ne vous ont-ils rien dit de 3,000 chevaux des troupes du roi et d'un détachement de grenadiers qui sont trois lieues derrière ? et croyez-vous nos généraux assez malhabiles pour pousser en avant 800 chevaux sans les faire soutenir par quatre fois autant de troupes ? » — « Voilà bien ce que j'ai représenté au comte de Kaunitz, » dit aussitôt l'électeur. — « Le comte de Kaunitz, reprit le marquis de Villars, se soucie fort peu de vos 3,000 chevaux ; il ne veut que vous embarquer. » Ce discours du marquis de Villars, qu'il avait fait au hasard, et sans avoir de nouvelles que le marquis de Feuquières fût soutenu, comme en effet il ne l'était pas, pro-

duisit ce qu'il en avait attendu. Le contre-ordre fut envoyé aux troupes bavaroises, ce qui sauva celles du roi et retarda la déclaration de l'électeur que les Impériaux pressaient vivement.

Le marquis de Villars avertit Feuquières et le baron de Montclar, qui commandaient les troupes du roi dans le Wirtemberg, de prendre mieux leurs précautions, et qu'il ne répondait plus de retenir les Bavaois ; qu'il l'avait fait une fois par adresse, mais qu'il ne se flattait pas de réussir de même une seconde.

Cependant l'électeur, quoique engagé avec l'empereur, avait peine à rompre tout à fait avec le roi, et le prince Louis de Bade fut obligé de revenir lui-même à Munich ; mais il ne laissa pas de lui avouer qu'il n'y était venu que pour l'en faire sortir. Le jour de son arrivée, il y eut une fête à Schleissheim et une course de traîneaux. Le marquis de Villars avait coutume d'être de toutes ces parties, mais il ne fut point invité à celle-là, et, au retour, il trouva l'électeur un peu embar-

lassé. Le lendemain, l'un de ses principaux ministres [119] vint trouver le marquis de Villars, et lui dit : que les Français mettaient l'Empire à feu et à sang ; il n'était plus permis à un électeur de ne s'y pas opposer, ni même de garder à sa cour un ministre de France ; que l'électeur le priaient de se retirer, et même dans trois jours. « Vous venez plutôt, lui répliqua le marquis de Villars, de la part du prince de Bade et des ministres de l'empereur, auxquels vous avez toujours été dévoué, que de celle de votre maître. J'aurai l'honneur de le voir, et j'ai peine à croire qu'il vous avoue de votre commission. » Jusque-là, les ministres de Bavière, par l'amitié que leur maître avait pour le marquis de Villars, lui marquaient une grande considération, et celui-ci même tremblait en lui parlant. Il retourna promptement vers l'électeur, le marquis de Villars y vint en même temps, et fit si bien qu'il arriva le premier.

L'électeur, étonné de le voir, et craignant une conversation assez embarrassante, passa sur-le-

champ dans un cabinet, mais le marquis de Villars l'y suivit, en ferma la porte sur lui et demeura seul avec l'électeur.

Ce prince ne savait presque où se mettre, car il y a une sorte de timidité, qui n'a rien à démêler avec le courage, et contre laquelle toute la valeur possible se trouve en défaut. Le marquis de Villars le remarqua, et lui dit : « Hé bien ! Monseigneur, vous voilà donc entièrement subjugué par les Impériaux et lié plus que jamais par des chaînes que vous m'avez fait l'honneur de me dire fort souvent être bien pesantes ? L'électeur votre père vous avait laissé 15 ou 16 millions d'argent comptant ; vous les avez consumés et vous en devez presque autant, mais l'empereur va vous donner moyen d'acquitter vos dettes. Il est inutile de vous retracer tous les avantages que Votre Altesse électorale avait si bien reconnus elle-même, et qui l'avaient portée à donner au roi, et par ses lettres à Sa Majesté, et par celles à Mme la Dauphine, des paroles bien positives de ne se deta-

cher jamais de ses intérêts. Je ne vous ai pas demandé de vous déclarer contre l'empereur, mais cette neutralité, qui avait été si utile à la maison de Bavière, comment ne la gardez-vous pas du moins jusqu'à ce que vous ayez parfaitement reconnu qu'elle vous serait onéreuse [120]? »

[L'électeur fit beaucoup d'honnêtetés au marquis de Villars et ajouta que « l'Empire était déclaré. » Le marquis de Villars répondit qu'il ne l'était point et qu'il ne pouvait imaginer que l'électeur eût fait réflexion sur la conduite qu'il tenait : que pour lui, il en était touché comme la chose le méritait, qu'il suppliait Son Altesse de faire une réprimande à son chancelier, et qu'il espérait qu'il le désavouerait d'une conduite aussi extraordinaire que celle qu'il avait eue avec lui.

L'électeur avait bien écouté le marquis de Villars, ne répondant rien, sortit de son cabinet, et, monté sur le siège d'un cocher, alla courre les rues avec ses courtisans derrière le carrosse.]

Le marquis de Villars partit de Munich en traîneau sur la neige, et joignit à huit lieues de là le comte de Luzignan, qui revenait de Vienne, où il avait été envoyé du roi auprès de l'empereur. Il avait un garde de l'empereur, outre tous les passeports nécessaires. Le marquis de Villars, avec les mêmes passeports, avait un trompette de l'électeur. Un très grand nombre de personnes les suivaient, et en comptant leurs domestiques, ils avaient avec eux plus de trois cents personnes.

Les troupes que le roi avait envoyées dans la Souabe se retiraient aussi alors. Plusieurs partis avaient tiré des contributions militaires et brûlé des villages bien avant dans les terres de l'Empire, et la fureur était dans les esprits de tous les peuples, au travers desquels il fallait passer. Le marquis de Villars fut d'avis d'éviter les grandes villes où personne ne peut répondre d'une populace en furie, et même assez autorisée à des violences par les désordres que les Français y avaient commis et que le bruit public grossissait encore.



Il crut qu'il valait mieux ne loger que dans des villages où ils seraient toujours les plus forts, et où on ne pouvait leur faire d'insulte, à moins qu'on n'envoyât des troupes ou qu'on n'ameutât les peuples ; mais les passeports, le garde et le trompette que lui et le comte de Luzignan avaient de l'empereur et de l'électeur, ne lui permettaient pas d'appréhender que les commandants des ennemis osassent violer envers eux le droit des gens. Ils marchèrent ainsi jusques à Bregens, où ils arrivèrent à deux heures de l'après-midi. Le marquis de Villars voulait absolument passer le Rhin le même jour et gagner la Suisse. Ils étaient même avertis qu'un officier du duc de Wirtemberg, qui les avait joints en poste, était allé parler au commandant de Bregens, et tout les engageait à se mettre au plus tôt en sûreté. D'ailleurs, rien ne les en empêchait. Le gouverneur de Bregens ne pouvait faire sortir de son château que 20 hommes, il n'y avait pas dans ce village 15 habitants qui eussent des armes, et le comte de Lu-

zignan et le marquis de Villars avaient plus de 300 hommes ; mais le comte de Luzignan s'obstina tellement à rester, que le marquis de Villars, après une assez forte opposition de sa part, y consentit. Sur les quatre heures du soir, le marquis de Villars, regardant par les fenêtres, vit venir des villages voisins des gens armés, entendit battre dans la campagne de méchants tambours de paysans, et en moins de deux heures six ou sept cents paysans armés s'étaient rassemblés dans le village de Bregens. Alors le commandant du château, qui se vit le plus fort, envoya demander les passeports pour les examiner. Ils étaient très bons, et le soir il chercha querelle : ses officiers dirent qu'il voulait contrôler toute la troupe et savoir les noms de tous ceux qui se retiraient.

On était à table lorsque des soldats armés entrèrent d'un air insolent dans le lieu où l'on mangeait. Le marquis de Villars dit alors en riant au comte de Luzignan : « Nous commençons à voir la dignité des ambassadeurs un peu attaquée, Dieu

nous garde de pis. » Au point du jour, comme on préparait les chevaux pour partir, ces soldats les firent rentrer dans l'écurie. Le marquis de Villars, se voyant arrêté, envoya, avec son secrétaire, le marquis de Chassonville, jeune français qui avait été page de l'électeur de Bavière, au commandant de Bregens, lui représenter que c'était marquer un mépris visible aux ambassadeurs que d'arrêter un ministre qui se retirait de la cour avec un trompette et de bons passeports de ce prince. En même temps, il ordonna de ne pas épargner l'argent au secrétaire du commandant et à ses domestiques, moyennant quoi ceux qu'il avait envoyés rapportèrent à neuf heures du matin un ordre du commandant de laisser partir le marquis de Villars avec toute sa suite. Mais le comte de Luzignan et tous ses gens furent arrêtés, et il fut retenu huit mois prisonnier dans un château en Tyrol.

Le marquis de Villars, échappé pour ainsi dire des prisons de l'empereur et dans un commence-

ment de guerre, quelle circonstance pour lui ! se trouvait trop heureux. Il passa dans le moment sur les terres des Suisses, arriva à Saint-Gall sur les cinq heures du soir, et se préparait à réparer par une bonne nuit toutes les mauvaises qu'il avait passées depuis son départ de Munich lorsque les magistrats arrivèrent pour le complimenter. La harangue reçue semblait lui répondre de son sommeil, mais ces messieurs s'assirent et lièrent conversation. Quelque temps après on vint lui dire qu'il venait de tous côtés des provisions pour le plus magnifique repas. Il eut beau leur représenter sa lassitude extrême, l'accablement où le mettait un très grand besoin de dormir et les supplier de le dispenser du repas qu'ils faisaient préparer ; tout fut inutile ; sa prière ne fut pas seulement écoutée, et le plus grand repas qu'on puisse imaginer fut servi à minuit. On y voyait une quantité prodigieuse de faisans, de chapons de Milan aux becs dorés, toutes les confitures de Gênes ; ces messieurs étaient en train

de ne rien épargner. Une multitude innombrable de peuple entra, et les magistrats distribuèrent à leurs parents et amis tout ce qui était sur la table. Enfin, à trois heures après minuit ils se retirèrent, et le marquis de Villars n'entendit plus parler que de l'hôte, qui lui présenta une grande feuille et lui fit payer excessivement cher le repas que les magistrats venaient de donner à leurs familles et à leurs amis.

Il partit de Saint-Gall fort peu content de sa nuit, et traversa la Suisse à grands frais, car tout manque dans ce pays-là. De plus, la licence des peuples y est sans bornes, et souvent on est accosté de paysans qui viennent demander pour boire d'un air à ne laisser guère aux gens le mérite de leur libéralité. Le marquis de Villars, qui voulait aller coucher à Huningue, chez le marquis de Puysieux, fit toute la diligence possible, et malgré cela ne put arriver aux portes de Basle que précisément dans l'instant qu'on les fermait.

Le marquis de Villars avait envoyé devant pour trouver les portes de Basle ouvertes, mais ou la malhabileté de celui qui était chargé de cette commission, ou l'esprit difficile des Suisses pensa coûter la vie au marquis de Villars. La nuit était noire, il faisait un temps horrible ; c'était le 10 janvier. Ses gens s'impatientant de ce que l'on n'ouvrait pas les portes se prirent de paroles avec les sentinelles suisses qui étaient sur le rempart. Le marquis de Villars, voulant s'avancer pour les faire taire, se trouva tout d'un coup en l'air et tomba dans le fossé de la place revêtu et fort profond. La chute fut très dangereuse. Il voulut répondre à ceux de ses gens qui criaient ; il lui fut impossible de proférer une parole. Ils le crurent mort, et lui-même craignit d'avoir l'estomac crevé. Une demi-heure après il parla et répondit à ceux qui n'espéraient plus qu'il fût encore en vie.

Heureusement pour lui il avait changé de bottes à la dînée, et au lieu de celles de Hongrie qu'il portait ordinairement, le grand froid l'avait

obligé à prendre de grosses bottes de chasse avec plusieurs paires de bas. Il avait, outre cela, une robe fourrée et un manteau par-dessus. Comme il tomba droit sur ses pieds, ses bottes l'empêchèrent de se rompre les jambes. Il voulut se relever dans le fossé, mais il sentit de si violentes douleurs qu'il retomba. Enfin, on prit la corde avec laquelle on fait passer les lettres, et deux hommes s'étant laissés couler dans le fossé l'attachèrent par-dessous les bras pour le tirer du fossé. Mais en le tirant, la corde où l'on n'avait fait qu'un nœud coulant l'étouffait si bien qu'il criait que l'on le laissât retomber, lorsque ceux qui étaient au haut du fossé se baissant le prirent par un bras et achevèrent de le retirer. On le mit à couvert dans une guérite, et à force d'eau-de-vie on l'empêchait de s'évanouir de douleur; et après avoir été six heures dans cet état sans pouvoir faire ouvrir les portes, on l'étendit sur deux ais et on le porta dans un cabaret nommé le Sauvage dans la ville.

Les médecins et chirurgiens s'y trouvèrent en grand nombre. On l'étendit sur une table pour voir s'il n'avait rien de rompu. Les meurtrissures étaient fort grandes, mais il ne se trouva pas de fractures. On le porta dans un bateau à Huningue, chez le marquis de Puysieux, gouverneur, où la fièvre le retint huit jours, et étant encore très faible, on le mit sur deux vedelins joints ensemble pour descendre le Rhin à Strasbourg. Il fut obligé de s'y reposer trois ou quatre jours, et s'en alla en poste à Metz, où le marquis de Boufflers, qui commandait sur ces frontières, le retint encore. Il fut obligé d'y faire quelques remèdes, ayant toujours des ressentiments de fièvre. Enfin il se rendit auprès du roi, qui lui fit l'honneur de lui dire qu'il avait trop bonne opinion de l'étoile du marquis de Villars pour croire qu'il eût pu périr d'une chute dans les fossés de Basle. Il fut destiné à commander la cavalerie dans l'armée de Flandre, dont le maréchal d'Humières [121] était nommé général, le maréchal de Luxembourg n'étant pas



encore bien revenu des mauvaises impressions qui étaient demeurées dans l'esprit du roi par l'affaire qui l'avait fait mettre à la Bastille. Ce général, dont le caractère et l'esprit ont brillé à la tête des armées, et qui a gagné plusieurs batailles, avait été arrêté par des cabales de cour, mis à la Bastille, gardé très étroitement et interrogé comme criminel sur plusieurs faits.

Ce qui y avait donné le premier lieu était un écrit signé de lui, par lequel il donnait pouvoir à des misérables qui promettaient de faire voir le diable, de faire des conjurations en son nom. On a dit que cette signature avait été escamotée au maréchal de Luxembourg et, à la vérité, on a peine à comprendre qu'un homme à la tête des armées, peut s'amuser à de vaines superstitions, plus capables de surprendre des esprits faibles de femmes. Mais cependant l'on ne peut nier que le maréchal de Luxembourg n'eût donné quelque lieu à lui croire ces faiblesses. Il était ennemi déclaré du marquis de Louvois, lequel l'avait mêlé

dans les affaires qui firent sortir la comtesse de Soissons du royaume, aussi bien que la duchesse de Bouillon, la marquise d'Alluye et plusieurs autres. On voulait les amuser de poison et de sortilèges. Une femme, nommée la Voisin, fameuse par plusieurs sortilèges, fut arrêtée. M. de Luxembourg et toutes ces dames avaient été chez elle. L'on prétend même que le duc de Nevers avait fait voir quelques années auparavant à sa sœur le comte de Soissons mourant. Enfin on créa une chambre de justice, et sur ces bruits de poison l'on ne pouvait qu'approuver la plus grande sévérité, pour ne laisser pas établir en France des crimes qui n'y étaient guère connus. L'on fit arrêter à Liège cette cruelle Brainvilliers, qui avait fait périr une partie de sa famille ; enfin, quelques vérités et beaucoup de mensonges enveloppèrent plusieurs innocents avec un très petit nombre de coupables.

Après cette digression sur les raisons qui avaient éloigné le maréchal de Luxembourg (sans

difficulté le plus capable du commandement des armées), nous dirons que celle de Flandre fut destinée au maréchal d'Humières, homme certainement d'un grand courage, de beaucoup d'esprit dans la conversation, d'un commerce agréable, mais qui avait été plus occupé du métier de courtisan que des soins d'apprendre la guerre. Aussi n'était-il pas de la force des premiers généraux, et quelques fautes qu'il fit pendant la campagne furent beaucoup relevées par ses ennemis. Sous les ordres du général Waldeck [l'armée ennemie] s'assembla derrière Mons, et les divers mouvements regardaient plutôt les subsistances qu'aucun dessein d'actions; cependant les ennemis passèrent la Sambre, et le maréchal d'Humières s'approcha d'eux, ce qui donna occasion à l'affaire de Valcour. Nous reprendrons la suite de cette campagne après avoir dit un mot des caractères des généraux de ce temps-là.

Nous avons parlé des raisons qui avaient éloigné le maréchal de Luxembourg du commande-

ment des armées : le maréchal de Schomberg, estimé capable de les commander, était sorti du royaume par les raisons de la religion réformée, dont le roi ne voulait plus souffrir aucun exercice dans ses États. D'ailleurs, à la destruction de leurs temples, à la révocation de l'édit de Nantes, on avait joint des persécutions qui firent sortir un très grand nombre de familles, plaie qui saignera longtemps dans l'État pour l'avoir affaibli d'une infinité de sujets, parmi lesquels plusieurs étaient recommandables par leur fidélité, leurs richesses et leur industrie qu'ils ont portées dans les pays étrangers au très grand préjudice de la France [122].

Le maréchal de Schomberg alla d'abord en Portugal, ensuite en Brandebourg, de là il se donna au service du roi Guillaume et fut tué au passage de la Boyne en Irlande. Le maréchal de Luxembourg, brouillé à la cour, mais surtout avec le marquis de Louvois, qui avait le plus contribué à sa disgrâce, ne fut pas employé.

L'armée de Flandre fut destinée au maréchal d'Humières, celle d'Allemagne au maréchal de Duras. Le maréchal de Bellefonds, plus capable, mais de tout temps ennemi de Louvois, voyant les principales armées destinées, alla trouver ce ministre et lui déclara qu'il désirait de ne pas servir. Il fut écouté avec plaisir ; on envoya le maréchal de Noailles en Roussillon, et le maréchal de Lorges, sans grande nécessité et sans troupes, en Guyenne.

Pour dire donc quelque chose des divers caractères de ces généraux : le maréchal de Luxembourg, sans contredit le plus capable et distingué par un grand nombre d'actions très heureuses, avec beaucoup d'esprit et de courage, n'avait pas toute l'application indispensablement nécessaire à la conduite d'affaires aussi importantes que celle de mener des armées, Il avait le coup d'œil excellent dans une action, jugeait parfaitement des mouvements d'un ennemi et ordonnait avec justesse, précision et promptitude ce que devaient

faire ses troupes. Ces qualités, excellentes en lui, ont brillé dans plusieurs actions, mais comme les projets de guerre l'occupaient médiocrement, on prétendait que l'utilité que l'on pouvait retirer d'un grand succès ne lui donnait pas une assez vive attention. Ces grandes qualités et ces défauts ont paru dans presque toutes les occasions où il a commandé.

Le maréchal de Schomberg s'était fort distingué dans les guerres de Portugal ; nous ne l'avons vu dans celles de France que dans un âge fort avancé ; ainsi il peut être que les années avaient ajouté à une lenteur qui lui paraissait naturelle. Il était homme de bon sens, ferme, opiniâtre dans ses résolutions, sévère dans le commandement, sa prudence parut outrée dans les conseils qu'il donna de ne pas attaquer le prince d'Orange près de Valenciennes, et dans son inaction lorsque le prince d'Orange se retirait devant lui abandonnant le siège de Maastricht [123].

Le maréchal de Bellefonds a si peu servi que l'on ne peut parler de ses talents pour la guerre. Il avait été distingué dans les emplois de lieutenant général. On ne pouvait lui disputer beaucoup d'esprit ; il avait du courage, parlait fort bien de guerre, mais présument de la faveur et des bontés de son maître, il méprisa les ministres, qui le perdirent de concert, et il leur en donna plusieurs occasions dont ils profitèrent avidement.

Le marquis de Villars n'a jamais vu servir ni commander le maréchal de Duras. Lui et le maréchal de Lorges [124], son frère, étaient neveux de M. de Turenne, lequel avait toujours été fort occupé des avantages de sa famille. Il n'oublia rien pour leur procurer tous ceux qu'ils pouvaient espérer, et ses deux frères furent revêtus de toutes les plus grandes charges, honneurs et dignités, sans avoir rendu des services qui parussent exiger de si grandes récompenses. Le maréchal de Lorges, étant subalterne, avait grande réputation de courage. Après la mort de M. de Turenne, il

se trouva commandant de l'armée avec le marquis de Vaubrun, homme très hardi, de l'esprit et peu de talents pour la guerre. Il était l'homme du ministre dans une armée fort dévouée au maréchal qui en était ennemi déclaré. Ainsi Vaubrun était haï et le maréchal de Lorges aimé, et l'on donna au dernier tout l'honneur du combat d'Altenheim. Le marquis de Vaubrun avait reçu, quelques jours auparavant, une fort grande blessure qui ne l'empêcha pas de se trouver dans l'action et d'y demeurer jusques à ce qu'il fût tué.

L'armée du roi ayant repassé le Rhin, tout parlait pour le comte de Lorges. La cour, qui ne voulait pas le faire maréchal de France, envoya le maréchal de Duras, qui était en Franche-Comté, prendre le commandement de l'armée, et le comte de Lorges ne fut élevé à la dignité de maréchal de France que l'hiver [suivant]. Mais à peine fut-il à la tête des armées que les mérites qu'il avait acquis subalterne furent étouffés par le poids du commandement en chef, véritablement



au-dessus de son génie. Tous ces nouveaux généraux avaient eu le malheur de succéder aux deux plus grands hommes de leur siècle, le grand Condé et le vicomte de Turenne, et ceux qui les avaient vus servir y trouvaient une si grande différence que l'esprit se soumettait avec peine à la considération qu'exigeaient leurs commandements et leurs dignités. On doit cependant distinguer le maréchal de Luxembourg, dont les grandes qualités ne pouvaient être obscurcies par le peu d'application que l'on voulait lui croire, l'abandon à ses favoris et une espèce de légèreté peu convenable à un grand homme.

Ce peu que nous disons des généraux, qui ont commandé dans la guerre qui commença en 1688 et ne finit qu'en 1697, suffit pour les faire connaître. Et certainement la France devait retirer de plus grands avantages, surtout en Allemagne, par l'heureuse disposition de ses frontières, ayant cinq ponts sur le Rhin, autant de places qui nous ouvraient l'Empire uniquement couvert d'une

très mauvaise armée souvent mal commandée, la guerre des Turcs occupant les meilleures troupes et les plus capables généraux de l'empereur.

Revenons à la campagne de 1689 et à ce qui regarde le marquis de Villars dont on prétend écrire principalement la vie et les mémoires.

Le maréchal d'Humières n'avait aucun dessein que de couvrir la frontière, et il parut que ceux de la cour étaient uniquement de laisser consommer nos ennemis par les efforts qu'ils faisaient pour le siège de Mayence. Pendant ce temps-là le maréchal de Duras acheva un ouvrage que l'on pouvait dire très opposé à la gloire de la nation et même à celle d'un très bon et très grand roi.

L'on avait persuadé au roi, dont certainement la bonté n'a jamais été assez connue, que le salut

de l'État consistait à mettre des déserts entre notre frontière et les armées de nos ennemis. Pour cela, contre nos propres intérêts et même contre les raisons de guerre, on avait brûlé les grandes villes de Trèves, Worms, Spire, Heidelberg, une infinité d'autres moins considérables, les plus riches et les meilleurs pays du monde. On avait poussé cette vue pernicieuse jusques à défendre de semer à quatre lieues en deçà et au-delà du cours de la Meuse.

On n'a jamais pu imaginer par quelle fatalité ces horribles conseils ont pu être donnés. Le marquis de Louvois, homme de beaucoup d'esprit, ne s'y opposa pas et les persuada au roi, malgré sa bonté, laquelle, je le répète, était au plus haut point. Les ordres furent donnés, suivis et exécutés avec une rigueur qui sera toujours reprochée à la plus valeureuse nation de l'univers.

Le maréchal de Duras était occupé à tout brûler et rebrûler, car on détruisait même les caves ; on ne pardonnait à aucune église. La justice et

la piété du roi en firent depuis rebâtir quelques-unes, mais le mal était irréparable.

La campagne se passa donc en Allemagne à voir prendre Mayence, et en Flandre à de très médiocres mouvements. Le marquis de Villars, peiné de commander une si brillante cavalerie sans action, proposa plusieurs partis ; ils n'étaient pas du goût du maréchal d'Humières. On chercha même à le brouiller avec ce général, et sa bonne volonté fut inutile. Les ennemis firent un fourrage hasardé ; il allait en attaquer les escortes lorsque le chevalier de Tilladet [125], lieutenant général de jour [126], l'en empêcha d'autorité. Dans un autre que faisaient nos troupes, un parti se jeta sur nos fourrageurs. Le marquis de Villars l'attaqua et le prit, et un coup de fusil blessa le jeune prince de Rohan qui le suivait, jeune homme d'une très grande valeur qui mourut quelque temps après de sa blessure. Enfin, les ennemis étant venus camper près de Valcour, petite ville dont les murailles étaient bonnes, un peu éloignée de la tête de leur

camp, le maréchal d'Humières crut pouvoir leur emporter ce poste et le fit attaquer sans l'avoir bien reconnu [127]. Nous y perdîmes le chevalier Colbert [128], brigadier, et colonel de Champagne, trois capitaines aux gardes ; le marquis de Saint-Gelais y fut tué d'un coup de canon ; cette mauvaise aventure fit tort au maréchal d'Humières.

Quelques jours après, on crut pouvoir canonner le camp des ennemis ; on en montra le dessein et, à la pointe du jour, notre canon placé, on trouva que celui des ennemis l'était beaucoup plus avantageusement, que la partie de leur camp qui était exposée la veille avait été retirée la nuit, et ils nous firent une salve de 30 pièces de canon avant que la nôtre eût commencé à tirer. Cette campagne ne fut pas bien glorieuse. Le duc du Maine n'en rendit pas un compte avantageux au roi, et l'armée fut destinée pour la campagne suivante au maréchal de Luxembourg.

Le marquis de Villars fut occupé l'hiver à visiter la cavalerie, et avec une grande confiance du

roi et des ministres. Les inspecteurs eurent ordre de le suivre chacun dans l'étendue de son inspection. Le marquis de Villars était chargé de changer les majors qu'il trouverait n'être pas propres à ces emplois, de proposer des capitaines en leur place, d'examiner dans tous les corps les méchants officiers et d'en purger la cavalerie.

Le roi le fit maréchal de camp à la fin de 1689, et il fut destiné à servir dans l'armée que devait commander le marquis de Boufflers avec le comte de Tallard [129] et les marquis d'Harcourt [130] et de Tessé [131], aussi maréchaux de camp.

Cette campagne se passa sans événement, et le corps d'armée du marquis de Boufflers, destiné à tenir le milieu des frontières entre les armées d'Allemagne, sous les ordres de monseigneur le Dauphin, et celle de Flandre, commandée par le maréchal de Luxembourg, ne vit aucune action. Cette inutilité affligeait le marquis de Villars au point qu'il voulut partir pour aller volontaire pendant quelques jours et dans un temps où il

paraissait par les mouvements des armées d'Allemagne que l'on y verrait une bataille. Le marquis de Boufflers l'en empêcha, lui représentant à quelles réprimandes il s'exposait du côté de la cour s'il s'avisait de quitter le poste où il était, sans permission, pour aller dans une autre armée. Enfin, soit chagrin, soit un effet naturel, il tomba malade dans les Ardennes, et si dangereusement que l'on désespérait de sa vie. Le marquis de Boufflers même, étant obligé à quitter le camp d'Obersdorff dans le temps que le marquis de Villars était à la dernière extrémité, laissa deux régiments de dragons pour le garder. L'émétique et la bonté de son tempérament le sauvèrent, et on le porta à Arlon, de là à Sedan où il reçut des ordres de la cour pour aller commander en Flandre, pendant l'hiver, sous les ordres du marquis de Boufflers. Le bruit de l'extrémité où il était porta le marquis de la Valette [132] à demander son commandement, et il l'obtint. Sa santé cependant lui



permettant de servir, le marquis de la Valette fut renvoyé sur la frontière de Picardie.

1690.

Dans le commencement de l'année 1690, la cour envoya des ordres au marquis de Boufflers de marcher avec un corps d'armée derrière Bruxelles, la laissant sur la gauche, et le marquis de Villars eut ordre avec 7 ou 8,000 hommes de passer la Dendre et de marcher droit à Bruxelles. Le marquis de Villars rassembla toutes ses troupes avec un grand secret sous Tournay, et partit par un temps fort rude, ayant même une assez grosse fièvre, dont il ne parla point, de peur que les gens attachés d'amitié à lui ne s'opposassent à sa résolution de ne pas confier ce commandement à un autre. Bien qu'il y eût véritablement du péril pour lui à faire cette course-là,

par un temps très fâcheux, avec la fièvre, il alla camper à Grammont. Cette fièvre causée par un rhume violent cessa avec le rhume, qui fut dissipé par beaucoup d'eau-de-vie brûlée et trois heures de sommeil.

Le marquis de Villars eut avis que le comte de Varsassine avait rassemblé 2,500 chevaux à deux lieues de Grammont; il marcha à lui et le joignit à trois lieues de Bruxelles. Le marquis de Varsassine se mit en bataille derrière un ruisseau, et le marquis de Villars ayant ordonné aux sieurs de Vandeuil [133], maréchal de camp, et Dachy [134], brigadier, de faire sonder le passage pendant qu'il remontait le ruisseau pour prendre le derrière des ennemis, son ordre fut mal exécuté, et Varsassine voyant qu'il allait être coupé par le marquis de Villars laissa trois troupes sur le bord du ruisseau et se retira sans que ceux qui avaient ordre de le serrer de près fissent un pas pour le suivre. Ainsi ce corps, qui pouvait être défait, ne perdit que les trois troupes qu'il

avait sacrifiées pour sa retraite. Quelques jours après, la gelée étant très forte, on résolut d'aller passer les canaux au-dessus de Gand et d'entrer dans le pays de Vaas. On marcha avec 18 ou 20,000 hommes par deux endroits. Le marquis de Villars, avec les troupes qui portaient de Tournay, Valenciennes, Douay et Lille, laissa la Lys sur sa gauche, qu'il alla passer à Deinse, et le marquis de Boufflers avec toutes les troupes qui venaient de Dunkerque, Ypres et autres places, alla droit sur le canal de Gand à Bruges. Les glaces étant fortes, on passa le canal, et le marquis de Villars entra dans le pays de Vaas. Cette marche valut au roi 4 millions de contributions, et l'on ne perdit personne. Les troupes rentrèrent dans leurs garnisons et il ne fut question que de les laisser reposer jusqu'à l'entrée de la campagne. Le roi prit toutes les mesures et avec grand secret pour faire le siège de Mons. Cette place était très forte, très importante et défendue par une garnison nombreuse. Le prince de Grimberg en était gouver-

neur, et Fagel, lieutenant général, y commandait les troupes hollandaises. Le maréchal de Boufflers et le marquis de Villars furent seuls chargés de l'investiture [135] et du secret. Il fallait cacher ce dessein aux ennemis et leur donner de l'inquiétude pour tant de places différentes qu'il leur fut difficile de démêler le véritable objet.

Les troupes commençaient à s'ébranler dès le 1<sup>er</sup> avril sur la Meuse, dans le Hainault, la Flandre et du côté de la mer; et les ennemis incertains laissèrent dans toutes les places menacées les garnisons ordinaires. Le marquis de Villars fut chargé d'investir Mons du côté le plus dangereux, qui était celui de Bruxelles et d'Ath, le seul par lequel il fût possible à l'ennemi d'y jeter du secours. Il partit de Condé laissant la rivière d'Haisne sur la droite. Le marquis de Créquy commandait sous ses ordres les troupes qui devaient former cette investiture. Il se perdit, de manière qu'à l'entrée de la nuit le marquis de Villars ne trouva que cinq escadrons et n'eut pas d'autre parti à prendre

que de se mettre avec ce peu de troupes à 150 pas de la porte de Mons à Bruxelles, pour empêcher, du moins autant qu'il serait en son pouvoir, qu'il n'entrât personne, la nuit, dans Mons. À la pointe du jour, le marquis de Créquy arriva avec les troupes, et le marquis de Villars occupa le village de Nimy, l'abbaye de Saint... [136] et toutes les principales avenues de la place, fit couper et barrer tous les chemins et commencer à tracer la ligne de contrevallation. Les pionniers arrivèrent le troisième jour. Avant cela, il parut des partis considérables de cavalerie, des détachements de grenadiers des ennemis, mais aucun n'osa tenter de forcer les avenues occupées, et avant le quatrième jour les postes étaient pris et retranchés de manière qu'il fallait une armée entière pour en approcher.

Le prince d'Orange se rendit en diligence à Bruxelles où il donna rendez-vous à toutes les forces de la ligue. Le roi arriva au siège, et toutes les dispositions étant bien faites par les soins du

marquis de Louvois, très capable de n'en oublier aucun, soit pour former une armée nombreuse, soit pour assurer toutes les subsistances et tous les convois de vivres et de munitions de guerre, l'on ouvrit la tranchée le neuvième jour de l'investiture. Le prince d'Orange s'approcha avec une armée considérable, et le roi raisonnant avec plusieurs officiers généraux et le marquis de Louvois sur le parti que pourrait prendre le prince d'Orange, le sentiment de plusieurs fut que le prince d'Orange tenterait une action générale. Le marquis de Villars dit: «Je crois qu'il ne fera rien.» Le roi lui demanda pourquoi. Villars répondit: «Parce qu'il vaut mieux ne rien faire que de faire mal, et que les mesures de Votre Majesté sont si bien prises, les postes si bien occupés et retranchés, le nombre de troupes si supérieur à celui des ennemis, qu'il n'y a qu'à désirer que le prince d'Orange veuille les attaquer.»

Le marquis de Louvois fut bien aise de voir avancer et soutenir cette opinion, car le courtisan



voulait porter le roi à penser que ce ministre avait hasardé sa gloire et sa personne, et la vérité était que jamais entreprise n'avait été formée avec plus de raison et de moyens d'en rendre le succès infaillible. La défense des ennemis fut très molle : une seule attaque ne réussit point. L'ouvrage à corne fut attaqué et pris ; mais soit que les matériaux pour s'y retrancher n'eussent pas été assez promptement apportés, ou par quelque négligence du régiment des gardes duquel on se plaignit, les ennemis y rentrèrent : mais il fut repris, quelques heures après, très facilement, et le marquis de Villars y étant entré des premiers trouva Constant, capitaine du régiment des vaisseaux, encore en vie, avec une blessure très dangereuse ; les ennemis l'avaient laissé comme mort. Cette action fut la seule de tout le siège de Mons. Il [en] coûta peu au roi, qui retourna à Versailles et eut la bonté de marquer au marquis de Villars beaucoup de satisfaction de ses services.

Les troupes furent renvoyées dans les garnisons et en quartiers de fourrage dans toutes les places de Flandre, de la Meuse, Picardie, Champagne, et les Évêchés, et assez de proche en proche pour rassembler l'armée et entrer en campagne dès que les mouvements des ennemis y obligeraient.

Ils renvoyèrent leurs troupes aussi dans des quartiers assez éloignés, et l'on résolut de bombarder la ville de Liège et d'y tirer des boulets rouges. Le marquis de Boufflers fut chargé de cette expédition, et le marquis de Villars destiné à servir dans cette armée, laquelle fut placée sur les hauteurs, du côté de la Chartreuse. L'on tira quantité de boulets rouges qui firent un médiocre effet. Le fort de Chenay, éloigné de la ville de près d'une demi-lieue, étant gardé par 300 hommes, le marquis de Villars, qui se promenait aux gardes les plus avancées, remarqua quelque mouvement dans les troupes qui étaient dans ce fort, et ayant jugé que cette garnison voulait l'abandonner et

sortait avec précipitation, il prit les premiers piquets de cavalerie et d'infanterie qui se trouvèrent à la tête du camp, et ayant couru très diligemment sur leur route, les 500 hommes furent tous pris ou tués; c'est ce qu'il y eut de plus considérable dans cette expédition.

L'on ordonna de brûler les faubourgs en se retirant. Cependant le marquis de Villars étant chargé de l'arrière-garde suivit son humanité naturelle, les sauva et empêcha la destruction à la réserve de quatorze ou quinze maisons que l'on ne put garantir. Le marquis de Boufflers eut ordre de ramener son armée près de Dinant, ce qu'il fit en quatre jours de marche. L'on repassa assez près de Huy, qui était occupé par des ennemis, et comme l'armée entraît dans son camp marqué, il arriva quelques avis au marquis de Boufflers, que les ennemis que l'on prétendait forts de l'autre côté de la Meuse voulaient la passer à Huy et l'attaquer dans la marche, ce qui était presque impossible, à cause du long chemin que le prince

d'Orange, que l'on disait près de Louvain, aurait eu à faire; outre qu'une armée ne passe pas une rivière comme la Meuse, sur un seul pont, en si peu de temps. Cependant sur cet avis le marquis de Boufflers voulut empêcher les troupes d'entrer dans le camp et les faire marcher.

La réputation du marquis de Boufflers était bien établie sur sa valeur; il était attaqué sur l'inquiétude, et l'on voit assez souvent des hommes d'une intrépidité personnelle être timides quand ils sont chargés du généralat.

Le marquis de Villars représenta au marquis de Boufflers que cette marche forcée et sans nécessité ne serait pas approuvée; il se rendit à ses raisons. Il fut résolu que l'armée camperait, et il garantit son ami d'une précipitation qui aurait été blâmée.

L'on ordonna que l'on se mettrait en marche avant le jour; on fit une journée plus grande et, ayant des partis sur Huy, on régla les mouvements sur des avis certains, sans montrer une

crainte inutile ; le marquis de Boufflers fut obligé au marquis de Villars de son bon conseil.

On arriva à Dinant où l'armée se reposa pendant trois à quatre jours. La campagne précédente, le marquis de Calvo, ancien lieutenant général, avait commandé la seconde armée de Flandre, laquelle auparavant était sous les ordres du maréchal d'Humières. Le roi la donna au marquis de Villars. Il reçut les ordres et les instructions pour la commander au camp, près Dinant. Il avait le commandement de toutes les troupes qui étaient dans les places depuis Tournay jusques à la mer, et outre cela 15 bataillons et 30 escadrons avec un équipage d'artillerie. Il était chargé de la défense des lignes qui couvraient tout le pays depuis l'Escaut jusqu'à Dunkerque. En général, il était aux ordres du maréchal de Luxembourg, mais dans de certains cas il avait ceux du roi pour agir indépendamment.

Il se rendit à Tournay et rassembla sa petite armée entre Cambray et le Pont-d'Espiers [137].

On trouvera dans les dépêches du marquis de Villars celle qu'il écrivait au maréchal de Luxembourg pour lui expliquer, par plusieurs bonnes raisons de guerre, que pour défendre des lignes, si l'on peut prendre un bon poste en avant, qui oblige l'ennemi qui songe à attaquer des lignes à déterminer son attaque sur la droite ou la gauche, c'est l'unique moyen de pouvoir se flatter de les défendre ; puisque le désavantage, en tenant une grande étendue du pays, est de ne savoir jamais quelle peut être la véritable attaque ; l'ennemi, par donner des inquiétudes en divers lieux, obligeant celui qui défend à s'étendre et par conséquent à être faible partout. La lettre éclaircit cette matière, et la disposition du marquis de Villars empêcha le marquis de Castanaga, qui marchait à lui avec des forces supérieures, de rien entreprendre.

Le marquis de Villars retira même de grands avantages de sa disposition, car son pays étant couvert, et par conséquent ne payant aucune

contribution, il obligea celui des ennemis de lui fournir toutes ses subsistances, et le marquis de Castanaga avait la douleur de voir tous les jours les chariots des terres d'Espagne traverser son camp pour apporter des foin et des avoines dans celui du marquis de Villars.

L'armée du roi, commandée par M. de Luxembourg, ne fit qu'observer celle du prince d'Orange.

Vers les premiers jours de septembre, le maréchal de Luxembourg crut pouvoir aller prendre des quartiers de fourrages du côté de Ninove, et plaça son armée dans un pays très abondant.

Pour y assurer sa subsistance et ses convois, il manda au marquis de Villars de se placer avec la plus grande partie de ses troupes du côté de Renay, afin que tout ce qui venait de Tournay pût passer en sûreté à l'armée de M. de Luxembourg. Les ennemis jetèrent 2,000 chevaux dans Oudenarde, et, un jour qu'il passait un convoi de près de 4,000 charrettes, le marquis de Villars se posta

le mieux qu'il fut possible pour le couvrir, mais la file était si longue et tenait une si grande étendue de pays qu'il était bien difficile de mettre tout en sûreté.

Les ennemis sortirent d'Oudenarde, attaquèrent le convoi en deux endroits, détélèrent quelques caissons, mais le marquis de Villars y accourut avec une telle diligence que les ennemis furent repoussés partout et le convoi passa heureusement.

Le maréchal de Luxembourg manda au marquis de Villars de se rendre auprès de lui pour prendre les mesures les plus justes pour assurer ses subsistances.

L'armée du maréchal de Luxembourg était, comme l'on dit, bien campée; grains, fourrages en abondance, toutes les troupes baraquées, le général placé pour faire la meilleure chère du monde, les poulardes de Campagne, veaux de Gand, petites huîtres d'Angleterre. L'on parle de ces bagatelles parce que les ennemis du maréchal



de Luxembourg voulaient quelquefois dire qu'elles ne laissaient pas d'influer sur ses résolutions.

Le marquis de Villars le trouvant très content de sa situation prit la liberté de lui dire : « Mais le prince d'Orange ne pourrait-il venir camper près d'Ath et de Ligne et, par conséquent, vous faire sortir dans le moment de ce camp délicieux ? » Le maréchal de Luxembourg soutenait ce parti impossible par bien des raisons quand Tracy, qui était à la guerre avec 300 chevaux, manda qu'il croyait voir paraître la tête des colonnes de l'armée des ennemis. L'on voulut se flatter que c'était un fourrage ; cependant sur une seconde nouvelle de Tracy, qui fortifiait les premières, l'on monta à cheval, et des premières hauteurs on découvrit que réellement l'armée ennemie marchait du côté d'Ath, et avant deux heures après midi on la vit s'étendre le long du petit ruisseau de Ligne. Le marquis de Villars s'en retourna très diligemment à son camp, qu'il tint fort alerte toute la nuit, et

à la pointe du jour il se rapprocha de l'Escault. Le maréchal de Luxembourg fut obligé à faire la même chose et à quitter un camp où l'on n'avait été occupé pendant cinq ou six jours qu'à se mettre dans une abondance générale, et l'on fut obligé de mener l'armée du roi sous Tournay.

Le maréchal de Luxembourg fut piqué de s'être trompé dans ses mesures, et ce petit chagrin donna lieu à une très grande action qui se passa deux jours après.

Le maréchal de Luxembourg fut informé que le prince d'Orange avait laissé l'armée sous les ordres du comte de Waldeck et qu'elle devait marcher le 20 septembre pour aller camper dans la plaine de Cambron [138]. Il crut pouvoir attaquer l'arrière-garde et envoya ordre au marquis de Villars de marcher dans l'instant avec 4 bataillons, et les régiments de Mérimville [139] et dragons de Tessé pour le joindre sous Tournay. Le marquis de Villars le trouva dans l'abbaye de... [140], passant la nuit sur la paille et faisant

monter à cheval soixante escadrons. Il conta au marquis de Villars qu'il avait autrefois battu une arrière-garde que tout le monde l'assurait qu'il ne joindrait jamais, mais que, sachant bien que les ennemis ne prenaient pas toujours toutes les précautions, et qu'en faisant la diligence possible l'on joignait ceux qui se croyaient hors de toute portée, il chargea le marquis de Villars de prendre la tête de tout avec les six escadrons et les quatre bataillons, [ajoutant] qu'il trouverait, sur le chemin de Leuze, Marcilly [141], enseigne des gardes du Corps, avec quatre cents chevaux; qu'il se servit de lui pour tenir les ennemis le plus près qu'il pourrait et qu'il lui mandât, dès qu'il les découvrirait, tout ce qu'il remarquerait de leurs dispositions.

Le marquis de Villars chargea le brigadier Boisselot [142] de mener les quatre bataillons aussi diligemment que l'infanterie le peut faire, et il s'avança avec six escadrons sur le chemin que tenait Marcilly. À huit heures du matin, il aperçut

Marcilly à une lieue de lui et chargea le marquis d'Aubijoux [143], brigadier, de suivre avec les six escadrons, et de sa personne il poussa à toutes jambes à Marcilly, qu'il trouva en bataille avec ses huit escadrons, observant la marche de l'armée ennemie, dont la plus grande partie avait déjà passé le ruisseau de Leuze. Il dit à Marcilly le dessein de M. de Luxembourg, et que pour cela il fallait tâcher d'amuser les ennemis. Marcilly en était à une demi-lieue, et, ne sachant rien du dessein du maréchal de Luxembourg, se tenait à portée de les observer sans se commettre.

Le marquis de Villars le fit avancer et ordonna aux six escadrons qu'il menait de suivre à une distance de mille pas.

Il mena les 400 chevaux de Marcilly à cinq cents pas des ennemis, lesquels, voyant un si petit corps de cavalerie s'approcher, s'arrêtèrent. Le marquis de Villars les voyant arrêtés dédoubla ses petits escadrons et fit paraître huit troupes. Sur cela, les ennemis, croyant que ce qui allait les

approcher était partie d'un corps de 2,000 chevaux que M. de Besons [144] commandait du côté de Saint-Guislain, voulaient l'attaquer avec avantage et s'étendaient.

Le marquis de Villars envoya ordre au marquis de Toiras [145], qui commandait ces six escadrons, d'approcher et de les mettre sur une ligne. Les ennemis continuaient à se former et, dans ce temps-là, M. de Luxembourg arriva à toutes jambes et joignit le marquis de Villars qui lui dit : « Vous vouliez une arrière-garde à combattre ; je vous ai préparé celle-ci. Il y a trois quarts d'heure que je l'arrête, et vous pouvez à présent choisir ce qui vous conviendra le mieux. » M. de Luxembourg répondit : « Je suis venu pour combattre. » Le marquis de Villars lui dit : « Pendant que votre première ligne se forme, je vais un peu reconnaître la droite des ennemis. » Doger [146] parla le premier et lui dit : « Les ennemis grossissent : voulez-vous attaquer ? Que ce soit dans le moment. » Villars parla de même, et M. de Luxem-

bourg dit seulement : « Attaquons, attaquons, » et envoya Doger à la droite. Le marquis de Villars retourna à toutes jambes à la gauche. En passant devant les cheveu-légers de la garde, il dit à Vatteville [147] qui était à leur tête : « Je suis débordé par trois ou quatre escadrons des ennemis, ne pourriez-vous pas vous étendre ? » On était déjà si près des ennemis qu'il n'y avait plus qu'à attaquer ce qui était devant soi. Le marquis de Villars dit aux escadrons de Mérinville en peu de paroles : « Mes amis, vous les avez bien battus l'année dernière, vous les battrez bien encore. » Tous les cavaliers répondirent avec fierté : « Nous les battons. » Le marquis de Villars se mit à la tête du premier escadron, le marquis de Toiras à la tête du second, et le comte de Mérinville au troisième. L'on marcha aux ennemis et la charge fut peut-être la plus violente que l'on ait vue de la guerre. Il est rare que des escadrons soient aussi longtemps mêlés sans se faire plier. Il fallut presque tuer le premier rang à coups d'épée et

le second pour les renverser. Cette ligne fut emportée, et celle qui la soutenait se renversa d'elle-même ; mais les trois escadrons de Mérimville, qui ne faisaient tout au plus que 360 maîtres, en eurent 190 hors de combat, et de 32 officiers 26, le marquis de Toiras tué de plusieurs coups. Le marquis de Villars avait pour toutes armes défensives un double buffle et son mouchoir dans son chapeau, ce qui lui sauva la vie, car son buffle ou son chapeau et ses habits reçurent dix-sept coups sans blessures. Son cheval le tira de cette charge et tomba après.

Pour revenir à l'affaire générale, les escadrons de la maison du roi, renversant aussi ce qui était devant eux, souffrirent beaucoup. Doger, lieutenant général, fut tué, ainsi que Neuchelles [148], qui commandait la maison du roi, la Troche [149], le marquis de Rotelin [150] et une infinité de bas officiers ; le marquis d'Alègre [151] blessé et un grand nombre d'autres.

Le marquis de Villars, ramenant son aile, la fit rentrer dans les intervalles d'une seconde ligne qui arrivait au grand galop, car on avait attaqué deux lignes des ennemis avec une seule. Les premiers escadrons que Villars trouva furent ceux de Quadt. Le colonel voulait charger, en arrivant, ceux des ennemis qui étaient auprès de lui. Le marquis de Villars le fit attendre. Ceux du Maine, de Rohan, de Praslin et plusieurs autres arrivèrent, et l'on forma une ligne qui, alors, débordait celle des ennemis, aussi soutinrent-ils très faiblement la charge, et on les poussa jusques au ruisseau. On revint sur ses pas, et le maréchal de Luxembourg, qui se vit sur l'armée des ennemis, laquelle revenait très diligemment et à trois grandes lieues de la sienne avec 70 escadrons seulement, n'eut d'autre parti à prendre que de se retirer. Tel fut le combat de Leuze, fort glorieux pour l'armée du roi, puisque dix-huit escadrons en battirent près de cinquante [152] des ennemis.



La perte y fut pourtant assez égale et la gloire fut la seule utilité qu'en retira le vainqueur [153].

On arriva à Tournay sur les six heures du soir, et le maréchal de Luxembourg avec les principaux officiers alla descendre à la Comédie. Jamais général n'a été d'une humeur si agréable : il aimait la bonne chère, le jeu et tous les plaisirs, mais il souffrait que ses favoris prissent sur lui un empire despotique, et l'abus qu'ils en faisaient lui attirait souvent des ennemis, quoiqu'il fût d'un caractère officieux et bienfaisant. L'on n'a pas parlé de M. le duc de Chartres [154], qui était volontaire dans cette action et que sa valeur naturelle faisait beaucoup souffrir de n'être pas dans le plus grand péril ; mais il ne fut pas maître alors de s'abandonner à toute son ardeur, et il se distingua avec beaucoup de gloire les campagnes suivantes à Steinkerque, à Nerwinde, et dans les autres occasions où son courage a pu paraître. Le marquis de Villars lui eut l'obligation d'avoir beaucoup parlé de lui sur ce qui s'était passé à

Leuze ; et en effet ce fut lui qui avec adresse arrêta l'arrière-garde des ennemis, et qui mena toujours l'aile gauche à la charge avec grand avantage sur la droite des ennemis, qui la débordait de quatre ou cinq escadrons. De son côté, M. de Luxembourg donna de grandes louanges à cette conduite : mais comme le marquis de Villars n'était pas bien avec les favoris de ce général, qui avaient beaucoup de part aux relations, celles du maréchal de Luxembourg n'avaient pas expliqué qu'il lui devait l'occasion du combat, et la principale part au bon succès.

L'armée fut placée pour prendre des fourrages jusqu'au 20 d'octobre, temps ordinaire des séparations quand on n'est pas retenu par quelque projet.

Les armes du roi ne furent pas si heureuses en Irlande, où Jacques II avait encore un parti considérable et des places importantes, entre autres celle de Limerick. Le roi, qui appuyait les efforts de ce prince pour rentrer dans ses États, lui ac-

corda douze vaisseaux de guerre et 3,000 soldats, avec toutes les provisions nécessaires tant à ces troupes qu'à celles d'Irlande. Le débarquement se fit à Limerick, sous la conduite du chevalier de Nesmond: cependant le prince d'Orange résolut d'en faire le siège. La tranchée fut ouverte le 5 de septembre. Après une vigoureuse défense, les assiégés demandèrent le 3 d'octobre une cessation d'armes qui leur fut accordée pour trois jours, afin de conférer de la capitulation, dont les articles ne furent arrêtés que le 13 et 14; et le 14, la ville, défendue par Boisselot, fut livrée aux Anglais.

Le comte de Châteaurenaud [155] ramena sur les vaisseaux de France tous les Français, avec les 15,000 Irlandais de la garnison de Limerick, conformément à la capitulation, dont les articles sont si singuliers qu'il n'y en a peut-être point d'exemple dans l'histoire. Ils paraissent moins des conditions accordées par le vainqueur à une ville

qui se rend, que celles qu'elle se prescrit à elle-même, et qu'elle force l'ennemi d'accepter.

Le marquis de Villars, qui depuis quelques années était éloigné de la cour, demanda la permission d'y aller passer quinze jours. Le roi le reçut avec bonté et lui donna de grandes marques de la satisfaction qu'il avait de ses services.

Un de ses premiers soins fut de s'assurer l'amitié du marquis de Barbezieux, qui, quoique très jeune, était seul ministre de la guerre, et par conséquent pouvait beaucoup servir ou nuire. Le marquis de Villars se trouva d'abord dans une intelligence parfaite avec lui; mais peu de mois après, par l'inspiration de deux ou trois de ses favoris, jaloux du marquis de Villars, cette amitié se changea en une haine si violente, qu'il s'en fallut peu que ce jeune ministre ne le perdit.

Durant le peu de séjour que le marquis de Villars fit à la cour, il apprit la mort de l'abbé de Villars [156], son frère, qui sortait de l'agence générale du clergé. Il mourut à Florence: jeune

homme d'un mérite distingué dans sa profession, et qui par ses parents y eût bientôt mérité les premières places. L'amitié était très vive entre ces deux frères, et cette perte n'a jamais cessé d'être sensible au marquis de Villars.

Il retourna en Flandre, d'où le marquis de Boufflers partit peu de jours après, et lui laissa en son absence le commandement général de la frontière, que le marquis de Villars alla visiter. Il reçut à Tournay le prince royal de Danemarck [157], qui fut roi dans la suite : il voyageait en ce temps-là, et le marquis de Villars le traita magnifiquement.

Le marquis de Villars s'établit à Ypres, où le marquis de Boufflers à son retour de la cour vint le joindre, et y reçut un courrier dont les lettres lui causèrent de vives inquiétudes. On le chargeait de surprendre Ostende : c'était un projet formé par quelques ingénieurs, et remis au maréchal de Luxembourg, qui ne fut pas fâché de donner une commission très hasardeuse au mar-

quis de Boufflers, qu'il n'aimait pas. Il le jetait par là dans la fâcheuse incertitude ou de refuser une commission que le roi lui donnait, ou de faire une entreprise du succès le plus douteux et le plus difficile. Dans cet embarras, il consulta le marquis de Villars. On examina tous les plans et projets de ce dessein, et on n'oublia aucun des expédients qui pouvaient le rendre praticable. Il y avait deux bras de mer à passer, et il fallait que l'heure des basses marées se trouvât cadrer d'abord avec l'obscurité de la nuit, indispensablement nécessaire pour arriver sans être aperçu, et encore avec l'heure à laquelle on devait traverser une dune fort étroite qui arrivait au pied du bastion sur lequel il fallait grimper, et que les donneurs d'avis soutenaient très mal gardé. Ce double obstacle s'opposait trop à la réussite de l'entreprise, et elle fut estimée impossible par la longueur du chemin et par la difficulté des passages. Le marquis de Boufflers en fit voir bien nettement toutes les raisons, et le roi les approuva.

Les contributions avaient été bien établies l'hiver précédent : ainsi il n'y eut qu'à se reposer celui-ci. Le maréchal de Luxembourg, qui, après la mort du marquis de Louvois son ennemi, reprit crédit auprès du roi, composa l'armée de Flandre pour les officiers généraux. Il avait tenté, la campagne précédente, d'ôter au marquis de Villars le commandement qu'il avait en Flandre ; mais le roi n'avait point voulu agréer ce changement. Le maréchal chercha donc une autre voie pour réussir, et saisit le prétexte du commandement de la cavalerie de l'armée d'Allemagne.

Le comte d'Auvergne, colonel général de la cavalerie, ayant demandé à venir commander celle de Flandre, — étant d'ailleurs ami du maréchal de Luxembourg, réuni avec tous ceux qui étaient ennemis du marquis de Louvois, — dès le mois d'avril le marquis de Villars eut ordre de se disposer à aller servir en Allemagne. Il passa trois semaines à Paris ou à la cour, puis il se rendit au

camp de Flonheim près de Mayence, où le maréchal de Lorges avait rassemblé son armée.

Cette même année mourut le marquis de Louvois, dont nous avons remis à parler ici. Depuis assez longtemps il était très mal avec Mme de Maintenon, qui avait la confiance du roi. M. de Louvois était très mauvais courtisan, et combattait souvent sans ménagement les sentiments et les protections qu'accordait Mme de Maintenon; en sorte qu'il s'apercevait dans son travail avec le roi, qui se faisait toujours dans la chambre de Mme de Maintenon, de beaucoup d'aigreur de la part de Sa Majesté: ce qui lui était d'autant plus insupportable qu'il croyait rendre de grands services.

Un jour le roi lui parla si durement que Louvois se leva avec précipitation et jeta quelques papiers en disant: «L'on ne saurait vous servir.» Le roi se leva aussi et s'approcha de la cheminée où d'ordinaire il mettait son chapeau et sa canne. M de Maintenon, qui crut qu'en s'approchant de



sa canne il pourrait s'en servir, courut à lui. Cette précaution n'était pas nécessaire auprès d'un prince dont la modération et la sagesse étaient bien connues. Louvois sortit, résolu à se retirer. Mme de Maintenon lui écrivit le matin et lui manda de revenir le soir à la même heure qu'il avait accoutumé de travailler, de ne faire au roi ni plaintes ni excuses, et en un mot de ne rien laisser paraître dans sa conduite qui pût rappeler ce qui s'était passé. Cependant Louvois était outré de la plus vive douleur. Il prenait des eaux de Forges, et étant allé travailler à trois heures après midi chez le roi, il se trouva mal, revint dans le moment chez lui, s'assit en arrivant, dit : « Je me trouve mal, » et mourut [158]. Fagon, qui fut depuis premier médecin du roi, voulut croire que Louvois avait été empoisonné : cependant cette opinion ne fut point établie. Le roi laissa le jeune Barbezieux [159], qui n'avait que dix-sept à dix-huit ans, ministre de la guerre ; M. de Torcy [160], qui n'était guère plus âgé, l'était en même temps

des affaires étrangères, ce qui fit dire au prince d'Orange qu'il était étonné que le roi eût de si vieilles amies et de si jeunes ministres. On ne dit rien ici du caractère ni des talents de M. de Louvois, parce que dans le cours de ces Mémoires on en a beaucoup parlé.

Dans les premiers jours de la campagne suivante en Allemagne, il arriva une aventure de déserteurs assez particulière. Un brigadier du régiment de Souternon déserta et avertit les ennemis qu'un convoi assez considérable partait d'Alzey pour venir à l'armée. Sur l'avis du déserteur, les ennemis firent sortir 1,000 chevaux de Mayence pour attaquer le convoi. Dans le même temps un houssard des ennemis déserta et nous avertit de leur dessein sur notre convoi. On fit aussitôt un détachement pour en assurer la marche : la tête de notre détachement rencontra celle des ennemis et renversa la première troupe où se trouva le brigadier de Souternon. Il fut pris avec un petit nombre

de cavaliers ennemis et fut roué vif le lendemain. Ainsi cette double désertion avait exposé et sauvé notre convoi.

Quelques jours après, sur les avis qu'une partie considérable de l'armée ennemie qui était de l'autre côté du Rhin l'avait passé à Mayence, le maréchal de Lorges, qui avait grande confiance en Mélac [161], maréchal de camp, l'envoya avec 500 chevaux pour s'informer exactement si l'ennemi avait passé à Mayence, comme on le disait. Rien n'était plus aisé à savoir, puisqu'un corps d'armée, infanterie, cavalerie et canon, ne peut se cacher après avoir passé le Rhin. Cependant Mélac s'en étant rapporté à un bailli du pays qui le trompa, revint assurer le maréchal de Lorges que la nouvelle était fausse. Un quart d'heure après on sut non seulement qu'elle était véritable, mais qu'un corps d'armée marchait à Worms en grande diligence. Mélac fut honteux, et sa fureur s'exhala par ces horribles serments dont il avait coutume d'effrayer les gens du commun.

Le caractère de cet officier général mérite, par sa singularité, qu'on s'y arrête un moment. Il avait de l'esprit, de la valeur, et avait très bien fait le métier de partisan jusqu'à la dignité de colonel : mais ces qualités étaient obscurcies par d'extrêmes défauts, entre autres il avait celui de vouloir passer pour un athée, et il soutenait qu'il n'y avait point de diable, parce qu'il avait, disait-il, fait toutes choses au monde pour avoir commerce avec lui sans y avoir pu réussir. Le maréchal de Duras l'avait principalement employé dans ces horribles incendies qui durèrent pendant deux ans ; il avait exécuté ces cruelles commissions avec la plus inflexible rigueur : tous les paysans allemands le croyaient sorcier, et son nom était devenu l'effroi des peuples. Satisfait de cette mauvaise réputation, il avait un peu négligé sur les fins celle d'être terrible aux troupes ennemies. Sa fantaisie était de vouloir intimider nos intendants, de paraître toujours furieux et de coucher avec deux grands loups pour se mieux donner

l'air de férocité. Enfin c'était un caractère bizarre, duquel ordinairement le maître et le général ne tirent pas grande utilité.

Le faux avis qu'il nous donna sur la marche des ennemis les sauva; car ce corps d'armée, de 8 à 10,000 hommes, prêta le flanc par une marche de dix lieues à l'armée du roi entière, qui, pouvant aller aux ennemis par les plus belles plaines, était en état d'accabler ces troupes, et de les faire périr dans leur marche. Il était même facile de les défaire après qu'elles furent arrivées à Worms, où leur objet était d'assurer une tête de pont, lequel ne fut achevé que le jour d'après; et par conséquent ils furent un jour sans communiquer avec le gros de leur armée, qui marchait de l'autre côté du Rhin à même hauteur. Leur objet était de nous tirer du Bas-Palatinat et de nous faire rapprocher de Philishourg et de Landau.

Nous avions un poste avancé à Worms dans une église ruinée, où Lescossois, lieutenant colonel de Normandie, commandait avec

300 hommes. Les ennemis l'attaquèrent : Lescos-sois se défendit courageusement, tua 5 à 600 hommes des ennemis, mais à la fin le poste fut emporté.

L'armée du roi partit de Flonheim et marcha au travers des plaines. Si elle eût cherché les ennemis, elle pouvait les attaquer avec grand avantage, car leur pont n'était pas fait, ni par conséquent leur jonction avec le gros de leur armée, qui était de l'autre côté du Rhin. Mais nous ne voulions pas d'action ; et le jour d'après, sans la vivacité et l'application du marquis de Villars, 3,000 chevaux commandés par le comte de Lippe n'auraient pas payé si cher la faute qu'il fit d'approcher assez inconsidérément de l'armée du roi. Le comte de Lippe, croyant apparemment qu'elle s'était éloignée, passa avant le jour le ruisseau de Pfedersheim, qui nous séparait des ennemis ; et le marquis de Villars allant aux gardes de cavalerie les trouva à trois cents pas de ce corps des ennemis. Nos dragons avaient monté à cheval sans

ordre, et nos gardes étaient soutenues de trois escadrons de cavalerie. Ainsi le marquis de Villars trouva quinze escadrons tout prêts, dans le temps même que les ennemis ayant reconnu que l'armée du roi était dans son camp, et par conséquent qu'ils avaient fait une faute capitale de passer le ruisseau, ne songeaient qu'à le repasser diligemment.

Le marquis de Villars profita de l'occasion, et, sans perdre un moment, il ordonna aux deux escadrons de dragons de s'étendre sur la gauche et de sortir d'un fond qui les couvrait, pour faire croire aux ennemis qu'il venait des troupes de plusieurs endroits, et que l'armée du roi s'ébranlait. Il marcha aux ennemis avec le reste, les prit à moitié passés, en tua un fort grand nombre et fit plus de 300 prisonniers, parmi lesquels étaient deux colonels.

Deux jours après, le maréchal de Lorges alla se promener sur les hauteurs de Pfedersheim, suivi de la plupart des officiers généraux. Il savait



que l'on avait murmuré assez dans l'armée de ce qu'il n'avait pas attaqué les ennemis: il voulut faire voir que cela n'était pas facile, et on se contenta de lui répondre avec le respect dû à un général. Mais presque dans le même temps les ennemis surprirent un de nos courriers; ils virent nos lettres et renvoyèrent au maréchal de Lorges celle de l'intendant Lafont, qui expliquait assez naturellement ce que presque toute l'armée avait pensé sur la possibilité de défaire ce corps d'ennemis, qui repassa le Rhin et qui peu de jours après le passa encore à Spire avec le reste de l'armée.

Celle du roi fut jointe par un corps assez considérable de nos Irlandais, que le marquis d'Huxelles [162] ramena de Brisach, et il y eut des escarmouches autour des ruines de Spire, que les ennemis occupaient: mais comme je l'ai déjà dit nous ne cherchions pas d'action. L'armée impériale, commandée par le landgrave de Hesse et le marquis de Bareith [163], auxquels elle avait peu de confiance et dont tous les généraux, surtout

quelques autres princes de l'Empire, étaient assez mécontents, ne voulait pas non plus combattre, et tout se passait en mouvements, sans aucun objet principal : les seuls houssards approchaient l'armée du roi, inquiétant nos gardes et nos fourrages. Le marquis de Villars, ayant servi dans les armées de l'empereur, connaissait mieux qu'un autre l'esprit de guerre particulier à ces sortes de troupes, qui est de n'attaquer presque jamais celles qui se tiennent ensemble, mais de pousser ce qui se débande. Cette connaissance lui fut utile dans la conjoncture présente. Un jour ayant trouvé nos fourrageurs pressés par les houssards, il fit avancer deux troupes de gendarmerie au milieu d'eux. Charron, sous-lieutenant des Écossais, accourut lui dire qu'il allait perdre leurs gendarmes. « Monsieur, lui répondit le marquis de Villars, quand je ne sais que faire le malin, je suis bien aise de m'amuser en faisant tuer douze ou quinze gendarmes. Apprenez, continua-t-il, comment il faut se conduire avec les houssards. » En même

temps il se mit à la tête de ces deux troupes de gendarmerie, leur fit mettre le mousquet haut, et leur dit : « Que personne ne tire, excepté ceux que je marquerai moi-même. » Ensuite il donna ordre à quelques-uns de ceux qui étaient des plus sûrs de leur coup d'ajuster autant qu'ils pouvaient, avec un feu médiocre, ceux des houssards qui les approcheraient le plus. Par ce moyen il écarta les plus empressés des houssards ; après quoi il envoya une des deux troupes de gendarmerie se placer deux cents pas derrière lui, et se retira lui-même avec la première, faisant toujours tirer quelques coups, mais sans que personne sortit des rangs. Ainsi il regagna le gros de l'escorte, sauva les fourrageurs et donna une leçon à la cavalerie sur la conduite nécessaire devant un ennemi qu'on sait aussi éloigné d'attaquer des troupes ensemble, que dangereux et prompt à suivre ce qui se sépare devant lui.

L'armée du roi passa le Rhin peu de jours après, celle des ennemis étant séparée par quar-

tiers derrière Pforzheim. Le seul duc de Wirtemberg se tint avec 3,000 chevaux deux lieues en deçà de cette petite ville, se croyant assez bien posté pour soutenir ou du moins pour avoir le temps de se retirer. Le premier lui était impossible, le second dépendait de lui, puisque nous marchâmes en plein jour l'armée entière. Le marquis de Villars, persuadé que les ennemis n'attendraient pas, demanda pour les amuser 2,000 chevaux au maréchal de Lorges. On les lui refusa, pour ne point user de surprise avec un ennemi plein de franchise, ou pour mieux dire d'imbécillité dans la guerre. Celle de M. l'administrateur fut poussée au plus haut point, puisqu'il ne songea à se retirer que quand l'armée du roi, qui avait marché très gravement sur six colonnes, fut sur le bord du ruisseau qui le séparait de nous. Alors sa retraite fut précipitée : le marquis de Villars, les comtes de Tallard et de Coigny se mirent à la tête des premières troupes ; on passa le ruisseau en divers endroits, et cette action ne fut pas un combat,

mais une chasse de lévriers. Plus de cinq cents des ennemis restèrent sur la place ; on en prit un plus grand nombre ; le duc de Wirtemberg tomba entre les mains du marquis de Villars, qui au retour des armées de Hongrie avait passé chez lui deux ans auparavant, et le connaissait fort. Ce fut une consolation pour ce prince de se voir d'abord en sûreté entre les mains de personnes de connaissance. Il demeura sept à huit jours dans l'armée du roi, après quoi on reçut ordre de l'envoyer à la cour. Durant ce court intervalle, il entretenait le marquis de Villars de toutes les fautes qu'avaient faites les généraux des ennemis. Entre autres circonstances, il lui raconta que leur armée ayant passé le Rhin à Spire, il y eut un grand débat entre le landgrave de Hesse et le marquis de Bareith. Tous deux ayant le premier commandement sur l'aile droite et l'aile gauche, l'un et l'autre se disputaient d'avoir la droite. Pour les accommoder, on trouva enfin l'expédient de dire deux corps, sans jamais proférer ni le mot de

*droite* ni le mot de *gauche*. Le duc de Wirtemberg assura le marquis de Villars qu'étant allé complimenter les deux généraux sur ce bel expédient qui finissait la querelle, il leur avait dit : « Messieurs, vous avez fait deux corps ; ne pourriez-vous pas trouver une tête ? »

Après la défaite du duc de Wirtemberg, l'armée des ennemis s'approcha du Bas-Necker et nous laissa la liberté de pousser les contributions aussi loin que l'on voulut. On envoya des partis fort avant dans le pays, et comme ils rejoignaient l'armée, on apprit que le landgrave de Hesse avait investi Ebersbourg. Le maréchal de Lorges marcha au secours et le marquis de Villars lui demanda 2,000 chevaux pour approcher diligemment d'un ennemi qui, selon toute apparence, leverait le siège à l'arrivée de l'armée du roi, et qui, n'étant point troublé ni arrêté dans ses mouvements par l'approche d'une tête d'armée, aurait assez de loisir pour se retirer tranquillement. Le maréchal refusa la proposition, et l'on marcha

avec toute l'armée, la cavalerie ayant l'avant-garde et marchant sur deux colonnes.

Dans cette marche de la cavalerie il arriva une chose assez surprenante et assez singulière pour être racontée. La nuit était fort obscure : après avoir passé le ruisseau de Pfedersheim on trouvait une plaine de plus de quatre lieues, et les colonnes étaient de près de 50 escadrons chacune, marchant à même hauteur. Il arriva que celle de la droite se trouva tout entière sur la gauche, et celle de la gauche sur la droite, sans qu'aucun escadron se fût coupé ; en sorte que la colonne de la droite entendant la marche d'un fort gros corps où il ne devait y avoir rien, crut que les ennemis avaient passé à Mayence et nous approchaient. On reconnut bientôt que tout était ami, Mais on ne pouvait imaginer un mouvement si extraordinaire, ni comment 50 escadrons avaient passé de la droite à la gauche sans le remarquer eux-mêmes. Il arriva sans doute qu'une des colonnes fit halte, et

que l'autre, prenant à droite imperceptiblement, se trouva déplacée.

À la pointe du jour nous apprîmes que le siège d'Ebersbourg était levé, et que le landgrave de Hesse se retirait avec précipitation et en désordre vers Bingen où était son pont sur le Rhin.

La campagne finit par ce dernier mouvement ; et le marquis de Villars, destiné à aller commander en Flandre, passa par la cour. Durant les trois semaines qu'il y demeura, le roi eut la bonté de lui marquer combien il était satisfait de ses services.



1693.

L'année 1693 commença par le siège de Furnes, que le marquis de Boufflers entreprit dans les premiers jours de l'année, et par un temps très fâcheux. Le marquis de Villars fut chargé d'observer les mouvements des ennemis, pour couvrir les pays du roi qui n'étaient pas soumis aux contributions, et pour assurer en même temps l'entreprise de Furnes. Pour cela il marcha vers Courtray, se tenant entre l'Escaut et la Lys, jusqu'à ce qu'il vît le parti que les ennemis prendraient sur les nouvelles de l'investiture de Furnes.

M. l'électeur de Bavière parut d'abord, par quelques mouvements des garnisons de

Bruxelles, de Namur et de Gand, vouloir marcher à Courtray ; ce qui obligea le marquis de Villars à se tenir près de cette place. Mais, sur la résolution que prit l'électeur de marcher à Nieuport pour tenter le secours de Furnes, le marquis de Villars s'avança très diligemment vers Dunkerque. Dans la marche, on lui confirma que l'électeur de Bavière rassemblait toutes ses forces sur Nieuport. Le marquis de Villars se hâta d'arriver avec la tête de ses troupes à Dunkerque, et alla de sa personne à Furnes, dont il trouva les avenues si bien fermées aux ennemis, qu'il ne douta pas du succès prompt et assuré de l'entreprise. Aussi la place se rendit-elle le 7 de janvier. Le temps était horrible, et la garnison hollandaise avait même peine à traverser le camp, tout étant inondé, les tranchées pleines d'eau ; ce qui devait rendre les ennemis un peu honteux de leur mauvaise défense.

Pendant toute cette expédition, le roi avait donné au marquis de Villars le commandement

général de toutes les troupes que l'on pourrait tirer de la Meuse et de toutes les places de Flandre, pour s'en servir, suivant les besoins, pour assurer ses lignes, Courtray et les frontières, et pour en fortifier aussi l'armée du marquis de Boufflers, aux ordres duquel il était.

Les ennemis ayant abandonné Dixmude, le marquis de Villars le fit occuper d'abord par 500 hommes, et ensuite il y mit un assez grand nombre de troupes pour être en état de le soutenir. Après le siège de Furnes, le marquis de Boufflers eut ordre de se rendre à la cour, et le commandement de Flandre fut continué en son absence au marquis de Villars.

Il apprit alors que Sa Majesté l'avait fait lieutenant général [164], et peu de jours après qu'il était destiné à servir en cette qualité dans l'armée d'Allemagne, et y commander la cavalerie.

Le roi fit dans le même temps une promotion de sept maréchaux de France, qui étaient MM. de Choiseul [165], de Joyeuse [166], de Villeroy [167],

de Tourville [168], de Noailles [169], de Boufflers [170] et de Catinat [171], tous gens de mérite, mais dont aucun n'avait gagné de bataille, ni même commandé à aucune grande action, si ce n'est MM. de Tourville et de Catinat. L'un était vice-amiral et estimé un des meilleurs hommes de mer qu'il y eût en son temps, l'autre avait gagné la bataille de Staffarde : homme simple, modeste, se renfermant dans une humilité qui avait contribué de beaucoup à son élévation, Il refusa même, étant maréchal de France, d'être chevalier de l'ordre, avec bien moins de raisons que n'en auraient eu plusieurs qui pourtant n'en avaient pas fait difficulté dans la dernière promotion.

Les maréchaux de Joyeuse et de Choiseul, gens de naissance illustre et d'un grand courage, avaient passé jusqu'à l'âge de 65 à 66 ans dans les emplois de subalterne, où il est difficile, quand on y reste si longtemps, d'acquérir l'élévation, le génie de commandement et le courage d'esprit si nécessaires pour tenir le timon avec dignité et

avec succès : il arrive même très souvent que ceux qu'on a vus briller dans les secondes places se trouvent accablés du poids de la décision à laquelle celui qui commande est obligé, et quelquefois contre les conseils de la plupart des gens qui l'environnent.

Le maréchal de Villeroy était né avec du courage, avec un air de hauteur qui imposait, et avec les talents d'un homme de cour ; mais il a eu peu de fortune dans la guerre, dont le chevalier de Lorraine son allié l'avait fort pressé de se retirer. Le roi avait un grand goût pour lui, et d'autant plus fort qu'il avait été élevé auprès de Sa Majesté comme fils de son gouverneur. Cette amitié, conçue dès la première jeunesse, était devenue comme naturelle ; peut-être même aurait-elle effacé l'inclination du roi pour M. le duc de La Rochefoucauld, si la grande assiduité de celui-ci et les galanteries de l'autre, qui ne lui permettaient pas la même exactitude, n'avaient donné au duc

de La Rochefoucauld un air de supériorité dans la faveur.

Le maréchal de Boufflers était homme d'un très grand courage et d'une application infinie. Son zèle pour le service, son attachement pour les généraux sous lesquels il avait servi, et son mérite reconnu dans un grand nombre d'occasions particulières, lui avaient attiré leur estime. Il ne se fiait pas à ses lumières et voulait surmonter, par un travail de corps et d'esprit au-dessus de l'homme, ce qu'il croyait que la vivacité et un génie supérieur pouvaient donner de préférence sur lui à ses confrères.

Le maréchal de Noailles, élevé par son père à une extrême assiduité auprès du roi, avait cependant voulu servir et arriver au commandement des armées : mais ses infirmités le lui firent quitter d'assez bonne heure et ne lui permirent pas de continuer les fonctions de la dignité qu'il avait obtenue.

Pour revenir au marquis de Villars, dès qu'il se vit destiné à servir dans l'armée d'Allemagne, il quitta la Flandre, et alla passer trois semaines à la cour. Il eut ordre de se rendre sur le Rhin dans le 15 de mai.

La campagne fut ouverte par le siège d'Heidelberg, dont il n'y eut que le château qui put faire quelque résistance; elle fut même assez légère: le gouverneur, commandeur de l'ordre Teutonique, se rendit le septième jour. En punition de s'être défendu si mal, il fut mis au conseil de guerre par les ennemis et condamné à être dégradé des armes: espèce d'infamie plus affreuse que la mort même à un homme d'honneur. Nos troupes pillèrent et brûlèrent la ville d'Heidelberg, malgré tout ce que les officiers purent faire pour la conserver: mais, il le faut avouer, la licence était extrême dans cette armée. Le marquis de Villars parla à tous les régiments de cavalerie, et leur déclara que, s'ils n'étaient plus sages à l'avenir, les punitions seraient rigoureuses.

L'armée passa le Necker, et avait ordre de chercher les ennemis. On s'avança jusqu'à Zwingenberg: et 2,000 chevaux des ennemis qui étaient en bataille derrière le ruisseau qui porte ce nom, et paraissaient une arrière-garde ou un gros parti pour reconnaître notre armée, pouvaient être fort maltraités: il n'y avait qu'à saisir le moment de l'arrivée de la tête de l'armée du roi; car dès qu'ils eurent reconnu le péril, leur retraite fut prompte.

Dans ce temps-là, le roi envoya Monseigneur avec un détachement considérable de l'armée de Flandre, pour venir commander l'armée d'Allemagne, et pour la mettre en état, par une si grande augmentation de forces, de pousser celles de l'empereur, et de donner des lois à l'Empire. On pouvait espérer ces avantages de l'armée du roi, supérieure en nombre et en valeur à celle du prince de Bade; mais il eût fallu l'attaquer immédiatement après la jonction, et ne pas perdre huit à dix jours que ce général employa très utilement



à fortifier son camp près de Heilbronn, et qui même donnèrent à quelques troupes, qui étaient fort éloignées, le loisir et la liberté de joindre.

Enfin à la pointe du jour l'armée du roi marcha à celle des ennemis et se plaça de tous côtés à la portée du mousquet de leurs lignes, cependant dans des fonds où elle souffrait peu du canon. Nous trouvâmes que leur droite était au village de Sontheim, près de Heilbronn, le centre à Theilheim, et leur gauche retournant vers Heilbronn; de manière qu'ils étaient campés presque en rond. Leurs retranchements, qu'ils n'avaient commencés que depuis trois jours, étaient en fort bon état. Ils avaient ajouté à la bonté naturelle de leur poste tout l'art possible, et manié leur terrain en gens de guerre; en sorte que personne ne crut praticable de les forcer, et l'armée rentra dans son camp sur les huit heures du soir.

On apprit par diverses personnes que le plus grand nombre de leurs troupes ne les avait joints que depuis quatre jours, et qu'ils n'avaient com-

mencé à se retrancher que deux jours seulement avant l'arrivée de l'armée du roi: preuve infaillible qu'ils n'auraient pas attendu, si l'on avait marché à eux aussitôt qu'on le pouvait.

Le maréchal de Lorges, craignant qu'on ne lui imputât cinq ou six jours que l'on avait perdus, et qui, employés à une marche plus vive, n'auraient pas permis au prince de Bade de nous attendre, proposa plusieurs expédients pour resserrer les ennemis, et pour leur ôter les communications. Ces desseins, assez difficiles par eux-mêmes, étonnèrent la cour de Monseigneur: le maréchal de Choiseul fut le premier à dire tout haut qu'ils n'étaient pas praticables; le marquis d'Huxelles fut du même sentiment; les autres lieutenants généraux ne furent pas consultés, et l'avis de presque tout ce qui approchait Monseigneur fut une décision où le désir d'un prompt retour à Versailles eut la principale part. Le marquis de Boufflers indécis ne voulut pas s'opposer à ce

torrent, et l'on ne fut plus occupé que du soin de regagner le Rhin.

Cependant on apprit la nouvelle de la bataille de Nerwinde [172], et que l'armée du prince d'Orange avait été forcée dans ses retranchements par celle du roi, qui pourtant n'était pas destinée à de si grands desseins que celle d'Allemagne, fortifiée de l'élite des troupes de Flandre, et qui devait être animée par la présence de Monseigneur. Une action si glorieuse aux troupes de Sa Majesté et au général était bien propre à nous donner quelques regrets sur notre inaction ; mais on était déterminé à ne rien faire, et de tels regrets ne la changèrent point.

On vit, sous l'autorité de monseigneur le dauphin, et sous les yeux de trois maréchaux de France, le plus grand désordre et le plus licencieux libertinage qui ait jamais été. Toute l'armée était en maraude, brûlant les villages et les petites villes : un nombre considérable de soldats restaient enterrés dans les ruines de l'incendie, et

les autres dans des caves remplies de vin. Les punitions étaient cependant fréquentes, et il arriva quelquefois de faire pendre jusqu'à vingt soldats dans un jour. Mais lorsque le général n'établit pas une sévère discipline dès les premiers jours, les plus grands exemples deviennent inutiles dans la suite.

La gendarmerie suivit Monseigneur et eut ordre de marcher en toute diligence en Italie pour fortifier l'armée du maréchal de Catinat, qu'elle joignit deux jours avant la bataille de la Marsaille [173].

Cependant l'armée du roi se plaça dans les environs de Brisach, en attendant les ordres pour la séparation. Le marquis de Villars demanda une permission d'aller pour quinze jours en Dauphiné remercier un de ses parents qui lui avait fait une donation de tout son bien. Cette permission demandée au ministre de la guerre, en exposant que c'était afin de se rendre plus tôt au commandement qu'il plairait à Sa Majesté de destiner au

marquis de Villars pendant l'hiver, marquait en lui une espérance, un désir, une certitude même d'être employé durant l'hiver, comme les années précédentes.

Le marquis de Barbezieux haïssait le marquis de Villars, et voulait servir le comte de Montrevel [174], fort ami d'une maison où ce ministre de la guerre était fort amoureux. Il forma donc le dessein de perdre le marquis de Villars; et, pour cela, s'adressant à son père à Fontainebleau, où était la cour, deux jours avant que le roi fit les destinations pour l'hiver, il lui dit: « Comment peut faire votre fils? On le promène tous les ans de Flandre en Allemagne avec tout son équipage: a-t-il de quoi le nourrir dans les cabarets? Il n'a point de gouvernement; il lui est impossible de servir de cette manière-là. » Le père du marquis de Villars ne fit que convenir de ce discours, que M. de Barbezieux rapporta sur-le-champ très malicieusement au roi, comme si dans le fond le marquis de Villars eût refusé de servir, à moins

qu'on ne lui donnât un gouvernement. L'on ne gagnait pas le roi par de telles manières ; le commandement de Flandre fut ôté au marquis de Villars et donné au comte de Montrevel. La liste des généraux employés pendant l'hiver parut le jour d'après. Le père du marquis de Villars, qui n'y vit point le nom de son fils, reconnut aussitôt la perfidie du ministre, et alla parler au roi, qui lui répondit très sèchement qu'il avait plus d'officiers généraux qu'il n'en pouvait employer.

Heureusement pour le marquis de Villars, son père reçut une lettre de lui le jour même, par laquelle il lui mandait qu'espérant bien que le roi lui ferait l'honneur de l'employer comme les hivers précédents, il avait demandé un congé au marquis de Barbezieux pour prendre le temps des quartiers de fourrage et pouvoir se rendre en Flandre où il comptait servir dans les premiers jours de novembre. Le père du marquis de Villars pria Niel, premier valet de chambre du roi, de faire en sorte que Sa Majesté jetât les yeux sur

cette lettre : en même temps il lui rapporta le discours que lui avait tenu le marquis de Barbezieux, la réponse qu'il lui avait faite, et dont ce ministre s'était servi comme si le père de Villars l'avait tenue de son fils même. Le sieur Niel, très homme d'honneur, et qui vit clairement le manège du marquis de Barbezieux, suivit les sentiments de vertu qui lui étaient naturels, et fit lire la lettre du marquis de Villars à Sa Majesté. Le roi la vit avec satisfaction, et dès le jour d'après déclara au marquis de Barbezieux qu'il donnait le gouvernement de Fribourg et du Brisgau au marquis de Villars. Il est aisé de s'imaginer combien le ministre fut surpris de voir tomber une grâce considérable sur un homme qu'il se réjouissait d'avoir perdu. Le jour suivant, le roi dit encore à Barbezieux : « Je ne veux pas que Villars soit inutile : envoyez-lui un courrier en Dauphiné, où je sais qu'il est, et mandez-lui qu'il se rende dans mon armée d'Italie. »

Il faut raconter de suite tout ce qui se passa sur le sujet du marquis de Villars. Jamais le ministre ne put consentir à lui mander, même par le courrier qu'il lui dépêchait pour le faire passer en Italie, que le roi lui avait donné un gouvernement. Ainsi le marquis de Villars n'en apprenait point la nouvelle par le ministre de la guerre, organe naturel des volontés du roi, il doutait encore de ce que son père lui avait mandé, et n'osait remercier Sa Majesté. Cependant toute la cour lui faisant des compliments, il adressa à son père une lettre pour le roi, mais il n'en reçut jamais un mot par le marquis de Barbezieux.

La campagne finit en Italie plus tôt que le roi ne l'avait espéré; et pensant toujours avec bonté à Villars, qu'il ne voulait pas laisser inutile pendant l'hiver, il ordonna à Barbezieux de lui mander d'aller visiter toute la cavalerie depuis la Savoie jusqu'en Flandre, suivant par la Comté, par l'Alsace et par la Lorraine.



Barbezieux ne lui envoya pas cet ordre : ainsi le marquis de Villars revint à la cour, où son père, informé des ordres qu'il devait avoir reçus, ne s'attendait pas de le voir arriver. « Que venez-vous faire ici, » lui dit-il ? Le roi vous a destiné pour aller voir la cavalerie. » Le marquis de Villars lui répondit tout naturellement que, n'ayant ouï parler de rien, il revenait avec plaisir passer l'hiver à Paris. Son père reconnut à ce discours une suite de la malignité du ministre, qui, après avoir gardé le silence sur le gouvernement accordé à son fils, lui avait encore caché l'ordre de visiter la cavalerie. Il conseilla donc au marquis de Villars de commencer par s'en expliquer au roi. Il lui parla en effet, et dit à Sa Majesté que, quelque impatience qu'il eût de venir la remercier lui-même des grâces dont elle l'avait comblé, surtout des deux ordres différents pour ne le pas laisser inutile à son service, bonheur qu'il préférerait à tout, l'impatience aurait cédé à son devoir en suivant les ordres de voir la cavalerie, s'il les avait

reçus. Le roi lui répondit avec bonté qu'un petit voyage ne dérangerait rien. « Non, Sire, lui répondit Villars, je n'ai point reçu l'ordre ; il m'arrivera, et je ne l'ouvrirai qu'en présence de témoins. » Le jour d'après, Villars étant dans la salle des gardes du corps avec le vieux duc d'Aumont et M. de Vauban, un de ses gens apporta une lettre de M. de Barbezieux. Dans le moment il prit ces messieurs à témoin, les pria de bien examiner si la lettre avait été ouverte, ils en trouvèrent les cachets bien entiers ; ensuite il l'ouvrit devant eux, et y trouva l'ordre du roi pour aller voir la cavalerie pondant l'hiver. Villars entra dans le cabinet du roi, prit la liberté de lui montrer la lettre et lui dire en présence de qui il l'avait ouverte. Le roi lui dit : « Mais croyez-vous que ces gens-là (en parlant du marquis de Barbezieux) puissent perdre un homme que je connais comme vous ? — Sire, répondit Villars, ces gens-là avaient bien avancé ce dessein, puisqu'ils m'avaient ôté du service ; et je prendrai la liberté de dire à Votre Majesté

qu'un lieutenant général de ses armées, quelque zèle et quelque ardeur qu'il ait pour son service, n'ayant l'honneur de lui parler qu'une ou deux fois par an, est en grand péril quand ce ministre qui vous parle tous les jours a entrepris de le perdre. »

Il est temps de revenir à ce qui se passa durant le peu de jours que le marquis de Villars fut en Italie. Nous avons voulu conter de suite l'aventure de cour, qui n'a pas été la seule de cette nature que Villars ait eue à essuyer pendant sa vie.

Après l'heureux succès de la bataille de la Marseille, le roi voulait le siège de Coni, et que son armée hivernât au-delà des monts. Le maréchal de Catinat trouvait ce projet impossible, et envoya Larrey [175], lieutenant général, à la cour, pour en faire connaître les obstacles. Le roi persista néanmoins, et fit partir Chamlay [176], homme de confiance, pour examiner lui-même si toutes les difficultés qu'apportait le maréchal de Catinat étaient bien fondées. Chamlay pensa

comme le maréchal, et le marquis de Villars trouva en arrivant la résolution prise de repasser les monts. Cependant, pour sa propre satisfaction, et pour occuper utilement son loisir, il alla se promener dans le pays, et voir les villes de Fossano, Savigliano, Raconigi, Saluces et autres lieux. Le pays était plein de fourrage et de grains ; l'armée des ennemis était dissipée ; on avait ravitaillé Pignerol d'un côté, grosse place d'armes au-delà des monts, très propre à soutenir des têtes avancées de quartiers d'hiver, Suse d'une autre part, et toute la vallée. Le sentiment du marquis de Villars était de pousser des contributions bien avant dans les pays ouverts ; mais le général pensait autrement. Le parti était déjà pris, et les représentations de Villars, qui n'auraient pu qu'aigrir très inutilement le général, furent très modérées.

Il y eut de grands désordres commis encore par les troupes : plusieurs petites villes furent brûlées. Celle de Revel, dans laquelle il y avait une abbaye de cinquante filles des meilleures

maisons du Piémont, essuya toutes les horreurs du libertinage et de l'insolence du soldat. Après ces honteuses expéditions, et après avoir ruiné un pays dont on pouvait faire un meilleur usage, l'armée repassa les monts, et le marquis de Villars revint à la cour.

En repassant par Vienne, il trouva son oncle l'archevêque [177] assez mal : cependant les médecins l'ayant assuré que la maladie était sans péril, il continua sa route. Ce bon oncle aimait uniquement Villars ; mais dans les derniers moments, pressé de faire son testament, on ne put tirer de lui que ces paroles : « Je donne tout à mon neveu. » Villars n'était pas le seul : ainsi la succession lui échappa tout entière, et il était dit qu'il se devrait sa fortune à lui seul.

Le séjour du marquis de Villars à la cour ne fut que de quinze jours, et il lui fallut éprouver de la part du marquis de Barbezieux de nouvelles marques d'aversion. Sur le prétexte que le roi avait destiné trop de provinces au marquis de Vil-

lars pour y pouvoir visiter durant l'hiver la cavalerie qui y était répandue, il proposa le comte de Marsin [178] pour partager l'ouvrage. Le ministre ne pouvait donner à Villars que de certains petits désagréments pareils à celui-là ; car, ayant un gros gouvernement, des pensions et une charge considérable à la guerre, les esprits les plus indisposés contre lui ne pouvaient guère lui nuire qu'en diminuant le mérite de ses services.

Cette année finit par le bombardement de Saint-Malo [179]. L'Angleterre se disposait depuis longtemps à cette expédition, et les préparatifs en étaient terribles. Le seul nom de *machine infernale*, qu'on donna à un bâtiment qui devait tout embraser, fit concevoir une idée affreuse de cet armement : mais le succès ne répondit pas à l'espérance des ennemis ; et tout ce grand appareil, qui coûta des sommes prodigieuses à l'Angleterre, ne causa presque aucun dommage à la France.

1694.

La campagne de 1694 s'ouvrit les premiers jours de juin. L'armée passa le Rhin à Philisbourg, et M. le maréchal de Lorges dit que les intentions du roi étaient que l'on poussât celle des ennemis. Il est vrai qu'elle était commandée par un grand général, qui était le prince de Bade ; mais elle était fort inférieure en nombre et en qualité à l'armée du roi. Cependant le prince de Bade nous attendit près Wisloch [180], dans un poste qu'il crut assez bon pour ne pas craindre d'y être forcé.

M. le maréchal de Lorges marcha le 25 de juin, dès la pointe du jour, à Saint-Leen et Roth. Le marquis de Villars était lieutenant général de jour, et s'avança aux gardes que postait Saint-

Fremont [181], maréchal de camp. Les hussards des ennemis poussèrent vivement la plus avancée ; mais, soutenue par trois autres, et par les régiments de cavalerie du Châtelet [182] et du Bordage, on rechassa les ennemis à leur tour. Cependant nos cavaliers s'étant débandés malgré les ordres, revinrent avec quelque confusion ; les escadrons du Châtelet et du Bordage se placèrent dans une petite plaine, et les ennemis repassèrent le ruisseau de Wisloch. Le maréchal de Lorges étant arrivé dans ce temps-là, voulut que l'on essayât de passer ce ruisseau. Le marquis de Villars, MM. de Saint-Fremont et Barbesière [183] marchèrent à la tête des troupes. On trouva le ruisseau assez difficile ; et les ennemis faisant un fort gros feu, le marquis de Villars vit bien qu'il fallait forcer le passage dans le moment, ou se retirer.

Le prince de Bade était lui-même à la tête de ses troupes ; et quoiqu'il n'eût pas résolu d'engager une bataille, son armée étant bien postée à un



quart de lieue de là, il était pourtant fort aise de nous arrêter.

Le marquis de Villars ordonna à un des escadrons de Mérinville, commandé par La Valette, dont il connaissait la valeur, de forcer le passage du pont, et à quelques dragons de tâcher de passer le ruisseau plus bas. Lui-même, à la tête d'un autre escadron de Mérinville, suivi de Saint-Fremont et du marquis d'Avernes [184], qui commandait les dragons de l'armée, il se jeta dans le ruisseau, assez fâcheux par sa hauteur et par des fonds marécageux: il enfonça les ennemis, dont on tua un fort grand nombre, et les poussa jusque près de leur camp. Le marquis d'Avernes fut tué dans le ruisseau même; Mercy, général des ennemis, fut pris et se trouva sous les pieds du cheval du marquis de Villars. Il était légèrement blessé.

Cette action ne laissa pas d'être glorieuse aux troupes du roi, celles des ennemis étant animées par la présence du prince Louis de Bade.

D'ailleurs c'était le commencement de la campagne, et il est avantageux de bien débiter.

Cependant, après ce petit succès, on résolut de repasser le Rhin, sans aucun objet principal ; et une des plus belles armées du roi ne fit, le reste de la campagne, que consommer des fourrages, au lieu que, se tenant au-delà du Rhin, elle y était plus glorieusement, et poussant au moins des contributions au-delà des Montagnes Noires. On pouvait même tenter de faire prendre Villingen, qui nous eût donné la tête du Danube.

Le marquis de Villars, très occupé de l'intérêt du roi et de la gloire de ses armes, plus vif peut-être qu'un autre sur l'inutilité, ne craignait point de représenter que celle où il voyait les troupes était très préjudiciable. Ses remontrances ne plurent pas, et une opposition de sentiments lui suscitait souvent des ennemis. Enfin la campagne entière se passa, comme on l'a dit, à consommer des fourrages, et les dernières semaines furent même extrêmement dures pour la cavalerie, par

les longs séjours que l'on faisait d'ordinaire dans les mêmes camps.

Notre tranquillité fut troublée, les derniers jours de septembre, par des avis qui nous furent donnés que le prince Louis de Bade avait passé le Rhin à Hagenbach [185], et qu'il s'était saisi de cette petite ville. L'inquiétude ne fut pas légère, et il n'y eut pas d'autre parti à prendre que de marcher avec la plus grande diligence pour arrêter les progrès des ennemis, et les empêcher de s'étendre dans le plat pays. Ils n'en avaient pourtant pas l'intention, et le prince Louis, nous voyant occupés à rien, voulut s'amuser un peu plus que rien: c'est ainsi que je nomme un passage dont il pouvait faire un meilleur usage. À la vérité ses forces n'étaient pas assez considérables pour tenir la Lutter [186] devant nous, et nous fermer l'Alsace: c'eût été un trop grand objet. Mais du moins, après avoir passé le Rhin, il pouvait détacher 3 ou 4,000 chevaux, qui pouvaient remonter toute l'Alsace, mettre tout à contribution, en-

lever une grande quantité de baillis et de gens considérables ; après cela s'en retourner par Rhinfeld [187]. Les louables cantons n'auraient pas murmuré de voir passer ce corps une lieue et demie sur leurs terres : nous les avons accoutumés, et nous et les Impériaux, à de plus grandes libertés.

On arriva à Hagenbach précisément dans le temps que l'arrière-garde des ennemis repassait les derniers ponts, et on leur prit quelques cavaliers et un assez grand nombre de maraudeurs qui n'avaient pu rejoindre. Dans cette occasion on vit une chose assez ordinaire sur les crues du Rhin, mais cependant assez surprenante : c'est qu'il baissa de six pieds en quatre heures de temps.

Cette petite aventure terminée, il ne restait plus qu'à séparer l'armée. On étendit quelques bataillons le long du Rhin : le maréchal de Joyeuse marcha vers la Moselle avec la plupart de la cavalerie, le comte de Tallard sur la Sarre. Le mar-

quis de Villars, en attendant la dernière séparation de l'armée et le congé que l'on donne aux généraux, alla voir son gouvernement de Fribourg, où il examina par lui-même si les avis qu'on avait eus pendant la campagne, qu'un partisan des ennemis, nommé Pessemann, avait eu intention de surprendre le château, pouvaient donner quelque juste inquiétude. Ce voyage lui donna occasion d'aller visiter les entrées des Montagnes Noires : il ne les trouva pas d'un accès si difficile que l'on le publiait, et dès ce temps-là il prit des connaissances qui lui furent utiles dans la suite.

Les ordres pour la dernière séparation étant arrivés, le marquis de Villars alla passer l'hiver à la cour. Le roi, qui connaissait son zèle, et qui avait quelque bonne opinion de ses vues, voulut lui faire l'honneur de l'entretenir dans son cabinet. La première fois il lui ordonna de faire quelques mémoires sur les projets de guerre que l'on pouvait former, et dans la seconde audience le marquis de Villars lui présenta ceux qu'il avait

faits. Le roi eut la bonté de l'assurer qu'il les voyait avec plaisir, qu'il en comprenait les conséquences et l'utilité. Mais, comme celui qui pensait n'était pas à portée d'être chargé de l'exécution, qu'il y avait trois maréchaux de France destinés au commandement de l'armée d'Allemagne, et que d'ailleurs le ministre de la guerre était ennemi déclaré du marquis de Villars, ses idées ne furent point suivies. Elles lui furent cependant très utiles ; elles avaient frappé le roi et le confirmaient dans le dessein de l'élever ; ce qui arriva quelques années après, et lorsque le roi, voyant les affaires de la guerre dans le plus grand désordre en Flandre et en Allemagne, voulut donner le commandement de l'armée d'Allemagne au marquis de Villars, bien qu'il y eût un maréchal de France à la tête et six lieutenants généraux plus anciens que lui.

1695.

Cet hiver n'eut donc rien de particulier pour le marquis de Villars que ces deux audiences particulières du roi. Mais on lui fit alors plusieurs propositions de mariage : sa famille désirait avec passion qu'il y donnât les mains, et cette raison balançait l'éloignement qu'il avait pour cet engagement. Il s'y trouva des difficultés qu'il chercha faiblement à surmonter, et il partit pour la campagne de 1695, qu'il fit en Allemagne.

Elle s'ouvrit à l'ordinaire par le passage du Rhin, et l'on alla camper entre Heidelberg et Philisbourg. Le maréchal de Lorges tomba dangereusement malade : il fut porté à Landau, et le commandement demeura au maréchal de Joyeuse.

L'on s'étendit d'abord, occupant divers postes vers Seinsheim et sur la route que les ennemis pouvaient prendre pour s'approcher de nous. Cependant on ne fut pas bien informé de leurs premiers mouvements ; et le maréchal de Joyeuse, ayant eu avis sur le midi que le prince de Bade marchait à nous, dit au marquis de Villars de prendre sur-le-champ deux mille chevaux et d'aller retirer sept à huit cents hommes de pied que nous avions répandus dans plusieurs petites villes, châteaux ou églises, toutes à deux heures de l'armée, et sur le chemin des ennemis.

Le marquis de Villars trouva la tête de leur armée conduite par le prince de Bade. Il fit retirer les postes d'infanterie ; mais, comme pour assurer leur retraite il avait fallu s'avancer avec les deux mille chevaux, elle était difficile, les houssards des ennemis commençant à pousser nos dernières troupes, le marquis de Villars fit ferme avec deux troupes de gendarmerie à la tête d'un défilé, et arrêta sans peine les premiers houssards : en même



temps il ordonna au marquis de Marivaux [188] de s'éloigner de ce défilé, qui était un petit ruisseau aisé à passer, et d'aller au grand trot se mettre en bataille à l'extrémité d'une plaine qui avait près d'une demi-lieue d'étendue ; en sorte que les ennemis, après avoir passé ce petit ruisseau, découvrirent un corps de cavalerie considérable qui les obligeait à traverser cette plaine avec ordre pour s'en approcher.

Après cette disposition, les houssards serrant nos deux troupes, le marquis de Villars ordonna à celles-ci de pousser deux cents pas les houssards et de revenir à toutes jambes. Le marquis de Villars les attendit avec une troisième troupe, les reçut et traversa la plaine tranquillement. À peine était-il dans le milieu que les ennemis passèrent en foule le premier ruisseau, et l'on vit bientôt une première ligne se former. Mais comme elle voyait un gros corps dans l'extrémité de la plaine, la première ligne voulut en attendre une seconde. Le marquis de Villars fit repasser diligemment le

ruisseau qui était derrière lui à sa seconde ligne, et sans que l'ennemi pût s'en apercevoir. Ce ruisseau était plus aisé à soutenir que le premier ; et la première ligne, à la réserve de trois troupes, repassa aussi, pendant que le prince de Bade se mettait en bataille dans la plaine. En même temps Villars ordonna que tout ce qu'il y avait de tambours de dragons battissent la marche de l'infanterie, et que par un grand bruit on fit tout ce qui pouvait persuader aux ennemis que la tête de l'armée de France arrivait pour le soutenir.

Le prince de Bade traversa la plaine le plus diligemment qu'il lui fut possible et s'étendit le long du ruisseau, qui lui parut défendu par tout ce corps de deux mille chevaux. Les escarmouches furent très vives cependant il n'en coûta que dix hommes au marquis de Villars pour faire une assez longue retraite devant une armée ennemie, conduite par un général vif et entreprenant. La nuit arriva et le maréchal de Joyeuse vint au-devant de Villars qu'il croyait perdu.

Le jour d'après, le prince de Bade s'approcha de l'armée du roi, paraissant vouloir combattre. S'il l'avait bien désiré, il n'était pas impossible d'engager une action : notre gauche était soumise au canon et l'on pouvait ou la déposter, ou l'incommoder fort. On se retrancha au plus tôt avec quelques épaulements pour la cavalerie : la canonnade fut médiocre ; on demeura assez longtemps en présence, après quoi, faisant divers retranchements pour assurer notre retraite, elle se fit sans être troublée. L'armée du roi repassa le Rhin et alla se placer dans le camp favori des généraux près d'Alsey [189], où l'abondance et la tranquillité régnaient également. Le maréchal de Lorges était toujours considérablement malade à Landau ; ses forces furent même longtemps à revenir, et il prit la résolution de ne plus retourner à la guerre. Le reste de la campagne se passa sans aucune apparence d'action.

Le maréchal de Joyeuse envoya le marquis de Villars plus bas que Mayence avec un gros

corps de cavalerie, pour obliger tous ces pays à payer plus promptement les contributions en grains et en argent. Comme il se retirait à la vue de Mayence, le général Palfy s'avança avec un gros corps de houssards, qui attirèrent d'assez vives escarmouches. On poussa les houssards jusque dans les contre-escarpes : il y en eut une trentaine de tués ou de pris et le général Palfy [190] lui-même fut blessé. Cette petite aventure finit la campagne et le marquis de Villars retourna passer l'hiver à la cour, où sa famille le pressa encore de se marier : il y eut même sur cela des propositions assez avancées ; mais son peu de penchant pour le mariage était toujours un obstacle à la conclusion.

Il fut destiné à servir dans l'armée d'Italie, où l'on rassembla des forces bien plus considérables que les campagnes précédentes, pour déterminer le duc de Savoie à un traité particulier et le disculper auprès de ses alliés s'il cédait à la

force, ou pour faire des conquêtes si le traité ne se concluait pas.

La campagne s'ouvrit dès les premiers jours de juin. L'armée du roi se plaça sur le Sangon [191]; et, dans le commencement, les ennemis, qui s'avançaient souvent avec des corps de cavalerie et de dragons, tentaient d'enlever nos gardes ou de tomber sur nos fourrageurs. Tous leurs partis réussirent mal et ces petites tentatives leur coûtèrent toujours du monde, sans nul succès.

Cependant diverses incommodités du comte de Tessé, qui l'empêchèrent de paraître pendant quatre ou cinq jours, commencèrent à faire penser qu'elles pourraient bien n'être pas réelles et qu'il ne passait pas le jour et la nuit dans son lit :

on vint même jusqu'à ne plus douter dans l'armée qu'il n'eût des conférences secrètes avec quelques ministres de Son Altesse royale. Tout cela nous mena jusqu'au 10 de juillet, temps auquel une suspension d'armes avec M. le duc de Savoie nous assura le traité conclu, ou du moins fort avancé.

La suspension d'armes n'avait été accordée par le roi que pour vingt jours : cependant Son Altesse royale, qui demandait sans cesse de nouveaux délais, la poussa jusqu'au premier de septembre.

L'empereur, inquiet sur cette négociation, envoya à Turin le comte de Mansfeld [192], l'un de ses premiers ministres, pour dissuader le duc de s'allier avec la France. L'abbé Grimani [193], qui fut depuis cardinal, y était aussi chargé de la confiance de l'empereur.

Dans le même temps, le prince Eugène était à Turin, et le marquis de Léganès [194], gouverneur du Milanais, y faisait de fréquents voyages.

Tous ces généraux et ministres avaient grand intérêt, s'ils n'empêchaient pas le traité, d'en retarder la conclusion et de nous faire perdre notre campagne. Son Altesse royale était bien fortement déterminée à conclure, car elle trouvait de trop grands avantages dans tout ce qui lui était offert pour ne le pas accepter; mais elle avait peine à rompre ouvertement avec ses anciens alliés, et surtout à quitter la tête de l'armée impériale pour se mettre d'un moment à l'autre à la tête de celle de France, ainsi que son traité l'y obligeait. De son côté le roi achetait cette paix trop cher pour laisser une continuation de guerre en Italie, et il fallait que l'empereur et l'Espagne signassent la neutralité, ou attaquer le Milanais. Tout se préparait pour cela et nous avions abondamment ce qui était nécessaire pour y réussir. L'armée du roi, composée de soixante-deux bataillons et de quatre-vingts escadrons, s'ébranla le 28 août, et prit sa marche sur Turin, pour passer la Doria près de cette ville. Nous fûmes joints par



dix bataillons et dix-sept escadrons des troupes de M. de Savoie, La plupart des généraux allèrent saluer Leurs Altesses royales ; le marquis de Villars reçut de grandes marques d'estime de M. le duc de Savoie, qui eut la bonté de lui parler comme informé de ses services. Le marquis de Villars observait ce prince avec une grande attention ; et dès les premières conversations, publiques ou particulières, il reconnut en lui un discernement profond et une grande justesse dans les idées, quelque lenteur dans la parole, mais jointe à une extrême précision ; et il était difficile de ne pas démêler d'abord que c'était un génie supérieur.

Les troupes de l'empereur et les Espagnols, bien faibles en comparaison de celles du roi, parurent vouloir prendre quelques postes près de Casal ; mais nous savions que ni l'art ni la nature ne pouvaient leur en donner d'assez avantageux pour tenir devant des forces si supérieures.

L'armée passa la Doria-Baltea, très difficile par sa rapidité et par la quantité de rochers qui embarrassent le passage et le rendent très difficile pour les chevaux: il y avait même des endroits où il fallait nager, si peu qu'on s'écartât du gué. Le marquis de Villars, chargé du passage de la cavalerie, fit mettre au-dessous de l'endroit où l'on traversait une ligne de cavalerie dans les lieux où les chevaux pouvaient se tenir, afin de sauver par ce moyen ceux qui tombaient en passant et qui étaient emportés par le courant de l'eau. Malgré ces précautions, nous perdîmes dix ou douze cavaliers et un maréchal des logis que le courant entraîna et que les cavaliers placés au-dessous ne purent sauver.

La marche de l'armée fut lente, et Son Altesse royale obtint encore que l'on n'entrerait en action que le 15, jour où elle était engagée de venir se mettre à la tête de l'armée du roi.

Notre guerre ne pouvait regarder que le siège de Valence, par la nécessité indispensable où nous

étions de nous servir du Pô pour le transport de toutes nos munitions. Cette rivière, étant même assez basse dans cette saison, ne permettait que la demi-charge aux bateaux.

M. le duc de Savoie ne joignit l'armée que le 17, et on lui rendit les mêmes honneurs qu'on aurait fait au roi.

Nous investîmes Valence le 20. Le comte de Tessé demeura de l'autre côté du Pô; M. de Larré et M. le Grand Prieur [195] furent dans le quartier de Son Altesse royale, lequel commençait au Pô, au-dessus de Valence, et s'étendait jusqu'à celui du maréchal de Catinat, qui finissait à une ravine où était à peu près le centre de la ligne. Le quartier du marquis de Villars occupait les montagnes qui regardent Alexandrie; ensuite M. le marquis de Vins [196] tenait la plaine depuis le pied des montagnes jusques au Pô, au-dessous de la place, dont les dehors paraissaient en bon état. La garnison qui la défendait était composée de deux bataillons de Lorraine, de deux de

Wurtemberg (troupes de l'empereur), de deux de Steinau (troupes de Bavière), et de six bataillons des troupes de l'État de Milan. On jouissait d'un temps très favorable : le canon et les munitions, quoique le Pô fût très bas, arrivèrent aussi diligemment que l'on pouvait le désirer. Cependant, M. de Mansfeld et M. le marquis de Léganès envoyaient souvent des courriers et faisaient savoir qu'ils étaient prêts à accepter la neutralité ; mais il était vraisemblable qu'ils ne parlaient ainsi que pour nous amuser, puisqu'ils ne finissaient pas.

Ces négociations continuaient toujours ; et, outre les courriers du marquis de Léganès et du comte de Mansfeld, les voyages du marquis de Saint-Thomas à Pavie marquaient également et le désir de Son Altesse royale de finir sans action, et la crainte où étaient les ennemis de nous en voir commencer une.

Cependant on ouvrit la tranchée la nuit du 24. M. le duc de Savoie, comptant de voir finir bientôt l'opiniâtreté des ennemis, ne laissait pas de

s'exposer, et voulait faire voir aux Français, souvent sans nécessité, que les coups de mousquet ne l'embarrassaient pas : il marchait à découvert sur le revers de la tranchée, et faisait enfin ce que l'on pardonnerait à peine à un volontaire qui fait sa première campagne.

La ville de Valence nous parut une assez bonne place, tout se réduisant presque à une attaque. Le gouverneur était ce même Colmenero [197] dont on a tant parlé depuis, et qui a changé souvent de maître, demeurant toujours gouverneur du château de Milan.

Le siège avançait : le marquis de Villars commandait la tranchée le 30 de septembre. Les ennemis firent une sortie considérable. Il marcha à eux avec la tête de la tranchée ; le marquis du Châtellet, colonel de cavalerie, les poussa avec son escadron jusque dans le chemin couvert ; Besbre, son lieutenant-colonel, y reçut une blessure très dangereuse.

Durant ce siège, la garnison d'Alexandrie, qui était très forte en cavalerie, cherchait tous les jours nos fourrageurs ; et leurs partis de cavalerie, soutenus d'infanterie, très aisée à poster dans un pays de ravines et fort coupé, réussissaient assez souvent. Ils en défirent un de 300 chevaux, commandés par le chevalier de La Feronnays [198], très brave homme qui fut pris en faisant tous les efforts imaginables pour retenir les cavaliers ébranlés. Deux capitaines de cavalerie furent tués dans la même rencontre.

Quelques jours après, le sieur de Mauroy [199], faisant la charge de maréchal des logis de la cavalerie, fut battu. Une seconde fois il marcha avec 300 chevaux et 300 hommes de pied, pour couvrir un fourrage du côté d'Alexandrie. 1,000 chevaux des ennemis sortirent de cette place et poussèrent encore M. de Mauroy. Le hasard fit que le marquis de Villars, se promenant aux gardes de la cavalerie, aperçut ce désordre : aussitôt il fit avancer deux gardes de cavalerie sur

deux petites hauteurs dont les ennemis ne pouvaient découvrir les derrières. Ces deux troupes arrêterent leurs premières (?) et les cavaliers poussés, mêlés d'un grand nombre de fourrageurs, reconnaissant le marquis de Villars, firent un grand cri. D'eux-mêmes ils tournèrent tête aux ennemis ; et ceux-ci, ne doutant pas que ces cavaliers n'eussent aperçu un corps considérable dans les vallons qui étaient derrière ces deux petites troupes, commencèrent à se replier. Le marquis de Villars, profitant de ce mouvement, fit marcher ces deux troupes deux cents pas en avant, et en fit former derrière lui des fourrageurs qui s'étaient rassemblés, et les ennemis repassèrent promptement un ruisseau. Dans ce moment la tête des régiments de dragons de Wartigny et de Morsan arriva. Le marquis de Wartigny, très brave soldat [200], s'y rendit, quoiqu'il eût une grosse fièvre ; et le marquis de Villars, voyant la compagnie se fortifier, marcha aux en-

nemis couvert d'un petit ruisseau et cherchait à le passer.

Le maréchal de Catinat parut alors ; mais, tandis qu'il voulait rassembler un plus grand nombre de troupes pour attaquer sûrement, les ennemis, qui n'avaient qu'une grande plaine à traverser pour regagner Alexandrie, ne perdirent pas un moment à s'y rendre.

Cependant notre siège avançait ; mais l'on trouva plus de difficultés qu'on en avait prévu. La garnison, qui était forte, comme on l'a dit, nous arrêtait par de fréquentes sorties, et le terrain souvent très marécageux rendait nos batteries plus difficiles à établir et à changer.

Le 7, on tenta le logement du chemin couvert, et en même temps on attaqua une demi-lune, dans laquelle nos grenadiers entrèrent d'abord par la gorge ; mais, les travailleurs ne suivant pas assez promptement, et les mesures ayant été mal prises, nous abandonnâmes la demi-lune et nous manquâmes le chemin couvert. Cette mauvaise



aventure pouvait retarder de quelques jours la prise de la place ; mais le marquis de Saint-Thomas étant revenu le 8 avec la neutralité acceptée, comme nous le désirions, il finit tout ensemble le siège et la guerre.

Par ce traité, avantageux dans la circonstance présente, la France chassait d'Italie les Autrichiens, en les forçant d'en rappeler leurs troupes, et elle s'ouvrait une porte pour y entrer avec les siennes par le moyen du duc de Savoie, qu'elle avait détaché de leur alliance et mis dans la sienne. C'est pour cela que l'empereur et le roi Catholique eurent tant de peine à y consentir, et que, pour les y contraindre, il fallut les menacer de faire la conquête du Milanais.

La neutralité acceptée, M. le duc de Savoie quitta l'armée dès le lendemain matin pour se rendre à Turin, où M. de Mansfeld arriva le jour d'après. Par le traité, les troupes de l'empereur devaient commencer à marcher le 20 octobre ; mais les généraux promirent verbalement qu'elles

s'ébranlèrent dès le 15. Elles passèrent 1,000 hommes à 1,000 hommes par les Grisons, et les troupes du roi devaient se retirer de même à proportion de leur nombre; de manière que, quand les derniers 1,000 hommes des Impériaux sortiraient du Milanais, le dernier corps des troupes du roi en sortirait aussi. On supputa pour cela le nombre de nos escadrons et de nos bataillons, et le nombre des leurs. On devait, en attendant, fournir du foin dans le Milanais et point de grain. Les Espagnols donnèrent pour otages MM. de Trivulce et de Borgomaneiro; le roi donna MM. de Tessé et de Bachevilliers [201]. Tout cela devait se rendre à Turin.

Comme les troupes de part et d'autre étaient plus longtemps à quitter l'Italie que l'on ne l'avait prévu, le marquis de Villars fut bien aise d'aller voir Milan, et mena avec lui le comte de Coigny [202] et le marquis de Montperoux [203].

M. de Léganès fit parfaitement bien les honneurs de la capitale, donna de grands repas et

chargea le comte de Colmenero de conduire le marquis de Villars à la Chartreuse de Pavie, qui est la plus grande curiosité de tout le Milanais.

Le marquis de Villars voulut aller visiter le champ de bataille où François Ier fut pris et défait. Ensuite il retourna à Milan, où il trouva le prince Eugène de Savoie, avec lequel il avait renouvelé connaissance dans les guerres de Hongrie. Ce prince le revit avec joie et lui a toujours donné des marques singulières d'amitié, que les affaires de guerre qu'ils ont eues dans la suite n'ont jamais altérée.

Le voyage de Milan fut court, mais fort rempli de plaisirs, et l'on alla, selon la coutume du pays, entendre une très belle musique, chantée dans les couvents par des religieuses également belles et galantes.

Le marquis de Villars retourna à Turin; le marquis de Montperoux resta malade à Arona et se remit cependant en peu de jours. En passant à Turin, Son Altesse royale marqua beaucoup de

bonté et d'estime au marquis de Villars, qui, peu après, reprit la route de la cour.

Cette année fut remarquable par la mort de trois souverains : ce furent le czar Jean [204], Marie-Anne d'Autriche, reine douairière d'Espagne, et Jean III, roi de Pologne [205].

1697.

Le marquis de Villars fut destiné en 1697 à servir dans l'armée d'Allemagne, sous les ordres du maréchal de Choiseul. Ce général, qui lui donnait des marques de la plus grande confiance, l'assura qu'il ne voulait pas faire de campagnes aussi peu remplies d'événements que toutes celles qui s'étaient passées, et qu'il s'en ouvrait à lui, afin que de concert ils travaillassent un peu pour la gloire : et tout cela fut mêlé de compliments qu'il est facile d'imaginer. Le marquis de Villars, en le remerciant de sa confiance, lui dit qu'il avait toujours pour premier objet le bien du service, et qu'avant que de chercher les actions, il fallait être instruit des intentions de la

cour, qui quelquefois avait intérêt de ne rien hasarder. Le maréchal assura Villars que le roi paraissait désirer une action et Villars lui répondit : « Sur ce fondement, je ne prendrai la liberté de vous la conseiller qu'avec toutes les précautions possibles. »

Il faut savoir que le maréchal de Choiseul avait un défaut terrible pour un général : c'est que réellement il ne voyait point. Une petite lunette lui aidait à distinguer, tant bien que mal, un clocher, une tour ou quelque autre objet pareil, mais il lui était totalement impossible de discerner les mouvements d'une armée dans une plaine. Il était donc dans la nécessité de se livrer au conseil de quelqu'un, et le marquis de Villars avait les meilleures intentions pour le bien du service et pour un général qui voulait bien lui donner une confiance sans réserve.

L'armée du roi passa le Rhin et alla camper dans les premiers jours de l'ouverture de la campagne, à gauche à Radstadt et à droite à Kuppen-

heim. C'est le plus beau poste que l'on puisse occuper, soit pour voir arriver un ennemi et l'attendre sans inquiétude, soit pour l'attaquer soi-même, si on croit pouvoir le faire avec avantage par la supériorité et par la bonté des troupes ; et c'est précisément le cas où nous étions. L'armée du roi, qui avait devant elle le ruisseau de Radstadt et ses ailes aussi heureusement placées, ne pouvait craindre une armée qui lui était inférieure d'un tiers.

Quelques jours après nous apprîmes que l'ennemi était venu camper derrière Dourlach. Alors le marquis de Villars dit au maréchal de Choiseul : « C'est à vous à prendre votre parti. L'ennemi ne peut s'approcher de vous qu'en traversant une plaine de trois à quatre lieues d'étendue : si vous avez dessein de combattre, il n'y a qu'à tenir de fréquents partis sur lui pour être informé quand il passera le ruisseau d'Etlingen. Celui que vous avez devant vous, dont le fond est très bon, se

passé aisément, et vous serez en état de joindre l'ennemi dans la plaine. »

La résolution suivit de près le discours du marquis de Villars : on prépara la marche sans en parler, et l'on fit les dispositions sans que personne pût pénétrer le dessein qu'on avait. Quelques jours après, Coqfontaine, lieutenant-colonel de cavalerie et bon officier, nous envoya avertir dès la pointe du jour que le prince de Bade commençait à passer le ruisseau d'Etlingen. Dans le moment, le marquis de Villars, qui était déjà à cheval, courut chez le maréchal de Choiseul, et lui dit : « Voilà les ennemis où vous les voulez. Je vais joindre Coqfontaine à toutes jambes ; je prendrai 500 chevaux de la droite pour être en état de le soutenir et pour démêler cependant si l'ennemi se contente de passer le ruisseau d'Etlingen ou s'il veut marcher jusqu'à nous. Vos dispositions sont faites ; vous pouvez, en attendant, faire passer le ruisseau de Radstadt à toute l'armée, car il vous est égal d'aller attaquer l'ennemi un peu



plus ou un peu moins loin dans la plaine.» Le marquis de Villars ne trouva pas au maréchal de Choiseul toute la vivacité d'un général qui, après avoir désiré une action, la voit se présenter : il fut surpris au contraire de voir que le maréchal voulait le retenir auprès de lui : « Non, lui répondit Villars ; je vous suis absolument inutile ici et très nécessaire à la tête de vos premiers partis, afin que vous soyez informé des mouvements de l'ennemi et que vous ayez tout le temps de vous étendre. Nous savons déjà où nous appuierons nos ailes : ainsi je vais joindre Coqfontaine à toutes jambes. » Il trouva que l'ennemi avait à peine passé le ruisseau d'Etlingen, mais qu'il se livrait à une bataille. Il renvoya officiers sur officiers au maréchal pour l'informer de ce qu'il voyait et pour le presser.

Cependant les houssards des ennemis commencèrent à pousser Coqfontaine ; mais, Villars avant fait paraître les 500 chevaux mille pas derrière pour rapprocher le petit corps de Coqfon-

tain et ne se commettre point, il regardait toujours du côté de Radstadt, comptant que la tête de l'armée du roi paraîtrait bientôt en deçà du ruisseau. Au lieu de cela, le maréchal de Choiseul vint à lui, suivi seulement de quatre escadrons de gendarmerie. « Mais, lui dit Villars, nous ne battons pas les ennemis avec ce que vous amenez. Et votre armée passe-t-elle le ruisseau ? » Le maréchal fut un peu honteux d'avouer que l'on attendait ses ordres. « Cependant l'armée ennemie est en marche, lui répliqua Villars ; si elle arrive à une demi-lieue de notre ruisseau avant que toute votre armée soit passée et bien postée, vous ne pourrez faire un seul pas en avant, et vous me permettrez de ne plus compter sur la bataille. »

Réellement le maréchal ne fit autre chose que prendre sa lunette, lorgner les ennemis tant bien que mal, et à une heure après midi nous retournâmes dans notre camp. De cette ardeur de combattre on passa d'abord au soin de se retrancher

sur les hauteurs de Kuppenheim à la tête du village de Radstadt et le long du ruisseau.

Les ennemis se placèrent à une portée de canon de nous ; et après nous avoir présenté, durant quatre ou cinq jours, une bataille qu'ils voyaient clairement que nous ne voulions pas, ils se retranchèrent aussi.

Un jour, le maréchal de Choiseul, étant sur les hauteurs de Kuppenheim, et ne voyant pas le marquis de Villars, dit fort haut : « J'avais grande envie d'attaquer ces gens-là quand ils ont traversé la plaine. » Le marquis de Villars s'avança et dit : « Vous auriez très bien fait, monsieur le maréchal, et cette envie était très aisée à passer. » Le maréchal fut fort embarrassé à cette réponse ; car il voulait au moins partager l'inaction avec le marquis de Villars, qui n'avait garde de s'en charger dans le public et qui fut bien aise que l'on sût qu'il ne l'avait pas conseillée.

Les armées demeurèrent en présence pendant six semaines ; après quoi celle du roi, qui avait

plusieurs ponts sur le bras du Rhin qui forme la grande île du Fort-Louis, s'y retira et alla attendre la fin de la campagne dans les camps ordinaires de l'autre côte du Rhin.

Nous apprîmes alors la conclusion de la paix générale signée à Ryswick, et il ne fut plus question que de retourner à la cour.

Le marquis de Villars retrouva sa famille plus empressée que jamais à le marier [206]. On lui fit diverses propositions : il demanda des conditions très raisonnables ; mais les difficultés qui s'y rencontrèrent, plus encore son indifférence pour le mariage, le portèrent à n'y plus penser, et il ne s'occupa plus que des vues de négociation qu'on lui ouvrait à la cour.

Le roi Catholique était dans un état à ne permettre pas de compter qu'il pût vivre encore un an ou deux, et par sa mort le retour de la guerre que l'on venait de finir paraissait inévitable. Com-

ment accorder des prétendants si puissants et si difficiles ?

Un intérêt de cette importance agitait toute l'Europe. Le roi choisit le marquis d'Harcourt, le comte de Tallard et le marquis de Villars pour les envoyer en Espagne, en Angleterre et auprès de l'empereur, où se devait traiter ce qu'il y avait de plus important pour la négociation.

Peu de jours après que le marquis de Villars eut été destiné à se rendre auprès de l'empereur, il eut le malheur de perdre son père. Cette perte lui fut très sensible ; il aimait et honorait un père très respectable, auquel la fortune seule avait manqué pour parvenir à la plus grande élévation. Le marquis de Villars abandonna à sa mère, à son frère et à ses sœurs [207] le peu que lui laissait la succession et paya de son bien les légitimes, afin de pouvoir retirer quelque chose du patrimoine [208], dont il laissa la jouissance entière à sa mère, dame d'un mérite distingué par son esprit, par sa vertu et par sa fermeté.

Il fut question cette année de donner un successeur au roi de Pologne, mort l'année précédente. Don Livio Odescalchi, neveu d'Innocent XI, se mit sur les rangs et offrait des sommes immenses à la République pour obtenir la couronne ; mais la médiocrité de son génie et de ses talents le fit échouer. On parla du prince Alexandre, second fils du feu roi ; mais il n'avait pas l'âge prescrit par les lois, et sa faction était si peu accréditée qu'on obligea la reine sa mère à s'éloigner de Varsovie pendant la diète. Tout semblait disposé en faveur du prince de Conti [209], lorsque le nonce du Pape et l'ambassadeur de l'empereur agirent pour le duc de Saxe. Cependant le prince de Conti fut proclamé par le cardinal Radzieyouski [210], primat du royaume, et, deux heures après, Frédéric-Auguste, duc de Saxe, le fut par l'évêque de Cujavie. Les deux factions dépêchèrent chacune un courrier aux princes élus. L'électeur arriva le premier, se ren-

dit maître de Cracovie et s'y fit sacrer par l'évêque de Cujavie. Le prince de Conti arriva peu après, mais inutilement. La plupart des chefs de l'armée de la République avaient été gagnés et s'étaient attachés à celui qui leur avait donné ou plus promis d'argent. Aussi le prince de Conti, jugeant qu'il n'était pas de sa dignité de s'opiniâtrer plus longtemps, prit le parti de se rembarquer et de repasser en France.

Pour revenir au marquis de Villars, destiné pour négocier à Vienne, il y mena un équipage d'ambassadeur, quoique les ministres du roi auprès de l'empereur ne pussent avoir que la qualité d'envoyés extraordinaires, parce que le titre d'ambassadeur les mettrait en droit de passer devant l'ambassadeur d'Espagne, qui fait à Vienne une figure éclatante, l'union des deux branches donnant presque toujours à un ambassadeur d'Espagne la considération et le crédit d'un des principaux ministres de l'empereur. Enfin l'on a toujours compris en France qu'il ne fallait pas avoir auprès de l'empereur un ministre qui, par



sa qualité d'ambassadeur, fût dans des démêlés continuels avec l'ambassadeur d'Espagne.

Le marquis de Villars fit partir de Paris trois carrosses à huit chevaux et quatre chariots attelés de même, et cinq ou six charrettes pour transporter les meubles qu'il envoyait à Vienne, six pages, quatre gentilshommes avec un grand nombre de domestiques. Cependant, comme il s'est toujours piqué d'un grand ordre et d'une sage économie au milieu des dépenses convenables aux états dans lesquels il s'est trouvé, il prit la liberté de raconter au roi la manière dont il en avait usé dans cette occasion, Il demanda à Sa Majesté ce qu'elle pensait que pouvait coûter la conduite d'un tel équipage de Paris à Vienne, Ceux qui étaient auprès du roi, ou pour faire plaisir au marquis de Villars, ou pour approcher de la vérité, estimaient que cette dépense pouvait monter à 40 ou 50,000 livres : « Messieurs, leur dit-il, il ne m'en a pas coûté une pistole. » Le roi, surpris de la réponse, lui en demanda l'explication. « Sire, répon-

dit Villars, pour être magnifique, il faut être économe et se servir de son esprit.» Le courtisan ne savait à quoi ce préliminaire allait conduire, lorsque Villars ajouta : « Sire, lorsque mon équipage est parti, la réforme de votre cavalerie se faisait. Votre Majesté sait que l'on donnait les chevaux de cavaliers à 25 livres ; j'en fis acheter 100 à Verdun, Mouzon, Châlons et autres lieux ; ils ne me revenaient, rendus à Paris, qu'à 31 ou 33 livres. Ils n'y furent que quatre jours et, de Paris à Ulm, vingt jours : ainsi, chacun de ces chevaux, avec la nourriture, ne revenait qu'à 60 livres. On les vendit, l'un portant l'autre, à Ulm, 150 livres ; par conséquent le gain sur les chevaux défraya le reste du voyage. » Le roi loua fort le bon esprit et le bon ordre de Villars, et dit sur cela que bien des gens soutenaient qu'ils se ruinaient à son service, quoiqu'il donnât dix fois plus que ses prédécesseurs n'avaient donné. Cette digression ne sera pas inutile pour faire comprendre l'esprit d'économie du marquis de Vil-

lars, qu'il a toujours su mettre en usage pour le service du roi dans le commandement des grandes armées qui ont été à ses ordres. En effet, il est constant, comme on le verra dans la suite, qu'il épargna au roi, dans la campagne de Landau et de Fribourg, plus de 25 millions.

Nous allons traiter d'une des plus importantes circonstances de l'histoire du marquis de Villars. Il va commencer une négociation considérable, dont voici l'occasion.

Le roi Louis XIV et la reine Marie-Thérèse avaient renoncé authentiquement à la succession d'Espagne. L'empereur Léopold avait épousé la cadette de la reine, et elle n'avait pas renoncé; elle n'eut qu'une fille, mariée à l'électeur de Bavière; et quoique cette princesse fût assez mal conformée, elle eut un fils après dix ans de mariage.

Le roi d'Espagne et l'empereur convinrent dans la suite de laisser à ce fils les Espagnes et

les Indes [211] ; mais le roi d'un côté, et l'empereur de l'autre, ne prétendaient pas qu'il ne leur revint aucune portion de cette grande monarchie. Le roi ne voulait pas s'en tenir aux renonciations ; et milord Portland, dans son ambassade en France, fut informé en partie des desseins de Sa Majesté.

Le marquis d'Harcourt, qui partit le premier pour l'Espagne, fit craindre à cette monarchie une guerre dangereuse, si monseigneur le dauphin ou ses enfants n'étaient pas reconnus les principaux héritiers.

On peut juger par là de la grande agitation où était cette cour. La reine mère [212] du roi lui avait fait faire un testament et, dans la suite, la reine [213] sa femme, de la maison palatine, voulut lui en faire faire un autre. Tout roulait entre l'archiduc Charles, fils de l'empereur, et le prince électoral de Bavière. Les Espagnols, partagés, partageaient aussi l'esprit faible de leur roi. La reine n'était point aimée ; et sa confidente, nommée la Berleps [214], avec un religieux son

confesseur, qui la gouvernait [215], lui attirèrent beaucoup d'ennemis. Le roi d'Espagne, pressé et tourmenté pour nommer un successeur, déclara enfin, pour se soustraire à tant d'importunités, qu'il ne prendrait cette résolution qu'en recevant le viatique à l'approche de la mort. Le marquis d'Harcourt crut que dans cette conjoncture il fallait fortifier le parti qu'il formait à Madrid, étonner la brigade opposée et conseiller de faire marcher des troupes. Effectivement l'on en fit avancer sur les frontières.

Le comte de Tallard, de son côté, négociait avec le roi Guillaume, qui traitait pour la Hollande comme pour ses royaumes. Le sieur Hop fut envoyé auprès de l'empereur, chargé en même temps de tout ce qui concernait les intérêts de l'Angleterre et de la Hollande.

Jusque-là on n'entrait, de la part de la France, en aucune négociation avec l'empereur, qui, de son côté, voulant persuader à tous ses alliés qu'il était étroitement lié avec eux, ne se hâtait pas

d'envoyer de ministre auprès du roi. Ce fut ce qui retarda le départ du marquis de Villars, qui ne se mit en route que vers la fin de juin.

Comme il avait connu particulièrement le prince Louis de Bade dans les armées de l'empereur en Hongrie, et que ce prince lui avait marqué beaucoup d'amitié, il se détourna pour aller le voir à Wilbade, où il prenait des eaux et des bains, à cinq lieues de Bade. Dans l'entretien qu'ils eurent ensemble, ce prince lui parla assez librement sur l'état de la cour de Vienne. Il était lieutenant de l'empereur, charge qui égale en quelque manière celle de connétable en France, puisqu'elle donne le droit de commander tous les maréchaux; mais son caractère de hauteur ne lui permettait pas une grande liaison avec les ministres; il était même très brouillé avec le comte de Kinsky, regardé pour lors comme le premier en crédit auprès de l'empereur, et cette inimitié, jointe au peu d'intelligence où il était avec les autres, lui attirait des dégoûts dont il devait être à

couvert par son mérite et par sa naissance, si ces titres pouvaient être un rempart contre la malignité des courtisans.

Le marquis de Villars passa une journée entière avec lui et avec la princesse de Bade [216], femme de beaucoup de vertu et de mérite, joints à une grande beauté ; ensuite il joignit ses gens près d'Ulm, où il avait envoyé d'avance préparer trois grands bateaux pour le porter avec tous ses carrosses et ses équipages à Vienne.

Toutes les négociations étaient commencées à Londres et à Madrid : les premières regardaient le partage de la monarchie d'Espagne, dont monseigneur le dauphin, le prince électoral et l'archiduc étaient regardés comme les principaux héritiers. Le roi soutenait les raisons du dauphin comme les meilleures, l'empereur, celles de l'archiduc, et l'Angleterre, avec la Hollande, inclinait pour le prince électoral. Dans cette situation, le roi et l'empereur, voulant gagner les prétendus arbitres, ne laissaient paraître aucune apparence

qu'ils voulussent s'entendre sans la participation des autres puissances.

L'empereur nomma le comte de Walstein pour son envoyé en France. Ces deux princes étaient cependant fort attentifs à ne faire aucune démarche trop marquée, de peur que l'un ou l'autre ne rendit ses avances dangereuses en les découvrant en Angleterre. C'est dans cette disposition des esprits que le marquis de Villars arriva à Vienne : le comte de Walstein, fils unique du grand chambellan et nommé à l'emploi de France, le vint visiter d'abord et, dès le premier jour, voulut le mener à une fête dans les jardins de l'empereur [217]. Le marquis de Villars s'en défendit, sur ce que, n'ayant pas encore eu l'honneur de voir Sa Majesté impériale, il était contre la bienséance de paraître devant elle. Le comte de Walstein lui dit : « Vous avez des places préparées où vous verrez tout sans être vu. » Il lui fit même entendre que, loin de déplaire par là, il ferait sa cour.



Villars se rendit à ces instances ; il trouva la femme et la sœur du comte de Walstein, accompagnées de trois autres dames, qui le placèrent au milieu d'elles. L'empereur tourna la tête pour le voir et le roi des Romains fit la même chose plusieurs fois. De là on le conduisit à l'assemblée, où se trouve en dames et en hommes tout ce qu'il y a de plus considérable à la cour : les ministres, les ambassadeurs y sont toujours, et l'on y parle quelquefois des affaires les plus importantes. C'est un usage dans cette cour qui ne pouvait être établi dans celle du roi à Versailles, et dont la privation est cependant un assez grand inconvénient pour ce qu'il y a d'étrangers considérables, et même pour les Français, puisqu'à Paris même on ne se rassemble dans aucune maison. À Vienne, au contraire, tous les jours l'assemblée est dans quelque maison principale, où tout est fort éclairé ; on trouve six à sept chambres remplies de tout ce qu'il y a de plus illustre par la naissance et par les emplois ; ce qui est au-des-

sous de cet état ne s'y mêle pas, et les personnes du second étage, auxquelles il est arrivé de tenter d'y être admises, y ont été si mal reçues, qu'elles ne se sont plus exposées aux mêmes désagréments.

Pour entendre mieux ce qui va suivre, il importe de donner une idée exacte de la cour de Vienne. Commençons d'abord par l'empereur Léopold. Ce prince, avec un extérieur très désagréable, avait de très grandes qualités, beaucoup d'esprit, un sens droit, de la probité, de la religion et une continuelle application aux affaires. On ne pouvait lui reprocher que de n'être pas assez décidé; car, quoiqu'il pensât assez souvent plus juste que ses ministres, il se défiait un peu trop de ses lumières et ne manquait jamais par cette raison de déférer à la pluralité des suffrages. Quoique ce prince ait été chassé de sa capitale et souvent réduit aux dernières extrémités, son règne a été des plus glorieux et il a plus étendu

les pays héréditaires, plus fait de conquêtes que la plupart de ses prédécesseurs.

L'impératrice Éléonore, fille de l'électeur palatin, était une princesse très vertueuse, uniquement occupée à servir Dieu, à plaire à l'empereur, à donner aux archiduchesses une éducation digne de leur naissance et à prendre soin des pauvres. Cependant elle voulait avoir part aux affaires ; elle avait de la hauteur et protégeait avec fermeté ceux qui lui étaient attachés. Il fallait même que les ministres comptassent avec elle, ce qui causait quelquefois des changements dans le ministère.

Le roi des Romains était un jeune prince violent et emporté dans ses plaisirs. Il avait de l'esprit, mais il n'était pas encore fixé et pouvait être également porté au bien ou au mal. Il lui arriva à une chasse, et en présence du marquis de Villars, de montrer un trait d'impatience qui fit de la peine à l'empereur. Lorsque l'on fit entrer les ours dans les toiles, il sortit de la tente où était l'empereur et ce qu'il y avait de plus considérable pour

aller les attaquer. Le page, qui tenait son épieu, ne se trouvant pas assez près, en fut corrigé par un soufflet. L'empereur en fit quelques reproches à ce prince après être rentré sous la tente : « Et ce qui me fait le plus de peine, ajouta-t-il, c'est que les étrangers vous ont vu. »

L'archiduc Charles, qui n'avait alors que dix-sept ans, paraissait d'un naturel bien différent, Il était extrêmement doux ; et sur cela l'on disait à la cour que le roi des Romains avait la fierté de sa mère, et que l'archiduc avait la douceur et la bonté de la maison d'Autriche. Pour venir aux ministres, le prince de Dietrichstein [218] était le premier par sa charge de grand-maître ; mais son âge avancé et son esprit un peu affaibli l'empêchaient de faire aucune fonction du ministère. Il rendit presque mourant une visite au marquis de Villars, et ce fut la dernière qu'il fit.

Le comte de Kinsky [219], chancelier de Bohême, et le plus ancien conseiller d'État, forma un conseil nommé *la députation* [220], composé du

comte Staremborg [221], président de la guerre, du comte de Kaunitz [222], vice-chancelier de l'Empire et chargé des affaires étrangères, du comte Gondaker Staremborg [223], vice-président de la chambre, et par conséquent à la tête des finances, parce que la charge de président n'était pas remplie. Le comte de Kinsky étant le plus ancien conseiller d'État, cette députation s'assemblait chez lui ; il rendait compte à l'empereur des délibérations, et dès-là il était regardé comme premier ministre, sans en avoir le titre. Il était certainement très digne d'un pareil poste, et par sa grande expérience, ayant été premier ambassadeur aux traités de Nimègue et de Cologne, et par son parfait désintéressement, puisqu'à sa mort il se trouva moins riche de 500,000 livres qu'il ne l'était en entrant dans les emplois [224].

Le comte de Staremborg, le plus ancien des feld-maréchaux, et président du conseil de guerre, était déjà fort âgé. C'était un essentiellement honnête homme, mais ses vues étaient fort

bornées. Il avait été chargé autrefois de la défense de Vienne, qu'il sauva, moins par la fermeté des troupes de l'empereur que par la mauvaise conduite des Turcs.

Le comte de Kaunitz, auquel le marquis de Villars avait eu affaire dans les négociations de Bavière, où ils avaient été opposés pour gagner ou retenir l'électeur, était homme de beaucoup d'esprit et capable de grands projets. Ce fut lui aussi qui, après la mort de Kinsky, succéda à sa faveur.

Le comte Gondaker Staremborg n'avait pas encore une réputation formée, à cause de son peu d'expérience ; mais on comptait beaucoup sur ses talents, et il est toujours demeuré dans le ministère.

Tous ces ministres de l'empereur donnaient des marques d'une grande politesse au marquis de Villars ; mais, suivant l'esprit actuel de la cour et conformément aux ordres du maître, ils ne voulaient pas que le sieur Hop, chargé en même

temps des affaires d'Angleterre et de Hollande, pût soupçonner qu'on voulût traiter avec le marquis de Villars ; et, pour lui en ôter toute pensée, ils évitaient de le prier à manger chez eux, quoique tout le reste de la cour, dames et hommes, vinssent chez lui.

Après les premières audiences de l'empereur, le marquis de Villars, suivant ses ordres, offrit la médiation du roi pour accélérer la paix avec le Turc et en parla au comte de Kinsky. Ce ministre, après avoir reçu les ordres de son maître, marqua de sa part beaucoup de sensibilité et de reconnaissance pour la bonne volonté du roi ; il ajouta que les offres de Sa Majesté seraient acceptées avec joie, si l'on commençait un traité ; mais, que celui de la paix avec le Turc étant comme terminé, ce serait plutôt en retarder la conclusion que de l'avancer, s'il fallait attendre des réponses sur l'offre de cette médiation. Il y avait peu d'apparence qu'elle pût être acceptée, puisque l'empereur, n'ayant pris encore aucune mesure avec le

roi sur la succession d'Espagne, il était naturel que, le roi d'Espagne mourant, la France souhaitât l'empereur plutôt occupé que libre.

Cependant les ministres de l'empereur et des autres puissances, qui devaient assister au traité de la paix négocié avec le Turc, ne paraissaient pas près de partir. La cour pressait depuis longtemps le prince Eugène de faire une entreprise, et on n'en pouvait faire que sur Bellegrade ou sur Têmeswar. La première devint bientôt impossible par l'arrivée de l'armée turque sous cette place ; l'autre était remplie d'obstacles, par l'éloignement et la difficulté des convois. D'ailleurs, il aurait fallu traverser différentes rivières, souvent augmentées dans cette saison par la fonte des neiges, et l'on pouvait juger ce dessein impraticable, puisque le prince Eugène n'en tentait pas l'exécution. Cependant les ministres, persuadés que l'armée impériale agissant rendrait les Turcs plus traitables pour la paix, et, comme il arrive d'ordinaire, peu embarrassés des commis-



sions difficiles qu'ils donnent à un général, voulaient qu'il fût dit avant le congrès que les Turcs pouvaient craindre de nouvelles pertes.

Enfin les ambassadeurs partirent fort tard. Le comte d'Ettingen [225] fut nommé chef de l'ambassade et il fut réglé que la paix se traiterait sous des tentes à Carlowitz.

Durant ce temps-là, il arrivait divers avis de Madrid que la santé du roi d'Espagne s'affaiblissait de plus en plus et à tel point qu'on pouvait craindre qu'il ne mourût d'un moment à l'autre. Le comte d'Harrach [226], ambassadeur de l'empereur à Madrid, espéra enfin, après diverses alarmes, que le roi catholique pouvait languir encore près d'un an. Cet ambassadeur avait son congé, son fils aîné [227] était nommé son successeur ; il le laissa en Espagne et partit dès le commencement de septembre.

Le prince de Schwartzemberg, grand maître de l'impératrice, fit au marquis de Villars quelques ouvertures de liaison plus particulières

avec le roi sur la succession de l'Espagne ; l'évêque de Passau [228], peu de temps après cardinal, en usa de même. Mais les ordres du marquis de Villars étaient d'entendre et de se charger seulement de rendre compte au roi de ce qui lui était confié.

Quelque temps après, le comte de Kinsky, véritablement premier ministre, lui dit tout bas dans la chambre de l'empereur : « Nous devrions être meilleurs amis. » Le marquis de Villars répondit en deux mots : « Il ne tiendra pas à moi ; » et le comte de Kinsky ajouta seulement : « Attendez. » Ce mot, de la part du ministre, était plus important que les longs discours des princes de Schwartzemberg et de Passau.

Cependant le mariage du roi des Romains s'avancait, et la princesse d'Hanovre était préférée. Le prince de Salm, grand-maître du roi des Romains dont il avait été gouverneur, et, par sa femme, parent très proche de cette princesse, n'avait rien oublié pour faire réussir cette al-

liance. Quelques ministres avaient parlé au marquis de Villars de Mademoiselle [229], fille de Monsieur, et dont le mariage avec le duc de Lorraine était déjà déclaré. Mais ces vues n'étaient pas celles de l'empereur, et, pour les faire réussir, il n'y avait pas assez de liaison entre les deux souverains.

Le roi des Romains avait une maîtresse qui lui écrivait assez vivement, et il montra une de ses lettres à un confident, qui en rendit compte au marquis de Villars. La lettre était hardie et tout à fait dans le caractère de la demoiselle avec laquelle le marquis de Villars soupait quelquefois. Elle s'appelait Dorothée de Thaun; c'était une grande personne assez bien faite, qui avait passé sa première jeunesse et qui n'en avait plus les charmes; mais, en récompense, elle avait du courage et de l'expérience, qualités plus nécessaires que la beauté pour être la première maîtresse d'un jeune prince. Mais celui-ci n'ayant pas grande part au gouvernement, le marquis de Vil-

lars ne regardait pas ce commerce comme important pour le service de son maître.

Les principales occupations des ministres étaient de conclure promptement la paix du Turc et de prendre des mesures sur la succession d'Espagne. Leur première ressource était dans les dispositions de la reine, toute dévouée à la maison d'Autriche; mais ils eurent quelque inquiétude sur ce qu'on leur manda de Madrid que le marquis d'Harcourt, pour gagner cette princesse, lui offrait le mariage de monseigneur le dauphin. Eux, pour faire une contre-batterie, parlèrent de la marier avec le roi des Romains. La différence d'âge était grande; mais ceux qui voulaient que l'on tentât cette voie de retenir la reine dans ses bonnes dispositions pour l'empereur disaient, sur la disproportion d'âge, que la reine n'avait que trois ans plus que la princesse d'Hanovre, dont le mariage avec le roi des Romains paraissait résolu. Cependant, par cette raison et par quelques

autres, le départ de la princesse d'Hanovre fut différé.

Quant à la paix du Turc, la Pologne et la république de Venise, peu ménagées par les Impériaux, portaient les ambassadeurs des deux puissances à y former des obstacles ; mais l'empereur, déterminé à la paix aussi bien que le Turc, comptait en voir bientôt la conclusion, malgré les difficultés. Les ennemis du comte de Kinsky, qui étaient en grand nombre à Vienne, ne laissaient pas de publier, au hasard de déplaire, qu'elle n'était pas si assurée.

Quelques ministres de l'empereur, raisonnant avec le marquis de Villars, voulaient toujours que leur maître s'accommodât directement avec le roi. Ils n'étaient pas dans le secret, et les espérances d'une plus longue vie du roi d'Espagne engagèrent Kinsky, dans le fond porté à l'accommodement, à vouloir du moins attendre la paix du Turc pour être plus favorablement écouté. La raison le voulait ainsi, puisque, cette paix faite, l'em-

pereur pouvait se trouver en état de soutenir ses engagements.

Cependant les ministres de l'empereur pressaient vivement la restitution de Brisach. La démolition du pont sur le Rhin était une condition préalable, et le roi en était chargé. Il se pouvait bien que ses ordres, pour l'accélérer, n'étaient pas exécutés aussi promptement qu'ils auraient pu l'être, et l'on disait à Vienne qu'il y avait une grande combinaison entre la destruction du pont et la mort du roi d'Espagne. L'événement fit voir le contraire : le pont fut démoli et Brisach rendu aux Impériaux longtemps avant la mort de ce prince. Comme on ne doutait pas alors qu'elle n'arrivât bientôt, plusieurs de ses sujets du royaume de Naples voulurent se donner à la France. Le prince d'Aquaviva, qui était à Vienne, fit diverses propositions au marquis de Villars pour les principaux seigneurs, ne demandant ni grâces ni récompenses qu'après les services qu'ils auraient rendus.

La reine de Pologne arriva à Vienne en ce temps-là avec toute sa famille, c'est-à-dire avec les princes Alexandre et Constantin. Le prince Jacques arriva de son côté avec la princesse sa femme, sœur de l'impératrice.

Dans une longue conversation que la reine de Pologne eut avec le marquis de Villars, elle n'oublia rien pour le persuader de son attachement solide pour le roi; elle lui dit qu'elle n'avait jamais oublié qu'elle était née Française [230], qu'elle était toujours vivement pénétrée des extrêmes obligations que le feu roi son mari et elle en particulier avaient à Sa Majesté; qu'elle n'ignorait pas qu'on avait voulu lui rendre de

mauvais offices en France, mais qu'il lui était facile de se justifier de ce qu'on lui imputait [231].

Dans le même temps, elle assurait l'empereur des mêmes sentiments. L'abbé Scarlati, son ministre de confiance, demanda un rendez-vous au marquis de Villars dans un couvent, afin de pouvoir cacher leur entretien aux ministres de l'empereur. Cet abbé ne négligea rien pour donner plus de force à tout ce que la reine avait dit, ajoutant que l'on devait s'attendre à un prompt changement en Pologne, dont le roi, disait-il, tenait une conduite si odieuse aux Polonais, qu'ils ne le laisseraient pas un an sur le trône.

La reine de Pologne [232] désirait, en cas de changement, ménager la protection du roi pour le prince Alexandre, son second fils, et ce fut cette prédilection du cadet sur l'aîné qui fit sortir la couronne de Pologne de la maison de Sobieski. En effet, si les partisans de la reine et ceux du prince Jacques s'étaient réunis, ils l'auraient emporté en



faveur du prince Jacques sur les autres prétendants.

Il est certain qu'il s'élevait de grands troubles en Pologne : l'affaire d'Elbing les augmentait et le nouveau roi n'était pas encore bien affermi sur le trône. L'évêque de Kiev [233], envoyé de Pologne à Vienne, demanda dans le même temps une conférence au marquis de Villars. Elle fut de trois heures, mais d'un esprit tout opposé à celui de la reine de Pologne et de l'abbé Scarlati : à entendre ce prélat, tous les Polonais étaient inviolablement attachés à leur nouveau roi et l'opinion de sa valeur, jointe à ses manières affables, lui avait gagné tous les cœurs. Il ajoutait que le roi et la république n'avaient pas de plus grands ennemis que la cour de Vienne, qui n'oubliait rien pour exciter des troubles en Pologne, dans la crainte que cette couronne ne prit des liaisons avec la France. Enfin, il se dit fort autorisé pour commencer une alliance avec le roi ; il croyait même que lui et le marquis de Villars pouvaient

la conclure plus aisément à Vienne, puisqu'il n'y avait aucun ministre de France en Pologne, ni de Pologne en France.

Les bonnes intentions de l'évêque de Kiev furent suivies de plusieurs avances du prince de Saxe-Weitz, qui espérait un chapeau de cardinal pour avoir contribué à rendre catholique le roi de Pologne, qui ne pouvait parvenir à la couronne sans cette condition. Il convenait à ce prince de s'attirer la protection du roi à Rome, et il paraissait, pour y mieux réussir, vouloir travailler à former une liaison entre la France et la Pologne.

L'envoyé de Brandebourg s'expliquait aussi de manière à faire entendre que son maître pensait sur cette liaison comme la Pologne et qu'il y entrerait volontiers.

Cependant la paix avec le Turc s'avavançait et l'on apprit enfin qu'il se relâchait sur la Transylvanie, seul article qui eût pu rendre la négociation longue et difficile, si les Turcs s'étaient opiniâtrés ; car les intérêts de l'empereur une fois ré-

glés, les médiateurs n'étaient pas pressés de faire obtenir une satisfaction entière à la Pologne, aux Moscovites et aux Vénitiens.

Le mariage du roi des Romains fut déclaré en même temps et l'on prit les mesures pour en faire la cérémonie quinze jours avant la fin du carnaval, afin que tout ce temps se passât, comme il fit, en fêtes continuelles.

Le comte d'Harrach arriva à la cour et fut déclaré grand-maître. Comme cette charge lui donnait la première place dans les conseils, le comte de Kinsky, regardé jusque-là comme premier ministre, ne croyait pas que personne pût lui être préféré; mais une puissante cabale, que l'impératrice favorisait secrètement, travaillait à l'éloigner des bonnes grâces de l'empereur. Le comte témoigna respectueusement à ce prince, qu'ayant été plus que tout autre honoré de sa confiance et pouvant se flatter de l'avoir servi heureusement, il n'avait pas dû craindre la mortification qu'il recevait. L'empereur, qui avait besoin de Kins-

ky et qui, dans le fond, l'estimait beaucoup, lui fit espérer que le comte d'Harrach n'exercerait la charge de grand-maître que comme faisait le feu prince de Dietrichstein; que du reste c'était un engagement pris depuis plusieurs années avec un homme élevé avec lui et qu'il aimait dès son enfance. Il est certain en effet que l'empereur fit entendre au comte d'Harrach qu'il ne pouvait déplacer le comte de Kinsky de la présidence du conseil nommé « *la députation*, » établi depuis plusieurs années; et il n'est pas moins constant que le comte d'Harrach, très bon homme, se serait rendu au désir de l'empereur, si la cabale, et surtout sa femme, très hautaine, ne l'en avaient dissuadé. Elles lui représentèrent qu'il n'avait qu'à tenir bon et à refuser constamment la charge de grand-maître, si elle ne lui était donnée avec toutes ses prérogatives, Il suivit ce conseil et il ne voulut pas même recevoir les compliments des ambassadeurs lorsqu'ils allèrent pour les lui faire. Pendant près de six semaines l'incertitude conti-

nua sur cet événement. À la fin, l'empereur se rendit et donna au comte de Kinsky le dégoût tout entier : seulement, il en diminua l'amertume par de belles paroles et l'assura qu'il serait toujours le premier dans sa confiance.

Kinsky travaillait seul avec l'empereur ; il dépêchait et recevait les courriers, et le comte de Marcilly lui apporta la nouvelle de la paix de la Hongrie, la plus magnifique et la plus heureuse que la maison d'Autriche ait jamais faite avec les sultans. Dans l'instant même, Kinsky en porta la nouvelle à l'empereur, qui, transporté de joie, lui dit en latin : *Est opus maximum tuam*. Kinsky répliqua sur-le-champ : *Nunc dimitte servum tuum, Domine*. Cette réponse, à laquelle l'empereur ne s'attendait pas, le surprit et l'embarrassa. Kinsky pressa pour se retirer ; l'empereur renouvela ses marques d'amitié et le retint. Effectivement, il était difficile, dans les conjonctures importantes où il se trouvait, qu'il se passât d'un ministre aussi habile et aussi expérimenté.

Le roi d'Espagne s'affaiblissait de plus en plus, et ceux qui lui donnaient encore une année de vie convenaient qu'elle pouvait lui manquer d'un moment à l'autre.

Nous avons dit plus haut que Kinsky avait dit un mot au marquis de Villars, qui marquait un dessein d'entrer en négociation avec lui. La raison voulait que pour l'entamer il attendit que la paix fût faite avec les Turcs, parce qu'elle donnait une nouvelle force à l'empereur et le mettait en état de soutenir ses engagements.

Stratmann [234], ministre fort accrédité auprès de l'empereur et qui avait été pensionnaire du roi lorsqu'il servait l'électeur palatin de Neubourg, avait formé le dessein de réunir les forces et les maisons de France et d'Autriche. Kinsky suivait cette vue, et, dans le fond, il était irrité contre l'Angleterre et la Hollande, que l'on savait travailler à un traité de partage de tous les États du roi d'Espagne avant sa mort, sans même en consulter l'empereur.

Kinsky parla donc un jour dans les antichambres de l'empereur au marquis de Villars, et lui dit :

« Est-ce que l'empereur et le roi ne sont point assez puissants pour se passer de tuteur ? Le roi d'Espagne se porte bien ; mais si Dieu nous l'enlève, de si grands princes et si proches parents ne sauraient-ils s'entendre ? — Voilà, répondit Villars, les premières ouvertures que vous me faites ; je n'ai pas fait grand fond sur celles de quelques-uns de vos ministres, lorsque celui que nous savons être le premier de tous ne me disait rien. Votre silence a porté le roi à m'ordonner de le garder aussi. » Kinsky répondit : « L'empereur conserve toutes ses troupes ; il a 130,000 hommes ; ses généraux et ses armées ont de la réputation : quelles puissances dans l'Europe peuvent inquiéter nos maîtres bien unis ? Qu'ils songent donc eux-mêmes à leurs propres intérêts et qu'ils ne partagent pas la monarchie

d'Espagne conformément à ceux de l'Angleterre et de la Hollande [235]. »

Peu de jours après cette conversation arriva une grande nouvelle de Madrid ; elle portait que le roi d'Espagne avait fait un testament, signé de tous les conseillers d'État, en faveur du prince électoral de Bavière. Ainsi, toutes les puissances intéressées formèrent de nouveaux projets, les principales pour leurs intérêts particuliers et les autres pour assurer une paix générale qui paraissait pouvoir être plus solide dans l'Europe, la monarchie d'Espagne demeurant sur une tête seule, que par un partage entre le roi et l'empereur.

Le prince de Saxe, évêque de Raab, et l'évêque de Kiev, incertains du parti que prendraient le roi et l'empereur sur la succession d'Espagne, employèrent tout pour engager le roi à former quelques liaisons avec leur maître, et firent toutes les avances possibles pour y réussir. Le marquis de Villars y répondit, par ordre du roi, avec toutes les expressions qui, sans engager Sa Majesté,



prouvaient seulement sa reconnaissance et les dispositions favorables où elle était pour cette alliance. Quelques entretiens du comte de Kinsky avec le marquis de Villars portèrent le sieur Hop à penser que la cour de Vienne songerait enfin à traiter directement avec le roi ; ce que l'Angleterre et la Hollande regardaient comme un grand malheur pour leurs États. Le sieur Hop vivait très librement avec le marquis de Villars ; mais, ministre des puissances maritimes, le séjour de celui-ci à Vienne lui paraissait très dangereux pour ses maîtres, et les apparences sont qu'il eut grande part à susciter une affaire qui, non seulement, jeta le marquis de Villars dans divers embarras, mais qui allait même par la suite à faire rompre tout commerce entre les cours de France et de Vienne. Comme cette affaire devint très difficile à terminer, il n'est pas inutile d'entrer un peu dans le détail de ce qui la causa.

Il y eut dans le palais une sérénade, suivie d'un bal. Dans tout le palais de l'empereur, le seul

endroit propre à ce divertissement, et où d'ordinaire on le donne, est une très grande salle fort élevée dans l'appartement de l'impératrice douairière, et une partie de cet appartement est occupée par M. l'archiduc.

L'usage est que, dans ces bals de la cour de Vienne, personne n'y entre que ceux qui les composent. Cependant, pour faire voir celui-ci aux ambassadeurs et aux ministres étrangers, on avait pratiqué sept ou huit loges séparées de la salle par une espèce de balustrade et vis-à-vis une manière de trône élevé pour l'empereur et pour l'impératrice. Dans ces loges furent placés le nonce, l'ambassadeur d'Espagne, celui de Venise, qui n'avaient pas vu M. l'archiduc, celui de Savoie et plusieurs étrangers sans nom. Le marquis de Villars y alla avec M. Hop, envoyé de Hollande. Un moment avant que le bal commençât, le marquis de Villars s'approcha de l'évêque de Raab, qui soupait de la desserte de l'empereur dans une de ces petites loges, ce qui marquait que ce lieu-là

n'était pas fort réservé. Le prince de Lichtenstein, gouverneur de l'archiduc, n'eut pas plus tôt aperçu le marquis de Villars qu'il vint à lui. M. Hop était précisément entre le prince de Lichtenstein et le marquis de Villars. Ce prince dit au dernier, d'un air très échauffé, qu'il était bien extraordinaire que, n'ayant point vu l'archiduc, il voulût voir la fête, et qu'il le priait de se retirer. Le marquis de Villars lui répondit que toutes les apparences étaient qu'il était chez l'empereur et dans un lieu de peu de cérémonie, puisqu'on y faisait de petits soupers ; que d'ailleurs plusieurs de ceux qui étaient placés pour voir le bal n'avaient pas pris audience de M. l'archiduc, même M. l'envoyé de Hollande, auquel il aurait pu adresser la parole, étant, comme on l'a dit, entre M. de Lichtenstein et le marquis de Villars. Celui-ci, après sa réponse, sortit, mais l'envoyé de Hollande demeura.

Cette aventure mit toute la cour en mouvement et surprit tous ceux qui l'apprirent. Première-

rement, on ne pouvait s'imaginer que la salle préparée pour le bal pût s'appeler l'appartement de l'archiduc dans le temps que l'empereur y était ; en second lieu, il paraissait étrange que le prince de Lichtenstein n'eût pas porté la parole à l'envoyé de Hollande, qui n'avait pas vu l'archiduc, non plus que ceux de Suède et de Danemarck, qui étaient à Vienne avant le marquis de Villars. Celui-ci fit de très sérieuses plaintes au comte de Kaunits, qui lui promit seulement d'en rendre compte à l'empereur.

Cependant le marquis de Villars évita dans les antichambres de l'empereur les discours auxquels l'ambassadeur d'Espagne, qui blâmait un peu plus haut que les autres l'imprudence du prince de Lichtenstein, voulait l'engager, aussi bien que les autres ministres étrangers. Le moment d'après, le bruit se répandit que le prince de Lichtenstein était très chagrin de son procédé et d'avoir suivi très imprudemment les mauvais conseils que l'on lui avait donnés [236].

Le lendemain, le marquis de Villars trouva dans l'antichambre de l'empereur le comte de Kinsky, qui lui dit : « Je suis très fâché de l'aventure qui est survenue ; mais elle n'empêchera pas notre commerce sur ce que vous savez. » Au fond, l'on pouvait tirer un grand avantage de ce qui venait de se passer, et ce démêlé donna lieu à diverses conférences avec le premier ministre, et à envoyer plusieurs courriers. C'était un prétexte fort naturel pour cacher une négociation que le roi et l'empereur voulaient tenir secrète, parce que les puissances maritimes avaient un grand intérêt à la troubler.

Le marquis de Villars observa donc un profond silence sur l'affaire du prince de Lichtenstein. Après avoir porté ses plaintes au comte de Kaunitz, comme il ne pouvait se dispenser de le faire, il attendit les ordres du roi, auquel il avait dépêché un courrier, se conduisant de manière qu'il dépendît entièrement de son maître de pa-

raître plus ou moins irrité, selon qu'il conviendrait à ses intérêts [237].

Dans ce temps-là on reçut à Vienne une nouvelle bien importante pour l'Europe entière, mais surtout pour les cours de France et de Vienne : c'était la nouvelle de la mort du prince électoral [238], regardé comme l'héritier de la monarchie d'Espagne. Ainsi cette couronne n'avait plus que deux concurrents fondés en droit, mais animés par tout ce qui est le plus propre à exciter la gloire et l'ambition dans l'âme de deux grands princes.

Sur cette nouvelle, le comte de Kinsky dit un mot au marquis de Villars propre à faire connaître qu'il n'était pas persuadé qu'elle dût causer une aussi cruelle guerre que celle qui commença peu de temps après.

Le comte d'Harrach fut enfin déclaré grand-maître, cérémonie qui se fait dans l'antichambre de l'empereur par une harangue du grand chambellan, à laquelle le grand-maître répond ensuite.

Quoique le comte d'Harrach eût la première part dans l'amitié de l'empereur, et que d'ailleurs il fût soutenu par une cabale puissante, Kinsky était, à proprement parler, le premier ministre à la tête du petit conseil nommé *la députation*, et il était le seul qui en rapportât les délibérations à l'empereur. Il fut même dit que ce conseil subsisterait; que le comte d'Harrach ne s'y trouverait pas; qu'il présiderait à tous les autres conseils, bien peu considérables en comparaison de celui-là; et qu'il aurait d'ailleurs tous les honneurs et prérogatives de grand-maître.

Cet expédient, le seul que l'empereur pût trouver, n'ôta pas du cœur de Kinsky la noire impression que le refus de la charge de grand-maître y avait formée. Il avala la pilule mal dorée, mais il ne la digéra pas; il tomba malade et fut emporté en peu de jours. Durant sa maladie, l'empereur l'envoya visiter tous les jours par des personnes considérables et souvent par le père Menegati, jésuite, son confesseur. Kinsky lui dit: « L'empe-

reur honore trop un ver de terre tel que je le suis ; mais, tout empereur qu'il est, il est ver de terre comme moi. » Il est certain que le comte de Kinsky mourut de chagrin, maladie dangereuse, assez ordinaire aux premiers ministres ; et l'on peut rapporter à cette occasion ce que le comte d'Harach conta au marquis de Villars d'un autre principal ministre que l'empereur tua, mais en moins de temps.

Lorsque, Vienne étant à la veille d'être prise par les Ottomans, l'armée impériale marcha à son secours, ayant à sa tête le roi de Pologne, le duc de Lorraine, plusieurs électeurs et princes considérables de l'empire, l'empereur voulut y marcher aussi ; mais la faiblesse naturelle de ce prince le fit délibérer avec ses ministres. Le comte de Sinzen-dorff, l'un des plus accrédités auprès de l'empereur, s'opposa avec quelques autres ministres au dessein de son maître, peut-être dans le désir de lui faire sa cour. L'empereur avait au fond plus de fermeté qu'il n'en montrait dans les conseils, et il



en fit voir dans plusieurs occasions. Dans celle-ci il s'abandonna au conseil de mollesse que lui donnèrent ses ministres, et suivit son armée dans un bateau sur le Danube. Il comptait bien que si ses armes avaient un succès heureux, il entrerait le premier dans sa capitale.

Il navigua toute la nuit, et le jour d'après la bataille il arriva à six heures du matin aux portes de Vienne. Dans le temps qu'il sortait de son bateau, il entendit les salves d'artillerie et de mousqueterie des remparts. Le roi de Pologne était allé dès la pointe du jour faire chanter le *Te Deum* à la cathédrale, honneur auquel aspirait l'empereur. Ce prince demanda ce que signifiaient ces salves ; on lui répondit : « C'est le roi de « Pologne qui a fait chanter le *Te Deum*. » Sur le champ l'empereur se tourna vers le comte de Sinzendorff, qui était dans le bateau, et lui dit avec colère : « La faiblesse des conseils où vous avez eu part cause la honte que je reçois aujourd'hui. » Le comte d'Harrach dit que ces paroles donnèrent un trem-

blement subit au comte de Sinzendorff et un saisissement tel qu'il en mourut le lendemain. On a cru pouvoir rapporter en passant ce trait d'histoire, raconté par le comte d'Harrach au marquis de Villars.

La mort du comte de Kinsky, seul ministre qui eût entamé avec le marquis de Villars un projet d'union entre les maisons de France et d'Autriche, suspendit pour un temps assez considérable cette importante négociation. Elle fut reprise dans la suite par les comtes d'Harrach et de Kaunitz.

La reine des Romains fit son entrée le 24 de février 1699. Ce que l'on y vit de magnifique roula sur la noblesse et sur les peuples. De la part de l'empereur, il n'y eut d'extraordinaire qu'un carrosse neuf pour la reine, et ce fut le seul neuf qui parut à l'entrée. Les dames de la reine étaient dans trois autres des plus anciens. La comtesse de Caraffa, sa dame d'honneur, était seule avec elle; et dans cette cérémonie ce ne furent point

des princesses qui portèrent la queue, la dame d'honneur ne leur cédant pas. Les princes ne parurent pas non plus à l'entrée, n'ayant aucune sorte de rang. Les princes de Savoie, de Commercy et de Vaudemont furent avertis la veille : ils demandèrent si c'était par ordre de l'empereur ; le fourrier de la chambre, dont la fonction est d'avertir de toutes les fêtes et cérémonies, leur dit qu'il avait eu ordre de les avertir comme tous les autres cavaliers. Ils allèrent à l'explication, et il leur fut permis de ne se pas trouver à la cérémonie. Le marquis de Villars vit passer le cortège, qui ne lui parut rien moins que superbe. Les arcs de triomphe étaient beaux, la disposition du feu d'artifice était bien entendue, mais le reste était médiocre. Les cardinaux et les ambassadeurs soupèrent avec l'empereur.

L'entrée de la reine fut précédée, la veille, d'un voyage que le roi des Romains fit en poste pour aller voir cette princesse à deux lieues de Vienne [239] où elle avait séjourné. Ce voyage est

réglé par les étiquettes. Ce prince partit de Vienne à cheval, précédé de quarante postillons sonnant tous de leurs cornets, le grand-maître des postes à leur tête. À la suite du roi étaient les grands officiers et les cavaliers qu'il voulut bien nommer par honneur. Tout le monde était aux balcons et aux fenêtres ornées de tapis pour le retour du prince ; et il le fit par la rue où était sa maîtresse, quoique ce ne fût pas le plus court chemin. En passant devant sa porte, les postillons redoublèrent le bruit des cornets et des coups de fouet ; le roi des Romains lui-même, encore plus que les autres, faisait claquer le sien. Le marquis de Villars était alors dans la même maison que mademoiselle de Thaun, qui parut fort sensible à cette galanterie ; mais l'impératrice ne l'approuva pas.

Pour revenir aux affaires, le prince de Saxe-Zeitz, évêque de Raab, et l'évêque de Kiev, envoyé de Pologne, pressaient tous les jours le marquis de Villars pour établir une intelligence parfaite entre le roi et le roi de Pologne leur maître. Le roi

répondit favorablement à leurs instances ; mais la mauvaise conduite que la ville de Dantzick avait tenue par rapport à l'ambassadeur de France et à quelques-uns de nos vaisseaux porta Sa Majesté à exiger des satisfactions convenables avant que d'entrer dans aucun traité, ni d'envoyer aucun ministre de sa part. Les difficultés sur cela traînèrent quelques mois.

Cependant le courrier que le marquis de Villars avait envoyé au roi, pour l'informer de l'affaire du prince de Lichtenstein, revint à Vienne. Sa Majesté regarda comme une insulte la conduite de ce prince et prescrivit au marquis de Villars celle qu'il devait tenir. Il eut donc ordre de ne demander aucune audience à l'empereur pour se plaindre, mais de parler une seule fois au comte de Kinsky et de lui dire qu'il avait ordre de ne pas solliciter de réparation, le roi étant persuadé qu'elle aurait été faite dans le moment, et qu'il n'était pas de sa dignité d'attendre qu'elle se fit sur ses représentations, puisque l'insulte

avait été faite en présence de l'empereur, et dans le même temps que son premier ministre faisait des ouvertures considérables pour réunir les deux maisons : qu'au reste ses pouvoirs étaient suspendus jusques après une satisfaction entière et qu'il avait ordre de ne plus mettre le pied dans le palais de l'empereur, ni chez aucun ministre.

La satisfaction que l'on demandait était que l'empereur ordonnât au prince de Lichtenstein d'aller chez le marquis de Villars l'assurer du sensible déplaisir qu'il avait de ce qui s'était passé, et d'avoir manqué au respect dû à son caractère.

Le marquis de Villars eut ordre aussi de s'expliquer au comte de Kinsky sur les ouvertures qu'il lui avait faites, et de lui dire les justes raisons que le roi avait de ne pas croire l'empereur aussi bien intentionné que l'assurait son premier ministre ; que l'on était informé de toutes les démarches que la cour de Vienne avait faites immédiatement après la paix de Ryswick pour renouveler une ligue contre la France et pour don-

ner de la défiance aux États protestants ; qu'à la vérité ces démarches pourraient être désavouées, mais qu'il n'en était pas de même de ce qui se passait sous les yeux de l'empereur, par exemple de la harangue du chancelier d'Autriche, qui demandait de nouveaux secours aux États, et qui par là les préparait à une nouvelle guerre contre la France. Le marquis de Villars devait finir par l'affaire du prince de Lichtenstein et faire voir au comte de Kinsky qu'il paraissait au roi qu'on se préparait moins à une union sincère qu'à une nouvelle rupture.

Le comte de Kinsky était mort lorsque ces ordres arrivèrent de la cour. Ce ministre avait bien assuré que les derniers incidents n'interrompraient pas la négociation : il n'avait rien oublié pour persuader au marquis de Villars qu'il était véritablement affligé de ce qui était arrivé, et que ces aventures, tout embarrassantes qu'elles étaient, ne pouvaient interrompre ce qu'ils auraient à traiter.

Il est certain que les cours de Vienne et de France, élevées dans cette ancienne jalousie qui excitait entre elles des guerres presque continues depuis Charles-Quint et François Ier, n'avaient pas eu pour premier objet de se réunir sincèrement dans la circonstance de la mort prochaine du roi d'Espagne : chacun de son côté avait cherché à se faire des alliances après la paix de Ryswick, et l'Angleterre et la Hollande étaient les premières auxquelles on s'était adressé. Ces puissances avaient un si grand intérêt à ne souffrir jamais la réunion des deux maisons, qu'elles les flattaient également d'entrer dans leur parti. La cour de Vienne, qui venait de soutenir une longue guerre de concert et liguée avec elles, n'avait pas obtenu dans la paix les conditions qu'elle désirait. Elle continua la guerre encore un an. Le sujet qu'elle en avait était que ces deux puissances avaient conclu une paix particulière ; ce qui avait déterminé le comte de Kinsky au dessein de réunir les maisons de France et d'Autriche, projet



déjà formé par le comte de Stratmann et qui aurait été aussi glorieux qu'utile à ces deux grandes maisons s'il avait pu réussir. Mais elles avaient de si fortes raisons de cacher ce dessein, et le sieur Hop, ministre d'Angleterre et de Hollande, était si attentif à le pénétrer, que l'on ne pouvait tenir trop secrètes les plus légères démarches. C'est aussi ce qui fit traîner si longtemps l'accommodement de l'affaire qui éloignait le marquis de Villars du palais de l'empereur.

Le roi, pour faire voir à l'Angleterre et à la Hollande qu'il ne ménageait pas l'empereur, demanda les plus fortes satisfactions. Il faut expliquer ce qui rendait celle du prince de Lichtenstein si difficile.

Il était gouverneur de l'archiduc, ce que l'on appelle, à la cour de Vienne comme à celle de Madrid, *haya*: or les *hayos* ne quittent jamais le prince qu'ils élèvent; ils ne rendent aucune visite et ne sortent du palais qu'avec leur prince. On demandait que le prince de Lichtenstein vint dans

la maison du marquis de Villars, et ce prince publiait hautement qu'il perdrait la tête plutôt que de souffrir qu'il fût dit qu'un prince de Lichtenstein eût été le premier hayo qui eût violé les étiquettes, c'est-à-dire les lois du palais : et à la vérité l'empereur fit offrir au marquis de Villars que le comte de Kaunitz, vice-chancelier de l'empire et ministre des affaires étrangères, vint chez lui, de la part de l'empereur, témoigner le déplaisir qu'avait Sa Majesté impériale de ce qui s'était passé. Cette satisfaction paraissait plus grande au marquis de Villars que la première ; mais ses ordres étaient précis et il ne dépendait pas de lui de les changer. Le sieur Hop voulut s'entremettre dans l'accommodement, mais avec de si faibles conditions, qu'il était aisé de juger que ce ministre ne désirait pas que sa négociation eût un heureux succès.

Le nonce et tous les autres ambassadeurs voulurent s'employer de même et firent des offres. Leur entremise était inutile : le marquis de Villars

était fixé un point, et il fallait qu'il passât sans aucune modification.

Durant tous ces mouvements, la cour de Vienne était fort embarrassée, et sa crainte était surtout de laisser penser aux puissances maritimes [240] que, pour ne pas s'éloigner de la France, elle accordait tout ce qu'elle demandait. Ces diverses raisons firent différer la satisfaction demandée.

Cependant, comme nous l'avons dit, le prince électoral de Bavière mourut à Bruxelles le 6 de février. La nouvelle de sa mort changeait toutes les mesures déjà prises par les puissances qui voulaient empêcher la guerre, ou pour mieux dire que toute la monarchie d'Espagne ne tombât sur une ou sur deux têtes ; car l'Angleterre et la Hollande craignaient encore plus un partage entre le roi et l'empereur, que de voir la monarchie d'Espagne passer sur la tête de l'empereur ; ce qui ne pouvait jamais être, ces deux puissances se joignant au roi pour l'empêcher.

Le comte de Soissons [241] arriva à Vienne dans ce temps-là, sans être attendu de personne, pas même du prince de Savoie son frère, chez lequel était le marquis de Villars quand on lui apprit que le comte de Soissons arrivait à pied.

À peu près dans le même temps, le marquis de Villars reçut du roi des ordres de partir de Vienne, si, avant quinze jours, le prince de Lichtenstein ne faisait pas la satisfaction entière et telle que le roi l'avait demandée. Il expliqua très simplement ses ordres au comte d'Harrach, le comte de Kaunitz étant parti trois jours auparavant pour un voyage de quelques semaines.

Sur cette déclaration du marquis de Villars, on tint le jour d'après une conférence en présence de l'empereur, où furent appelés non seulement les plus privés ministres, mais encore la plupart des grands officiers. Les opinions furent partagées ; les plus sensés n'hésitèrent pas à ordonner la satisfaction telle que le roi la désirait ; mais le plus grand nombre, regardant l'étiquette comme

une loi inviolable, aurait préféré de manquer plutôt à la religion [242].

Cependant tous les ministres étrangers étaient jour et nuit chez le marquis de Villars, et jamais l'on n'a employé tant d'artifice, tant de manège, tant de raison spécieuse, pour ébranler un homme. Pour tout dire, on fit tant qu'on laissa couler jusqu'au dernier moment. Le marquis de Villars, prêt à exécuter ses ordres, envoya chercher des chevaux de poste et fit atteler sa berline.

Sur les trois heures après midi, l'ambassadeur de Savoie vint encore, disant qu'il n'espérait plus ; et le marquis de Villars, ne voyant rien finir, fit sortir de la ville de Vienne sa berline et les gens qui devaient le suivre dans son voyage. Dans ces dernières extrémités, l'ambassadeur de Savoie revint lui demander d'attendre encore un moment ; et quoiqu'il n'eût aucune espérance, il le pria de lui accorder cette grâce seulement jusqu'à son retour du palais. Enfin l'ambassadeur arriva, en lui

donnant sa parole d'honneur que tout ce qu'il avait demandé serait exécuté dans le moment. Sur cette parole, on fit revenir la berline et tous les domestiques. Un assez grand peuple était assemblé devant la porte, et le prince de Lichtenstein attendait, pendant que l'ambassadeur de Savoie faisait encore quelques tentatives pour que ce prince n'entrât pas dans la chambre où était le portrait du roi ; mais ces petites difficultés ne servirent qu'à rendre la conclusion plus éclatante. Les gentilshommes, les principaux domestiques du marquis de Villars et quelques étrangers, étaient dans sa chambre. Les pages et les laquais allumèrent leurs flambeaux dès que le prince de Lichtenstein sortit, après avoir fait sur sa conduite des excuses au marquis de Villars. Ainsi la satisfaction, telle que le roi l'avait demandée, fut remplie et publique dans le même moment.

Comme cette affaire avait paru à Vienne très importante depuis les commencements, et que le roi avait exigé des choses qui violent les lois de

l'étiquette, la conclusion fit honneur au marquis de Villars [243].

Dès que ce différend fut terminé, le comte de Kaunitz reprit avec le marquis de Villars les ouvertures du comte de Kinsky. Celui-ci, dans les derniers jours de sa maladie, avait parlé au comte de Kaunitz, et lui avait paru affligé de ce que l'imprudence du prince de Lichtenstein suspendait des matières aussi importantes que celles dont il s'agissait.

Le marquis de Villars reçut des lettres du roi, qui lui marquait une entière satisfaction de sa conduite dans les affaires épineuses qu'il venait de terminer. Il eut ordre en même temps de dire au comte de Kaunitz que Sa Majesté désirait véritablement prendre des mesures solides avec l'empereur pour éviter la guerre en cas de mort du roi d'Espagne, et qu'elle verrait avec plaisir tous les projets que les ministres de l'empereur feraient sur cela, en commandant au marquis de Villars de

les envoyer par un courrier avec la plus grande diligence.

Comme le marquis de Villars n'avait pu aller depuis trois mois à la cour de l'empereur, il n'avait pu aussi faire les compliments du roi à Sa Majesté impériale, au roi et à la reine des Romains sur leur mariage ; mais sitôt que la fin du différend lui en redonna la liberté, il alla à Laxembourg. Il y fut très bien reçu de l'empereur, et prit toutes ses audiences dès le premier jour. L'empereur, qui désirait sincèrement une réunion avec le roi, parla à Villars dans ces sentiments et avec des manières assez éloignées du sérieux des audiences.

Le roi écrivit alors au marquis de Villars qu'il avait fait arrêter le comte de Boselly, sur des avis qu'il avait voulu attenter à la vie du prince d'Orange, roi d'Angleterre. Ce Boselly, qui était véritablement un des plus méchants hommes du monde, et qui fut exécuté depuis pour une infinité



de crimes, pouvait raisonnablement être soupçonné des plus grands, et se sauva de la Bastille.

Cependant le prince de Lichtenstein voulut affaiblir la satisfaction qu'il avait faite : on prétendait même que l'ambassadeur de Savoie, en écrivant à son maître, n'avait pas rendu un compte bien fidèle de ce qui s'était passé. Le marquis de Villars, en étant informé, alla trouver cet ambassadeur, lui demandant une déclaration signée de lui, et conforme à la vérité qui avait été mandée au roi [244].

Jusque-là les comtes d'Harrach et de Kaunitz avaient marqué un désir assez sincère de traiter avec le marquis de Villars sur la succession d'Espagne ; mais il est vraisemblable qu'amusés par le sieur Hop, qui leur donnait des espérances flatteuses de la part de ses deux maîtres, ils auraient souhaité que le roi se fût expliqué davantage.

Le comte de Kaunitz rompit enfin le silence et dit au marquis de Villars : « Il y a treize jours que vous m'avez parlé sans que je vous aie ré-

pondu de la part de l'empereur. Je dois vous supplier, Monsieur, que Sa Majesté ne prenne pas en mauvaise part ce retardement : Elle jugera bien elle-même que la matière est assez importante pour mériter d'être mûrement examinée. Ce que je puis vous dire en attendant, c'est que j'ai pu juger par le visage de l'empereur, encore plus que par ses discours, que les favorables dispositions du roi lui ont été très agréables : sur le premier compte que je lui en ai rendu il m'a dit : *Songez à cela, et dites-moi votre conseil le plus tôt que vous pourrez.* Quand je lui en parlai la seconde fois, il me dit : *Je me suis ouvert au comte d'Harrach ; ainsi délibérez ensemble.* C'est ce que nous faisons, et l'empereur nous a déclaré que nous aurions tous deux seuls sa confiance dans cette importante négociation, car d'ordinaire, sur tout ce qui regarde la monarchie d'Espagne, le grand chambellan et Mansfeld sont appelés. » Le comte de Kaunitz ajouta : « Voilà ce que je puis vous dire comme ministre ; mais, comme comte de Kaunitz,

je vous conjure que les lenteurs ne vous fassent pas de peine, car je n'ai pas la présomption de croire que j'en puisse faire revenir l'empereur qui règne avec les mêmes maximes depuis quarante ans. » Après quoi il demanda non seulement un profond secret, mais encore une extrême attention sur les moindres démarches, parce qu'elles seraient épiées par les propres ministres de l'empereur.

Le roi écrivit alors au marquis de Villars qu'il était enfin convenu avec le roi d'Angleterre d'un traité de partage sur la succession d'Espagne ; que la Hollande y devait entrer et que le sieur Hop, ministre de ces deux puissances, devait le déclarer à l'empereur. Le roi lui en manda les conditions et lui ordonnait en même temps de laisser agir le sieur Hop seul. Ce ministre trouva l'empereur très opposé au partage qu'il lui proposait.

La cour de Madrid était dans la plus vive agitation ; et son ambassadeur à Vienne, qui ne laissait rien ignorer à Villars, lui dit souvent que tous

les Espagnols ne demandaient pas mieux que de se donner à un des petits-fils du roi ; qu'ils auraient peut-être été plus disposés en faveur de l'archiduc ; mais que, comme ils savaient bien que l'empereur n'avait pas la force de les soutenir, le bruit d'un partage qui démembrerait leur monarchie les mettait tous au désespoir.

Le marquis de Villars avait ordre en général d'écouter tout sans répondre et de dire seulement ce qui pouvait exciter les autres à parler. Le roi lui ordonna, sur les discours de l'ambassadeur d'Espagne, de lui demander quels seraient les Espagnols qui, pour éviter un partage de leur monarchie, auraient la résolution de prendre un parti assez ferme pour s'en garantir. Effectivement, dire que la nation se donnerait plutôt à un petit-fils du roi qu'à tout autre prince, c'était prononcer des termes vagues, qui ne donnaient aucune connaissance sur laquelle on pût faire fond : par conséquent, pour se laisser aller à quelque pensée sur cela, il importait d'être plus informé des noms

et des forces des bien intentionnés pour la nation. C'est aussi ce que Villars représenta à l'ambassadeur, qui peu de jours après parla du partage assez publiquement et d'une manière conforme à ce qu'il avait dit. Il soutint que le roi d'Espagne n'y consentirait jamais, et que son maître écrirait dans toutes les cours de l'Europe sur l'indignité avec laquelle il était traité par l'Angleterre et par la Hollande.

Ce même ambassadeur prit audience de l'empereur, pour lui faire des plaintes très vives sur cette négociation de Loo [245] (c'est le lieu où le roi d'Angleterre et la Hollande faisaient le traité de partage). La réponse de l'empereur fut qu'il n'entrait pour rien dans tout ce qui se traitait à Loo ; qu'il pouvait protester cette vérité et qu'il ne consentirait jamais au démembrement de la monarchie d'Espagne.

L'ambassadeur ne faisait aucun mystère au marquis de Villars de ce qui se passait entre l'empereur et lui, ni même de ce qu'il apprenait d'Es-

pagne. Il lui dit que le désordre était si grand dans le conseil du roi son maître qu'il n'y avait personne sur qui l'on pût compter : qu'il savait que la plupart connaissaient que la monarchie ne pourrait demeurer entière que par le consentement du roi de France et que Sa Majesté n'y consentirait point, à moins que ce ne fût pour un de ses petits-fils ; qu'ils en désiraient véritablement un pour roi : qu'ils savaient bien que, quand ce prince serait leur maître, sa tendresse pour ses frères ne le porterait pas à partager ses États : que, si Dieu avait disposé du roi d'Espagne, dans les derniers temps où toute la nation était irritée de la liberté que prennent des puissances étrangères de vouloir les partager, il ne doutait pas qu'ils n'eussent appelé un prince français : mais que, pour le proposer au roi d'Espagne, il ne connaissait personne assez hardi pour cela, encore moins pour se mettre à la tête d'un parti : que cependant le comte d'Aguilar [246] avait dit que le plus grand malheur qu'ils pourraient craindre serait

sa perte, surtout si elle arrivait avant que Dieu voulût lui donner quelque succession : mais que si Dieu les voulait châtier d'un tel fléau, ils ne voyaient d'espérance de conserver ses États sous un même maître et sa monarchie entière que par un fils de *Monseigneur* le dauphin. L'ambassadeur dit que ce comte d'Aguilar avait plus de hardiesse, mais aussi moins de crédit que les autres ; que pour lui, il était rebuté d'écrire à des ministres sans attention et sans pouvoir ; que l'on ne connaissait plus l'autorité du roi qu'à voir partir de temps en temps un petit billet qui chassait tantôt l'un, tantôt l'autre, souvent sans raison, et jamais avec espérance qu'un ôté, un meilleur lui succédât ; qu'enfin il était sur le point de demander son congé ; s'il l'obtenait, il se retirerait par la France pour ne pas mourir sans voir le plus grand roi qui ait jamais été, ensuite rendre compte de ses commissions et passer le reste de sa vie à servir uniquement Dieu, puisqu'il ne dépend plus de lui de servir son maître ni sa patrie. Il avait ha-

sardé sa fortune par des mémoires et par des discours hardis : le roi d'Espagne lui avait montré sa bonté en les écoutant et son indolence en ne les suivant pas. Au milieu de son dépit, il poussa très vivement le sieur Hop sur une entreprise, disait-il, aussi injuste et aussi surprenante que celle de partager la monarchie d'un roi d'Espagne vivant.

L'empereur protestait qu'il n'entrait en rien avec ces puissances : cependant, après toutes les ouvertures faites par les comtes d'Harrach, de Kinsky et de Kaunitz, on gardait le silence avec le marquis de Villars ; ce qui persuadait, ou que la cour de Vienne attendait des traitements plus favorables des puissances qui avaient traité le partage, ou que le roi approuvait ce qui se passait en Hollande.

L'ambassadeur d'Espagne, pressé enfin par la continuation d'une négociation qu'il ne pouvait plus soutenir, dit au marquis de Villars qu'il avait mandé au roi son maître que, s'il lui était indifférent de conserver l'intégrité de sa monarchie, il



était plus noble pour lui de la partager d'une manière convenable entre l'empereur et la France ; mais que, s'il voulait la conserver entière, l'unique moyen était, pour y réussir, de déclarer pour son seul héritier un des petits-fils du roi, s'engageant à n'en pas permettre le moindre démembrement.

Cet ambassadeur dit encore au marquis de Villars : « Conduisez-vous bien, ménagez sans éclat la cour de Madrid ; elle se conduit si mal, aussi bien que celle de Vienne, que tout concourra à mettre la monarchie entière sur la tête d'un de vos princes, même sans que vous fassiez aucun mouvement. »

Il ne sera pas inutile de rapporter un trait qui fera sentir combien cet ambassadeur était vif sur la gloire de sa nation. Un jour, entendant l'envoyé d'Angleterre et de Hollande (c'était le sieur Hop) blâmer la conduite du marquis de Calandès, ambassadeur d'Espagne à Londres, sur ce qu'il avait donné un mémoire de plaintes à la ré-

gence de Londres contre les bruits du partage, et dire qu'il était bien surprenant que l'on osât donner des mémoires à des sujets sur la conduite de leur roi, l'ambassadeur répliqua : « Des sujets qui détrônent leur roi et s'en donnent un autre, qui même en punissent un du dernier supplice par leurs prétendues lois, et qui tout récemment font une guerre contre la volonté de leur roi, qui, pour toute réponse sur ce qui se passe à Darien, est réduit à dire qu'il ne peut s'opposer à ce que le parlement d'Écosse a ordonné ; de tels sujets ne sont point du tout regardés comme ceux du roi Très Chrétien. » Ce discours de l'ambassadeur d'Espagne, très offensant pour un ministre d'Angleterre, le porta à de grands emportements, que l'ambassadeur méprisa par un sourire moqueur. Cette conversation était assez amusante pour un tiers.

Cependant on fut informé bien positivement que l'empereur avait refusé les propositions de partage faites par l'Angleterre et par la Hollande ;

mais ce prince, étant persuadé que le roi agissait de concert avec ces deux puissances, tourna ses vues du côté de Madrid. Le roi d'Espagne et la reine étaient entièrement pour l'empereur ; mais divers ministres de cette cour, persuadés que l'empereur et le roi d'Espagne ne pouvaient rien seuls contre les forces unies de la France, de l'Angleterre et de la Hollande, jointes à toutes les autres alliances que l'on avait ménagées dans le Nord, penchaient à se jeter entre les mains du roi, en se donnant tout entiers à un de ses petits-fils : unique moyen d'éviter le traité de partage, qu'ils regardaient comme le plus grand malheur.

Le comte de Soissons, arrivé à Vienne, et ne sachant plus à quoi se prendre, vint trouver le marquis de Villars, auquel il conta ses peines et ses malheurs, surtout le chagrin qu'il avait d'avoir déplu au roi. Il dit que, pour toute grâce, il demandait d'expier ses fautes ; et que, pour cela, il suppliait Sa Majesté d'ordonner qu'il fût reçu dans celle des prisons de France qu'il lui plairait,

pour y demeurer tout le temps que la pitié ou la punition l'exigerait. Le roi lui fit dire de continuer ses services aux princes qu'il voudrait choisir, ne voulant pas qu'il revînt en France.

La guerre très imprévue commencée par le roi de Pologne contre la Suède surprit alors presque toutes les cours de l'Europe. Ce prince attaquait la Livonie : Il paraissait que toute la Pologne concourrait à cette entreprise, et certainement l'empereur ne pouvait trouver convenable à ses intérêts l'agrandissement de tels voisins. Le début de la guerre fut heureux pour le général Fleming, qui surprit un fort très bon et très important placé vis-à-vis Riga et dont la perte facilitait extrêmement celle de cette importante place, d'où dépend toute la Livonie, l'une des meilleures et des plus riches provinces de la domination de Suède.

La cour de Vienne ne prit aucun parti ; mais on vit le Danemarck, ligué avec le roi de Pologne, se préparer à attaquer la Suède, et ce fut le com-

mencement d'une guerre à peine terminée en 1716 [247].

Le marquis de Villars eut ordre de déclarer que le roi avait commandé de remettre Brisach à l'empereur le premier d'avril 1700. Depuis longtemps cette cour était tranquille sur la restitution de cette place, ayant bien reconnu qu'elle n'avait été différée que pour se conformer exactement au traité de Ryswick.

L'audience que le marquis de Villars n'avait encore pu prendre de l'archiduc, à cause d'une infinité de difficultés faites même par la plupart des ministres de l'Europe, fut enfin réglée suivant les intentions du roi.

Le marquis de Villars vit ce prince qui se découvrit toutes les fois que le marquis de Villars prononçait le nom du roi ou que le prince lui-même le nommait. Cette affaire finie, le comte d'Harrach parla au marquis de Villars sur la même matière qui avait été déjà agitée par les comtes de Kinsky et de Kaunitz. Il fallait, disait-

il, établir une véritable et sincère union entre le roi et l'empereur et mépriser les vues de ces puissances, qui, sous le prétexte d'établir le repos de l'Europe, ne voulaient qu'en procurer la ruine par des guerres éternelles. Comme le marquis de Villars avait ordre de n'entrer en rien, il observa un silence qui fit taire le comte d'Harrach, et ce ministre finit l'entretien par ces paroles : « Monsieur, vous savez plus que vous ne voulez dire et il serait inutile de parler davantage d'une matière qui cependant mériterait un peu plus les sérieuses réflexions du roi, votre maître. »

Le marquis de Villars rendit un compte exact de cette conversation et prit la liberté de représenter au roi, par des raisons fortes et convaincantes, que le parti le plus sûr, le plus avantageux et le plus convenable aux deux grands chefs des deux plus redoutables maisons était de s'unir ; que le partage n'établirait pas la paix ; que l'empereur hasardant tout pour l'empêcher, les commencements de la rupture pouvaient ne lui être

pas favorables, mais que les suites seraient longues et difficiles : au lieu que, si le roi s'entendait avec Sa Majesté impériale, les forces que ces deux puissances avaient actuellement sur pied les mettraient en état de soutenir le partage le plus glorieux et le plus utile au roi et à l'empereur.

Le comte d'Harrach, dans un autre entretien, n'oublia rien pour prouver au marquis de Villars que l'Angleterre et la Hollande ne songeaient qu'à leurs intérêts particuliers ; que le partage proposé ne convenait qu'à ces deux puissances et que le seul glorieux et utile était celui qui réunissait pour toujours, et sans ombre de défiance pour l'avenir, les deux plus puissants princes de l'Europe. Il a bien paru que le marquis de Villars était fortement convaincu de cette vérité, car il n'omit rien pour en persuader son maître, sacrifiant souvent à son zèle la conduite et la politique du courtisan : il était même obligé souvent de supplier le roi de lui pardonner s'il s'expliquait à lui avec trop de liberté. Mais les ordres qu'il rece-

vait étaient précis et tels qu'il ne pouvait faire entrevoir aux ministres de l'empereur aucune espérance de changer des mesures qu'il soupçonnait être déjà prises entre le roi, l'Angleterre et la Hollande.

Comme il arrive néanmoins que dans des affaires si importantes les puissances mêmes qui comptent avoir tout réglé ne laissent pas de craindre ou d'entrevoir quelque révolution, le marquis de Villars croyait pénétrer, par les discours des ministres de l'empereur, qu'ils se flattaient de voir arriver quelques changements dans le projet de partage qui passait pour constant, bien qu'il ne fût pas public; et le roi de son côté laissait entendre à Villars qu'il lui enverrait des ordres incessamment.

La guerre commencée par le roi de Pologne faisait de la peine à toutes les puissances qui cherchaient la paix; mais ces mêmes puissances, qui dans un autre temps auraient imposé un prompt silence à l'agresseur, étaient retenues par de plus



grands intérêts ; et l'incertitude des mouvements que produirait la mort apparente du roi d'Espagne laissa une entière liberté à la Pologne, au Danemark, à la Prusse et au Czar de s'unir pour détruire la Suède ou au moins pour envahir les États de cette couronne qui étaient fort à la bien-séance de ces avides voisins.

La ligue formée entre tant de puissances donna bientôt lieu à l'intrépide valeur du roi de Suède de se faire une gloire qui aurait effacé celle des plus grands conquérants si le mépris des périls, naturel en lui et qui éclata dans ce jeune héros au-delà de tout exemple, avait été accompagné de cette réflexion si nécessaire à tous les grands hommes, mais surtout à un roi, qu'il faut démêler les dangers convenables à ces premières têtes d'avec ceux qu'elles doivent éviter et mépriser comme au-dessous d'elles.

Cette guerre commença donc dans le Nord, malgré la répugnance de presque toute l'Europe, répugnance qui ne paraissait que par des offices

même assez légers : et ce que l'on avait cru un feu facile à éteindre est encore allumé dans le temps qu'on écrit ces Mémoires ; et cette guerre d'une partie de l'Europe a laissé un champ libre à toutes celles qui depuis ont si fort ébranlé les autres monarchies qu'il n'y en a pas une seule dont les rois n'aient été chassés de leurs capitales ou dont les couronnes n'aient été en quelque péril.

1700.

Revenons à ce qui se passait à Vienne, où la négociation se trouva des plus importantes par les dépêches du roi, qu'un courrier apporta au marquis de Villars, datées du 6 mai 1700 [248].

Par ces lettres, le roi expliquait au marquis de Villars les raisons qu'il avait eues de ne lui permettre pas d'écouter les propositions que lui avaient faites les ministres de l'empereur sur un partage de la monarchie d'Espagne. Ces raisons étaient fondées sur la juste défiance que Sa Majesté avait dû prendre des vastes desseins de l'empereur, établis sur la confiance qu'il prenait en ses anciens alliés et sur les espérances que lui donnaient ses ambassadeurs à Madrid. Enfin le

roi, persuadé que l'empereur comptait recueillir la monarchie d'Espagne tout entière, ne crut pas devoir montrer aucune facilité à traiter avec ce prince : tout au contraire, il regarda comme infiniment plus solides pour conserver la tranquillité de l'Europe les mesures qu'il prendrait avec l'Angleterre et la Hollande, ces deux puissances craignant également et le renouvellement de la guerre, et que la monarchie d'Espagne ne tombât entière sur la tête du roi ou de l'empereur.

Il parut donc nécessaire de laisser à l'empereur le temps de reconnaître le peu de solidité de ses projets, avant que d'entrer de la part du roi dans aucune négociation avec ce prince.

Après que la mort du prince électoral de Bavière eut changé tout le système des négociations, le sieur Hop eut ordre de déclarer, de la part du roi d'Angleterre et des États-Généraux, que ces deux puissances ne trouvaient pas convenable au bien de l'Europe, ni à leurs propres intérêts, de s'engager dans une nouvelle guerre pour ceux de

l'empereur, et qu'enfin, pour établir la tranquillité générale, il ne convenait pas qu'on laissât tous les états de la couronne d'Espagne réunis, ou dans la maison d'Autriche, ou dans celle de France.

Toutes ces diverses représentations ne purent cependant ébranler l'empereur, non plus que le peu de fondement qu'il pouvait faire sur les négociations de son ambassadeur à Madrid, qui ne lui permettait plus d'espérer que le crédit de la reine d'Espagne fût assez considérable pour engager les Espagnols à se donner entiers à la maison d'Autriche, au péril d'une nouvelle et dangereuse guerre.

Le roi, ne croyant pas pouvoir prendre une confiance entière dans l'empereur, se crut enfin dans l'obligation de conclure un traité au mois de mars de la présente année avec l'Angleterre et la Hollande, pour le partage de la monarchie d'Espagne. Ce traité étant connu, on n'en insère pas ici les articles [249].

Le marquis de Villars eut donc ordre de parler à l'empereur et lui fit le discours suivant, par lequel il tâcha d'adoucir autant qu'il se pouvait la dure nouvelle qu'il venait lui apprendre.

« Sire, en m'acquittant des ordres dont le roi mon maître me fait l'honneur de me charger par ses dernières lettres, je prendrai la liberté d'assurer Votre Majesté impériale que j'en ai toujours eu de très précis de lui faire connaître, encore plus par ma conduite que par mes discours, combien sincèrement il désire d'entretenir toujours avec elle une parfaite intelligence. Le roi mon maître a été bien aise de lui en donner des marques, aussi bien dans les moindres occasions que dans celles où il a été question de faciliter l'exécution du dernier traité.

« Cette correspondance a paru toujours essentielle au bien de la chrétienté : ainsi le roi ne peut regarder sans peine les événements capables de la troubler.

«Votre Majesté a su que le roi, souhaitant prévenir tant de malheurs, acceptait les propositions faites l'année dernière par le roi d'Angleterre et par les États-Généraux pour empêcher, si Dieu disposait du roi d'Espagne, que la mort de ce prince, dont la santé fait tout craindre depuis quelques années, ne produisit de nouvelles guerres.

«Le roi avait appris avec un plaisir sensible que Votre Majesté impériale, également touchée et des avantages offerts à monseigneur l'archiduc par ce projet, et du nouveau trouble où tous les États se verraient exposés si elle refuse d'y souscrire, eût accepté des conditions si raisonnables.

«Elles ont paru au roi mon maître si propres à maintenir la tranquillité générale qu'il a pris enfin la résolution de conclure avec le roi de la Grande-Bretagne et avec messieurs des États-Généraux un traité conforme à ces mêmes propositions. Le roi m'a ordonné d'en faire part à Votre Majesté impériale. Si elle veut y entrer, rien ne

manquera plus aux mesures prises pour la conservation de la paix.

«L'ouverture à la succession d'Espagne est justement regardée comme la source d'une longue guerre: mais il n'y aura point de sang versé, si cette querelle est terminée par un juste partage; il n'y aura plus de sujets de dispute et les peuples soumis présentement à la domination d'Espagne reconnaîtront de nouveaux souverains, sans que ce changement attire des suites funestes qu'il serait impossible d'éviter si les armes décidaient de la succession de tant d'États.

«Le roi ne peut croire que la prudence et la piété de Votre Majesté Impériale permettent qu'elle préfère les événements incertains d'une guerre et les malheurs qui en sont inséparables à des propositions si justes, surtout lorsqu'elle voit que, pour épargner ces malheurs à la chrétienté, le roi veut bien se désister de soutenir ses droits justes et légitimes et ne pas employer pour cet ef-



fet des forces qu'il peut faire agir toutes les fois que la nécessité le demandera [250].

« Enfin, Sire, je prendrai la liberté de représenter à Votre Majesté impériale que de pareilles résolutions n'admettent point de grands délais, qu'elles doivent être prises promptement et qu'il est nécessaire de faire voir que l'on tenterait vainement de s'y opposer. Le roi attend incessamment une réponse et m'ordonne de renvoyer le courrier qu'il m'a dépêché peu de jours après que j'aurai eu l'honneur d'informer Votre Majesté impériale des ordres qu'il m'a apportés.

« Voilà, Sire, la copie du traité que j'aurai l'honneur de remettre à Votre Majesté impériale ou à celui de ses ministres qu'elle aura pour agréable de me nommer. »

L'empereur parut surpris de ce discours et répondit seulement que personne ne désirait plus que lui le repos de l'Europe, et que le marquis de Villars pouvait remettre le traité qu'il lui présentait au comte de Kaunitz.

En sortant de chez l'empereur, le marquis de Villars porta le traité à ce ministre, qui lui dit simplement en le recevant et en regardant le ciel : « Il y aura encore quelqu'un là-haut qui se mêlera de partager les monarchies du monde. »

La dépêche de Sa Majesté informait très au long le marquis de Villars de tout ce qui s'était passé en Angleterre entre milord Portland et les ministres de l'empereur, à la Haye entre M. Heinsius et les mêmes ministres, en France entre le marquis de Torcy et le comte de Sinzendorff [251]. Ce dernier, en lisant le traité avec M. de Torcy, fit diverses remarques sur les changements que l'on pouvait y faire, surtout par rapport au Milanaïs. M. de Torcy lui fit réponse que, si lui, comte de Sinzendorff, faisait quelques propositions de la part de l'empereur, le roi les ferait examiner avec les ministres d'Angleterre et de Hollande.

Parmi les circonstances dont le roi informait le marquis de Villars, il lui manda que la reine d'Espagne était entièrement brouillée avec le

comte d'Harrach, ambassadeur de l'empereur à Madrid, et dès-là que ce prince ne pouvait plus attendre, comme il l'avait toujours espéré, que l'Espagne se livrât à lui. En effet, il y avait à Madrid une puissante cabale disposée à se donner à un des fils du dauphin, et les plus sensés conseillaient l'empereur de s'accommoder avec le roi.

La plus grande difficulté de l'empereur sur le traité de partage regardait le Milanais, qui devait être remis au duc de Lorraine en échange des duchés de Lorraine et de Bar, et il y avait tout lieu d'espérer que l'empereur serait satisfait de voir l'État de Milan remis entre les mains d'un neveu [252] qu'il avait élevé et qui avait tant de part à sa tendresse.

Nonobstant les déclarations authentiques que le marquis de Villars devait faire que le roi n'admettrait aucune sorte de changement au traité, il avait ordre d'écouter les propositions que les ministres de l'empereur pourraient faire. Si elles

consistaient à offrir au roi quelque partie des Indes ou quelques provinces dans les Pays-Bas, le marquis de Villars était chargé de rejeter ces offres. Si, pourtant, l'une de ces provinces des Pays-Bas était celle de Luxembourg, et qu'on voulût y joindre le royaume de Navarre, le roi se réservait d'examiner s'il lui convenait de les accepter en laissant le Milanais uni à la couronne d'Espagne. Enfin, si l'empereur, abandonnant ses prétentions sur le Milanais, demandait que les royaumes de Naples et de Sicile ne fussent point séparés de la monarchie d'Espagne, le marquis de Villars avait ordre d'écouter les propositions qui seraient faites pour conserver ces royaumes à l'archiduc, devenu roi d'Espagne.

Il était prescrit au marquis de Villars d'informer diligemment le roi sur ces diverses propositions de changements et de garder le secret à l'égard du sieur Hop, Sa Majesté se réservant d'en communiquer directement avec l'Angleterre et la Hollande.

Après que le marquis de Villars eut remis le traité à l'empereur, il écrivit au roi, et l'on croit devoir insérer ici cette première dépêche, qui prépare à une importante négociation [253].

« Sire, j'ai eu l'honneur d'informer Votre Majesté, par ma dernière dépêche, que j'avais pris audience de l'empereur le 18 au soir. Elle trouvera dans celle-ci un compte exact et fidèle de tout ce que j'ai fait depuis, en exécution de ses ordres ; je les ai étudiés avec l'attention qu'ils méritent. Elle me permettra d'abord d'admirer, dans les motifs qui ont réglé la conduite de Votre Majesté et dont elle daigne m'instruire, ce génie sublime et cette profonde sagesse dont le discernement démêle par des règles infaillibles la vérité d'avec l'apparence, et montre la droite voie aux ministres qui ont l'honneur de la servir, à tel point, Sire, que leur premier et presque unique objet doit être d'exposer, le plus nettement qu'il leur est possible, tout ce qu'ils voient et tout ce qu'ils entendent, bien persuadés que, s'ils s'égarent dans

leurs préjugés, Votre Majesté ne se trompera pas dans ses décisions. Ainsi, dans la matière importante qu'elle daigne me confier, j'aurai l'honneur de lui rendre compte non seulement des paroles de l'empereur et de ses ministres, mais même, autant que je pourrai, de l'air dont ils les ont prononcées.

« Je me suis servi des mêmes expressions que Votre Majesté m'a fait l'honneur de me prescrire lorsque j'ai parlé en son nom à l'empereur. Sa réponse a été, en termes généraux, qu'il avait intention d'entretenir toujours une parfaite intelligence avec Votre Majesté; qu'il se souvenait de tout ce qui avait été proposé et agité depuis un an entre le ministre de Hollande et les siens; qu'il avait cru montrer sa modération et qu'il examinerait le traité que Votre Majesté m'ordonnait de lui communiquer. Sur la conclusion de mon discours pour presser ses résolutions, l'empereur dit qu'une matière si importante exigeait de longues délibérations; qu'il verrait cependant ce qu'on pourrait me dire avant le départ de mon courrier.

« Il m'ordonna de remettre le traité au comte de Kaunitz ; je trouvai ce ministre dans l'anti-chambre de l'empereur et lui demandai quand je pourrais l'entretenir, après lui avoir dit en deux mots que j'avais à lui remettre la copie d'un traité dont je venais de rendre compte à l'empereur.

« On en avait des nouvelles avant l'arrivée de nos courriers, et le comte de Kaunitz me dit qu'il en savait la signature du 25 mars. L'ambassadeur de Venise m'en avait parlé de même et expliqué la plupart des articles.

« Après cette première diligence pour informer le comte de Kaunitz, je parlai à M. le comte d'Harrach, qui me parut assez ému, se plaignant fort de leurs alliés, « Enfin, voilà nos bons amis, me dit-il, mais est-ce que l'on donne le bien des gens ? » Ensuite, il me parla sur diverses particularités dudit traité, me disant : « Je vous avais bien dit, monsieur, que l'Angleterre et la Hollande ne songeaient qu'à leurs intérêts, ils nous donnent une portion de la monarchie d'Espagne, qui ne se peut soutenir. Que faire de la Flandre ? Comment conserver les Indes sans armée navale ? Il

faut que M. l'archiduc soit toujours à la merci du roi pour l'Espagne, et dans la dépendance de l'Angleterre et la Hollande pour les Indes? » — Je lui dis : « Monsieur, si vous considérez la portion de la monarchie d'Espagne, qui est destinée à M. l'archiduc, pour l'usage qu'en font les Espagnols et que nous jugions de même de celle qui nous regarde, vous m'avouerez que la nôtre est bien médiocre. Vous savez que les royaumes de Naples et de Sicile sont engagés de manière que le roi d'Espagne n'en retire presque rien ; mais, quand un prince aussi bien élevé que M. l'archiduc, et qui, dans un âge peu avancé, donne déjà de grandes espérances, sera le maître, vous trouverez, monsieur, que l'empire des Indes et les Espagnes, bien gouvernés, font un état très puissant. Je sais ce que l'on tire seulement des deux Castilles ; et, si la misère du gouvernement d'Espagne fait fondre pour ainsi dire tout l'or des Indes entre leurs mains, il ne faut qu'un prince un peu éclairé pour relever une puissance plus accablée de son propre poids, et par l'ignorance de ses ministres, que de sa faiblesse naturelle. » Enfin,



Sire, après quelques soupirs et des plaintes d'être abandonnés par des alliés qu'ils avaient seuls soutenus à la veille de leur ruine totale, M. le comte d'Harrach en est venu aux regrets de n'avoir pas traité directement avec moi. « N'était-il pas plus raisonnable, m'a-t-il dit, que des princes, si proches parents et si remplis de religion et d'équité, convinssent entre eux ? » — Je lui ai dit : « À cela, M. le comte, la réponse est aisée, et vous trouverez bon que je vous explique la conduite de Sa Majesté.

« À peine la paix a-t-elle été conclue que le roi nomma MM. de Tallard, d'Harcourt et moi pour aller auprès de l'empereur, du roi d'Espagne et du roi d'Angleterre. Je serais parti en même temps que les deux premiers, si la mort de mon père, qui survint alors, ne m'eût fait supplier le roi de me donner quelques mois. » (J'ai cru, Sire, pouvoir donner cette raison, laquelle ne m'a pas retenu, comme Votre Majesté le sait.) « J'arrivai, il y a deux ans ici, et vous savez, M. le comte, que l'empereur n'a eu personne auprès du roi que plus de quinze mois après. Je trouvai une telle froideur

à Vienne et si différente des honneurs que l'on m'avait rendus à mon premier voyage, que j'en marquai mon étonnement à M. le comte de Kaunitz et lui en fis quelques plaintes, ayant été un mois entier sans que personne mit le pied chez moi; quelques-uns même de mes anciens amis, qui avaient envoyé demander heure pour y venir, s'en excusèrent. Vous savez, monsieur, que les principaux d'entre vous ne m'ont invité chez eux qu'après m'avoir fait l'honneur de venir manger chez moi, et honteux, pour ainsi dire, de ne pas faire les honneurs de leur cour à un étranger. Enfin, je puis dire que les honnêtetés que j'ai reçues dans la suite, je me les suis attirées. Le feu comte de Kinsky et plusieurs autres ne sont jamais venus chez moi. Ces traitements, si différents de ceux que l'on faisait autrefois aux envoyés du roi et dont je ne pouvais me dispenser d'informer Sa Majesté, commencèrent à la persuader du peu de bonne volonté de cette cour. Elle fut confirmée dans cette opinion par l'affaire qui m'arriva chez M. l'archiduc, la dureté sur les justes satisfactions demandées par le roi et qui

n'ont été accordées que par la crainte de rompre un commerce qui vous mettait à la merci de l'Angleterre et de la Hollande, n'ayant plus aucune voie de traiter directement avec Sa Majesté. À toute cette conduite, pouvait-on croire à un désir bien sincère de l'empereur de se lier d'intérêts avec le roi? et je crois pouvoir vous dire, monsieur, que l'on n'a écouté les premières propositions que lorsque j'étais prêt à quitter votre cour, par le refus de la satisfaction que le roi demandait, laquelle, comme vous le savez, M. le comte, n'a pas été accordée de fort bonne grâce. » « Le comte d'Harrach m'interrompit pour me dire; « Monsieur, sur ce que l'on ne vous a point parlé d'abord, c'est premièrement parce que l'empereur a toujours cru être le seul et véritable héritier de la monarchie d'Espagne, et puis, avant votre arrivée ici, le roi était déjà convenu avec le roi d'Angleterre et les Hollandais sur le prince électoral de Bavière. » — Je dis: « Sur cela, monsieur, je crois pouvoir répondre qu'il n'y avait rien de réglé avant mon arrivée; mais si, depuis, le roi à consenti à quelque chose en faveur du prince

électoral, sa même modération paraissait toujours, et, ce prince mort, vous deviez montrer plus d'envie que d'éloignement de traiter avec Sa Majesté. » — Sur cela, le comte d'Harrach me dit : « Mais, n'y a-t-il plus rien à négocier, tout est-il fini ? » — Je dis : « Monsieur, vous voyez un traité conclu. — Pour ce traité, monsieur, nous n'y pouvons consentir. » Je répondis : « Le roi m'ordonne de renvoyer mon courrier au plus tard dans huit jours. Il souhaite passionnément que l'empereur entre dans des conditions où la modération du roi parait entière ; je verrai, monsieur, entre-ci et huit jours ce que vous me ferez l'honneur de me dire, et j'en rendrai un compte fidèle à Sa Majesté. » Voilà, Sire, notre première conversation.

« J'allai de là chez le comte de Kaunitz, qui me parut très réservé, très silencieux et étonné. Comme il ne me répondait que peu de paroles, je m'étendis moins qu'avec le comte d'Harrach. Après m'avoir écouté quelque temps, il me dit : « Voilà ce que MM. de Boufflers et de Portland avaient négocié avant la paix. » Je l'assurai du contraire, et il me répliqua : « Il y a quelqu'un là-

haut (en montrant le ciel) qui travaillera encore à ces partages.» Je lui dis : « Le quelqu'un en approuvera la justice. — Cela est pourtant nouveau, me dit-il, que le roi d'Angleterre et la Hollande partagent la monarchie d'Espagne. Et ce tiers, dont vous nous menacez, où est-il ? je ne le connais pas. Quoi ! les Hollandais donneront des royaumes ? » Comme il s'en prenait vivement au roi d'Angleterre et aux États-Généraux, je lui dis : « Monsieur le comte, trouvez bon que je les excuse auprès de vous. Les deux puissances viennent de soutenir une guerre qui leur a beaucoup coûté, et rien à l'empereur ; car, enfin, vous n'avez fait de dépense que contre les Turcs : vous aviez quelques troupes en Italie, qui ne vous coûtaient rien, et deux seuls régiments de houssards dans l'Empire, qui ne vous coûtaient rien aussi. L'Angleterre et la Hollande ont donc soutenu tout le fardeau. Croyez-vous ces gens-là bien pressés de se rengager dans une nouvelle guerre pour vos seuls intérêts, quand le roi se met à la raison et marque par sa modération qu'il ne veut que le repos et la tranquillité de l'Europe ? » Je lui remis le

traité, et ainsi finit notre conversation, au moins n'y eut-il rien de plus essentiel.

« Le jour d'après, le comte d'Harrach me pria à dîner ; il but à la bonne union de Votre Majesté et de l'empereur. Il est assez poli naturellement, et me le parut encore plus ce jour-là. Après le repas, il me dit : « Voilà le traité que M. Hop a remis à l'empereur. Vous voulez bien que je vous fasse voir qu'il y a entre autres deux choses insoutenables sur les articles IV et IX. Quoi ! obliger l'empereur de priver ses successeurs de la réversion légitime de leur bien ! Et, si le malheur voulait qu'il ne restât qu'un prince de toute la maison d'Autriche, l'empereur pourrait-il consentir à le priver de toute la succession d'Espagne ? Il faut donc faire la guerre et tout risquer. D'ailleurs, le Milanais est un fief de l'Empire. Depuis quand le roi d'Angleterre et les Hollandais veulent-ils être empereurs ? car c'est à l'empereur à le donner, comme Charles-Quint l'avait donné à son fils. » — Je lui dis : « Monsieur, si la seule difficulté était de le donner, pourvu que l'empereur ne le donnât pas à son fils, ou que, pour mieux dire, il le

donnât suivant les articles du traité, cela n'arrêterait peut-être pas. Mais je ne suis pas étonné que des puissances, qui veulent conserver l'égalité, seul fondement du repos public, ne consentent pas qu'un empereur, dont les dernières conquêtes augmentent considérablement la puissance, y puisse joindre les Indes, les Espagnes et la Flandre. — Monsieur, dit-il, tout cela n'est rien, car nous ne pouvons pas les soutenir. Nous parlons ici comme honnêtes gens, et, pour moi, sans aucun ordre de l'empereur. Mais, prenez la portion que vous offrez à M. l'archiduc et laissez-nous le reste. » À cela je répondis : « Monsieur, je manderai ce que vous me direz, et n'ai d'autre pouvoir que celui-là, comme vous le croyez bien, après la conclusion d'un traité. » — Il me dit encore : « Mais je parle de moi-même et non de la part de l'empereur ; le mal est, monsieur, que l'on n'ait pas traité avec vous et directement. »

Le reste de la dépêche du marquis de Villars roulait sur d'autres points indifférents à la négociation.

Cependant l'empereur, ayant véritablement dessein de se lier d'intérêt avec le roi, travaillait vivement avec ses ministres à en trouver les moyens [254]. Une matière de cette importance méritait de sérieuses délibérations, et les comtes d'Harrach et de Kaunitz n'oublièrent rien pour convaincre le marquis de Villars que l'on ne voulait rien moins que l'amuser, et qu'il serait content des propositions qu'ils avaient à lui faire.

Dans la dernière conversation qu'il eut avec le comte d'Harrach, ce ministre lui dit que le mémoire de ce qu'il devait lui dire était fait, mais qu'une maladie du comte de Kaunitz l'empêchait de pouvoir assister de deux jours à la lecture que ces deux ministres devaient lui en faire ; que lui, comte d'Harrach, ne voulait point la faire seul, parce qu'en matière si grave il ne risquerait pas d'en prendre sur lui seul les interprétations ni les réponses. Le marquis de Villars lui répondit que, puisque deux ministres si habiles prenaient la précaution de ne vouloir pas négocier séparé-



ment, il les assurait d'avance qu'il n'en prendrait pas moins; qu'il enverrait le mémoire et qu'il écrirait en leur présence ce qu'il croirait pouvoir y être ajouté.

La maladie du comte de Kaunitz à Laxembourg différa de quelques jours la lecture du mémoire par le comte d'Harrach; mais enfin, ces deux ministres s'étant rejoints à Vienne, ils donnèrent rendez-vous au marquis de Villars et lui lurent deux mémoires, l'un dont il pouvait faire part à M. Hop et l'autre dont ils demandèrent que Sa Majesté seule eût connaissance.

Le premier contenait des plaintes de l'empereur, premièrement de ce que, le roi catholique encore vivant, on avait fait un traité de partage de la monarchie d'Espagne, malgré tous les égards qui se devaient à un si grand roi, et aux héritiers respectables de cette grande monarchie; en second lieu, de ce qu'on n'observait dans ce traité ni égalité ni décence, puisqu'on y lisait cette condition injurieuse à l'empereur, que, s'il n'acceptait

le présent traité dans l'espace de trois mois, lui, empereur, premier héritier, n'aurait aucune portion de cette monarchie quand la succession en serait ouverte; qu'au surplus il était bien juste que l'empereur se concertât avec le roi sur ces matières, mais qu'il ne ferait rien qu'après le retour d'un courrier qu'il envoyait en Espagne, la religion, la probité et la bienséance exigeant que l'on sût au moins ce que pensait le roi d'Espagne sur le partage de ses biens.

À l'égard du second mémoire, les ministres de l'empereur déclarèrent au marquis de Villars qu'il était pour lui seul et qu'il ne devait pas être communiqué au sieur Hop. Il contenait, premièrement la surprise où était l'empereur que le roi eût voulu traiter de la succession d'Espagne avec des puissances étrangères, quoiqu'elles n'eussent nul droit sur aucune portion de cette monarchie, dont le roi et l'empereur pouvaient seuls être héritiers. Il portait, en second lieu, que l'union étant entièrement rétablie entre ces deux princes, seuls

intéressés dans la succession, l'empereur ne souhaitait rien tant que de s'entendre directement avec le roi, sans participation des médiateurs qui s'étaient introduits eux-mêmes ; enfin, que l'empereur, ayant trois mois pour se déterminer, il serait facile de les employer à traiter avec le roi, remettant à Sa Majesté ou de donner les pleins pouvoirs au marquis de Villars, ou d'agréer que l'empereur les envoyât au comte de Sinzendorff.

Ce dernier mémoire ajoutait que, si le roi voulait faire un traité avec l'empereur, on pouvait laisser celui de partage tel qu'il était et en faire un autre pour le garder secret jusqu'au temps de l'exécution ; que cependant l'empereur accepterait dans les formes le traité déjà fait, tandis que l'on ferait sous main une négociation particulière pour un nouvel arrangement.

Le marquis de Villars écrivait, et ces premiers discours ne paraissant suivis d'aucun autre, il en marqua son étonnement aux ministres de l'empereur et leur dit, qu'ayant déjà mandé au roi les

premières paroles du comte d'Harrach, Sa Majesté serait très surprise si ces mémoires, si attendus, ne contenaient que des propositions si générales.

À cela, les ministres répondirent : « Avez-vous des pouvoirs pour traiter ? L'on n'en peut dire davantage dans un préliminaire ; l'on s'expliquerait plus amplement, mais ce serait inutilement. » — Le marquis de Villars répondit : « Je n'ai aucun pouvoir que d'entendre ; mais vous ne dites rien sur le traité. » Le comte d'Harrach reprit : « Quand le roi donne trois mois, c'est pour traiter ; autrement, il n'y aurait qu'à dire oui ou non à la fin des trois mois. Voulez-vous, ajouta-t-il, que l'on vous en dise davantage ? L'empereur n'admettra jamais le point de la succession ; si Dieu voulait nous affliger jusqu'à nous faire perdre un de nos deux princes, jamais Sa Majesté impériale ne pourrait consentir à voir sortir de sa maison la monarchie entière. Elle trouvera encore des amis et hasarderait tout ; elle ne consentira jamais pareillement à abandonner le Milanais, mais elle cé-

dera volontiers toutes les Indes. — « Quelle proposition ! répondit le marquis de Villars : dans vos premiers discours, vous parliez de donner la portion entière de M. l'archiduc. Vous pouvez, monsieur, faire savoir cette dernière proposition par le comte de Sinzendorff. Je ne me charge pas de la mander à Sa Majesté. »

Le comte de Kaunitz prit la parole, et dit : « Mais, monsieur, dites-nous quelque chose. Je n'ai jamais pensé que l'empire des Indes, offert d'abord tout entier, fût une bagatelle en échange des royaumes de Naples et de Sicile ; car, pour le Milanais, vous n'en voulez que pour M. le duc de Lorraine. Si, d'ailleurs, le roi a tant d'envie de la Lorraine, l'empereur cherchera comment accommoder M. le duc de Lorraine. » Le marquis de Villars fit voir sur cela que le roi ne pouvait désirer la Lorraine que pour finir un procès, la situation de ce petit état ne pouvant jamais donner aucune inquiétude ; que le revenu en était médiocre pendant la paix et pendant la guerre ;

qu'enfin, soit que le souverain fût dans les intérêts du roi ou qu'il s'en éloignât, son pays ne pouvait se dispenser de loger des troupes et de donner des quartiers d'hiver.

Les ministres de l'empereur ne concluant rien de positif, le marquis de Villars les pria de le faire, et ils lui répondirent que, si le roi voulait traiter à Vienne, il n'y avait qu'à envoyer des pouvoirs au marquis de Villars; que, si Sa Majesté, au contraire, voulait traiter avec le comte de Sinzen-dorff, ils lui en enverraient dès qu'elle leur aurait fait savoir sa volonté; qu'enfin, le plus sûr pour abrégé était de traiter à Vienne, parce que nos courriers font plus de diligence que ceux de l'empereur.

Le marquis de Villars répliqua que, pour accourcir une négociation, il fallait que les deux partis le voulussent; qu'il y avait vingt-trois jours qu'il attendait une réponse dont il était forcé d'avouer qu'il n'était pas satisfait, ce qui lui faisait désirer de n'être pas chargé de cette grande

négociation, premièrement, parce que le roi serait mieux servi par les ministres qui étaient auprès de Sa Majesté que par lui, et, en second lieu, parce qu'ayant espéré plus d'ouverture, il en trouverait beaucoup moins qu'il n'avait lieu d'en attendre ; qu'ainsi, l'intérêt du roi le portait à lui représenter celui que Sa Majesté avait en toute façon de voir décider sous ses yeux une matière si grave. Cette réponse fut accompagnée de toute la froideur imaginable.

« Mais ne voit-on pas chez vous, dirent les ministres, que l'intérêt de Dieu et celui de nos maîtres veut qu'ils soient unis ? Et quel fond la France peut-elle faire sur des puissances qui, après avoir été liées à l'empereur par des traités, lui manquent néanmoins si ouvertement ? Attendez-vous à la même conduite de leur part à la première occasion. Quelque faible que soit la santé du roi d'Espagne, on peut espérer encore qu'elle ira plus loin que celle du roi Guillaume ; en ce cas, le roi aurait la gloire de rétablir la religion

et le roi d'Angleterre dans ses royaumes. On peut traiter secrètement et paraître entrer dans le traité de partage ; et, le roi d'Espagne mort, chacun pourrait prendre les portions qui conviendraient le mieux au roi et à l'empereur. On ne peut convenir que nous ne soyons les maîtres de l'exécution. »

Les deux ministres ajoutèrent que l'Italie entière s'opposerait à voir le roi maître d'états qui lui ouvriraient la conquête aisée de tout le reste.

Le marquis de Villars fit sur cela la réponse qui se présentait naturellement, savoir que l'Italie craindrait encore plus l'empereur, dont les droits certains ou supposés la soumettraient tout entière.

Le comte de Kaunitz reprit : « Les droits de Charlemagne, quoique très anciens, seront mieux soutenus par la France que les nôtres, sans contredit meilleurs et plus modernes, et l'on verrait bientôt le pape à Avignon, si les royaumes



de Naples et de Sicile appartenaient à un de vos princes. »

Le marquis de Villars répondit que le pape, Rome et toute l'Italie se croiraient plus tranquilles, le Milanais étant possédé par un prince particulier, que quand ils verraient l'empereur les environner de toutes parts, que c'était le sentiment de Rome entière que la république de Venise aimerait mieux M. de Lorraine à Milan que tout autre.

« Mais, quand vous aurez Naples et la Sicile, répondirent les deux ministres, quelle sera leur ressource pour se défendre d'être entièrement dans votre dépendance, avec toutes vos forces maritimes capables d'asservir ou d'intimider toute la Méditerranée ? » La conférence finit à ces paroles, qui n'allèrent à rien plus.

Pendant cette négociation, le marquis de Villars avait ordre de veiller toujours à ce qui regardait la guerre commencée dans le Nord. Les royaumes de Suède et de Danemark, la Prusse, la

Pologne, le Czar, faisaient des propositions pour s'unir à la France ou à l'empereur et promettaient également à ces deux puissances d'embrasser leurs intérêts sur la division que causerait apparemment la mort prochaine du roi d'Espagne. Enfin, toute l'Europe était ébranlée et tout préparait un embrasement général, qui ne pouvait être étouffé que par une sincère union du roi avec l'empereur.

M. le duc de Savoie, de son côté, prenait des mesures, et son ambassadeur, qui était dans la plus vive agitation, avait de fréquentes conférences avec les ministres de l'empereur, fort souvent aussi avec le marquis de Villars et avec les ministres des puissances maritimes. Mais, à travers tous ses discours, il était aisé d'apercevoir que son maître cherchait à se donner à qui lui serait le meilleur parti.

Cependant le marquis de Villars reçut une dépêche du roi, datée du 16 de juin. Elle marquait une opinion formée que l'empereur n'agissait pas

de bonne foi avec Sa Majesté; que les propositions de traiter directement étaient plutôt causées par une secrète vue d'éloigner le roi des mesures prises avec l'Angleterre et la Hollande, que par le désir sincère de partager la monarchie d'Espagne avec le roi, que l'intention de l'empereur était de profiter de la résolution qu'il croyait prise par le roi d'Espagne de déclarer l'archiduc son unique héritier, et qu'il songeait à s'attacher le duc de Savoie, dont les forces étaient nécessaires pour faciliter l'exécution de ce dessein.

Les retardements des ministres de l'empereur, qui différaient toujours à s'expliquer, augmentaient encore les soupçons du roi et le fortifiaient dans l'intention de s'en tenir au traité de partage.

Au fond, le roi n'avait jamais compté que l'empereur voulût, de bonne foi, partager avec lui la monarchie d'Espagne; et l'empereur, pensant la même chose de Sa Majesté, chacun avait commencé par prendre des mesures tout opposées à ce dessein apparent. L'empereur était persuadé

que ses anciens alliés entreraient plus vivement dans ses intérêts, et le roi croyait beaucoup faire de diviser une ligue qui avait causé une guerre si longue et si cruelle.

Sa Majesté avait eu cette vue en traitant la paix de Ryswick, et les premières instructions qui furent données au marquis de Villars lui prescrivait d'inspirer aux diverses cours de l'Empire, dont les ministres étaient à Vienne, que leur intérêt devait être uniquement de craindre la trop grande puissance de l'empereur, la mort prochaine du roi d'Espagne pouvant réunir de si grands états.

Il y avait plusieurs siècles que les maisons de France et d'Autriche étaient ennemies irréconciliables. La guerre finie n'avait pas dissipé les défiances, et ce furent ces inquiétudes mutuelles qui empêchèrent la véritable union, qui, pourtant, selon la pensée du marquis de Villars, était plus sincèrement désirée par l'empereur que l'on ne voulait se le persuader en France.

Le sieur Hop, ministre d'Angleterre et de Hollande, confia au marquis de Villars le peu de satisfaction qu'il avait du silence et des froideurs des ministres de l'empereur, sans que ses plaintes sur cela pussent faire penser qu'il eût aucun soupçon d'une intelligence plus vive de leur part avec le marquis de Villars.

Effectivement, les ministres de l'empereur paraissaient fort piqués contre l'Angleterre et la Hollande, et le marquis de Villars était extrêmement attentif à ne pas donner au ministre de ces puissances le moindre soupçon des desseins que l'empereur pouvait avoir de se lier avec le roi. Il était trop important dans la conjoncture présente, et vu les mesures du traité de partage, que le ministre du roi parût n'avoir rien de réservé pour le sieur Hop. Celui-ci ayant voulu, sur le retour d'un courrier de Madrid, presser le comte d'Harrach de s'expliquer plus clairement que la cour de Madrid n'avait encore fait, ce ministre lui répondit froidement et même avec hauteur : « Dans la

fin des trois mois, l'empereur fera déclarer ses intentions. »

La cour de Vienne n'oubliait rien cependant pour se faire de puissants amis dans l'Empire. Le plus considérable était l'électeur de Brandebourg, qui, voulant obtenir le titre de roi, promettait à tout événement des secours à l'empereur, auquel le duc de Savoie paraissait encore vouloir se lier.

L'ambassadeur de ce prince à Vienne se donnait un grand mouvement qu'il prétextait, — parlant au marquis de Villars, — des difficultés qu'il trouvait auprès des ministres de l'empereur pour l'acquisition de divers fiefs que son maître voulait avoir. Mais tous les soins que cet ambassadeur prenait pour se cacher ne découvraient que mieux ses véritables desseins au marquis de Villars.

Il revint alors un courrier de Madrid à Vienne, envoyé sur la nouvelle du traité de partage. Les ministres de l'empereur dirent seulement au marquis de Villars que le roi d'Espagne avait appris

une si dure nouvelle avec une grande fermeté, que ce prince en écrivit quatre lignes de sa main à l'empereur, par lesquelles il lui mandait que tous les grands de son royaume lui avaient témoigné leur indignation d'un pareil traité et qu'ils l'avaient tous assuré que, pour en empêcher l'exécution, ils étaient prêts à sacrifier leurs biens et leur vie.

Le prince de Schwartzemberg n'était pas des conférences, mais il était très bien avec l'impératrice, et, par conséquent, informé de ce qui s'y traitait. Il dit au marquis de Villars : « Souvenez-vous, monsieur, des premiers discours que je vous ai tenus : gens plus considérables que moi ont parlé ; mais je vous répète que rien ne sera si avantageux à nos maîtres qu'une bonne intelligence et un partage concerté entre eux ; car, pour celui qui est réglé par le traité, jamais il n'aura lieu. »

M. de Torcy envoya au marquis de Villars une relation exacte de tout ce qui s'était passé entre

lui et le comte de Sinzendorff sur les ordres que celui-ci avait reçus de l'empereur, et tout aboutissait à dire que ce prince ne consentirait jamais à envoyer l'archiduc son fils en Espagne. Toutes les conditions que proposait le comte de Sinzendorff étaient inférieures à celles que les ministres de l'empereur avaient faites au marquis de Villars et sur lesquelles ils avaient demandé un profond secret. Ainsi, le fort de la négociation était à Vienne.

On fut porté à croire à la cour de France que le roi d'Espagne demandait l'archiduc auprès de lui. En effet, la raison voulait assez, vu l'infirmité du roi, que ce jeune prince fût à portée de recevoir la succession de la monarchie dès qu'elle serait ouverte. Ainsi, le marquis de Villars avait grande attention à observer toutes les démarches de l'archiduc, afin de pouvoir en informer le roi avec une extrême diligence ; il aurait même pris la précaution de dépêcher un courrier en droiture à Toulon, où il savait qu'on armait un grand nombre de vaisseaux pour avertir les comman-



dants de la marine en cas que l'archiduc eût pris la route d'Italie, afin qu'à tout événement, si nos généraux de mer avaient ordre de traverser le passage de ce prince en Espagne, ils fussent promptement informés de ce dessein.

Durant ce temps, la guerre de Livonie commencée partageait l'Empire. Les princes opposés au neuvième électorat soutenaient le parti qu'ils croyaient le moins attaché à la cour de Vienne. D'une autre part, l'empereur, mal satisfait de l'Angleterre et de la Hollande, s'attachait tous ceux qui étaient le moins liés avec ces deux puissances, et, comme on l'a déjà dit, jamais l'on n'avait vu tant de dispositions à un embrasement universel dans l'Europe.

La négociation à Vienne était d'autant plus délicate que le roi et l'empereur avaient le même intérêt de la cacher aux puissances maritimes.

L'empereur observait cependant moins d'égards et se plaignait assez vivement de leur conduite, tandis que ses ministres n'oubliaient

rien pour persuader le marquis de Villars et pour prouver que l'unique intérêt de leurs maîtres était une liaison étroite entre eux. Ils alléguaient pour raisons que le crédit du roi Guillaume était perdu en Angleterre; que ce prince était brouillé avec les parlements d'Angleterre et d'Écosse; que sa santé n'était pas moins dangereusement attaquée que celle du roi d'Espagne; qu'enfin l'Europe n'était pas en état de s'opposer au partage légitime et convenable que le roi et l'empereur pourraient faire. Ils ajoutaient à ces raisons les troubles commencés par la guerre du Nord, où se trouvaient intéressés la Suède, la Pologne, le Czar et l'électeur de Brandebourg; que l'électeur de Bavière était dévoué au roi; que l'Italie ne pouvait se dispenser de souscrire aux décisions de Sa Majesté et de l'empereur. Pour tout dire, il ne fut omis par les Impériaux aucune des raisons spécieuses et solides qui pouvaient nous ébranler.

D'un autre côté, le marquis de Villars donnait peu d'espérance que le roi ne s'en tint pas au trai-

té de partage. Les difficultés paraissaient rouler principalement sur le Milanais, que l'empereur voulait absolument conserver. Le point de la succession était tel aussi que l'empereur ne l'abandonnerait jamais.

Le marquis de Villars mandait au roi que, si le comte de Sinzendorff laissait entendre que l'empereur pouvait enfin céder le Milanais, il était persuadé que l'on trompait ce ministre, suivant la maxime assez établie dans le ministère, que, quand une cour en veut tromper une autre, elle commence par tromper son ambassadeur même. Enfin, le marquis de Villars assurait le roi qu'il ne devait jamais attendre de l'empereur une véritable et formelle renonciation au Milanais.

Il était bien vraisemblable que les principaux États de l'Italie craignaient le voisinage du roi. Aussi, Loredano, ambassadeur de Venise à Vienne et l'une des meilleures têtes du sénat, dit au marquis de Villars : « L'Angleterre et la Hollande ne peuvent donner au roi une plus grande marque de

leur estime et de leur respect pour lui qu'en désirant qu'il n'ait pas la Flandre, et je crois toute l'Italie bien disposée à donner au roi votre maître la preuve des mêmes sentiments, en ne lui souhaitant pas le Milanais. »

Le sieur Hop était persuadé que les Vénitiens s'unissaient avec l'empereur et que le duc de Savoie était dans les mêmes intentions. Le marquis de Villars jugeait de même, par les démarches de cet ambassadeur, qu'il travaillait à un traité secret avec l'empereur.

Dans ces entrefaites, on vint à croire que le prince de Vaudemont, gouverneur du Milanais, était dévoué à la France, et le bruit courut que le roi d'Espagne l'avait fait arrêter. Mais cette nouvelle fut bientôt détruite, aussi bien que les soupçons que l'on voulait prendre contre le prince de Vaudemont le fils, homme de beaucoup de mérite.

Cependant le sieur Hop reçut des ordres d'Angleterre et de la Hollande de presser la cour

de Vienne. Il représenta que le temps était précieux, et que, si l'empereur voulait le perdre, ses maîtres étaient déterminés à n'en pas user de même. Toutes ces instances n'attirèrent des ministres de l'empereur que des réponses froides et ambiguës ; ils se contentèrent de dire au sieur Hop qu'ils attendaient des nouvelles d'Espagne, sans lesquelles l'empereur ne pouvait prendre aucun parti, et, d'une autre part, ils assuraient le marquis de Villars que leur maître voulait traiter avec lui. Cependant le comte de Sinzendorff était persuadé que la négociation se ferait en France, par conséquent qu'il en serait chargé, et le marquis de Villars faisait ce qui était en son pouvoir pour que cela fût ainsi, persuadé qu'il était de la dignité et de l'intérêt du roi qu'un traité important se fit sous ses yeux.

Le comte de Sinzendorff ayant fait de grandes instances pour changer dans le traité de partage l'article ix, qui réglait la succession et qui portait le choix d'un tiers, le roi, après avoir communi-

qué ces projets de changement au roi d'Angleterre et au pensionnaire Heinsius, manda au marquis de Villars que, si l'empereur déclarait n'exiger d'autre changement que celui de l'article en question, on pouvait y travailler et lui donner satisfaction; mais, qu'avant tout, il fallait être sûr que cette difficulté serait l'unique.

Le roi [255] apprenait encore une grande nouvelle au marquis de Villars: c'est que tous les conseillers d'État à Madrid, à l'exception d'un seul, avaient été d'avis de lui demander un de ses petits-fils pour successeur du roi d'Espagne, regardant ce moyen comme le seul qui pût empêcher la division de leur monarchie.

Rien n'était plus propre que ces nouvelles à faire expliquer les ministres de l'empereur. Cependant, comme le marquis de Villars ne laissait presque point d'espérance que le roi pût se désister du traité de partage, le comte d'Harrach lui dit que son silence les engageait à le garder aussi et que c'était à eux à chercher leurs convenances

dès que le roi ne voudrait pas suivre ses véritables intérêts, qui étaient certainement de s'entendre avec leur maître.

Le duc de Molés, ambassadeur d'Espagne, arriva à Vienne le 10 juillet et eut d'abord audience de l'empereur. Il apporta l'ordre de la Toison d'or pour le prince de Vaudemont le fils et apprit au père qu'il était confirmé pour trois ans encore dans ses gouvernements de Milan. On dit aussi que cet ambassadeur apportait un testament du roi d'Espagne en faveur de l'archiduc. Enfin, l'on répandait quelquefois le bruit d'une ligue des princes d'Italie avec l'empereur ; ce que le marquis de Villars avait grande attention de démêler. Cependant, il crut toujours que ces bruits de ligues n'avaient aucun fondement réel, et l'événement fit bien voir qu'il ne s'était pas trompé.

La cour impériale prit la résolution d'aller passer le mois d'août à Neustadt. L'électeur Palatin et l'électrice furent du voyage, et le marquis de Villars suivit. Les ministres de l'empereur y

apprirent la résolution que les conseillers d'État à Madrid avaient prise de donner la monarchie entière à un des fils de monseigneur le dauphin, et dirent au marquis de Villars que cette nouvelle ne leur causait point d'inquiétude, parce que, si le roi refusait les offres qu'on lui faisait, c'était suivre le traité de partage, beaucoup moins avantageux pour Sa Majesté que ceux que l'on pouvait faire avec l'empereur; qu'au contraire, si elle acceptait, les mêmes puissances qui voulaient le partage s'uniraient plus fortement que jamais avec l'empereur.

Le marquis de Villars leur répondit: « Si le roi refuse les offres de l'Espagne, l'Angleterre et la Hollande n'en sont que plus confirmées dans l'exécution d'un traité où elles trouvent une tranquillité assurée, qui est le premier avantage qu'elles se proposent: vous n'avez alors rien de meilleur à faire que de souscrire au traité de partage; si le roi accepte la monarchie entière pour un des fils de monseigneur, nous n'aurons pas



beaucoup de mal à craindre de toutes les puissances qui n'ont pu nous nuire lorsqu'elles faisaient agir tant d'États qui seront pour nous, et assurément mieux gouvernés quand ils voudront faire usage de la sagesse et des conseils d'un roi qui ne leur en donnera que pour les conserver tranquilles et unis sous un même maître. Aussi, messieurs, après avoir fort examiné, vous trouverez que rien ne vous convient mieux que d'entrer dans le traité, puisque vous voyez quelque espérance de changement dans l'article qui vous faisait le plus de peine. »

Les nouvelles d'Espagne pressaient fort la cour de Vienne de se déterminer. Mais le testament que le duc de Molès faisait espérer en faveur de l'archiduc retenait les ministres, qui dirent au marquis de Villars qu'ils attendaient le retour d'un courrier d'Espagne, et que, dès qu'il serait, arrivé, ils lui parleraient plus positivement.

Cependant, comme ils prévoyaient que de certains partis leur pourraient attirer la guerre,

ils prirent la résolution de remonter la cavalerie et de recruter toutes leurs troupes qu'ils avaient conservées entières après la paix du Turc.

Le courrier de Madrid, si attendu, arriva enfin. On voulut croire que les ministres de l'empereur avoient caché son retour pendant trois jours ; mais le comte d'Harrach, pour en dissuader le marquis de Villars, lui montra une lettre du comte d'Harrach son fils, ambassadeur à Madrid, dont la date faisait voir qu'il n'y avait pas eu de mystère sur l'arrivée de ce courrier. Les conférences chez l'empereur étaient fréquentes, et l'on vit sensiblement diminuer les apparences que l'empereur pût souscrire au traité de partage. Les trois mois donnés pour se déterminer finissaient au 18 d'août ; ainsi, il restait peu de jours pour déclarer la dernière résolution.

Le roi s'attendait bien, comme il le marquait au marquis de Villars par sa dépêche du 5 d'août, que celles qui arriveraient de Madrid à Vienne, et les assurances que donnait le duc de Molès des

dispositions favorables du roi et de la reine d'Espagne pour l'empereur, empêcheraient ce prince de souscrire au traité de partage, malgré les instances réitérées de l'Angleterre et de la Hollande. Ainsi, l'on attendait avec impatience à la cour de France la résolution de celle de Vienne, qui partit le 6 d'août pour Laxembourg et le 7 pour Neustadt.

Le marquis de Villars demanda aux comtes d'Harrach et de Kaunitz s'ils voulaient attendre jusqu'au 18 à déclarer les intentions de l'empereur. Ces ministres répondirent qu'ils n'avaient pas d'ordre encore de le faire connaître : cependant, ils s'expliquèrent plus clairement à quelques ministres étrangers et ne firent aucune difficulté de leur déclarer que l'empereur ne souscrirait jamais au traité.

Le marquis de Villars était informé qu'ils ménageaient les puissances d'Italie autant qu'il leur était possible, comptant assez sur le duc de Savoie, entièrement sur celui de Modène et sur le

grand duc. Il n'y avait pas lieu d'espérer que les Vénitiens se déclarassent, et l'empereur ne se flat-tait pas non plus de faire déclarer les Génois ni le duc de Mantoue pour ses intérêts.

Quant aux États de l'Empire, la cour de Vienne se croyait assurée de l'électeur de Brandebourg, de l'électeur de Saxe, roi de Pologne, de la maison d'Hanovre, dévouée à l'empereur par le neuvième électorat [256] et par l'alliance du roi des Romains avec une princesse de cette maison ; car, il faut savoir que le neuvième électorat, étant toujours attaqué par la plupart des princes de l'Empire, il ne pouvait être solidement établi que par la protection et par l'autorité de l'empereur.

Les comtes d'Harrach et de Kaunitz, en partant pour Neustadt, dirent au marquis de Villars qu'ils ne savaient pas si l'empereur attendrait le dernier jour à faire connaître ses intentions ; mais que, quoi qu'ils eussent à lui déclarer, le meilleur

parti pour eux et pour nous serait toujours une parfaite union entre nos maîtres.

On prétendait que le roi d'Espagne avait envoyé des ordres aux vice-rois et gouverneurs de tous ses états en Italie d'y recevoir des troupes de l'empereur, auquel cas le roi mandait au marquis de Villars qu'il ferait dire au roi d'Espagne que, si cet ordre n'était révoqué, il ferait entrer en Espagne les troupes qui étaient sur nos frontières de la Catalogne et de la Biscaye.

Cependant, comme le marquis de Villars s'était rendu à Neustadt, le comte d'Harrach lui donna, le 18, la réponse de l'empereur sur la proposition qui avait été faite à ce prince d'entrer dans le traité de partage.

Cette réponse portait que l'empereur, voyant le roi d'Espagne dans une santé parfaite, étant d'ailleurs son oncle et son plus prochain héritier, il croirait manquer à toutes les règles de la bienséance, si, durant la vie de ce prince et tandis qu'il pouvait encore avoir des enfants, il entendait à

aucun partage de sa succession ; qu'il espérait que le roi ne prendrait pas cette résolution en mauvaise part ; que cependant, en cas d'ouverture de la succession, il entrerait avec joie dans les expédients qui pourraient maintenir la bonne intelligence qu'il voulait toujours conserver avec Sa Majesté ; que, quant à la nomination d'un tiers, il ne croyait pas qu'elle se pût faire, ni que le roi le voulût, puisqu'on ne pouvait disposer des états du roi d'Espagne pendant sa vie ; que si, néanmoins, on voulait avant sa mort établir ce tiers, on était disposé à tout pour l'empêcher d'entrer en possession. Telle fut la réponse de l'empereur.

Le comte d'Harrach ajouta, dans la conversation, que la menace de donner à un seul la succession de la monarchie était la plus surprenante qu'on pût imaginer ; que la liberté de donner des monarchies serait d'un terrible exemple dans le monde, et que le prétendu tiers ne pourrait être que le duc de Savoie. Mais le marquis de Villars crut démêler que les ministres de la

cour de Vienne ne craignaient rien de la part de ce prince, et il crut reconnaître, à leur tranquillité sur cela, que le duc de Savoie était en quelque commerce avec l'empereur. Il répondit au comte d'Harrach: « Monsieur, vous êtes entré en négociation sur le partage de la succession, et il n'a tenu qu'au Milanais que l'on ne soit demeuré d'accord. Or, l'état de Milan ne peut paraître d'une assez grande conséquence à tous ceux qui ont traité pour remettre toute l'Europe en guerre: donc, il n'est pas étonnant que les puissances, qui veulent l'éviter, voyant votre opiniâtreté, trouvent beaucoup de raison à négliger vos droits pour assurer le repos public, puisque vous les négligez vous-mêmes. » « — « Enfin, dit le comte d'Harrach, laissons dormir cette affaire quelques années, puisque le roi d'Espagne jouit de la santé, Nos maîtres trouveront, dans la suite, que rien ne leur peut tant convenir que de s'accommoder directement, à l'exclusion de tous les entremetteurs. »

Le comte de Kaunitz, dans une conversation assez longue qu'il eut avec le marquis de Villars, lui rappela toutes les ouvertures que le comte de Kinsky lui avait faites dans les temps mêmes où l'on savait que la France voulait prendre des mesures avec l'Angleterre et avec la Hollande. Il ajouta que le comte de Portland avait jeté les premiers fondements de cette négociation, que ces deux puissances les avaient trompés et qu'ils étaient bien sûrs qu'elles nous tromperaient de même.

Le marquis de Villars, convaincu par la réponse de l'empereur que le refus qu'il faisait d'entrer dans le partage obligerait les puissances qui l'avaient fait à suivre des mesures violentes, représenta encore au roi combien il lui serait avantageux d'entrer dans la première proposition du comte d'Harrach [257]. Il ne balança pas à s'étendre sur toutes les raisons qui pouvaient porter à prendre ce parti, sans difficulté le plus glorieux et le plus utile. Enfin, il suppliait Sa Ma-



jesté de vouloir bien y faire de nouvelles réflexions, puisque le refus de l'empereur exigeait de nouvelles délibérations.

L'on tint à Neustadt diverses conférences avec l'ambassadeur d'Espagne, auxquelles le président de guerre fut appelé, et l'on pouvait juger par les dispositions de la cour impériale, aussi bien que par sa vivacité à traiter avec les ministres étrangers, qu'elle se préparait à la guerre et à tout hasarder, plutôt que de ne pas suivre les prétentions qu'elle estimait les plus légitimes et les plus justes à la succession, d'autant plus que le roi d'Espagne joignait, disait-on, aux offres qu'il faisait à l'empereur, tous les secours qui étaient en son pouvoir pour le soutenir.

Il vint alors un courrier du comte d'Harrach, ambassadeur de l'empereur à Madrid, dont les lettres confirmaient la nouvelle déjà reçue d'une meilleure santé du roi d'Espagne ; elles portaient aussi que le roi et la reine d'Espagne avaient ramené à leur sentiment la plupart des conseillers

d'État qui avaient été d'avis d'offrir la monarchie d'Espagne à un des fils de monseigneur le dauphin.

Toutes ces nouvelles fortifiaient l'empereur dans la résolution prise de ne pas entrer dans le traité de partage. Il est vrai que le nombre de ses troupes était assez considérable ; mais le désordre dans les finances était au plus haut point, et la faiblesse de l'Espagne se pouvait comparer à l'état de la santé de son roi. Les ressources n'étaient pas proportionnées à de tels inconvénients, La principale était le miracle de la maison d'Autriche ; c'était un proverbe de la cour de Vienne, et l'on y citait une infinité d'exemples où cette puissante maison, prête à tomber, s'était relevée contre toute espérance. On attendait le reste du bénéfice du temps et du chapitre des accidents, si souvent cité dans les Mémoires du cardinal de Retz.

Le roi donna ordre alors au marquis de Villars [258] de déclarer à l'empereur que, s'il faisait entrer des troupes dans l'Italie pour s'assurer des

États du roi d'Espagne de son vivant, on serait obligé de s'y opposer. Le sieur Hop fit une semblable déclaration de la part du roi d'Angleterre et de la Hollande.

Les mêmes ordres furent envoyés au sieur de Blécourt à Madrid, et on le chargea de déclarer au roi d'Espagne que, s'il donnait entrée dans ses États aux troupes de l'empereur, le roi, aussi bien que les puissances maritimes, s'y opposeraient, et que, pour conserver la tranquillité de l'Europe, il était nécessaire que l'empereur s'engageât à ne faire aucun mouvement de troupes qui pût la troubler.

Pour dire la vérité, il n'y avait aucun fondement réel au dessein qu'on donnait à l'empereur de faire marcher des troupes en Italie. Il est bien certain qu'en plusieurs conférences où assistaient l'ambassadeur d'Espagne et le président de guerre, il avait été agité quelles mesures où pouvait prendre si la France faisait marcher des troupes vers l'Italie, et, dans ce cas, l'empereur

prétendait en faire entrer aussi par le Tyrol et par les Grisons. Mais il n'y avait aucune apparence que la cour de Vienne voulût prévenir par aucun mouvement.

Par toutes les nouvelles de Madrid, la santé du roi d'Espagne paraissait meilleure et le cardinal Porto-Carrero avait réuni la plupart des grands, des ministres et des conseillers d'État pour empêcher la division de la monarchie. Tous ces différents particuliers offraient les appointements de leurs charges, et de taxer eux-mêmes leurs propres biens pour un dessein si convenable à leur gloire et à leur utilité.

On prétendit même que le roi d'Espagne achetait des troupes des princes de l'Empire pour fortifier les garnisons du Milanais, et que l'électeur de Brandebourg offrait 8,000 hommes des siennes. Tout cela cependant ne paraissait qu'à titre de précaution de la part du roi d'Espagne, et l'empereur ne semblait pas y prendre part.

La réponse du roi d'Espagne au mémoire du sieur de Blécourt, pour empêcher ce prince d'envoyer des troupes en Italie, fut qu'il ne songeait point à y faire entrer celles de l'empereur ; mais, qu'il ne croyait pas, quand les siennes propres avaient besoin de recrues, qu'aucune puissance pût désapprouver qu'il leur en donnât, comme il ne se mêlait pas de l'entretien des troupes des autres souverains.

Cependant le marquis de Villars s'acquitta des ordres qu'il avait reçus et prit audience de l'empereur [259] pour lui déclarer que le roi désirait toujours également la continuation de la tranquillité générale et d'une parfaite intelligence avec Sa Majesté impériale ; mais que, si elle faisait passer de ses troupes en Italie, comme le bruit en était répandu, cette union serait bientôt altérée.

L'empereur fit réponse qu'il avait toujours souhaité la paix et une bonne intelligence avec le roi ; que les dernières assurances qu'il recevait des mêmes sentiments de la part du roi lui don-

naient une grande consolation ; que les bruits répandus sur la marche de ses troupes en Italie étaient sans fondement, et qu'il croyait bien que le roi n'entreprendrait rien sur les États de Sa Majesté catholique.

Il est certain que l'empereur désirait que rien ne troublât la tranquillité présente. Comme il espérait que le roi d'Espagne vivrait quelques années au-delà de ce qu'on avait cru, il se flattait que la vie de ce prince lui donnerait des occasions plus favorables de dissiper les mesures que les puissances maritimes avaient prises pour leur seul intérêt et contre les siens. Effectivement, le leur était de voir l'Espagne très faible et sous l'autorité d'un prince obligé à dépendre d'eux, supposant avec raison qu'un fils de l'empereur serait plus disposé à s'unir à l'Angleterre et à la Hollande qu'au roi de France.

L'esprit de tranquillité établi par les mutuelles promesses que s'étaient faites le roi et l'empereur, de ne la pas troubler par aucun mouvement de

troupes durant la vie du roi d'Espagne, n'empêchait pas l'empereur de vouloir que l'on s'expliquât sur le prince, auquel on prétendait faire tomber les portions de la monarchie d'Espagne, si l'empereur, auquel on les avait offertes, n'entrait pas dans le traité de partage.

Le comte de Sinzendorff eut ordre de presser le roi sur cela, et la réponse fut que le choix et la déclaration ne dépendaient ni du roi ni des puissances maritimes, et que les contractants étaient convenus de le nommer à la première réquisition qui en serait faite par la France ou par l'Angleterre, si l'empereur refusait d'entrer dans le traité. Le marquis de Villars eut ordre de faire la même réponse aux ministres de la cour de Vienne lorsqu'ils lui parleraient sur ce sujet.

Deux courriers, qui arrivèrent de Madrid, donnèrent alors quelques espérances de voir durer un peu plus que l'on ne l'avait cru la vie du roi d'Espagne. [La cour en profita] pour retarder les réponses qu'on demandait ou pour les rendre

moins favorables aux instances des puissances liguées. Elles voulaient, premièrement, que l'empereur entrât dans le traité, du moins qu'il s'engageât à n'envoyer aucunes troupes dans les états d'Espagne ni dans l'Italie ; en second lieu, qu'il ne se mit en possession, sous quelque prétexte ni de quelque manière que ce fût, d'aucune partie de la monarchie d'Espagne.

L'empereur consentit à n'envoyer aucunes troupes, hors les recrues qui seraient nécessaires, aux régiments allemands qu'il avait au service du roi d'Espagne ; mais, en même temps, il déclara qu'il réservait tous ses droits sur cette monarchie et qu'il n'entrerait en aucune façon du monde dans le traité de partage ; que, d'ailleurs, il ne pouvait regarder qu'avec peine le tiers dont on le menaçait, et, qu'enfin, il pouvait se plaindre encore avec justice de toutes les voies que l'on mettait en usage pour faire entrer dans ce traité toutes les puissances de l'Europe [260]. Cette réponse n'expliquait pas néanmoins bien claire-



ment que l'empereur, du vivant du roi d'Espagne, ne se mettrait en possession d'aucun des états de ce prince. Aussi, le marquis de Villars en fit ses représentations aux comtes d'Harrach et de Kaunitz, et ils lui répondirent que cet article était compris dans l'engagement de n'envoyer aucunes troupes en Italie.

Le marquis de Villars répliqua que cet envoi de troupes n'était pas indispensablement nécessaire pour se mettre en possession ; que les vice-rois et gouverneurs du roi d'Espagne pouvaient, sur des ordres de leur maître, reconnaître l'empereur ou l'archiduc pour souverain. Ces remontrances ne firent rien changer à la réponse, et elle fut envoyée sans modification [261].

On reçut à Vienne deux courriers de Rome, dont l'un apprenait l'extrémité et l'autre la mort du pape, arrivée la nuit du 27 au 28 de septembre. La cour de Vienne se flattait que le nouveau pontife qu'on élirait lui serait favorable et que la crainte qu'aurait toute l'Italie de se voir entre les

main du roi donnerait des amis et des alliés à la maison d'Autriche.

Le roi fit part au marquis de Villars d'une lettre du sieur de Blécourt, écrite de Madrid le 24 de septembre, et elle portait que le roi d'Espagne était à l'extrémité. Une seconde lettre du sieur de Blécourt, datée du 28, marquait que ce prince avait reçu le viatique, et le bruit de sa mort commençait à se répandre.

Cependant, un courrier du comte d'Harrach, parti de Madrid le premier d'octobre, apprit que le roi d'Espagne se portait un peu mieux, mais, qu'à la vérité, il y avait peu d'espérance qu'il pût aller bien loin.

Le marquis de Villars reçut [le 14 d'octobre] un courrier du roi avec des dépêches du 6 d'octobre et des ordres de presser l'empereur plus fortement que jamais de se déclarer sur le traité de partage, l'état de la santé du roi d'Espagne étant tel que l'on ne pouvait espérer de vie à ce prince que pour très peu de jours [262].

Il était public à Madrid que la plupart des grands d'Espagne, voulant éviter le partage de la monarchie d'Espagne et ne pouvant se flatter de la conserver entière qu'en demandant un des petits-fils du roi, avaient résolu de se mettre entre ses mains. Les troupes de Sa Majesté étaient disposées sur la frontière d'Espagne, de manière à pouvoir soutenir sans peine et sans péril le parti qui se déclarait pour un de nos princes ; les États de l'Empire étaient fort divisés, le roi y avait plusieurs princes dans ses intérêts, et, en un mot, il paraissait dangereux pour l'empereur de n'entrer pas dans le traité de partage, qui, au refus de l'empereur, nommait un tiers pour la portion destinée à l'archiduc.

Le marquis de Villars prit donc audience de l'empereur [263] et pressa ce prince de s'expliquer, en lui exposant toutes les raisons marquées ci-dessus. Toute la réponse de Sa Majesté impériale fut que ses ministres feraient savoir ses intentions au marquis de Villars.

Un second courrier [264], de la part du roi, vint apprendre au marquis de Villars qu'il en avait passé un à Paris, dépêché de Madrid, qui portait à l'électeur palatin la nouvelle de la mort du roi d'Espagne, arrivée le 2 d'octobre. Le roi mandait au marquis de Villars que, bien qu'il n'eût pas encore reçu de lettre de son ministre à Madrid, il ne pouvait douter de la certitude de la nouvelle; qu'il lui donnait ordre de prendre audience de l'empereur et de lui déclarer une dernière fois que, s'il voulait éviter la guerre, il fallait souscrire au traité de partage; qu'il envoyait le marquis d'Harcourt à Bayonne commander les troupes de France dispersées le long de la frontière d'Espagne; que le choix de ce tiers, auquel les puissances liguées destinaient la portion de la monarchie d'Espagne qui regardait l'archiduc, serait fait incessamment, et que la cour de Vienne n'avait plus de temps à perdre pour prendre un parti.

Ces deux courriers furent suivis d'un troisième [265], qui détruisait la nouvelle de la mort du roi d'Espagne. Ainsi le marquis de Villars suspendit l'audience qu'il avait eu ordre de prendre.

La cour de Vienne n'oubliait rien cependant pour se ménager des amis. Le duc d'Hanovre lui était déjà engagé par son neuvième électorat, et l'électeur de Brandebourg ne l'était pas moins par l'espoir de la dignité royale, que l'empereur voulait tenir secrète. Mais il ne fut plus permis d'en douter quand on sut que l'électeur avait déjà fait faire une couronne et tous les ornements royaux ; son traité avec l'empereur ne fut pas même ignoré, quelque envie que l'on eût de le tenir caché, et l'on sut [266] qu'un des premiers articles était d'entretenir 8,000 hommes payés, en cas de guerre pour la succession d'Espagne ; de renoncer à des anciennes prétentions de dettes de l'empereur à l'électeur et un prêt de quelques millions de florins. Tout cela était caché avec le plus grand secret qu'il était possible.

Au reste, l'empereur ne faisait point approcher ses troupes du Tyrol. Il savait bien que celles de France arriveraient les premières dans le Milanaïs, étant placées sur les frontières de Piémont, et qu'elles seraient en état de prévenir les siennes, dont les recrues se faisaient lentement [267].

Ce prince avait un moyen sûr de s'acquitter de tout ce qu'il devait à ses troupes. Il n'y avait pas un seul régiment auquel il ne fût dû des sommes considérables, et tous les officiers, craignant une réforme, consentaient à renoncer à ce qui leur était dû, pourvu qu'on les assurât qu'ils seraient conservés. L'empereur était déterminé à ne rien passer ; ainsi le profit était certain, mais l'irrésolution ordinaire de la cour et l'avidité de ceux qui profitaient des paiements empêchèrent cette épargne considérable à l'empereur, qui paya tout. Cependant, les régiments n'en reçurent pas le tiers et les deux autres allèrent au profit de ceux qui, se chargeant des assignations, trou-

vèrent le moyen de se faire payer par leur crédit et par les manèges si ordinaires dans les cours.

De toutes parts, les nouvelles de Madrid arrivèrent à Vienne, et toutes faisaient entrevoir la mort du roi d'Espagne, si prochaine, que les ministres de l'empereur ne pouvaient être surpris que le marquis de Villars les pressât de s'expliquer. La nomination d'un tiers les irritait toujours, et, malgré le péril de leurs retardements à prendre un parti, il leur était impossible de digérer une pareille menace. Ils s'assemblèrent plusieurs fois, sur les dernières instances du marquis de Villars. Ceux qui étaient chargés d'examiner une matière si importante étaient les comtes d'Harrach, de Kaunitz et de Mansfeld, le comte de Walstein, grand chambellan, et le chancelier de la cour ; mais les deux premiers avaient la principale confiance de l'empereur et avaient même traité avec le marquis de Villars sur des points dont les autres n'avaient aucune connaissance.

Le comte de Kaunitz dit au marquis de Villars : « On vous ferait des propositions que vous ne devriez sans doute jamais refuser ; mais, si vous dépendez de l'Angleterre et de la Hollande, on ne sait plus que vous dire [268]. » Après ces mots, il assura le marquis de Villars qu'il aurait une réponse dans peu, et, effectivement, il l'aurait reçue le jour même, s'il n'était arrivé un courrier, parti de Madrid le 3 d'octobre, et dont les lettres redonnaient quelque espérance sur la vie du roi d'Espagne.

Sur ces lenteurs de la cour de Vienne, il ne sera pas inutile de dire un mot de l'ordre des délibérations et des conseils qui s'y tenaient.

Les cinq ministres, qui avaient la commission d'examiner tout ce qui avait rapport à l'affaire de la succession et du traité, s'assemblaient chez le plus ancien avec un référendaire ou secrétaire, qui écrivait les diverses opinions de ces ministres, qui les mettait au net, et qui, ensuite, en rapportait l'extrait au comte d'Harrach ; celui-ci en ren-



dait compte à l'empereur et recevait son ordre décisif, à moins que l'empereur n'ordonnât que cette matière, dirigée par les cinq ministres, fût traitée encore devant lui avec tous les ministres de la conférence. Ainsi, outre leur penchant à la lenteur, leur façon particulière de traiter en apportait encore beaucoup.

Il se passait peu de jours qu'il n'arrivât divers courriers à la cour, ou en droiture de Madrid, ou par Barcelone et par Gênes, dont les uns confirmaient les apparences de la mort prochaine du roi d'Espagne et les autres redonnaient quelque espérance de voir ce prince traîner encore.

Sur ces nouvelles opposées, le comte d'Harrach, qui avait promis une réponse positive au marquis de Villars pour le 25 d'octobre, lui dit qu'il ne pouvait la lui donner encore, ni même lui marquer le jour qu'il pouvait la recevoir.

Il y eut une conférence le même jour 25, où assista le roi des Romains avec les chefs des conseils, qui, pour l'ordinaire, n'étaient pas ap-

pelés à celles qui concernaient la matière présente. Elle dura plus de cinq heures, composée du cardinal Collonits, du prince de Salm, des comtes d'Harrach, Walstein, Mansfeld, des chanceliers de Bohême et d'Autriche, du président de guerre, des comtes Jerger, Kaunitz, du vice-président de la chambre et de tous les référendaires de ces différentes expéditions. Cette conférence fut une manière de dernier conseil, où l'on voulait apparemment le consentement de tous les États pour se fixer à une dernière résolution.

Cette conférence chez l'empereur fut suivie d'une autre le même jour chez le comte d'Harrach. Elle était composée des mêmes ministres et dura jusqu'à minuit. Le jour d'après, le président de guerre et le chancelier de la cour s'assemblèrent chez le comte de Kaunitz. Ils y furent plus de cinq heures avec un seul secrétaire, et l'on jugea que c'était pour régler des marches de troupes ; on crut même que la résolution était

prise d'en faire avancer un corps considérable vers le Tyrol et la frontière de Frioul.

Il est certain que la cour de Vienne, étonnée d'abord par la nouvelle qui arriva de la mort du roi d'Espagne, et qui se trouva fausse, ne savait à quel parti se déterminer. Son horreur pour le traité de partage aurait peut-être cédé à la nécessité forcée de s'y soumettre ; mais, la nouvelle s'étant trouvée fausse, on s'ouvrit à l'espérance de quelque conjoncture plus heureuse dans la suite. La naissance d'un archiduc [269] releva les courages et l'on ne douta plus de ce qui s'appelle le miracle de la maison d'Autriche, c'est-à-dire de l'expérience de ses ressources imprévues dans les périls divers où elle se trouve exposée.

Le comte de Kaunitz dit là-dessus au marquis de Villars, qui le pressait toujours pour sa réponse « Pourquoi voulez-vous troubler par des instances fâcheuses la joie où nous sommes de la naissance de l'archiduc ? » Le marquis de Villars lui répondit : « C'est pour rendre votre joie solide

que je voudrais que, par une bonne et sage résolution, vous voulussiez bien vous ôter toute inquiétude pour l'avenir. » Le comte de Kaunitz dit en riant : « Nous y « songeons aussi. » Le marquis de Villars répondit de la même manière : « Dieu veuille que vous ne soyez pas occupés de beaucoup de soins inutiles et de trompeuses espérances ! »

Les discours des comtes d'Harrach et de Kaunitz marquaient toujours que leur parti serait bientôt pris si le roi voulait suivre ses véritables intérêts, qui n'étaient point du tout de s'unir à l'Angleterre et à la Hollande ; qu'il ne fallait point s'étonner de leurs difficultés à donner une réponse décisive sur la proposition de souscrire au traité du partage ; qu'ils en avaient eu horreur dès les premières ouvertures qu'on leur en avait faites ; et qu'ils n'avaient pu revenir de cet éloignement pendant les trois mois qu'ils avaient pour délibérer. Cette réponse fut enfin donnée par le comte d'Harrach telle qu'on la rapporte ici,

aussi bien que celle qui regardait les princes opposants au neuvième électorat. Le roi avait intérêt de les soutenir tant que durerait l'incertitude de la paix ou de la guerre, et cette incertitude ne pouvait finir que par un traité direct avec le roi. L'empereur le souhaitait fort, ne voulant point absolument consentir au traité de partage, où il refusa d'entrer pour la seconde fois : la première, quand le marquis de Villars donna les premières nouvelles de ce traité ; et la seconde, après que les trois mois que l'on avait donnés furent écoulés.

*Réponse de l'empereur, donnée le 5 de novembre 1700, à la dernière instance faite sur l'extrémité du roi d'Espagne.*

« Sa Majesté Impériale nous a commandé de vous dire qu'elle a déjà fait déclarer l'autre fois comme quoi elle croyait indécent et injuste de traiter ou de convenir de la succession ou partage de la monarchie d'Espagne pendant la vie du roi Catholique, et après les contradictions et protes-

tations qu'il a faites dans tous les endroits de l'Europe. Notre très auguste maître est confirmé dans son opinion par l'espérance qu'il n'a pas encore perdue que le bon Dieu, après la dangereuse maladie de Sadite Majesté, la remettra en pleine santé.

« Du reste, Sa Majesté Impériale réitère les assurances données qu'elle est toujours dans la même intention et désir d'entretenir avec le roi Très Chrétien une paix constante et une amitié sincère, comme aussi d'observer religieusement, du vivant du roi Catholique (pourvu que la France fasse de même), les déclarations faites en dernier lieu. »

*Réponse de l'empereur sur ce qui regarde les  
princes correspondants.*

« Sa Majesté Impériale m'a ordonné de dire à M. le marquis de Villars que, quand il a été question d'ériger le neuvième électorat, ç'a été avec connaissance du collège des électeurs; que,

quand les princes ont fait leurs premières plaintes, on leur a déclaré et réitéré la même déclaration lorsque les députés de Nuremberg ont été à Vienne, savoir que l'introduction de l'électeur ne se ferait point que l'on ne se fût entendu avec les princes : et on a donné pour cela la commission à l'électeur de Mayence. En même temps on s'est offert que, si les expédients proposés par ledit électeur de Mayence ne les satisfaisaient pas, ces princes n'avaient qu'à proposer eux-mêmes les autres expédients qui seraient praticables, et que l'empereur y apporterait toute facilité. De sorte que Sa Majesté Impériale ne croit pas qu'ils aient aucun sujet d'appeler des garanties étrangères, d'autant moins qu'il n'est pas dit un mot, ni dans les traités de Westphalie, ni dans la bulle d'or, ni dans les traités suivants, qui défende l'érection d'aucun électorat.

« De plus, l'empereur croit que l'explication de l'instrument de la paix n'appartient pas à ce nombre de princes seuls, et que cela regarderait

les autres princes compacissants [270], et l'Empire en général. De sorte que l'empereur se promet de Sa Majesté Très Chrétienne qu'elle voudra bien insinuer à ces princes de ne pas troubler le repos de l'Empire, puisque le roi sans doute sera persuadé qu'il n'y a personne qui puisse ni qui doive avoir plus de soin de leurs droits que l'empereur même, puisqu'il est de son intérêt que l'Empire demeure tranquille, et qu'il croit bien que le roi ne se servira jamais de cette occasion pour y causer quelque trouble. »

Cependant le marquis de Villars désirait, pour ses affaires particulières, pouvoir revenir en France pour quelques jours. Il écrivit même au marquis de Torcy [271] qu'il lui enverrait une copie de la route qu'il suivrait poste par poste, afin que, si le roi d'Espagne venait à mourir pendant son voyage, on sût où le prendre, et qu'il pût retourner à Vienne des portes mêmes de Paris, sans y entrer, si le service du roi l'exigeait.



Les comtes d'Harrach et de Kaunitz, instruits de ce projet de départ, dirent au marquis de Villars : « Si vous retournez en France, et que cependant le roi d'Espagne vienne à mourir, revenez ici : on termine quelquefois les plus grandes affaires en peu de moments. » Mais le marquis de Villars avait assez connu et fait connaître les intentions de l'empereur, pour que le roi fût certain que ce prince désirait véritablement un traité direct avec Sa Majesté. Elle persistait néanmoins à s'en tenir au traité de partage ; et le marquis de Villars eut ordre, par une lettre du roi, du 7 de novembre, de déclarer à l'empereur que ses troupes s'étendaient le long des frontières d'Espagne ; qu'elles occupaient le Dauphiné pour être en état de soutenir ses projets et le prince que les contractants substitueraient à l'archiduc, si l'empereur demeurerait ferme dans le refus de souscrire au traité de partage.

Au milieu de ces conjonctures, le conseil de l'empereur était extrêmement partagé, et le

comte de Jerger, homme franc et sincère, sortant d'une très longue conférence, où la matière présente avait été agitée, dit ces paroles au marquis de Villars : « Quand on me vient dire que le roi d'Espagne se porte bien, et que l'on veut même se flatter qu'il pourrait encore avoir des enfants, j'éclate de rire au nez des gens, et je leur réponds que j'ai grande foi aux miracles passés, mais que pour les présents je suis moins disposé à y croire ; que pour moi je regarde le roi d'Espagne comme mort, et qu'il faut agir comme si l'on en devait recevoir la nouvelle demain. » Le marquis de Villars lui demanda, ce cas supposé, quelle était son opinion. Il lui répondit : « Je ne vous dirai ni les sentiments des autres, ni les desseins du maître ; mais pour les miens je ne vous en ferai point de mystère, Je ne parle pas des droits de l'empereur ni de ceux de votre maître ; il n'est pas question d'en disputer. Mais ceux de votre grand roi, le plus grand qui ait jamais été, sont soutenus de sa bonne conduite et sage prévoyance : ce sont véri-

tablement les plus forts, puisqu'il les accompagne de la force de ses armes et de ses alliances. Mais enfin l'empereur en a que nous devons croire les meilleurs ; et vous ne voulez pas que l'empereur n'ait rien, lorsque vous joignez des royaumes et des états si importants à votre couronne. Vous nous offrez un partage pour l'archiduc ; et sur ce partage tel qu'il est, j'ai dit à l'empereur que M. l'archiduc serait plus heureux duc de Carniole que roi en cage. Ma pensée est donc qu'il faut se préparer à la guerre, et arracher de la succession ce que nous pourrons. »

Sur cela le marquis de Villars lui demanda ce qu'il espérait gagner par la guerre, puisqu'il convenait lui-même que l'on ne pouvait résister à un roi qui joignait aux grandes forces qu'il avait de ses propres états celles qu'il tirait encore de ses alliés. Le comte de Jerger répondit à cela : « Votre partie est fort bien faite, mais nous ne sommes pas sans ressource. J'ai fait voir à l'empereur qu'il peut entretenir cent mille hommes de guerre,

sans compter ce qu'il tirera des Hongrois à fort bas prix. Nous ne commencerons pas la guerre assurément avec des espérances si bien fondées que les vôtres ; mais, quand une fois la guerre est commencée, les événements sont incertains : et, en un mot, dans ce parti-là, il y a tout ensemble de la dignité et de la ressource, au lieu qu'en acceptant le traité, la honte, la perte et la ruine de l'empereur sont certaines. Enfin je suis pour la guerre. »

Le comte de Mansfeld suivait cette opinion, et le comte de Kaunitz ne s'en éloignait pas ; le comte de Walstein se reposait sur le miracle de la maison d'Autriche ; le président de guerre n'était plus un homme, par l'affaiblissement de sa santé qui lui permettait à peine de se faire porter au conseil ; les autres ministres inclinaient moins à la guerre, et, dans cette diversité d'opinions, on n'arrivait à aucune résolution décidée.

Les princes de Savoie, de Commercy et de Vaudemont, dont le premier aurait dû entrer dans

les conseils, voyaient avec plaisir que la guerre devenait comme inévitable, et paraissaient très surpris que l'on ne s'y préparait pas davantage. Sur tout cela le marquis de Villars pensait et mandait au roi qu'il ne s'agissait plus de presser la cour de Vienne, mais d'attendre le moment critique; qu'alors elle serait forcée de prendre un parti, et qu'en son particulier il était convaincu que ce serait le moment le plus favorable pour conclure sur-le-champ avec elle, et pour le faire avantageusement.

Dans une conjoncture où l'empereur avait si grand besoin de bons serviteurs, les ennemis du prince de Bade n'oublièrent rien pour le perdre; tant il est vrai que les cabales de cour, peu occupées des intérêts du maître, prévalent toujours sur ce qui est le plus important. Personne ne l'a tant éprouvé que le marquis de Villars, comme on le verra dans la suite de ces Mémoires, puisqu'il lui est arrivé quatre ou cinq fois, dans la dernière guerre, qu'à peine il avait tiré l'État des plus ex-

trêmes périls, que l'on affaiblissait son armée, et que même on donnait à d'autres les plus importants emplois.

Le prince de Salm soutenait le prince de Bade, et même le comte de Kaunitz faisait avertir celui-ci qu'il devait un peu diminuer certaine hauteur qui ôtait à ses amis tout moyen de le servir, et qui donnait aux ministres résolus à sa perte de fréquentes occasions de l'avancer.

Cependant on commença à songer plus vivement aux moyens de faire des fonds ; et par la levée du centième denier accordé par tous les États de l'empereur, et par un secours de l'électeur palatin, on trouva que l'on pouvait compter sur sept millions de florins d'Allemagne, faisant quatorze millions de France.

Tandis que les courtisans murmuraient de l'indolence de l'empereur et de ses ministres dans une conjoncture si importante, il arriva que l'on fit la représentation d'un opéra où l'auteur blâmait cette mollesse avec assez de liberté. Les per-

sonnages du poème étaient la Vertu, l'Honneur, la Vivacité, l'Inquiétude, la Paresse, le Vice, l'Indolence, la Confiance. À la fin, la Vertu, abandonnée de la Vivacité et de l'Inquiétude, ayant pour compagnes la Confiance et l'Indolence, se trouvait enchaînée ; et sur cela la Vivacité et l'Inquiétude tenaient des discours très forts sur les ministres, et dont le maître même pouvait s'appliquer quelque chose. Comme le roi avait fait l'honneur autrefois au marquis de Villars de lui parler avec bonté sur ce qui lui revenait de son esprit inquiet, celui-ci ne fut pas fâché de voir dans ce petit opéra combien l'inquiétude est nécessaire à la vertu. Il prit la liberté de parler au roi de cette tragédie dans les lettres [272] qu'il lui écrivait, et il osa représenter qu'une certaine inquiétude ne devait pas toujours être regardée comme un défaut ; ajoutant que, si Sa Majesté entendait raisonner les généraux allemands sur les périls qu'ils avaient courus dans les dernières guerres, elle trouverait que l'inquiétude d'un lieutenant général qui voulait

que l'on profitât de certaines occasions méritait moins d'être blâmée de présomption que louée d'un zèle ardent fondé en raisonnements solides, mais toujours soumis et respectueux pour son général.

Le 18 de novembre, le marquis de Villars reçut une lettre du roi, qui lui apprenait la mort du roi d'Espagne. Cette nouvelle fut aussi apportée à l'empereur par un courrier du comte de Sinsendorff; un autre, arrivé deux jours auparavant, y préparait. L'empereur ne vit personne pendant deux jours; mais il écrivit un mot au président de guerre, qui rassembla sur-le-champ les felds-maréchaux qui se trouvaient alors à la cour, savoir Caprara, les princes Eugène et de Commercy. Il y eut le 19 un conseil [273] chez l'empereur, qui dura plus de quatre heures. Le prince de Lichtenstein, hayo de l'archiduc, y fut admis, ce qui fit penser qu'apparemment il était question de quelque voyage pour ce prince. Le jour d'après, on délivra l'argent pour les remotes et recrues



de toutes les troupes. L'empereur donnait quarante-deux livres pour un homme de cavalerie ou d'infanterie, et cent trente-cinq livres pour un cheval. Cependant on n'envoya aucun ordre pour ébranler les troupes. Dans ce dernier conseil, l'empereur parla avec une fermeté et avec une décision qui ne lui étaient pas ordinaires, taxant même ses ministres d'une irrésolution dont cependant, s'il fallait les en croire, il devait être plus soupçonné qu'eux.

Ils passèrent ces deux jours, et la plus grande partie de la nuit, en conférences. Le marquis de Villars dit en deux mots aux comtes d'Harrach et de Kaunitz: «Voilà le moment fatal arrivé: voulez-vous prévenir les malheurs qui menacent l'Empire?» Le comte d'Harrach répondit seulement: «On vous parlera, mais il n'est pas encore temps [274].»

Le jour d'après, la nouvelle arriva que le roi d'Espagne avait fait un testament en faveur du duc d'Anjou, qu'il instituait son héritier univer-

sel. Le marquis de Villars fut informé en même temps que le roi avait fait part à l'Angleterre et à la Hollande de l'acceptation qu'il faisait du testament, et il eut ordre de le déclarer à la cour de Vienne, même que M. le duc d'Anjou avait déjà été traité comme roi d'Espagne, et qu'il devait partir le 1<sup>er</sup> décembre pour aller prendre possession de ses royaumes.

Dans ces premiers moments on prit à Vienne la résolution d'envoyer trente mille hommes des meilleures troupes en Italie, et vingt mille hommes sur le Rhin; et pour rendre complets les régiments qui devaient marcher, on tira de ceux d'infanterie qui ne marchaient pas quatre compagnies, pour mettre ce qui était détaché à seize compagnies de cent cinquante hommes chacune, et un capitaine de grenadiers; ce qui faisait deux mille cinq cent quarante hommes sur le pied complet.

On parla d'envoyer l'archiduc à Inspruck, et même il y a lieu de croire que la résolution en

était prise, le prince de Lichtenstein, son gouverneur, ayant assisté aux dernières conférences. Ce qu'il y a de constant, c'est que l'empereur, ne voulant pas consentir au traité de partage, n'avait pas de meilleur parti à prendre que d'envoyer d'abord un corps d'armée dans le Milanais, où sans doute le roi d'Espagne aurait donné des ordres nécessaires pour l'y recevoir. Mais les menaces que fit le roi d'agir sur-le-champ, d'entrer en Espagne et en Italie dès que l'on ferait la première démarche du côté de l'empereur, rompirent un dessein que plusieurs conseillaient vivement.

Le prince Eugène fut déclaré général de l'armée destinée à entrer en Italie ; et les princes de Commercy, de Vaudemont, et le comte Guido Staremberg, furent les premiers officiers généraux destinés à servir dans cette armée.

Le 24 de novembre, le marquis de Villars envoya demander un ordre [275] au comte de Kaunitz pour faire partir un courrier. Celui qui alla chez le comte de Kaunitz vit bien qu'il était chez

lui, mais on lui dit qu'il était sorti par une porte de derrière pour aller chez l'empereur. Le soir, le comte de Kaunitz fit dire au marquis de Villars qu'il voudrait bien lui dire un mot le lendemain à la cour; et lui apprit que, l'empereur ayant résolu de faire parler au marquis de Villars, il croyait qu'il aimerait autant suspendre encore un jour le départ de son courrier.

Les comtes d'Harrach et de Kaunitz parlèrent en effet au marquis de Villars dans le palais, et lui dirent qu'il était arrivé tant de courriers, qu'il n'avait pas été en leur pouvoir de disposer d'une heure dans la journée pour l'entretenir; que d'ailleurs il pouvait bien comprendre lui-même que, quoique les diverses nouvelles qu'ils recevaient ne pussent pas apporter de grands changements dans ce qu'ils avaient à lui dire, l'empereur était bien aise pourtant d'être informé de ce qu'elles portaient; qu'un de ces courriers était dépêché de Madrid à l'ambassadeur d'Espagne à

Vienne, et que c'était le premier qu'on eût reçu depuis la mort du roi d'Espagne.

Le marquis de Villars leur répondit qu'il n'avait rien de fort important à mander au roi ; mais qu'en trois jours il était arrivé quatre de leurs courriers à Vienne, et que le moins était qu'il en pût dépêcher un pour apprendre seulement que l'on ne lui disait rien.

Le 27 de novembre se passa sans que les ministres de l'empereur parlassent au marquis de Villars ; et le bruit qui commença à se répandre que le roi avait accepté la monarchie d'Espagne, destinée au duc d'Anjou son petit-fils, ne lui permettait pas de s'attendre à de grandes ouvertures de la part de l'empereur.

On choisit alors le comte de Wratislaw pour aller en Angleterre. C'était l'homme de la cour le plus capable des grandes négociations ; et ce choix de l'empereur fit juger que l'on songeait à porter le roi Guillaume et la Hollande à des me-

sures bien différentes de celles qui avaient occupé ces deux puissances depuis la paix de Ryswick.

Le marquis de Villars reçut une lettre du roi [datée du 2 décembre] qui lui apprit que le prince de Vaudemont, gouverneur du Milanais, avait déjà fait assurer le nouveau roi de son obéissance ; que les gouverneurs des Pays-Bas avaient fait la même chose ; et qu'ainsi les apparences étaient que tout le reste de la monarchie se soumettrait également aux dernières volontés du feu roi.

L'abattement de la cour de Vienne fut conforme à l'événement ; et les généraux qui, dès la nouvelle du traité de partage, avaient été d'avis d'envoyer une armée en Italie, disaient, avec beaucoup d'apparence de raison, que, si les ministres du feu roi d'Espagne qui l'avaient déterminé à priver de sa succession entière les princes de sa maison avaient vu une partie de la monarchie entre les mains de l'empereur, ils auraient peut-être eu de la peine à faire donner l'autre à un prince de France ; et que, même l'espérance de

conserver la monarchie sur une seule tête étant perdue, jamais le roi d'Espagne n'aurait fait un pareil testament. Tel était leur raisonnement, et il paraissait solide : mais le prince Eugène n'était consulté en rien, et l'empereur prit la résolution d'envoyer un courrier au prince de Bade, pour le faire venir à Vienne en toute diligence.

Le 4 de décembre, on apprit par un courrier du cardinal de Lambert l'exaltation du cardinal Albani [276] à la papauté. Depuis longtemps les cardinaux n'avaient fait d'élection dans des circonstances où l'Église eût un plus grand besoin de chercher dans son chef des qualités bien différentes de celles qui élèvent pour l'ordinaire à cette haute dignité. Le cardinal Albani n'avait pas cinquante ans, et paraissait jouir d'une forte santé : ses larmes, répandues à la première nouvelle de son exaltation, marquaient ou le caractère d'un comédien, assez naturel à sa nation, ou une faiblesse bien éloignée du courage de Sixte-Quint. Celui-ci, appuyé sur un bâton et la tête courbée

avant le scrutin, surprit tout le conclave quand le scrutin se trouva favorable : il leva la tête et entonna le *Te Deum* avec une voix ferme. On lui demanda par quel miracle il était devenu si droit ; et il répondit qu'auparavant il se baissait pour chercher les clefs de saint Pierre, mais qu'après les avoir trouvées il pouvait marcher la tête haute.

Le marquis de Villars fit alors de nouvelles instances pour son congé, piqué, et avec raison, de voir MM. d'Harcourt et de Tallard magnifiquement récompensés [277], tandis qu'on ne faisait rien pour lui. Il pouvait se flatter que si le roi avait été satisfait du traité de partage, ce traité était dû à la crainte qu'avaient l'Angleterre et la Hollande des offres magnifiques que l'empereur avait fait faire au roi par le marquis de Villars ; et, quant au testament qui donnait la monarchie entière à un des fils de monseigneur le dauphin, il pouvait penser aussi que l'adresse avec laquelle il avait empêché que l'empereur ne fit occuper le Milanais, lorsque le roi d'Espagne avait bien vou-



lu y recevoir ses troupes, avait déterminé les ministres d'Espagne, qui craignaient surtout le partage de la monarchie, à la faire destiner entière à un des petits-fils du roi.

Il se plaignit fortement à M. de Torcy [278] d'un oubli auquel il ne devait pas s'attendre. Mais enfin le roi voulut qu'il demeurât auprès de l'Empereur jusqu'à ce que l'on vît quel parti prendrait ce prince. Sa résolution dépendait des ressources qu'il pouvait attendre des puissances maritimes et des princes de l'Empire, dont les plus puissants, tels qu'étaient les électeurs de Brandebourg et d'Hanovre, voulaient embrasser sa querelle.

Les premières pensées avaient été de faire marcher une armée en Italie, et nous avons vu que les généraux avaient déjà été nommés. Mais quand l'empereur fut informé que le prince de Vaudemont, gouverneur du Milanais, s'était soumis aux ordres de la régence d'Espagne avec les vice-rois de Naples, de Sicile et de Sardaigne, et que généralement tout ce qui dépendait de

cette monarchie dans les diverses parties de l'Europe reconnaissait le testament, il prit le parti de se préparer solidement à la guerre, guerre funeste qui ébranla les deux grandes maisons de France et d'Autriche et qui pouvait aisément en causer la subversion entière.

Les armées de France, comme on le verra dans la suite de ces Mémoires, passèrent trois fois le Danube sous les ordres du maréchal de Villars, et, lorsqu'il le passa la première fois, les desseins de ce général n'allaient pas à moins que d'attaquer Vienne, la capitale de l'Empire. L'Espagne a vu deux rois dans sa capitale, et la France aurait été ébranlée sans les divers succès du marquis de Villars.

Revenons aux mesures que prenait la cour de Vienne en attendant la nouvelle des dernières résolutions de l'Angleterre et de la Hollande.

L'empereur était déterminé à la guerre, quand même il serait abandonné de tout le monde, et il assurait ses ministres avec une ardeur éloignée

du flegme de son tempérament, que sa postérité n'aurait jamais à lui reprocher d'avoir vu sortir de sa maison la monarchie entière d'Espagne sans aucune effusion de sang ; qu'il s'exposerait, plutôt que d'y consentir, à faire périr ses armées et à perdre ses états ; qu'enfin il tenterait les plus grands efforts pour regagner les biens de ses pères.

Le roi des Romains fortifiait l'empereur dans ses desseins de guerre. D'une autre part, le malheur de l'archiduc, dont la fortune devenait si différente par la perte de tant d'états qui lui étaient destinés, touchait vivement le cœur du père, et d'autant plus que le caractère de l'archiduc était aussi doux que celui de son frère était violent et emporté. L'empereur se reprochait d'ailleurs à lui-même de n'avoir pas suivi sa pensée, qui était de faire marcher d'abord ses troupes en Italie, et celle des plus habiles gens, surtout du prince Eugène, et de plusieurs officiers généraux qui avaient pensé comme leur maître. En effet, la plu-

part étaient convaincus que jamais les Espagnols n'auraient pris le parti de mettre une partie de la monarchie d'Espagne sur la tête d'un des fils du dauphin de France, si les Impériaux avaient été maîtres du Milanais et du reste de l'Italie.

Ce fut dans cette occasion que le marquis de Villars rendit au roi de très utiles services, en mettant tout en usage pour affermir à Vienne l'opinion des ministres qui s'opposèrent à la marche des troupes en Italie. Il y réussit si bien que l'on publiait que l'argent de France les avait corrompus.

Par un article du testament du roi d'Espagne, ce prince désirait que le duc d'Anjou, auquel il destinait ses royaumes, épousât une archiduchesse. Le marquis de Villars en parla aux ministres, mais l'empereur et ses deux fils avaient bien d'autres soucis que celui de songer au mariage des archiduchesses. Le marquis de Villars fit les compliments du roi à l'empereur, à l'impératrice, au roi et à la reine des Romains sur la nais-

sance de l'archiduc, et leur dit que Sa Majesté songeait à faire partir une personne exprès de sa cour pour les en féliciter.

Il eût fallu bien des compliments semblables pour calmer l'aigreur, ou, pour mieux dire, l'horreur qui régnait dans les cœurs de toute la maison impériale. Elle ne respirait que la guerre, mais elle se trouvait forcée, avant que d'éclater, d'attendre les mesures qu'elle pouvait prendre avec les anciens ennemis de la France : d'autant plus que l'Angleterre et la Hollande paraissaient fort indignées de l'acceptation du testament.

On fit alors partir de Vienne le comte de Visconti pour le Milanais, où sa famille était puissante, et l'on renvoya à Naples les comtes Sangro et Caraffa, Napolitains. Le premier, voulant y exciter quelque sédition, fut arrêté et décapité.

Le comte de Castelbarco fut envoyé au prince de Vaudemont, gouverneur du Milanais, qui voulut ne lui donner audience qu'en présence de deux secrétaires de la chancellerie. À toutes les

instances de ce ministre de l'empereur, il répondit qu'il n'oublierait jamais les grâces que lui et son fils avaient reçues de Sa Majesté Impériale, mais qu'il était obligé de suivre les ordres du feu roi d'Espagne et ceux de la régence auxquels la monarchie entière s'était soumise. Après quoi, il fit sortir de Milan le comte de Castelbarco.

Du reste, on pressait vivement les recrues d'infanterie et de cavalerie. On ne travailla pas avec moins d'ardeur aux équipages d'artillerie ; et, sur les apparences que l'empereur ferait marcher des troupes vers le Tyrol, le roi manda au marquis de Villars qu'il envoyait le comte de Tessé à Milan, et qu'il ferait arriver soixante bataillons en Dauphiné et en Provence pour marcher en Italie dès que le prince de Vaudemont paraîtrait en avoir besoin.

Enfin, outre les mesures que la cour de Vienne prenait avec l'Angleterre et avec la Hollande, elle avait un soin extrême de ménager tous les princes de l'Empire. L'électeur de Brandebourg, pour sa

dignité royale, avait promis huit mille hommes entretenus à ses dépens tant que la guerre durerait ; le duc d'Hanovre, pour le neuvième électorat, devait en fournir six mille ; l'électeur palatin entraînait dans les dépenses, et l'empereur comptait aussi sur les cercles de Souabe et de Franconie, sur lesquels le prince de Bade avait grande autorité.

L'on n'oubliait rien pour engager le duc de Savoie, et le marquis de Prié, son ambassadeur à Vienne, travaillait à cela comme le plus zélé partisan de la maison d'Autriche. Il avait acheté le comté de Chocaturne, une des plus considérables terres de la maison des comtes de Serin [279], confisquée à l'empereur [280], et cette acquisition le rendait à demi allemand. On se flattait d'ailleurs que le Portugal entrerait dans la ligue, et que la Hollande n'aurait d'autre parti à prendre que de faire les derniers efforts pour l'empereur. Ce qui portait si fort à compter sur elle, c'est qu'on regardait sa perte comme certaine par

l'union des forces de France et d'Espagne avec les places qui la livraient à ces deux puissances.

Quant à l'électeur de Bavière, les généraux regardaient comme un avantage l'attachement qu'ils lui supposaient pour la France. « S'il fait, disaient-ils, la folie de demeurer uni avec elle, nous traiterons ses états comme le roi de France a traité la Lorraine. »

Le marquis de Villars voyait diminuer le commerce qu'il avait à Vienne avec les plus honnêtes gens, car l'esprit d'intérêt était tellement établi dans cette cour, que l'on était disposé à croire gagnés et corrompus tous ceux qui le voyaient souvent. Les princes Eugène, de Vaudemont et Commercy n'étaient pas susceptibles de pareille crainte, aussi vivaient-ils toujours avec lui de la même manière.

Il fut dit publiquement que le marquis de Villars avait empêché la marche des troupes en Italie dans le mois de septembre, avec deux cent mille écus donnés à quelque ministre, et l'on répandit



qu'il avait reçu un million pour retarder le commencement de la guerre [281].

La vérité est qu'un ministre du premier ordre [282] vint offrir au marquis de Villars, moyennant vingt mille écus, de suspendre durant six mois la marche des troupes danoises qui devaient servir l'empereur. Tant on est peu délicat en Allemagne sur l'intérêt, vice qui règne encore plus dans les cours particulières des électeurs et des princes de l'Empire que dans celle de l'empereur.

Le duc de Molès, ambassadeur d'Espagne à la cour de Vienne, et parti de Madrid six semaines avant la mort du roi d'Espagne, arriva à Vienne avec des ordres bien contraires aux dispositions du testament. Les changements de la cour de Madrid depuis son départ, et si opposés à ses Instructions, le mirent dans la plus triste position. Il avait été choisi parce qu'il était le plus attaché à l'empereur, et il arriva à Vienne dans le temps même

que le duc d'Anjou prenait possession de la monarchie d'Espagne.

L'empereur fit alors le comte de Sallbourg [283] président de la chambre, charge qui répond à celle de contrôleur général des finances en France, Ce nouveau ministre était un sujet très médiocre ; cependant, comme il était dévoué à la cabale dominante, il fut préféré au comte Gundaker Staremborg, infiniment plus capable de cet emploi, dont il fut revêtu quelques années après.

Les premiers jours de l'établissement du nouveau ministre des finances firent trouver quelque argent ; ce qui arrive toujours en pareil cas, parce que le ministre et ses amis veulent donner de la réputation à une nouvelle administration. Mais ces médiocres ressources n'allèrent pas loin.

1701.

On commença, dans les premiers jours de l'année 1701, à ébranler les troupes qui devaient composer l'armée destinée pour l'Italie. Tout ce pays, alarmé des apparences de se voir bientôt le théâtre de la guerre, porta le pape, comme père commun, à faire quelques tentatives pour la prévenir.

Son nonce à Vienne demanda audience [284] au marquis de Villars et lui rendit compte des ordres qu'un courrier extraordinaire lui avait apportés de la cour de Rome. Ils étaient de représenter fortement à l'empereur la vive douleur où était le saint-père de voir toute l'Italie en feu par les marches de tant de troupes diverses qui ve-

naient en disputer la possession et de prier l'empereur de suspendre la marche des siennes ; Sa Sainteté se promettant que le roi de France, à qui elle demandait la même grâce, voudrait bien la lui accorder. Le marquis de Villars répondit au nonce, qu'autant que cette instance auprès de l'empereur était juste et raisonnable, autant elle devait le paraître peu au roi, qui ne faisait que soutenir la possession légitime du roi, son petit-fils, dans laquelle l'empereur voulait le troubler.

L'ambassadeur d'Espagne eut une conversation pareille avec le nonce, qui ne se flatta pas que ses instances pussent détourner la guerre d'Italie.

La république de Venise fit faire, par son ambassadeur à la cour de Vienne, les mêmes tentatives que le nonce avait faites et la réponse de l'empereur fut que, si le pape et les Vénitiens craignaient la guerre, ils devaient encore plus craindre l'esclavage auquel la puissance excessive des deux couronnes les devait préparer.

Le 12 janvier, le prince de Bade arriva à Vienne, où il fut deux jours sans avoir audience de l'empereur. Le marquis de Villars avait fort connu ce prince dans les guerres de Hongrie et il avait reçu de lui, dans ce temps-là, toutes les marques possibles d'amitié. Aussi, en dépeignant le caractère de ce prince, le marquis de Villars avait mandé au roi, que de tous les généraux de l'empereur, il lui paraissait le plus propre à commander dignement ses armées, et, par conséquent, à augmenter l'envie des ministres ses ennemis. Il reçut avec assez de hauteur ceux des ministres qui allèrent le voir [chez la princesse Lobkovitz où il logeait]. Il n'en avait pas été bien traité précédemment, mais la conjoncture était favorable pour se faire valoir, et il prétendait ne leur pas donner la main. Les principaux [285] refusèrent de le voir à de telles conditions, et il fut enfin convenu qu'il éviterait de la prendre et de la donner.

On croit devoir placer ici une lettre que le marquis de Villars écrivit au roi le 22 janvier. On en jugera mieux des sentiments où étaient l'empereur, l'impératrice, le roi des Romains et les principaux généraux de l'empereur, dans ces premiers moments où il était question de déterminer et de commencer une grande guerre.

« Sire,

« Jusques à présent on n'a encore travaillé à aucun projet de guerre. Votre Majesté sera bien persuadée que je n'omets rien de ce qui peut dépendre de moi pour pénétrer les sentiments de M. le prince Louis de Bade, et pour savoir si ce qu'on m'a dit de son opposition à la guerre était bien fondé.

« Ce prince dînait hier chez moi, avec les princes de Savoie, de Vaudemont, Commercy et divers autres généraux de l'empereur. Pendant le repas, la conversation sur la guerre fut très vive. On y parla fort sur celle de Hongrie et des dernières d'Allemagne, dans lesquelles ce prince

nous dit assez naturellement qu'il avait été exposé à quelques périls; et si Votre Majesté était informée de ses discours et qu'elle voulût bien se souvenir des projets que j'avais pris la liberté de lui présenter, peut-être qu'elle regarderait avec bonté mon zèle, mon attention pour le bien de son service et ma conduite pendant ces dernières campagnes.

«Après le repas, je fus bien aise d'engager MM. les princes de Bade et de Savoie dans une conversation plus particulière. On m'avait assuré que leurs sentiments étaient fort différents; et pour les démêler, je dis, en reprenant les matières de guerre, que souvent c'était sagesse de hasarder un combat, même avec quelque désavantage, quand on savait positivement qu'en donnant à l'ennemi le temps de se fortifier, on courait risque d'en être accablé. Le prince de Savoie reprit: non seulement un combat, mais de commencer même une guerre avec désavantage, et cela en souriant à M. le prince de Bade, marquant qu'il avait déjà

soutenu cette thèse devant lui. Le prince de Bade répondit assez sérieusement : que, pour commencer une guerre, il fallait bien y regarder et que, pour lui, il ne trouvait rien de si dangereux que de s'embarquer sans biscuit. Enfin, Sire, je redirais inutilement tous leurs discours à Votre Majesté, il suffit qu'elle soit informée que ces deux princes soutiennent, par diverses raisons, leurs avis différents. De savoir, maintenant, si, au fond, le prince de Bade est assez opposé à la guerre pour l'empêcher réellement, ou s'il n'en fait voir toutes les difficultés que pour ne pas répondre des mauvais événements, ou bien si ce n'est pour obliger la cour à ne former aucun obstacle à ses prétentions particulières, pourvu qu'il s'efforce de surmonter ce qui traverse les intentions de l'empereur, c'est ce que les lumières de Votre Majesté démêleront mieux que toute l'attention que je puis avoir. Il est vraisemblable que ce prince, et par son inclination naturelle, et par divers intérêts, doit être porté à ne vouloir point passer sa vie dans l'inac-



tion et dans l'oubli. Car de croire qu'il ne songe à se relever que par son opposition au neuvième électorat, ce serait se borner à une distinction qui lui serait commune avec plusieurs autres princes de l'Empire et bien différente de celle qu'il trouvera à la tête des armées de l'empereur.

«Cependant, afin que Votre Majesté puisse porter un jugement certain sur ce que j'ai l'honneur de lui mander, je crois devoir lui rendre un compte exact de tout ce qui s'est passé dans les premières audiences de ce prince. Une personne a donc su par lui-même que sa première audience de l'empereur, qui est la seule qu'il ait eue jusqu'à présent, avait été pleine de démonstrations d'amitié, que l'empereur lui avait dit : que bien loin d'avoir désapprouvé sa conduite sur le neuvième électorat, ni même sur la réquisition, il était entré dans ses raisons ; qu'il avait envie de satisfaire les princes et plus encore lui que personne ; qu'il le priait de lui en donner les moyens et d'avoir aussi quelque égard à sa réputation qui

y était engagée. L'empereur lui dit ensuite : qu'il était déterminé à la guerre, qu'il comptait sur le roi d'Angleterre et sur la Hollande, mais que, quand même leurs secours lui manqueraient, il la ferait seul ; que véritablement, dans une entreprise si difficile, sa première ressource était dans ses conseils ; qu'il voulait les suivre en tout et lui remettre entièrement la conduite de la guerre.

« Le prince lui répondit par beaucoup de respects et par toutes les marques de reconnaissance. Il ajouta, sur l'affaire du neuvième électorat, qu'il s'attendait toujours à la justice de l'empereur, sans entrer plus avant dans cette matière.

« L'impératrice lui parla à peu près dans les mêmes termes que l'empereur et lui dit, sur le neuvième électorat, qu'elle le priait de trouver les moyens de tirer l'empereur de cette maudite affaire, à laquelle il était très fâché de s'être engagé.

« Le roi des Romains l'embrassa, lui fit mille protestations d'amitié et ne lui parla point de l'électorat.

« Le prince de Bade alla ensuite chez la reine et, comme il en sortait, il trouva dans l'anti-chambre le roi des Romains qui l'attendait, lequel l'embrassa encore, en l'assurant qu'il n'avait d'autres ressources qu'en lui pour le rétablissement des affaires de sa maison ; qu'il espérait qu'il voudrait bien être son maître pour la guerre et surtout être toujours son ami.

« Après toutes ces premières audiences, le président de guerre alla chez le prince de Bade pour lui porter l'état de la guerre et pour le prier, de la part de l'empereur, de vouloir bien entrer en matière. Le prince répondit : qu'il ne voulait entendre parler de rien, qu'auparavant l'empereur n'eût eu la bonté de lui faire savoir ses intentions sur le neuvième électorat. Cette réponse, revenue à l'empereur, l'a extrêmement irrité, aussi bien que l'impératrice.

« Le roi des Romains lui a envoyé le Sr Rommel, qui est son premier confident, le même qui a été son précepteur, mais qui, déplaisant aux Jé-

suites à cause du grand empire qu'il avait sur l'esprit de ce prince, en a été écarté depuis. Le prince de Bade, après plusieurs discours, lui conta ce trait de l'histoire de l'Empire, savoir : que l'empereur Othon, ayant eu le malheur de déplaire à ses vassaux, au point que tout l'Empire était révolté contre lui, offrit, pour le rétablissement de la paix, de se démettre de l'Empire et sa vie même, si on la voulait ; qu'ici il n'était question, pour ramener le calme, que de détruire un neuvième électorat. Enfin, depuis six jours, on n'a parlé de rien à ce prince et même on a donné des ordres pour faire marcher vers le Rhin les quatre régiments dont Votre Majesté trouvera l'état ci-joint, sans en parler.

« Le prince de Bade a dit à la même personne dont j'ai déjà parlé, qu'il serait encore ici quinze jours ou trois semaines et qu'il s'en retournerait après, si l'on ne voulait de lui rien de plus.

« Je tiens quelques-uns de ces détails de l'envoyé de Danemarck, auquel ce prince les a

confiés. Cet envoyé est assurément homme d'esprit, et il continue toujours à s'offrir. Je crois, Sire, qu'il est du service de Votre Majesté, s'il y a de la guerre, de lui faire une pension raisonnable [286], et de trouver des expédients assez aisés pour qu'il ait l'honneur d'informer Votre Majesté sans s'exposer. Au surplus, je n'oserais répondre de la fidélité de ces gens-là; mais s'ils veulent donner de bons avis, personne n'est plus qu'eux en état de le faire. Les 8,000 hommes du roi son maître sont toujours demandés et il m'a fait entendre qu'ils pourraient bien être accordés. Cependant, il dit toujours qu'il croirait pouvoir l'empêcher avec la somme qu'il m'a demandée. Il m'a même fait connaître que pour moins on ferait quelques efforts. Je ne lui en ai donné que très peu d'espérance; mais j'ai cru que pour engager ces gens-là, il était bon de leur faire connaître que, comme Votre Majesté n'épargnait pas l'argent, quand il était utile de le répandre, il était aussi de la pru-

dence de ses ministres de ne pas l'employer mal à propos.

« L'ambassadeur d'Espagne reçut hier un courrier et m'en fit avertir sur-le-champ. Son secrétaire m'a apporté en original la dépêche de la régence ; c'est un ordre en six lignes, donné à l'ambassadeur, de faire comprendre le roi, son maître, dans tous les traités que Votre Majesté pourrait faire en Allemagne.

« On n'a donné jusqu'à présent aucune réponse au nonce sur ses propositions. Les ambassadeurs de Venise et de Savoie ont avec lui de fréquentes conversations et il n'a pas tenu à eux qu'ils ne m'y aient fait entrer, mais j'ai toujours pris soin de l'éviter, sans laisser paraître d'affectation. Votre Majesté aura trouvé dans ma dernière dépêche ce que j'ai lieu de juger de leurs sentiments.

« J'ai eu l'honneur de mander à Votre Majesté que les nouvelles d'Angleterre et de Hollande ne donnaient pas de grandes espérances à cette cour.

Il me paraît cependant que les dernières sont un peu différentes. Votre Majesté est, sans doute mieux informée par ailleurs de la vérité de ces bruits ; mais elle pardonnera à mon zèle de souhaiter qu'il n'y ait plus d'inquiétude à avoir pour aucune des places que gardent les troupes de Hollande. Et si, après cela, cette république est assez téméraire pour se déclarer contre Votre Majesté, celui qui aura l'honneur de commander ses troupes ou celles d'Espagne du côté d'Anvers ou du pays de Gueldres, peut tirer de grosses sommes. J'oserais assurer Votre Majesté, par la connaissance que j'ai des contributions que l'on imposait autrefois par Maestricht, que les premières années cela peut aller à quatre ou cinq millions et peut-être plus. Si Votre Majesté veut bien faire réflexion ensuite combien la prise d'une seule place des Hollandais que Votre Majesté a réduite autrefois en douze jours, quoique défendue par neuf mille hommes, peut donner de quartiers d'hiver et jusqu'où peut aller cette prodi-

gieuse subsistance de troupes, il n'y aura que sa seule bonté qui puisse la porter à ne pas désirer que la Hollande fasse la folie d'entrer en guerre avec elle. J'ai besoin, Sire, de toute l'indulgence de Votre Majesté pour me pardonner les libertés que je prends, car je sais bien que mon zèle me tire souvent des bornes que je devrais me prescrire.

« On doit envoyer les ordres aux régiments des cuirassiers de Taaff et de Styrum et aux régiments de houssards de Collonitz et Berscheny, pour marcher vers le Rhin. Mais, comme ces ordres ne sont pas toujours bien ponctuellement suivis, comme il paraît par l'exemple des huit régiments d'infanterie, qui sont commandés, il y a longtemps, pour s'approcher du Tyrol, je crois que ceux-ci ne feront pas une plus grande diligence.

« Quoiqu'il se soit tenu diverses conférences sur les offres qui ont été faites de la part de la cour de Rome, le nonce n'a pourtant point eu encore



d'autre réponse, si ce n'est que les nouveautés arrivées en Italie, c'est-à-dire la marche des troupes de Votre Majesté, ont donné lieu à de nouvelles délibérations.

« J'ai l'honneur d'être, etc. »

Par cette lettre, on voit les divers sentiments des princes de Bade et de Savoie et les sages conseils que donnait le marquis de Villars pour s'assurer des places importantes des Pays-Bas espagnols où les Hollandais avaient garnison, comme Luxembourg, Mons, Namur, Anvers, qui étaient celles qui pouvaient faire craindre la Hollande, et qu'il conseillait aussi le siège de Maestricht.

Le roi suivit une partie de ces avis. En un même jour, on se rendit maître de toutes les places que l'on vient de nommer, de plusieurs autres encore et de toutes les troupes de Hollande.

Le marquis de Villars pressa fort pour n'en pas demeurer là. Mais il apprit quelques jours

après que la générosité du roi l'avait porté à rendre toutes les troupes hollandaises. Ce fut ce qui obligea le prince de Bade à lui dire un jour : « Nous savons que vous avez non seulement approuvé, mais conseillé le premier dessein qui était de se saisir des places et des troupes, mais approuveriez-vous le dernier ? Pour moi, continuait-il, comme vous ne raccommodez pas votre réputation par là, en votre place j'aurais profité de l'occasion. »

Le marquis de Villars répondit que le roi avait préféré sa générosité à son intérêt et à celui du roi d'Espagne, lequel ne permettait pas assurément que l'on rendît à nos ennemis une armée destinée à nous faire la guerre.

Au reste, on n'oublia rien pour adoucir le prince de Bade. Le roi des Romains ne perdait aucune occasion de lui marquer une amitié très vive et un grand désir d'apprendre la guerre sous un tel maître. Il le regardait, disait-il, comme le plus ferme appui de l'Empire et de ses espérances pour

rentrer dans les états qu'il disait avoir été enlevés à la maison d'Autriche par l'adresse et par l'argent de France, aussi bien que par la perfidie de quelques ministres du feu roi d'Espagne.

Cependant l'esprit d'agitation, qui prenait le dessus du flegme naturel de l'empereur, faisait craindre l'impératrice pour la santé de ce prince. Le caractère du roi des Romains l'inquiétait aussi. Il était emporté, débauché et tout portait cette princesse à appréhender une fin de règne pour l'empereur et remplie de mille amertumes pour elle.

Le comte Schlick [287] fit un voyage à Nancy pour être plus à portée d'informer de tous les mouvements de nos troupes vers les frontières d'Allemagne, et le nonce, après les plus vives instances de la part du pape pour empêcher la guerre en Italie, reçut enfin une réponse, dont il vint rendre compte au marquis de Villars.

L'empereur déclarait par cette réponse [288] qu'il ne cherchait point la guerre, mais qu'il de-

vait à sa gloire, à sa naissance et à ses obligations envers l'Empire de soutenir ses droits et ceux de sa maison ; qu'il n'envoyait pas de troupes en Italie et même qu'il s'engagerait à n'en pas envoyer, pourvu que la France en fit de même et qu'elle donnât ordre aux siennes d'en sortir, si elles y étaient entrées ; qu'il accepterait volontiers la médiation de Sa Sainteté, à condition pourtant qu'on laisserait en séquestre les états qui, en qualité de fiefs, ne pouvaient, disait-il, tomber sous la disposition d'un testament ; que ces états étaient les royaumes de Naples et de Sicile, et qu'il consentait que, comme fiefs de l'Église, ils demeurassent en séquestre entre les mains du pape ; que l'état de Milan, comme fief de l'Empire, resterait entre les mains du prince qu'il plairait à Sa Sainteté de nommer, et que la partie des états de Flandres qu'il prétendait pareillement être fiefs de l'Empire seraient entre les mains d'un prince dont les parties pourraient convenir entre elles ; qu'au surplus, il s'attendait bien que Sa Sainteté n'en-

trerait dans aucune alliance contre les intérêts de l'Empire, quoiqu'elle en fût sollicitée par les ministres du roi, qui travaillaient à réveiller et à réunir les princes et les états d'Italie contre la maison d'Autriche.

Le marquis de Villars demanda au nonce ce qu'il avait répondu lui-même à des propositions qui, pour employer les termes les plus doux, avaient dû lui paraître au moins très surprenantes. Quel prétexte, continua-t-il, et quelle apparence de proposer à la monarchie d'Espagne de se mettre en séquestre ? Elle qui n'imagine aucune autre prétention fondée que celle qui, par la proximité du sang, par le testament du dernier roi et par l'acclamation universelle de tous les peuples, est justement attribuée à Philippe V, à présent régnant. Il ajouta qu'il répétait encore ce qu'il avait déjà représenté la première fois qu'il fut question de la médiation du pape, savoir : que le principal objet du saint-père étant de conserver le repos de l'Italie, le meilleur moyen d'y réussir

était de faire connaître à l'empereur qu'en vain il entreprendrait de le troubler, et à tous les princes et états d'Italie que ce repos, que cette paix étaient dans leurs mains, que, pour l'établir solidement, il n'y avait d'autre ressource que de s'unir au roi, puisque ce prince n'avait d'autre pensée que d'affermir la paix chez eux et d'assurer leur liberté.

Ces mouvements du nonce persuadèrent à plusieurs personnes principales que le pape n'offrait point sa médiation sans être en quelque manière assuré que cette offre ne serait point désagréable à la France. Le prince de Bade en parla dans ce sens au marquis de Villars [289] et lui dit qu'apparemment le saint-père était assuré des intentions qu'avait le roi de conserver la paix.

Le marquis de Villars répondit que non seulement le pape, mais que toute la terre devait penser ainsi. « Mais, répliqua le prince de Bade, quiconque offre sa médiation à celui qui a tout perdu doit être assuré de lui faire rendre quelque

chose. » « Je vous demande pardon, répondit le marquis de Villars, quiconque offre sa médiation à qui ne peut rien reprendre et n'a plus de droit veut l'empêcher de perdre encore. » — « Non, dit-il, ce serait se moquer de l'empereur et cruellement que de lui offrir une médiation pour le laisser en l'état où il est ; je compte donc que le roi nous fera rendre quelque chose par l'Espagne et que nous serons bons amis. »

Le marquis de Villars n'avait d'autre affaire à Vienne dans ce temps, où tout se préparait à la guerre, que d'en connaître les projets et d'étudier les moyens de les faire échouer.

Le prince de Bade, convaincu par toutes les honnêtetés de l'empereur et par celles du roi des Romains, autant que par la bonne opinion qu'il avait de lui-même, et avec raison, que l'on emploierait tout pour le contenter, paraissait difficile sur tout et traitait les ministres avec hauteur. Mais, à la fin, il fallut qu'il se contentât d'espé-

rances, et la cour en fut aussi libérale qu'économe sur les effets.

Presque dès l'arrivée du prince de Bade, le marquis de Villars lui donna à dîner et à un très grand nombre de gens, qui le prièrent tous aux repas qu'ils donnaient à ce prince, et, par cette fréquentation, il pouvait pénétrer une partie des desseins les plus importants.

Les nouvelles que l'empereur attendait avec le plus d'impatience étaient celles d'Angleterre, et l'on reçut le 10 février un courrier du comte Vratislaw. Il mandait que le roi d'Angleterre lui avait avoué que la France l'avait premièrement séduit et qu'ensuite elle l'avait trompé. Du moins, il est constant que, lorsqu'il apprit l'acceptation du testament, il demeura frappé et consterné. Ce prince voulait la paix; sa santé périssait et son crédit en Angleterre était tombé à tel point que sa mort fut une perte pour la France. En effet, son autorité était si déchuë que jamais il n'aurait porté l'Angleterre à la moindre partie des dépenses que



cette nation fournit depuis à la reine gouvernée par de très habiles ministres et irréconciliables ennemis de la France.

Vratislaw assura que l'Angleterre et la Hollande s'uniraient à l'empereur, et sur ce premier engagement les ordres furent donnés pour former et pour ébranler l'armée d'Italie.

Un courrier du comte de Goës, envoyé de l'empereur en Hollande, arriva dans le même temps et apporta des Provinces-Unies des résolutions conformes à celles que l'Angleterre avait prises. Ainsi l'on continua à donner les ordres nécessaires pour former des magasins et l'on prépara des routes pour la marche des troupes destinées pour l'Italie et pour le Rhin.

Le prince de Savoie pressait et soutenait que, si l'on voulait faire la diligence possible, il répondait d'entrer dans le Milanais.

Cependant le duc de Molés, ambassadeur d'Espagne auprès de l'empereur, reçut de Madrid ordre de demander l'investiture du duché de Mi-

lan. La réponse de l'empereur fut, en termes généraux, qu'il ferait ce qui conviendrait à sa dignité.

Toutes les puissances d'Italie, suivant le génie de la nation, étaient agitées de crainte, aussi attentives à démêler le dessein des deux couronnes, de l'empereur et des alliés, qu'à cacher les diverses mesures qu'elles prenaient et leurs différentes promesses aux deux parties.

Le pape, parlant au cardinal de Janson, désavouait son nonce à Vienne, qui avait osé faire la proposition d'un séquestre des royaumes de Naples, de Sicile et de l'état de Milan. Et cependant le saint-père faisait en même temps espérer aux Vénitiens, aux ducs de Savoie, de Parme et de Modène qu'il emploierait tous ses efforts pour parvenir à ce dessein.

La république de Venise, d'un côté, promettait aux couronnes de ne donner aucun passage aux troupes impériales et, de l'autre, elle faisait entendre à l'empereur que, si les généraux trou-

vaient des routes faciles, elle ne s'opposerait pas à leur passage.

Les ducs de Modène et de Parme, le premier, beau-frère du roi des Romains, et le second de l'empereur, craignaient d'être les premières victimes de la guerre; et le duc de Mantoue, par haine pour ces deux princes, ses voisins, et dans l'espérance de les piller, se déclara d'abord pour la France.

Ceux qui connaissent l'Italie trouveront que ce que l'on dit ici de l'état où elle était alors en est un portrait assez fidèle. Aussi le marquis de Villars, au milieu des ministres de toutes ces puissances, ne se trompait ni sur le jugement qu'il en faisait, ni sur le compte qu'il en rendit au roi son maître. Il conseilla aux généraux de Sa Majesté, en Italie, de s'approcher des routes qui menaient les Impériaux de Trente vers le Vicentin, sans ménager les Vénitiens qui souffriraient tout patiemment de la part des deux partis et seraient toujours pour le plus fort. Il dépêcha même des cour-

riers au roi et à ses généraux en Italie, pour leur apprendre que toutes les troupes s'ébranleraient dans les premiers jours de mars et pour les instruire du temps où elles pourraient arriver dans le Tyrol.

Le général Werner fut destiné à commander l'artillerie, fonction dont il était très capable, et Martigny à faire celle de commissaire général. Le prince Eugène l'avait choisi, et certainement son emploi n'était pas facile, puisqu'il était question de faire subsister une armée sans magasins. Mais le prince Eugène savait bien que dans un pays neuf tout dépend des premiers succès des armes et que, s'ils sont heureux, on n'a point à craindre de manquer de rien.

Le prince de Bade, après avoir fait le difficile dans les premiers jours sur le neuvième électorat, continuant de le prendre de hauteur avec les ministres et formant diverses prétentions pour ses intérêts particuliers, en homme persuadé qu'on ne pouvait se passer de lui, s'aperçut néanmoins

de quelque refroidissement de la part de l'empereur et des deux premiers ministres, qui étaient Harrach et Kaunitz, et reconnut enfin qu'il ne fallait pas le prendre d'un ton si haut. Mais c'était un très bon général et un malhabile courtisan. Le marquis de Villars usait discrètement des ordres qu'il avait reçus du roi de ménager ce prince et même de se l'assurer, s'il était possible, par des avantages considérables. Il jugea bien que le prince de Bade ne ferait usage des propositions avantageuses qu'on pourrait lui faire que pour se préparer de meilleures conditions auprès de l'empereur ; et, en effet, on reconnut bientôt qu'il se contenterait du commandement général des armées de l'empereur et de l'Empire, avec des espérances magnifiques pour ses intérêts particuliers. Promesses vagues, dont on n'est pas avare dans la plupart des cours.

On apprit alors que la Hollande avait reconnu le roi d'Espagne. Mais elle eut grand soin de faire savoir à l'empereur qu'elle n'avait fait cette re-

connaissance que pour retirer ses troupes, dont le roi était le maître; restitution à laquelle le marquis de Villars s'était autant opposé qu'il avait pressé la résolution de se saisir des importantes places que la cour de Vienne avait dessein de mettre entre les mains de l'Angleterre et de la Hollande.

Le 15 de mars, on fut informé à Vienne de deux grandes nouvelles qui causèrent de vives inquiétudes à la cour. Ce fut la confirmation du traité du duc de Mantoue, qui remettait Mantoue au roi, et le traité de Sa Majesté avec le duc de Savoie. Nouvelle occasion au prince Eugène de faire voir combien il avait été préjudiciable de s'opposer aux propositions qu'il avait faites d'entrer en Italie avant la mort du roi d'Espagne, et sur les ordres qu'il avait donnés d'y recevoir les troupes de l'empereur.

On reçut le 23 mars des nouvelles d'Angleterre qui adoucissaient un peu la peine que faisaient celles d'Italie; c'était la déclaration du par-

lement qui promettait d'entrer dans toutes les dépenses que le roi de la Grande-Bretagne croirait nécessaires pour la guerre contre la France et l'Espagne. Le comte de Vratislaw mandait qu'il signait un traité dont l'empereur serait content.

L'ambassadeur d'Espagne à Vienne avait ordre d'en sortir, mais, en le lui déclarant, on eut soin d'y joindre les plus grandes honnêtetés. Ce ministre était dans le cœur très dévoué à l'empereur, et il alla s'établir à une lieue de Vienne.

Cependant le comte de Sinzendorff était tranquille à Paris, comme le marquis de Villars l'était à Vienne. Le roi et l'empereur avaient un intérêt égal que leurs ministres demeuraient dans les cours ennemies, ne fût-ce que pour informer jusqu'au dernier moment des résolutions que l'un et l'autre pourraient pénétrer.

Dans les commencements d'une guerre qui allait embraser toute l'Europe et tandis que les deux puissances ennemies intéressaient tous les états qui la composent et n'oubliaient rien pour

s'y faire des alliés, le marquis de Villars fit savoir au roi, par un courrier qu'il lui dépêcha le 2 avril 1701, que l'armée de l'empereur pouvait arriver à Roveredo, dans le Tyrol, à la fin de mai; qu'elle était composée de vingt mille hommes, douze mille chevaux, trois cents houssards et deux compagnies, chacune de cent hommes, destinées au service de l'artillerie. Il envoya des courriers au comte de Tessé et au prince de Vaudemont, employant avec un grand secret toutes les inventions possibles pour les faire passer sûrement. Il y en eut d'arrêtés et d'autres qui percèrent, malgré tous les ordres pour ne laisser passer aucune de ses lettres.

Le marquis de Villars conseilla aux généraux du roi de s'avancer dans le Tyrol même, vers l'armée impériale, pour l'arrêter avant qu'elle eût gagné les montagnes, d'où elle pouvait descendre par diverses routes. Il était informé que celle du Vicentin était la plus facile.



On fit aussi marcher quelques troupes vers le Rhin. Mais l'on ne comptait de guerre pour la campagne qu'en Italie.

Le comte de Schlick eut ordre de passer de Nancy à Munich et il flatta l'empereur d'ébranler l'électeur de Bavière et de l'engager dans ses intérêts, en lui offrant d'abord le commandement général des troupes de l'Empire. L'incertitude du parti que prendrait ce prince en mettait dans la destinée du prince de Bade, qui continuait à se conduire si mal à la cour que, si l'on avait pu se passer de lui, il aurait assurément été renvoyé dans ses terres sans aucune sorte de satisfaction.

Le comte de Staremborg, président du conseil de la guerre, était mourant, et le prince de Bade, qui ne voulait pas de cet emploi, ne le souhaitait à aucun de ceux qui pouvaient naturellement y prétendre.

Le marquis de Villars, qui avait eu divers ordres du roi de ne rien omettre pour détacher le prince de Bade des intérêts et du service de l'em-

pereur, avait fait diverses tentatives pour cela, bien persuadé cependant que, pour peu qu'elles fussent connues, elles ne serviraient qu'à faire obtenir des conditions plus avantageuses à ce prince, lequel traité un peu mieux ou plus mal ne quitterait pas le service de l'empereur, et le désir de commander ses armées. On ne pouvait d'ailleurs lui promettre, de la part du roi, que des sommes considérables pour l'engager à demeurer neutre ; car de servir la France, c'était hasarder tous ses états et ceux de la princesse sa femme [290]. Ainsi le marquis de Villars ne donna jamais d'espérance qu'on pût le gagner.

Le 11 avril, il arriva un courrier du duc de Mantoue par lequel on apprit qu'il avait remis Mantoue aux troupes du roi.

Il est certain que ce prince traitait en même temps avec le pape et qu'il devait partir des troupes de Ferrare pour garder Mantoue, que l'empereur comptait même ce traité déjà signé. Le duc s'excusa de cette conduite sur la menace

qu'on lui avait faite de perdre tout son pays et répondit que, dans cette affreuse conjoncture, il avait été forcé de remettre sa place pour conserver ses états. Mais ces excuses furent mal reçues.

Le courrier que l'ambassadeur de Savoie reçut le 20 avril apprenait que son maître s'était déclaré pour les couronnes. Cet ambassadeur vint en rendre compte au marquis de Villars et lui dit en même temps que, comme il n'y avait pas de ministre de l'empereur à Turin qui pût répondre de sa sûreté, son maître priait le roi de faire arrêter en France le comte de Sinzendorff, s'il l'était à Vienne, lui, ambassadeur de Savoie. Le marquis de Villars lui répliqua que, si le comte de Sinzendorff avait à répondre pour quelqu'un, ce devait être pour lui, ministre de France. Mais, en même temps qu'il parlait ainsi, il connaissait l'attachement du marquis de Prié si vif pour la maison d'Autriche, qu'il jugea que ce ministre souhaitait fort d'être arrêté et que son maître ne serait pas fâché qu'il le fût.

Le marquis de Villars craignait fort une pareille aventure et regardait, avec raison, le malheur d'être privé de servir comme le plus grand qui pût lui arriver. Le marquis de Briançon, frère du marquis de Saint-Thomas, principal ministre de Son Altesse Royale, dit au marquis de Villars qu'il savait qu'elle le demanderait au roi pour servir dans les armées d'Italie, et ce choix n'était pas sans apparence. Il est certain, en effet, que, pendant la dernière guerre, M. le duc de Savoie avait montré beaucoup d'amitié et d'estime au marquis de Villars. Mais celui-ci, craignant avec raison toutes les tracasseries presque inévitables entre un prince généralissime, le maréchal de Catinat, général de l'armée du roi, et le prince de Vaudemont, regarda comme un péril la confiance du duc de Savoie dans une telle conjoncture, et il pria M. de Torcy de tout employer pour le faire destiner à servir dans les armées de Flandres.

Les régiments de l'empereur continuaient toujours leur marche vers le Tyrol et plusieurs passaient à côté de Vienne. Les premiers furent les régiments de Veterani et de Savoie.

Il faut parler ici de ce qui regardait le prince de Ragotski [291]. On fit arrêter à Vienne, le 4 avril, un nommé Longueval, capitaine dans le régiment de Bâle, et l'on publia qu'il était chargé de la part du maréchal de Villars de paquets importants qu'on ne pouvait déchiffrer. Il est constant néanmoins que le marquis de Villars n'avait jamais vu cet officier qui avait été à Paris, et que l'on sut depuis avoir eu quelque commerce avec le marquis de Barbezieux. Ce Longueval était en liaison avec le prince de Ragotski, et encore un peu plus avec la princesse. Cependant il trahit l'un et l'autre, en donnant des premiers connaissances d'une conspiration en Hongrie, sur laquelle on prit résolution de faire arrêter le prince de Ragotski. Le comte Solary, colonel dans les troupes de l'empereur, dont le régiment était

en Hongrie et devait marcher en Italie, fut chargé de la commission. Il l'exécuta dans les terres mêmes du prince, qui y était alors. On arrêta, dans le même temps, un nommé Sirmitte [292], qui, après avoir été le principal confident de Té-kely, était rentré en grâce avec l'empereur et en avait même obtenu une des deux charges de protonotaire de Hongrie, emploi, à ce que l'on dit, très lucratif.

Cet homme, né avec un esprit remuant, léger et porté à la révolte, caractère des Hongrois, avait formé une seconde rébellion.

Pour le prince de Ragotski, loin d'être entreprenant, il paraissait au contraire doux, tranquille et d'une si grande docilité pour sa femme qu'on ne l'avait jamais soupçonné d'en manquer, même dans une infinité d'occasions où il est si naturel de la perdre.

Nous avons dit plus haut que Longueval avait vu le marquis de Barbezieux. Mais celui-ci, ennemi du marquis de Villars, ne lui avait donné au-

cune connaissance de ce commerce, et l'empereur aussi bien que ses ministres savaient parfaitement bien ce qu'il en était. Cependant, dès que l'on parla de la conspiration à Vienne, le bruit s'y répandit que le marquis de Villars y avait travaillé, et, sur cela, les principaux de la cour qui étaient fort de ses amis ne firent pas difficulté de lui avouer qu'ils ne pouvaient plus vivre aussi librement avec lui qu'ils faisaient auparavant. Le marquis de Villars, étonné de ces bruits, crut devoir en parler au comte de Kaunitz. Ce ministre lui répondit qu'il ne l'avait jamais oui nommer dans tout le détail de cette conspiration et qu'il devait mépriser ces discours populaires, comme le comte d'Harrach et lui avaient méprisé ceux des tonneaux d'or, qu'on prétendait qu'ils avaient reçus pour se laisser gagner.

Cependant, on fit quelques tentatives pour engager le peuple à quelque violence contre le marquis de Villars, et il remarqua qu'on assemblait de la canaille pour arrêter son carrosse, La

cour, de son côté, était tellement animée contre la France que l'on n'était pas fâché de voir son ministre soupçonné d'être entré dans la conspiration des Hongrois, et, pour fortifier cette opinion, l'on offrit au marquis de Villars une garde de la part de l'empereur, pour le mettre à couvert des insultes du peuple. Il la refusa constamment et dit qu'il ne voulait d'autre sûreté que le rapport de sa bonne conscience et l'exacte probité de toute sa conduite.

Il se répandit ensuite un bruit de conspiration contre la personne de l'empereur, du roi des Romains et de l'archiduc. On disait que le régiment hongrois d'un nommé Paul Déack devait passer à quelques lieues de Vienne, que l'empereur devait l'aller voir et que ce Hongrois, connu pour homme très déterminé, devait se saisir des trois princes et les envoyer en Hongrie. Toute la suite de ce dessein était arrangée de manière à insinuer que le marquis de Villars avait connaissance de la conspiration. Le prince Eugène, dont il était fort



ami, l'entretint de cette affaire et lui dit : « Dans l'état où sont les choses, et à la veille d'une grande guerre entre la maison d'Autriche et la France, on ne regardera pas comme une mauvaise action que vous ayez écouté les propositions de la révolte de Hongrie. Mais, pour cette dernière conspiration, vous êtes trop connu et trop estimé ici pour que l'on y fasse la moindre attention. » — « Je ne suis pas plus en peine du premier soupçon que du dernier, » lui répondit le marquis de Villars, « car, ou il n'y a pas de conspiration, ou l'empereur est mal informé, ou il doit savoir très positivement que je n'ai jamais eu le moindre commerce ni avec Ragotsky, ni avec aucun Hongrois. »

Le 29 avril, comme le marquis de Villars rentrait chez lui à cheval, revenant d'une revue que l'empereur avait faite du régiment d'infanterie de Mansfeld qui passait aux portes de Vienne, un homme, avec un manteau d'écarlate sur le visage, demanda à l'entretenir en particulier, et on le fit

monter par un degré dérobé dans le cabinet du marquis de Villars. Cet homme, avant découvert son visage, qui pour cela n'en parut pas moins inconnu, commença par demander au marquis de Villars sa parole d'honneur qu'il lui garderait le secret sur ce qu'il avait à lui dire. La réponse fut que c'était à lui-même à examiner ce qu'il voulait communiquer et que ce pouvait être telle matière qui ne comporterait pas un secret inviolable. La première pensée du marquis de Villars fut que cet homme voulait lui parler de la conspiration de Hongrie. « Ce que j'ai à vous dire, » poursuivit l'inconnu, « regarde la vie du roi d'Espagne et la vôtre. » — « Pour ces deux points-là, » répondit le marquis de Villars, « j'ai d'assez grandes raisons de vous garder le secret pour n'être pas embarrassé de vous le promettre. »

Cet homme, après cette parole, lui dit : « Je suis dans un des bureaux du comte de Kaunitz, qui seul a connaissance de ce que je vous apprends. Je ne demande aucune récompense pré-

sente, et je ne suis pas en peine de celles que me donneront le roi, votre maître, et son petit-fils, lorsqu'ils auront connu l'importance de mes services.

« C'est d'abord un désir de vengeance qui me porte à m'ouvrir à vous. L'empereur a ruiné ma famille, il a fait mourir mon père en prison et m'a fait perdre plus de deux cent mille écus de biens sans aucune forme de justice. De sorte qu'étant né riche, je suis réduit à servir, et que je me trouve trop heureux de pouvoir espérer de relever ma fortune, en rendant les plus grands services au roi de France et au roi d'Espagne ; ravi surtout, je l'avouerai, de pouvoir par là causer le plus sensible déplaisir à l'empereur.

« Je commencerai à vous apprendre ce qui vous regarde personnellement. La résolution est prise de vous arrêter, de vous faire conduire dans un château sur les frontières de la Hongrie, de vous confronter avec des Hongrois que l'on prétend pouvoir vous convaincre, et, innocent ou

coupable, on est déterminé à vous faire mourir, pour établir dans toute l'Europe que la France a tramé une conspiration contre l'empereur et contre ses deux fils. »

Le marquis de Villars répondit : « qu'il comptait trop sur son innocence pour rien craindre de pareil ; que d'ailleurs il se rassurait sur la probité et sur la piété de l'empereur. »

« Vous savez trop d'histoire, » repartit l'inconnu, « pour ignorer que Charles-Quint, qui se donnait pour un prince pieux, fit cependant arrêter sur le Pô et assassiner deux ambassadeurs que François Ier envoyait à Constantinople, et l'on n'attend pour exécuter ce qui vous regarde que des nouvelles du comte de Sinzendorff, auquel on a envoyé ordre de se sauver seul, même en laissant sa femme, si elle n'est pas encore partie. Ainsi vous n'avez que sept ou huit jours pour prendre vos mesures. Je doute même s'il vous sera facile de vous échapper, car vous êtes observé et suivi à chaque pas que vous faites. Mais je

puis vous aider, étant premier employé chez le ministre, et dès là maître de faire partir des courriers et de faire donner des chevaux de poste. »

Le marquis de Villars répondit toujours « qu'il attendait avec tranquillité les résolutions de l'empereur, que cependant il ne pouvait en imaginer de si cruelles de la part de Sa Majesté impériale contre un homme qu'elle connaissait très éloigné de pareilles horreurs, et dont certainement l'innocence lui était très connue. »

« Puisque ce qui regarde votre vie ne vous fait pas assez d'impression, » répliqua cet homme, « je passe à ce qui regarde celle du roi d'Espagne.

« Il est venu ici un don Juan de Sales, homme maigre, noir, de taille médiocre, et envoyé par le duc de Medina Sidonia. Ce don Juan est homme de qualité; il a fait seul le voyage de Madrid ici avec une certaine diligence, et est reparti depuis trois jours. Il propose d'empoisonner le roi d'Espagne, à quoi l'empereur n'a pas donné son consentement. Le duc de Medina promet en ce

cas de faire soulever l'Espagne en faveur de l'archiduc Charles, qui sera porté par les flottes d'Angleterre et de Hollande. Ce don Juan sera de retour dans un mois, il apportera les résolutions du duc et de quelque autre; il prendra les dernières mesures avec l'empereur et repartira peu de jours après. Le donneur d'avis demande qu'on ne fasse pas arrêter ce don Juan en Espagne: premièrement, parce qu'il serait perdu lui-même, s'il n'avait le temps de se sauver avant que les premières nouvelles de la détention de don Juan fussent arrivées à Vienne: en second lieu, parce que s'il était arrêté avant son retour dans cette cour, il serait impossible de rien savoir des résolutions de l'empereur. Et, pour cela, il s'engage à suivre don Juan dans sa route quand il partira d'ici, et à le faire arrêter en France ou en Italie. »

Le marquis de Villars écouta tout ce que cet homme voulut lui dire, et lui promit de magnifiques récompenses, s'il y avait autant de vérité

qu'il paraissait y avoir de zèle dans ce qu'il venait de lui découvrir.

Il n'était pas hors d'apparence que ce ne fût un piège que l'on tendait au marquis de Villars pour le porter à partir secrètement. Mais ce qui regardait le roi d'Espagne était d'une trop grande importance pour qu'il n'en donnât pas avis par un courrier. Il trouva donc le moyen d'en faire partir un, sans qu'il parût être dépêché par lui. Il n'oublia rien pour retrouver cet homme qui lui dit en le quittant : qu'il ne le reverrait qu'après le retour du courrier envoyé au comte de Sinzendorff.

Comme le marquis de Villars était fort ami de Loredano, ambassadeur de Venise, homme d'esprit, prudent, et d'une grande probité, il lui demanda conseil sur l'aventure qui venait de lui arriver, sans lui découvrir pourtant ce qui regardait le roi d'Espagne. La matière était fort délicate, et le marquis de Villars, soutenu par Loredano, se détermina au parti le plus honorable, quoique le plus dangereux, qui était d'attendre

tranquillement, d'observer la même uniformité de conduite, et d'aller à la cour à son ordinaire, évitant seulement de passer dans les rues fort remplies de peuple, par la crainte d'une émeute de laquelle personne ne répond, et à laquelle il avait été exposé quelques jours auparavant. Ce qu'il y a de vrai, c'est que la maison impériale était irritée au dernier point, et que le roi des Romains surtout donnait des marques de la dernière fureur contre la France [293].

L'ambassadeur de Venise reçut alors un courrier, prit audience de l'empereur, et déclara que la République observerait une très exacte neutralité : les généraux de l'empereur espéraient d'elle quelque chose de plus.

On eut quelque intention d'envoyer l'archiduc demeurer à Inspruck. Le comte d'Harrach fils, qui avait succédé à son père ambassadeur en Espagne, et qui depuis quelques jours était revenu de Madrid, devait avoir une des principales charges de la maison de ce prince. Mais cette ré-



solution n'eut pas de suite. Le jeune comte d'Harrach apprit au marquis de Villars des particularités d'une conversation qu'il avait eue à son sujet avec le roi d'Espagne.

Il lui dit donc qu'ayant demandé audience à ce prince pour l'informer, de la part de l'empereur, de la déclaration que le marquis de Villars lui avait faite du traité de partage, le roi d'Espagne l'arrêta sur le nom du marquis de Villars, et lui dit : « N'est-ce pas le fils de celui qui a été ambassadeur plusieurs fois ici ? » Le comte d'Harrach répondit seulement : « Je le crois, » et continua son discours sur la matière du partage de la monarchie, comptant avec raison que Sa Majesté Catholique en serait plus occupée que du nom de celui qui l'avait déclaré à l'empereur. Cependant le roi d'Espagne, sans répondre sur le sujet principal de l'entretien, reprit en parlant du marquis de Villars : « Mais c'est un homme bien fait, » et toutes les fois que le comte d'Harrach reprenait la

parole, le roi d'Espagne interrompait un discours si sérieux et revenait au marquis de Villars.

Le comte d'Harrach lui dit que, surpris de voir le roi d'Espagne plus attentif à la personne du marquis de Villars qu'à la plus importante affaire du monde, il montra son étonnement à un ministre d'Espagne avec lequel il était en confiance : « Ne soyez pas surpris de cette distraction du roi, » lui répliqua celui-ci, « parce que, après la mort de la reine Louise, ceux qui avaient voulu la perdre n'avaient rien oublié pour arracher du cœur du roi le fonds de tendresse qu'il avait pour elle, et lui avaient montré un portrait du marquis de Villars qu'on avait trouvé dans une cassette de cette belle et trop malheureuse reine. »

On apprit dans les derniers jours d'avril que le Portugal s'était déclaré pour le roi d'Espagne. Ainsi la maison d'Autriche n'avait plus de ressources que dans les puissances maritimes, qui de leur part n'étaient guère moins animées que la maison impériale. Cependant toutes les troupes

destinées pour l'armée d'Italie continuaient leurs marches, et, par les calculs que l'on pouvait faire du temps qu'elles seraient en route, le marquis de Villars crut pouvoir assurer le roi et ses généraux en Italie, que l'armée impériale ne pouvait tenter la sortie des montagnes que vers le 15 de juin au plus tôt.

Il n'oubliait rien cependant pour retrouver cet homme qui lui avait donné des avis sur les périls où était exposé le roi d'Espagne et sur ceux qu'il courait lui-même. Les huit jours qu'il devait passer sans parler au marquis de Villars s'étaient écoulés sans qu'il parût, et il était aisé de voir que tout ce mystère n'était qu'un piège qui lui était tendu pour l'obliger à s'éloigner, sans que la cour de Vienne parût avoir de part à sa retraite. Néanmoins les bruits répandus dans le public ne se dissipaient pas et les querelles, où les domestiques du marquis de Villars étaient exposés tous les jours, pouvaient enfin causer quelque désordre.

Loredano, ambassadeur de Venise, lui conseilla de passer quelques jours hors de Vienne sous quelque prétexte, car, bien qu'il eût lieu d'être tranquille par la sûreté que donne une conduite exempte de tout soupçon, il est certain que la haine de la maison impériale, et surtout celle qui animait le roi des Romains, pouvaient porter le peuple à quelque violence propre à persuader à toute l'Europe que le ministre de France avait part aux conspirations des Hongrois. Il est même fort apparent que, dans les circonstances présentes, quelque coup d'éclat n'aurait pas déplu, quoique la maison d'Autriche eût été médiocrement dédommée de la perte de la monarchie d'Espagne, par celle d'un lieutenant général des armées [du roi] de France et son ministre à la cour de Vienne.

Le marquis de Villars, continuant de parler avec force au comte de Kaunitz, le pressa de faire connaître à l'empereur sa très juste indignation sur les bruits qui se répandaient.

Quelques jours ensuite ce ministre lui dit : que Sa Majesté impériale était pleinement informée qu'il n'avait pas eu la moindre connaissance des mauvais desseins des Hongrois, et qu'elle espérait aussi que le roi n'écouterait pas des sujets rebelles, surtout la guerre n'étant pas encore déclarée ; qu'au surplus il rendrait publics les sentiments de l'empereur au sujet du marquis de Villars, lui avouant qu'il s'en était peu fallu, peu de jours auparavant, que sa maison ne fût attaquée, et que, si deux ou trois de la canaille n'avaient dit : « Attendons le jour, l'empereur nous en saura gré, » lui et tous ses gens auraient été assommés. Il arriva même alors une aventure fort malheureuse. Un capitaine du régiment de Commercy, et un autre du régiment de Savoie, tous deux Lorrains, mais qui avaient assez l'air français, furent pris pour tels dans un cabaret. La canaille s'attroupa et les assassina tous deux. On peut juger que, dans de pareilles conjonctures, le séjour du marquis de Villars à Vienne n'était pas agréable.

Cependant le comte de Kaunitz ayant expliqué en public les sentiments de l'empereur sur le marquis de Villars, les honnêtes gens, parmi lesquels il avait beaucoup d'amis, lui en marquèrent leur joie, rentrèrent en commerce avec lui, et peu après la mauvaise humeur du peuple se calma.

Il y eut cependant quelques braves qui crurent marquer leur zèle à l'empereur en cherchant une querelle avec le marquis de Villars. Entre autres, un seigneur napolitain dit en sa présence que les serviteurs de la très auguste maison ne voyaient qu'avec horreur l'usurpation de ses royaumes, et que, sans les égards dus à un ministre étranger, l'on serait souvent tenté de commencer une petite guerre avec lui. Le marquis de Villars répondit : que cette ardeur de guerre était plus naturelle dans les armées de l'empereur que dans une cour, que cependant, s'il y avait quelqu'un qui s'en trouvât si pressé, et qu'il ne fût retenu que par le respect que l'on doit au ministre du roi, la civilité du ministre le porterait à faire toutes les

avances. « Lorsque les actions générales sont sur le point de commencer, » ajouta-t-il, « les particulières peuvent amuser les fainéants de cour. » Le seigneur napolitain ne répondit point à cette politesse, et ceux qui auraient voulu faire les braves connurent bien qu'ils n'en seraient pas quittes pour la démonstration.

On apprit alors par un courrier que l'Angleterre et la Hollande avaient reconnu le roi d'Espagne. Ces deux puissances ne laissaient pourtant pas de se préparer à la guerre, et attendaient pour la déclarer des occasions favorables. La France, qui avait perdu celle de faire sûrement le siège de Maestricht, en retenant les troupes de Hollande arrêtées dans les places des Pays-Bas, attendait aussi l'événement des traités qu'elle tâchait de faire, et dont le but était d'engager dans les intérêts des deux couronnes plusieurs puissances, comme l'électeur de Bavière, celui de Cologne, le duc de Wolfenbüttel, et le duc de Savoie en Italie.

Revenons aux mouvements des troupes impériales, à la tête desquelles le prince Eugène devait passer les Alpes.

Il est certain que la guerre d'Italie fut entreprise par la résolution en général d'attaquer et de commencer en quelque endroit.

L'Angleterre et la Hollande, n'ayant pas encore de mesures prises, n'ayant pas même eu le temps de les prendre, étaient dans la nécessité d'attendre une autre campagne pour agir. D'une autre part, on ne voulait ébranler les princes de l'Empire que lorsque la liaison des puissances maritimes rendrait les projets de guerre plus faciles, et donnerait des espérances de la faire heureusement.

Cependant il était de l'intérêt de l'empereur d'embarquer la guerre ; il ne le pouvait faire qu'en Italie, et, au hasard de n'y avoir pas de grands succès, il fallait toujours commencer à agir.

Un courrier du prince Eugène arriva le dernier mai, et l'on sut que ce prince ayant fait re-



connaître par le général Coudelstein [294] les postes qu'occupaient les troupes de France vers Rivoli, il avait trouvé impossible de forcer ces passages, et qu'il prenait le parti de marcher par une autre route, comptant aller descendre vers Legnago, place des Vénitiens sur l'Adige, au-dessous de Vérone.

Quelques jours après, on apprit que l'armée de France s'étendait le long de l'Adige pour en disputer le passage au prince Eugène; et tout le mois de juin se passa de la part de ce général à trouver les moyens de s'étendre, et du côté du maréchal de Catinat à l'empêcher de pénétrer au-delà de l'Adige. La cour de Vienne, durant ce temps-là, fit un traité avec celle de Danemarck, par lequel celle-ci s'engageait à donner douze mille hommes de ses troupes pour le service de l'empereur.

Ce prince reçut aussi des nouvelles très favorables d'Angleterre et de Hollande, dans le temps même qu'il apprit que le mariage de Marie-Ga-

brielle, seconde princesse de Savoie, était résolu avec le roi d'Espagne [295], et que les troupes du duc de Savoie étaient en marche pour joindre l'armée de France.

Le comte de Staremborg, président du conseil de guerre, mourut alors. Le prince de Bade avait dit au marquis de Villars, pendant son séjour à Vienne, qu'il avait autrefois refusé cette charge. Le prince Eugène en était sans difficulté plus digne. Mais elle fut destinée au comte de Mansfeld, et ce choix fut déclaré huit jours après la mort du comte de Staremborg.

On envoya au prince de Bade des ordres pour commander dans toutes les places de l'empereur en Allemagne, sans être obligé de rendre compte au chancelier de la cour de ceux qu'il trouverait à propos de donner dans ces différentes places. Cette distinction était une nouveauté sans exemple, et jusque-là tout ce qui regarde le Tyrol, le Frioul, et tous les autres états soumis autrefois

aux archiducs, étaient de la dépendance du chancelier de la cour.

Ce chancelier fut nommé pour aller interroger le prince Ragotski que l'on avait conduit dans le château de Neustatt, où ce Longueval, qui avait donné les premiers avis de la conspiration, lui fut confronté. Ainsi l'on ne douta plus qu'il n'y eût un dessein formé de faire le procès à ce prince malheureux; on continuait même à répandre que le marquis de Villars y serait nommé, quoique la déclaration faite de la part de l'empereur par le comte de Kaunitz eût détruit cette opinion dans l'esprit de tout ce qu'il y avait d'honnêtes gens.

Le marquis de Villars reçut ordre de donner part à l'empereur de la mort de Monsieur, frère unique du roi [296]. Dans l'audience qu'il prit pour cela, le marquis de Villars dit un mot à Sa Majesté impériale sur les injustices que les gens mal informés ou mal intentionnés lui avaient faites au sujet des affaires de Hongrie. L'empereur lui répondit avec beaucoup de bonté qu'il

connaissait trop son caractère pour n'être pas persuadé qu'il n'y aurait jamais rien dans sa conduite que l'on ne dût attendre d'un homme d'honneur, et il l'assura que sur cette affaire il ne lui était rien revenu qui pût lui causer la moindre peine.

Outre le chancelier de la cour, qui était à la tête des commissaires pour juger le prince de Ragotski, l'on nomma deux des plus anciens conseillers de chaque tribunal, et le délateur Longueval, mis en liberté, publia que dans ses confrontations on avait convaincu tous les accusés. On jugea cependant que l'intérêt de bien approfondir une matière si importante en retarderait la décision pour quelque temps.

Il arriva le 7 juillet un courrier par lequel on apprit que le prince de Savoie [297] avait passé l'Adige ; qu'il avait un pont sur le Pô, et une tête de pont fortifiée au-delà de cette rivière.

À cette nouvelle la joie se répandit dans la cour de Vienne, et on y était tellement persuadé

de toutes les difficultés que trouverait le prince Eugène à sortir des montagnes, à passer des rivières et à s'étendre, que l'on regarda ce premier succès comme le plus glorieux et le plus important qui pût arriver d'abord. Aussi, dès que le marquis de Villars parut dans l'antichambre de l'empereur, tous les courtisans s'empressèrent autour de lui pour lui conter leurs prospérités.

Le marquis de Villars leur répondit : « L'armée du roi a ordre de défendre les états du roi, son petit-fils, et point du tout ceux des Vénitiens ni des autres princes d'Italie. »

Le 14 juillet, le comte d'Altein, adjudant général, arriva envoyé par son général pour informer l'empereur d'un avantage remporté en Italie, succès qui paraissait fort augmenté par les relations. Ce qu'il y a de certain, c'est que le prince Eugène passa le Tanaro auprès de Carpi [298], qu'il poussa quelques troupes commandées par le comte de Tessé et par Saint-Frémont, maréchal de camp ; qu'il emporta un poste de 500 grenadiers,

et qu'il y fut légèrement blessé. Ce petit avantage fut extrêmement relevé à Vienne, et, comme je l'ai déjà dit, ce qui augmentait la joie, c'est que l'on ne comptait pas qu'il fût possible de passer aucune rivière en présence de l'armée de France, postée et établie depuis plusieurs semaines.

Le marquis de Villars reçut le 19 juillet la permission qu'il sollicitait depuis longtemps de partir de Vienne. Il eut ordre en même temps d'y laisser son premier secrétaire [299], et le 26, il prit congé de l'empereur, en l'assurant, de la part du roi, que son intention avait toujours été d'observer ponctuellement les derniers traités, et d'entretenir avec Sa Majesté impériale la bonne intelligence si nécessaire pour le bien de l'Europe et pour celui de la religion. Les réponses de l'empereur, de l'impératrice, du roi et de la reine des Romains furent très polies, et M. l'archiduc se découvrit à la première et à la dernière révérence du marquis de Villars; politesse qu'il avait refusée longtemps, et dont le refus avait empêché le

marquis de Villars de voir ce prince. À son départ, il reçut mille marques d'amitié à la cour de l'empereur où véritablement il était fort aimé des ministres et des généraux.

En se séparant du prince Eugène, lorsqu'il partit pour commander l'armée de l'empereur en Italie, ils se donnèrent l'un et l'autre des marques réciproques de leur estime et de leur amitié. Les courtisans, étonnés des assurances de pareils sentiments entre gens qui allaient se faire la guerre, leur demandaient à tous deux s'il était possible que, sur le point de se voir le pistolet à la main, ils s'aimassent tant. « Messieurs, » leur dit le marquis de Villars, « je compte sur les bontés de M. le prince Eugène, et je suis très persuadé qu'il me souhaite toutes sortes de bonheurs, comme de mon côté je lui désire toutes les prospérités qu'il mérite, excepté celles qui peuvent être contraires aux intérêts du roi. Mais voulez-vous que je vous dise où sont les véritables ennemis du prince Eugène ? C'est à Vienne, et les miens sont à Ver-

sailles [300]. » Ainsi finit le séjour de près de trois ans que le marquis de Villars avait fait auprès de l'empereur.

Il est certain que le dessein de ce prince et des comtes de Kinsky, d'Harrach et de Kaunitz, ses principaux ministres, avait été de faire entre le roi et Sa Majesté impériale un partage de la monarchie d'Espagne qui les faisait tous deux maîtres de l'Europe. L'empereur consentait que le roi, pour sa portion, eût sur sa tête toutes les Espagnes, les Indes, les Pays-Bas catholiques, et toutes les places de l'Afrique. L'empereur voulait pour la sienne les royaumes de Naples, de Sicile et l'État de Milan ; il s'engageait à soutenir les intérêts du roi au-delà du Rhin, ses desseins pour rétablir le roi d'Angleterre dans ses états et encore les projets qu'il pouvait former sur les Provinces-Unies, irrité de ce que l'Angleterre et la Hollande paraissaient vouloir s'unir à la France. La crainte qu'eurent ces puissances de voir un partage si considérable entre les maisons de France et d'Au-



triche, et d'ailleurs si manifestement utile à la religion catholique, leur fit entreprendre ce malheureux traité de partage qui a ébranlé tous les états de l'Europe.

Après que ce traité fut déclaré, comme il offensait également l'empereur et le roi d'Espagne, qui vécut six mois depuis, les ordres furent donnés pour recevoir toutes les troupes de l'empereur en Italie, dont le marquis de Villars empêcha la marche avec beaucoup d'adresse. Cependant le marquis d'Harcourt et le comte de Tallard ayant reçu des récompenses magnifiques, le marquis de Villars ne fut honoré que de paroles pleines de bonté et d'estime de la part du roi, et elles ne furent accompagnées d'aucune grâce. Le marquis de Barbésieux était lié d'une amitié très vive avec le marquis d'Harcourt; le marquis de Torcy ne l'était pas moins avec le comte de Tallard, et nous verrons dans tout le cours de ces Mémoires que le marquis de Villars n'a jamais eu pour lui que ses services, les périls de la France, et la né-

cessité indispensable de lui confier le commandement des plus grandes armées.

## Notice BnF

Titre :

Mémoires du maréchal de Villars. Tome 1 / publiés,  
d'après le manuscrit original, pour la Société de l'histoire  
de France, et accompagnés de correspondances inédites par  
M. le Mis de Vogüé,...

Auteur :

Villars, Louis-Hector (1653-1734). Auteur du texte

Auteur :

Villars, Louis-Hector (1653-1734). Auteur du texte

Éditeur :

Renouard (Paris)

Éditeur :

H. Loones (Paris)

Date d'édition :

1884-1904

Contributeur :

Vogüé, Melchior (1829-1916; marquis de). Éditeur scientifique

Sujet :

France (1643-1715, Louis XIV)

Type :

monographie imprimée

Langue :

français

Langue :

Français

Format :

6 vol. : tableau généalogique ; in-8

Format :

Nombre total de vues : 500

Description :

Comprend : Correspondances inédites

Description :

Contient une table des matières

Description :

Avec mode texte

Droits :

domaine public

Identifiant :

ark:/12148/bpt6k6564166d

Source :

Bibliothèque nationale de France, département Philosophie, histoire, sciences de l'homme, 8-LB37-5063 (1)

Notice d'ensemble :

<http://catalogue.bnf.fr/ark:/12148/cb34024217k>

Provenance :

Bibliothèque nationale de France

Date de mise en ligne :

09/12/2013

## NOTES

**1** En voici le titre complet : *Mémoires du duc de Villars, pair de France, maréchal général des armées de Sa Majesté très chrétienne, etc. Amsterdam, aux dépens de la Compagnie, 1736*. Le tome II porte : À La Haye, chez Pierre Gosse, libraire, 1736.

**2** À cette énumération de titres, l'édition de 1734 ajoute : « marquis de la Nocle, comte de la Rochemillay, grand d'Espagne de la première classe, titres obtenus en 1719 et 1723, et maréchal général, grade reçu en 1732. » Cette partie du manuscrit est donc antérieure à 1719 : elle est postérieure à 1715, date de l'entrée de Villars au conseil de régence.

**3** Marie Gigault de Bellefonds, tante paternelle du maréchal du même nom : on a d'elle des *Lettres à Madame de Coulanges*, écrites d'Espagne et publiées en

dernier lieu par M. de Courtois (1868). Son mariage avec P. de Villars eut lieu à Moulins en février 1651 : elle mourut en 1706.

4 On a pu voir, par la notice qui précède, ce qu'il faut penser de l'ancienneté de la maison de Villars et de ses véritables origines.

5 Pierre de Villars, évêque de Mirepoix (1566-1575), puis archevêque de Vienne (1576-1588). — Pierre de V., neveu du précédent, son successeur sur le siège de Mirepoix (1575), puis sur celui de Vienne (1589-1599). — Jérôme de V., frère du précédent, archevêque de Vienne (1599-1626). — Nicolas de V., cousin germain des précédents, évêque d'Agen (1588-1608). — Pierre de V., neveu du précédent, coadjuteur de Jérôme à Vienne, puis son successeur (1626-1663). — Henri de V., neveu du précédent, son coadjuteur (1682), puis son successeur (1683-1693).

6 Armand de Bourbon, frère du grand Condé, né en 1629, mort le 21 février 1666.

7 Le brevet original, signé du prince de Conti le 31 mars 1656, est en ma possession. Le marquis de Villars était alors mestre de camp d'un régiment de cava-

lerie légère, suivant brevet du 15 septembre 1654, également en ma possession.

**8** Nom de héros tiré du roman de *Cyrus* de Mlle de Scudéry. Saint-Simon (II, 28) prétend qu'il fut donné à Villars par M. de Choisy dans une circonstance assez scabreuse. Mme de Sévigné l'attribue à sa belle mine.

**9** Ch.-Félix de Galéan, officier très distingué, prit Gigeri (1664); créé duc de Gadagne par le pape Clément IX, il commanda les armées de Venise.

**10** Nic. de Bautru, marquis de Vaubran, tué à Altenheim (2 août 1675). Mme de Sévigné a raconté la touchante douleur de sa veuve.

**11** Le brevet est du 20 janvier 1689; il mentionne « l'illustre extraction » et les grands services militaires et diplomatiques du marquis de Villars, lieutenant général. — Original en ma possession.

**12** Bernard de la Guiche, comte de Saint-Géran, mari de la célèbre amie et correspondante de Mme de Maintenon, était fils de Claude de Saint-Géran et de Suzanne de Longaunay. Celle-ci était cousine germaine de Mlle de Bellefonds, mère de Villars: à ce titre elle intervint, ainsi que son mari, au contrat de mariage de Pierre de Villars pour faire une donation aux futurs époux. Su-



zanne, veuve de Claude de Saint-Géran, confirma cette donation le 4 septembre 1660. Les actes précités sont en ma possession ; ils prouvent que la liaison des familles de Saint-Géran et de Villars datait de loin.

**13** Bernardin Gigault, marquis de Bellefonds, né en 1634, maréchal de France en 1668, mort le 4 décembre 1694.

**14** Fr, de Blanchefort, marquis de Gréquy, né vers 1624, maréchal de France en 1668, mort en 1687.

**15** L. de Crévant, marquis d'Humières, maréchal de France en 1668, mort le 31 août 1694.

**16** Frédéric Rhingrave, dit *le Grand*, seigneur de Neuwillers, mort le 25 janvier 1673.

**17** H.-L. d'Aloigny, marquis de Rochefort, maréchal de France en 1675, mourut l'année suivante.

**18** Le Tauber, petite rivière qui se jette dans le Mein à 30 kil. à l'ouest de Würzburg.

**19** Bernardin Kadot, marquis de Sebeville, né en 1642, mort maréchal de camp en 1712. — Envoyé extraordinaire à Vienne (1680-81. Brillants états de service. — Exécuteur testamentaire de la marquise de Villars (1706).

**20** Guillaume III de Nassau, né en 1650, stathouder de Hollande en 1672, roi d'Angleterre en 1688, mort en 1702.

**21** Français des Cévennes, du nom de Darnoye ; il était entré au service de l'empereur, qui le fit comte et feldzeugmeister.

**22** 11 août 1674.

**23** Charles de Montsaulain, comte de Montal, brillant homme de guerre, couvert de blessures, aussi modeste que brave, ne fut jamais maréchal de France, à la grande indignation de Saint-Simon, et mourut à plus de 80 ans, en 1698, lieutenant général, encore en activité de service.

**24** Antoine de Montlezun, baron de Buscas, capitaine de cavalerie en 1657, entra aux gardes du corps en 1657 et y fit toute sa carrière, qui fut très brillante. Lieutenant général en 1694, il mourut en 1715.

**25** J.-J. Chauméjean, marquis de Fourilles, d'une race militaire. Brillant officier signalé dans toutes les campagnes depuis 1645.

**26** La promotion est du 30 juillet 1675, elle comprend : 1° Godefroy, comte d'Estrades, né 1607, mort 1686 ; 2° Philippe de Montaut, duc de Navailles, né 1618,

mort 1684; 3° Fr. Arnaud, comte de Schomberg, né en Allemagne en 1618, passé au service de France, puis au service de Guillaume d'Orange (1686), tué sous les ordres à la Boyne (1690); 4° Jacques de Durfort, due de Duras, né 1625, mort 1704; 5° Fr. d'Aubusson, duc de la Feuillade, mort en 1691; 6° L.-Victor de Rochechouart, due de Vivonne, né 1636, mort 1688; 7° Fr.-Henri de Montmorency, duc de Luxembourg, né 1628. mort 1695, le célèbre vainqueur de Steinkerque et de Neerwinde.

27 À Salzhach, le 27 juillet.

28 À Altenheim, le 2 août.

29 Ce combat eut lieu près de Consarbrück, le 11 août 1675.

30 Il y a ici un blanc dans le manuscrit.

31 Officier d'artillerie de grand mérite, blessé à Senef, maréchal de camp en 1689, puis lieutenant général, gouverneur de Gravelines, tué à Fleurus (1705).

32 « Calvo commandant à Maastricht en l'absence du maréchal d'Estrades, y fait des prodiges de valeur » (*Gazette de France*, 10 sept. 1676). Il s'était déjà distingué en Espagne et à Senef: nommé lieutenant général le 12 sept. 1676: cordon bleu en 1688: meurt à l'armée de Flandre le 29 mai 1690.

**33** Fréd.-Maurice de la Tour, neveu de Turenne, lieutenant général en 1677, mort le 23 novembre 1707, à 65 ans.

**34** Watten, sur l'Aa, à 30 kil. de Calais et 10 de Saint-Omer.

**35** Eugène de Montmorency, prince de Robecque, mort en janvier 1683.

**36** Ph.-Aug. le Hardy, crée marquis de la Trousse en 1651, se distingua dans toutes les campagnes ; maréchal de camp en 1675, lieutenant général en 1677, cordon bleu en 1688, mort en 1690.

**37** 11 avril 1677.

**38** Jules-Louis Bolé, marquis de Chamlay, né en 1650, mort en 1719, maréchal des logis aux camps et armées du roi. Voyez la notice que M. de Boislisle a consacrée à cet officier d'un rare mérite et d'une grande modestie, dans le *Cabinet historique*, janvier 1877.

**39** Charles IV, né en 1643, chassé de ses états par Louis XIV, général au service de l'empereur Léopold, son beau-frère, mort en 1690.

**40** L.-Félix de Nogaret, marquis de la Valette, brigadier le 25 février 1677, maréchal de camp en 1688, lieutenant général en 1693, mort en 1695.

**41** Petite ville d'Alsace à 13 kil. ouest de Strasbourg, auj. Marlenheim; Kochersberg était à une lieue plus au nord, sur la route de Strasbourg à Saverne.

**42** Gugenheim, village; 4 kil. environ au nord de Kochersberg.

**43** 7 octobre 1677.

**44** Villars fit faire un tableau de ce combat de Kochersberg par Martin père, et le mit dans la salle de billard du château de Vaux, avec neuf autres tableaux de batailles du même peintre.

**45** Joseph de Pons de Cuimora, entré au service en 1653, lieutenant général en 1677, cordon bleu en 1688, mort en 1690 à 65 ans.

**46** Kintzig, rivière du duché de Bade qui se jette dans le Rhin en face de Strasbourg.

**47** Günthersthal. L'abbaye du même nom est dans la vallée à 5 kil. sud de Fribourg.

**48** Waldkirch, à 13 kil. N.-E. de Fribourg.

**49** René de Brulart, marquis de Genlis, fit toutes les campagnes depuis 1641; lieutenant général en 1677, il mourut en 1696 à 79 ans.

**50** 14 novembre 1677.

**51** Écrit aussi Rhinfeld, aujourd'hui Rheinfelden.

**52** René de Montboucher, marquis du Bordage, brigadier de cavalerie le 25 février 1677, maréchal de camp 1688, tué au siège de Philisbourg le 18 octobre de la même année.

**53** Nenenburg dans le grand-duché de Bade, sur le Rhin à hauteur de Mulhouse.

**54** Louis Guillaume de Bade, né en 1655, mort en 1707; vainqueur des Turcs à Salankemen en 1691 : battu par Villars à Friedlingen.

**55** Phil.-Emm. de Fronlay, marquis de Tessé, maréchal de camp en 1691, lieutenant général en 1696, souvent blessé, mort à Cremone en 1701.

**56** Nicolas d'Argouges, marquis de Ranes, gouverneur d'Alençon, maréchal de camp en 1675, lieutenant général en 1677, tué le 7 juillet 1678 au combat de See-kingen, le lendemain de l'attaque du pont de Rhinfeld, où il se signala.

**57** Ortenberg, à 3 kil. d'Offenburg.

**58** Gengenbach sur la Kintzig, à 10 kil. d'Offenburg.

**59** 27 juillet.

60 Leimersheim, à 14 kil. de Philipsbourg.

61 Louis-François, marquis puis duc de Boufflers en 1695 maréchal de France en 1693, mort le 22 août 1711 à soixante-sept ans.

62 18 novembre 1679.

63 Le père du maréchal.

64 7 mars 1680.

65 6 novembre 1683.

66 4 juin 1684.

67 Ce refus ne fut pas absolu, et les deux princes de Conti partirent en 1685 avec le jeune comte de Turenne et d'autres seigneurs ; ils se distinguèrent à Gran et à la prise de Neuhausel (août 1685) ; ils tombèrent en disgrâce à cause de leurs correspondances trop libres.

68 Marie-Anne, sœur de la reine Anne d'Autriche.

69 Originaire de Prusse, il servit d'abord l'électeur de Brandebourg, puis l'électeur palatin ; l'empereur Léopold se l'attacha ensuite : il fut ambassadeur au congrès de Nimègue, négocia le mariage de l'empereur avec la palatine Éléonore de Neubourg, devint chancelier de l'Empire après la mort de Hoher, fut créé comte, et justifia sa haute faveur par un travail infatigable.

**70** La première lettre écrite de Vienne au roi par Villars est du 7 mars 1687.

**71** Né en 1628, fils cadet du margrave Guillaume, général au service de l'empire ; président du conseil de guerre, mort pendant la diète de Ratisbonne en 1691.

**72** Maximilien-Emmanuel, né en 1662, gendre de l'empereur Léopold, mort en 1726.

**73** Ferdinand-Marie (1651-1679) avait conclu avec Louis XIV, par l'intermédiaire du duc de Vitry, le 14 janvier 1673, un traité qui l'obligeait à fournir un contingent de 9,000 hommes, moyennant 100,000 florins comptant et 16,000 rixdalers par mois.

**74** La correspondance de Villars montre que ce voyage n'eut lieu que l'année suivante.

**75** Pendant tout le temps de la campagne, la correspondance de Villars était adressée à un *M. D'Armissan, lieutenant de roi du château Trompette, à Bordeaux*. Voir à l'appendice les extraits que nous en donnons.

**76** Un second récit de cette bataille est relié avec les correspondances de Villars : il diffère peu de celui des « mémoires ». On y lit, à cet endroit : « nos Hongrois les poussaient et étaient repoussés, et de temps en temps rapportaient quelques têtes qu'ils jetaient, sui-



vant l'usage, aux pieds de Mr de Lorraine, lequel marchait seul à la tête de tout. »

**77** D'après une lettre du 2 juin 1688, c'est à cette époque seulement que le chevalier Santini, échangé contre des prisonniers turcs, put quitter Belgrade et revenir à Munich.

**78** Stuhlweissenburg.

**79** La forme adoptée aujourd'hui pour tous ces noms géographiques est Eszek, Siklos, Fünfkirchen. Erlau, Szegedin. Neuhaüsel et le mont Harsan.

**80** Eugène de Savoie, fils du comte de Soissons et d'Olympe Mancini, le célèbre ennemi de la France, né à Paris en 1663, mort à Vienne en 1736.

**81** Charles de Lorraine-Harcourt, fils du marquis de Lislebonne, entré au service de l'empereur, tué à Luzzara en 1702 à quarante et un ans.

**82** Fr. Joseph, fils aîné du maréchal de Créquy, très brillant officier, tué à Luzzara en 1702 à quarante ans.

**83** Mon savant confrère M. Schefer, interrogé au sujet de l'étymologie de ce mot, n'a trouvé de rapprochement qu'avec le mot turc *copsa* « crochet », qui pouvait s'appliquer à une lance à crochet, La lettre auto-

graphe de Villars reproduite à l'appendice porte aussi *copie*.

**84** Charles de Ligniville ou Lignéville, de la maison illustre appartenant aux « quatre grands chevaux de Lorraine », était major de cavalerie au service de l'Empire, du régiment de Bassompierre: il mourut de sa blessure, ainsi que cela résulte de la lettre écrite au roi par Villars le 15 août. Voy. à l'appendice.

**85** Frédéric-Casimir, né en 1650, mort en 1698.

**86** Charles IV de Gonzague, dernier duc de Mantoue, né en 1658, dépossédé par l'empereur en 1708, et mort la même année. Une lettre autographe de Villars, que nous publions à l'appendice, insiste sur cette rencontre dans des termes très plaisants et assez malveillants pour le duc.

**87** On a conservé pendant longtemps, à l'arsenal de Vienne, des tentes turques provenant du butin fait soit lors de la levée du siège de Vienne, soit pendant la campagne de Hongrie; elles ont été malheureusement dispersées dans ces dernières années: quelques fragments recueillis à l'Académie des beaux-arts par M. le professeur Eisenmenger répondent parfaitement à la description de Villars.

88 Le prince Eugène.

89 Kanisza et Sziget.

90 La correspondance de Villars complète en effet, d'une manière intéressante, le récit de cette campagne ; voy. les extraits que nous en donnons à l'appendice, ainsi que le mémoire de Villars sur les généraux de l'Empire.

91 Au commencement de septembre 1687.

92 Quoique Villars fit les fonctions d'envoyé, il n'en avait pas le titre officiel ; Louis XIV et Croissy lui recommandent toujours de ne rien faire ou dire qui pût faire croire qu'il eût une mission de la cour de France.

93 L'électeur s'ennuyait beaucoup à Munich et cherchait à se distraire par des plaisirs renouvelés et par des déplacements fréquents à Schleissheim, Kaiserfeld, Altenberg, Leonsberg, Landshut, résidences princières où il chassait le cerf, le sanglier et le *castor*.

94 Yolande Béatrix, sœur de l'électeur Maximilien.

95 Ferdinand de Médicis, fils aîné du grand-duc Cosme III et d'une fille de Gaston d'Orléans, né en 1603, mort sans postérité en 1713, avant son père.

**96** L'archiduc Joseph, fils de l'empereur Léopold, couronné roi de Hongrie le 9 décembre 1687, en même temps que les États de Hongrie étaient obligés de déclarer la couronne héréditaire dans la maison d'Autriche. Il succéda à son père sous le nom de Joseph Ier.

**97** Guillaume Egon de la maison princière de Fürstenberg, né en 1629, évêque de Metz, puis de Strasbourg, cardinal en 1687. Après l'échec de sa candidature à l'électorat de Cologne, il se retira à Saint-Germain-des-Prés où il mourut en 1701.

**98** L'élection à des fonctions épiscopales d'un cardinal prêtre ou diacre est soumise par le droit canon à la forme dite *postulatio*, par laquelle le pape est prié d'affranchir le candidat des liens qui l'attachaient à une fonction spéciale ou d'une subordination déterminée.

**99** Innocent XI, en lutte avec Louis XIV depuis l'affaire dite des *Franchises* où des immunités diplomatiques à Rome.

**100** L'élection n'eut lieu qu'à la fin de juillet 1683. Villars anticipe ici sur les faits.

**101** Il ne ressort pas de la correspondance de Villars et de la cour que les choses fussent aussi avancées,

mais l'électeur écrivit à son envoyé auprès de la diète de ne se prêter à aucune démarche hostile à la France.

**102** Il résulte pourtant de la correspondance que Mlle de Welen seconda activement les efforts de l'Autriche, et que le désir de la retrouver contribua à attirer l'électeur à Vienne. Quant à Mlle de Sinzendorff, l'alliée de Villars, elle ne paraît pas avoir réussi à prendre sur l'électeur l'influence que Villars se flattait de lui assurer.

**103** Il ne résulte pas de la correspondance conservée aux archives des Affaires étrangères que l'électeur ait été aussi explicite sur l'offre de la Flandre espagnole. Villars écrit le 15 janvier 1688 que l'électeur lui a laissé entendre qu'il pourrait obtenir immédiatement, s'il le voulait, des États qui seraient de nature à être échangés avec le roi de France contre Naples et la Sicile, lors de la succession éventuelle du roi d'Espagne : Villars croit comprendre qu'il s'agit des Pays-Bas ; mais l'électeur, interrogé à ce sujet, élude toute réponse catégorique ; un peu plus tard, des allusions de même nature rencontrent une égale réserve ; il est donc difficile de savoir si l'électeur avait réellement reçu l'offre sérieuse des Pays-Bas ou s'il la supposait pour stimuler les propositions de Louis XIV\*. Le roi, par dépêche du 25 jan-

vier, réfute l'intérêt qu'aurait l'électeur à écouter ces offres et renouvelle ses propres propositions. Il résulte de ces correspondances qu'en 1688, aussi bien à Vienne qu'à Versailles, l'idée d'un démembrement possible de la monarchie espagnole, à la mort du roi Charles II était parfaitement acceptée.

\*Depuis l'impression de cette note, j'ai trouvé aux Archives Impériales de Vienne des documents prouvant que l'offre n'avait pas été faite à l'Électeur. — Voy. l'Appendice.

**104** Par des instructions en date du 3 décembre 1687, Louis XIV autorisa Villars à offrir à l'électeur, non seulement la cession éventuelle de Naples et de la Sicile, mais des subsides en hommes et en argent, et ses bons offices pour faire passer la couronne impériale de la maison d'Autriche dans la sienne, ainsi que pour agrandir ses États héréditaires.

**105** L'orthographe de ces deux noms est empruntée à la correspondance de Villars ; dans le manuscrit, le premier est écrit Sinetty, et le second Benfay : dans la correspondance ce religieux est aussi désigné sous le nom de P. Maëstro.

**106** La négociation de ce mariage fut très laborieuse : les ministres de Bavière et surtout le vice-chan-

celier Leydel étaient acquis à la cause de l'Autriche, les envoyés de Toscane eux-mêmes ne paraissaient pas insensibles aux offres de Kaunitz, de sorte que les discussions sur les articles du contrat menaçaient de s'éterniser : Villars déjoua ces intrigues en s'adressant directement soit à l'électeur, soit au grand-duc et en obtenant d'eux des solutions qu'ils imposaient à leurs mandataires à chaque difficulté qu'ils soulevaient. Aussi fut-il reconnu que le mariage ne se serait jamais conclu sans son intervention. La conclusion est du 25 mai, mais le marquis Corsini n'arriva à Munich que le 18 novembre ; le mariage par procuration fut célébré le 21 et la princesse partit pour Florence le 25. — Voyez à l'appendice les extraits de la correspondance relative à cette négociation.

**107** La lettre existe en original aux archives des Affaires étrangères ; elle est du 5 juillet 1688 et entièrement autographe ; l'électeur explique au roi les motifs qui l'obligent à accepter le commandement de l'armée et à éloigner Villars ; il promet de répondre aux offres du roi, à son retour de Hongrie, et l'assure de sa fidélité à ses intérêts, mais sans prendre aucun engagement.

**108** Villars paraît s'être fait des illusions, jusqu'au dernier jour, sur les véritables dispositions de l'électeur.

Maximilien, avide de gloire militaire, n'avait rien à refuser à l'empereur qui lui offrait le commandement de l'armée impériale, et la perspective de brillants succès en Hongrie. Je crois devoir reproduire, à l'appendice, les dépêches où Villars expose au roi, avec plus de détails, les incidents qui précèdent : après les avoir lues il est difficile de se méprendre sur les intentions véritables de l'électeur. Il était acquis à la maison d'Autriche et devait la servir jusqu'à ce que la guerre de la succession d'Espagne eût de nouveau confondu ses intérêts avec ceux de la France.

**109** C'est la première fois qu'il est question de Mme de Maintenon dans les Mémoires, et pourtant les relations de Villars avec Françoise d'Aubigné dataient de loin : son père était l'ami de Mme Scarron, d'une amitié que les biographes modernes ont victorieusement défendue contre les insinuations malveillantes de Saint-Simon. Arrivée au pouvoir, Mme de Maintenon ne cessa de protéger Villars et de lui donner de bons conseils : on en verra la preuve dans la suite de ces Mémoires et dans les quelques lettres qui nous sont restées de la volumineuse correspondance de Mme de Maintenon avec Villars.



**110** La charge de commissaire général de la cavalerie fut achetée (2 septembre 1688) au marquis de Montrevel, alors maréchal de camp, depuis maréchal de France : Villars la revendit le 3 juillet 1703 au comte de Verrue, avec le régiment Commissaire général et la cornette de la compagnie colonelle, pour 210,600 livres. — Le marquis de Blanchefort-Créquy, qui acheta de Villars le régiment d'Anjou 30,000 écus, fut fait brigadier en 1693 et mourut trois ans après. Voy. *Lettre de Sévigné à Bussy*, du 25 août 1688.

**111** Paul de Barillon, marquis de Branges, d'une famille de robe établie à Paris depuis François Ier : il fut successivement conseiller au Parlement, intendant, plénipotentiaire à Cologne et ambassadeur en Angleterre en 1677; il mourut en 1691.

**112** Jean-Ant. de Mesmes, comte d'Avaux, né en 1640 d'une famille de parlementaires et de diplomates : petit-neveu du négociateur de la paix de Münster, il fut ambassadeur à Venise, à Nimègue pour la négociation de la paix, en Suède et en Hollande. Il mourut en 1709.

**113** 6 septembre 1688.

**114** L'assaut manqué est sans doute celui de 1684 : Bude fut prise d'assaut le 2 septembre 1686 après un

siège de deux mois et demi: l'électeur de Bavière s'y distingua beaucoup.

**115** Jusqu'au traité de Carlowitz conclu en 1699.

**116** Il y arriva vers le 15 octobre 1688.

**117** 29 septembre: les places suivantes furent prises en novembre.

**118** Antoine de Pas, marquis de Feuquières, fils et petit-fils de lieutenants généraux, fut fait lieutenant général en 1693; l'expédition aventureuse dont il est ici question dura trente-cinq jours pendant lesquels il courut jusqu'à Dillingen sur le Danube. Il mourut en 1711 à 63 ans. Ses mémoires ont été publiés.

**119** Le vice-chancelier comte Leydel (dép. du 5 janvier 1689).

**120** Il est évident qu'il doit y avoir ici une lacune dans le manuscrit: le copiste aura sauté tout un passage. L'éditeur de 1734 a cru pouvoir ajouter quelques lignes de sa composition. La correspondance de Villars permet de rétablir un texte plus authentique. Tout le paragraphe entre crochets est textuellement emprunté à une dépêche du 5 janvier 1689. Voy. à l'appendice.

**121** Louis de Crevant, marquis puis duc d'Humières, maréchal de France en 1668, mort en 1694.

**122** Il est intéressant de trouver cette appréciation sévère et éclairée des désastreux effets de la révocation de l'édit de Nantes sous la plume d'un contemporain, appartenant à la clientèle de M<sup>me</sup> de Maintenon. Villars avait un esprit ouvert et tolérant, qui répugnait aux moyens violents ; c'est par ces qualités qu'il mit fin aux longues luttes religieuses du Languedoc.

**123** Voyez ci-dessus, pp. 35-36.

**124** Guy de Durfort-Duras, comte puis duc de Lorges, maréchal de France en 1676, cordon bleu en 1688, beau-père de Saint-Simon. Mort le 22 octobre 1702 à 72 ans.

**125** J.-B. de Cassagnet, marquis de Tilladet, chevalier des ordres, gouverneur d'Arras, envoyé extraordinaire en Angleterre (1683), blessé à Steinkerke, meurt de ses blessures à Mons, le 20 août 1692.

**126** Les lieutenants généraux attachés à un corps d'armée n'avaient pas de commandement déterminé : ils *roulaient* entr'eux et chacun avait son *jour*, suivant un ordre réglé d'après le tableau d'ancienneté établi par Louvois. Saint-Simon (XII, 55) critique avec raison cette méthode.

**127** 27 août.

**128** Antoine-Martin Colbert, fils du ministre, bailli de l'ordre de Malte, colonel du régiment de Champagne: brave, mais de mœurs assez légères. — Bussy, *Correspondance*, I, 211; V, 46.

**129** Camille d'Hostun, comte de Tallard, puis duc d'Hostun en 1714. Ambassadeur en Angleterre en 1698, maréchal de France en 1703, mort en 1728 à 76 ans.

**130** Henri, marquis puis duc d'Harcourt, ambassadeur en Espagne en 1698, maréchal de France en 1703, cordon bleu en 1705, mort en 1718.

**131** Henri de Froulay, comte de Tessé, maréchal de France en 1703, ambassadeur à Rome en 1708, en Espagne en 1713, mort en 1725 à 74 ans.

**132** Louis Félix de Nogaret, marquis de La Vallette, fut fait lieutenant général en 1693, et mourut l'année suivante.

**133** Fr. de Clérembault, marquis de Vandeuil, fut lieutenant général en 1702, lieutenant des gardes du Corps, et mourut en 1712.

**134** Fr.-Ph. de Carvoisin, marquis d'Achy: brillant mestre de camp de cavalerie, ne dépassa pas le grade de brigadier. Il se retira en 1703 à 68 ans, et mourut en 1718.

**135** Villars se sert souvent de ce mot pour désigner l'*investissement*.

**136** En blanc dans le manuscrit. Il s'agit de l'abbaye de Saint-Denis ou de l'abbaye ruinée d'Espinlieu, situées l'une en amont, l'autre en aval de Nimy.

**137** Pont que Villars avait fait jeter sur l'Escaut à 10 kil. environ au nord de Tournai, près du confluent de ce fleuve avec la petite rivière d'Epier, Il sortait fréquemment des lignes dont la défense lui était confiée, pour faire des reconnaissances vers Oudenarde, Ninove, Mons, etc., et entretenait, au sujet de ces mouvements, avec Louvois, Barbezieux, Boufflers et Luxembourg une active correspondance dont j'ai la copie. — Voy. à l'appendice les extraits que j'en donne.

**138** À 8 kil. environ au sud-ouest d'Ath.

**139** Régiment de dragons levé en 1688 par Gaspard des Monstiers, comte de Mérimville, qui depuis fut brigadier de cavalerie (1693) et se retira avec ce grade dans son gouvernement de Narbonne.

**140** Le mot est en blanc non seulement dans le manuscrit, mais dans la dépêche du 21 sept. à Barbezieux.

**141** « Je compte tant sur Marcilly, lieutenant colonel de Courlin, » écrivait le maréchal de Luxembourg à

Louvois, le 5 mai 1690, « que je serai fort aise qu'il ne nous quitte pas. »

**142** Alex. de Rainier de Droué de Buisselot servit avec distinction depuis 1667 : major général de l'armée d'Irlande (1689), il se rendit célèbre par « l'admirable défense de Limerick » (Saint-Simon, I, 100. II, 144), se retira comme maréchal de camp et mourut dans ses terres en 1698.

**143** Sans doute le frère du marquis de Toiras qui avait pris le nom d'Aubijoux de sa mère, la dernière d'Amboise de la branche d'Aubijoux.

**144** Jacq. Bazin, marquis de Bezons, alors brigadier, depuis maréchal de France (1709), cordon bleu (1724), ami de Saint-Simon, et comme lui attaché au duc d'Orléans, fut son auxiliaire dans l'affaire de la rupture de Mme d'Argenton avec le prince, affaire dont le récit remplit presque un volume des *Mémoires*. Il mourut en 1733 à 87 ans.

**145** Fr. Jacques de Saint-Bonnet, marquis de Toiras, petit-neveu du maréchal de ce nom, fut tué dans la suite du combat.

**146** Guy Doger, Dauger ou d'Auger, lieutenant général depuis 1658 : fut tué dans ce même combat.

**147** Louis-Edm. Dufossé de la Motte, comte de Vatteville, commandait une compagnie de Fiennes; il devint brigadier de dragons en 1701, et se retira maréchal de camp en 1718.

**148** Léon Le Cirier, marquis de Neufchelles, était gouverneur de Sainte-Menehould; son fils eut la survivance, devint enseigne des Gardes du Corps, et se distingua à Malplaquet.

**149** Fr. Martin de Savonnières, marquis de la Troche, né en 1666, était maréchal de camp et lieutenant des cheveau-légers de M. le Dauphin. Il s'était fort distingué au passage du Rhin (1672): il était fils d'un conseiller au parlement de Rennes et de Maric Godde de Varennes, grande amie de madame de Sévigné qui parle souvent d'elle dans ses lettres, de son activité, de son dévouement pour son fils et l'appelait *Trochanire*.

**150** H. d'Orléans, marquis de Rothelin, commandait la gendarmerie, et reçut trente-deux blessures, dont quatre mortelles. Son dernier fils, né six semaines auparavant de la fille du maréchal de Navailles, fut l'abbé de Rothelin, de l'Académie française, célèbre collectionneur de médailles et de livres.

**151** Yves d'Alègre devint maréchal de France en 1724, cordon bleu en 1728, et mourut la même année à 80 ans ; il était beau-père de Barbezieux et du maréchal de Maillebois.

**152** Ici cesse la première partie du manuscrit : ce qui suit jusqu'à la fin de l'année 1700 est emprunté à l'édition de 1734.

**153** Villars fit faire, par Martin père, un tableau du combat de Leuze, et le mit dans le billard du château de Vaux.

**154** Philippe d'Orléans, fils de Monsieur, depuis régent.

**155** Fr.-Louis de Rousselet, comte de Châteaurenaud, vice-amiral du Levant, maréchal de France en 1703, mort en 1716, à 52 ans.

**156** Félix de Villars, abbé de Moustiers en Arbonne, agent général du clergé en 1688, mort en oct. 1691.

**157** Frédéric IV, roi de 1699 à 1730.

**158** 16 juillet 1691.

**159** L-M.-Fr. Letellier, marquis de Barbezieux, cinquième enfant de Louvois, né en 1668, avait alors 23 ans



et non 18 comme le dit Villars : à 18 ans, il avait reçu du roi la survivance du portefeuille de son père. Il mourut en 1701, épuisé, comme Seignelay, par une vie de plaisir et de travail.

**160** J.-B. Colbert, marquis de Torcy, fils du marquis de Croissy, frère du grand Colbert, était ministre et secrétaire d'État aux Affaires étrangères, en survivance, depuis 1689 ; il fut titulaire en 1696, et conserva ces fonctions jusqu'à la mort de Louis XIV. Il mourut en 1718.

**161** Ezéchiel de Mélac, entré au service en 1664, lieutenant général et gouverneur de Landau, en 1693, défendit brillamment cette ville en 1702, et ne la rendit qu'après 84 jours de tranchée ouverte. Il y rentra en 1703 et y mourut l'année suivante.

**162** Nicolas du Blé, marquis d'Huxelles, né en 1652, était alors lieutenant général depuis 1688 ; il devint maréchal de France. (1703). Plénipotentiaire à Gertruydenborg et à Utrecht, et gouverneur d'Alsace, il mourut le 10 août 1730.

**163** Christian Ernest de Brandebourg, margrave de Bayreuth, né en 1644, mort en 1712, l'un des meilleurs généraux de l'Empire.

**164** La promotion est du 30 mars 1693.

**165** Claude de Choiseul-Francières, comte de Choiseul, né en 1632, mort en 1711. Entré au service en 1649, il le quitta après la paix de Ryswick, en 1697.

**166** J. Armand de Joyeuse Grandpré. marquis de Joyeuse, né en 1631, mort en 1710, se distingua par sa bravoure, particulièrement à Nerwinde, où il fut blessé, et quitta le service en 1697, sans avoir commandé en chef.

**167** Fr. de Neufville, marquis, puis duc de Villeroy, se distingua en sous-ordre, mais fut malheureux comme commandant en chef. Il quitta le service après la défaite de Ramillies (1706), et mourut en 1730, âgé de 81 ans.

**168** Anne-Hilarion de Costentin, comte de Tourville, né en 1642, mort en 1701.

**169** Anne-Jules, duc de Noailles, né en 1650, mort en 1708, premier maréchal de ce nom.

**170** L.-Fr., chevalier, puis duc de Boufflers, né en 1644, mort en 1711, le vaillant défenseur de Lille, en 1708, et le brillant commandant de la retraite de Malplaquet.

**171** Nicolas de Catinat, sieur de Saint-Gratien, né en 1637, mort en 1712, le célèbre et modeste vainqueur de Staffarde et de la Marsaille ; il refusa le cordon bleu en 1705.

**172** Gagnée le 29 juillet par le maréchal de Luxembourg.

**173** Gagnée le 4 octobre 1693 par Catinat sur le duc de Savoie.

**174** Nic.-Aug. de la Baume, comte de Montrevel, était alors lieutenant général ; il fut fait maréchal de France en 1703 e mourut en 1716, à 70 ans.

**175** Louis de Lenet, marquis de Larrey ou Larré, lieutenant général, était l'un des huit directeurs généraux, nommés aux armées, d'après le système inauguré par Louvois, et qui fut si violemment attaqué par Saint-Simon. Il mourut peu après (1698), à l'âge de 50 ans. À propos de cette création, Saint-Simon raconte que Villars, dont la charge de commissaire général de la cavalerie se trouvait amoindrie, adressa des représentations au roi et se fit moquer de lui.

**176** Chamlay, dont Saint-Simon (I, 102. XII, 36) a fait le portrait, «était de tout temps l'homme de confiance du roi pour les affaires de la guerre ;» aussi

modeste que capable, il refusa le ministère de la guerre après la mort de Louvois ; le roi lui donna la grand-croix de Saint-Louis.

**177** Henri de Villars, frère d'*Orondate*, le dernier des cinq archevêques de Vienne du nom de Villars.

**178** Ferdinand, comte de Marsin ou Marchin, fils du premier maréchal de ce nom, fut nommé maréchal de France en 1703, et remplaça Villars dans le commandement de l'armée d'Allemagne, fut battu avec Tallard à Hochstædt (1704) et tué à la bataille de Turin, le 7 septembre 1706.

**179** Le 30 novembre 1693.

**180** Wiesloch, petite ville du Palatinat, à 10 kilomètres au sud de Heidelberg, entre cette ville et Philippsbourg.

**181** J.-Fr. Ravend, marquis de Saint-Frémond, officier distingué, vainqueur des Autrichiens à Stradella (1704), mort lieutenant général et gouverneur de Maubeuge en 1722.

**182** Le marquis du Châtelet commandait la brigade de Mérimville en son absence (*Saint-Simon*, I, 185). Il devint gouverneur de Vincennes, *Saint-Simon* (I, 351. VIII,

106) a dit beaucoup de bien de lui et de sa femme, fille du maréchal de Bellefonds.

**183** Ch.-L. de Chémérault, marquis de Barbesières, était alors brigadier ; il fut nommé lieutenant général en 1696, fait prisonnier en Tyrol en 1703 ; il fit sa dernière campagne en Italie en 1701, et mourut en 1709. Saint-Simon (III, 400, IV, 5, 102} a raconté sa captivité et parlé de lui avec éloges.

**184** « C'était, dit Saint-Simon, un Sicilien de condition, que le malheur plus que le choix avait jeté dans la révolte de son pays et que M. de la Feuillade ramena lorsqu'il retira les troupes françaises de Sicile ; il fut regretté pour son mérite et sa valeur. » Saint-Simon assistait à ce combat de Wiesloch et le décrit (I, 184) ; son récit concorde avec celui de Villars.

**185** Petite place sur le Rhin, un peu au-dessous de Lauterbourg et du confluent de la Lauter.

**186** La Lauter.

**187** La ville de Rheinfelden, située sur la rive gauche du Rhin, appartenait à l'Empire, mais elle était séparée de l'Alsace par le territoire du petit canton de Bâle, placé à cheval sur le fleuve et qui fut souvent em-

prunté par les belligérants. Voir plus loin le récit de la bataille de Friedlingen.

**188** N. de l'Isle, marquis de Marivault ou Marivaux, brigadier depuis 1693, mourut en 1709 lieutenant général et fort âgé. Il était de la famille de l'Isle-Adam, servit avec distinction et avait beaucoup d'esprit, Saint-Simon lui-même le reconnaît.

**189** Petite place à une dizaine de lieues au nord de Landau.

**190** Voir à l'appendice le portrait que Villars fait de ce général de cavalerie.

**191** Le Sangone, affluent du Pô.

**192** Henri-François, comte de Mansfeld, né en 1641, mort le 11 juin 1715, fut ambassadeur en France et en Espagne, créé grand d'Espagne en 1683 pour le mariage de Charles II avec Marie de Neubourg et prince du Saint-Empire en 1696.

**193** Vincent Grimani, d'une grande famille vénitienne, fut l'un des agents les plus actifs et les plus passionnés de l'empereur. Nommé cardinal en 1697 à sa recommandation et son envoyé à Rome, il y combattit la politique française, souleva Naples en 1702 contre Phi-

lippe V, fut plus tard vice-roi de Naples et y mourut le 10 septembre 1710 à quatre-vingt-dix-huit ans.

**194** Le marquis de Léganès avait été gouverneur des Pays-Bas, Fut grand-maître de l'artillerie, conseiller d'État, gouverneur héréditaire du palais de Buenretiro ; il resta toujours favorable à l'Autriche : impliqué dans une conspiration en 1705, il fut, à l'instigation de Mme des Ursins, arrêté, transporté en France, enfermé à Vincennes et mourut à Paris en 1711.

**195** Philippe de Vendôme, frère du maréchal, né en 1653, mort en 1727 : lieutenant général depuis 1693, grand-prieur de la langue de France, de l'ordre de Malte.

**196** Jean de Garde d'Agoult, chevalier, puis marquis de Vins, né en 1642, mort en 1732 ; servit avec distinction depuis 1667, fut lieutenant général en 1693 et quitta l'armée en 1716. Sa famille, originaire de Provence, était fort liée avec celle de Mme de Sévigné.

**197** D. Franciseo Colmenero, grand-maître de l'artillerie en Milanais, confident du prince de Vaudemont, gouverna d'abord Milan pour Philippe V, puis pour le prince Eugène (1707) après avoir rendu Alexandrie à l'Empereur. Voy. Saint-Simon. V, 220.

**198** Pierre Ferron, colonel du régiment de son nom, brigadier de cavalerie.

**199** Denys-Simon de Mauroy, né en 1652, mort en 1742. Il fit le service de maréchal général des logis jusqu'en 1714. Lieutenant général en 1718, il vendit sa charge en 1729 et ne servit plus.

**200** Le même sans doute auquel Saint-Simon prête un caractère indépendant et qui fit au cardinal de Bouillon, chez le prince de Vaudemont, l'avanie de lui présenter un Latour, son parent pauvre (X, 43). Il mourut devant Verrue en 1704.

**201** Adolphe de Gaudechart, marquis de Bachevilliers, lieutenant général du 5 janvier 1696, servit avec distinction jusqu'en 1702, puis se retira dans son gouvernement du fort Barrault dont il se démit en 1718 en faveur de son frère.

**202** Robert-J.-Ant. de Franquetot, comte de Coigny, devint lieutenant général et mourut à Koenigsma-  
chern en 1704. Son fils fut maréchal et duc.

**203** Léonor-François Palatin de Dyo, marquis de Montperoux, était mestre de camp du régiment de son nom; il se distingua à Luzzara et à Hochstædt, fut nommé lieutenant général en 1710 et mourut en 1711.



**204** Ivan V Alexievitch, frère aîné de Pierre le Grand qui resta ainsi seul souverain de la Russie.

**205** Jean Sobieski le Grand, mort le 16 juin 1696.

**206** Mme de Coulanges aurait voulu marier Villars avec une de ses nièces, Mlle de Bagnols. Mme de Bagnols le désirait aussi, mais M. de Bagnols n'y consentit point et donna sa fille, en 1699, au marquis de Tillières, dont il préféra les « châteaux solides » à la carrière encore incertaine de Villars. « On pouvait pourtant faire l'horoscope de Villars sans témérité, écrit Mme de Grignan, il a toujours pris la route et le vol de tous ceux qui arrivent. » (Voy. *Lettres de Mme de Grignan à Simiane*, 5 janvier 1697, et à *Coulanges*, 5 février 1703.)

Dangeau (26 avril 1691) mentionne le mariage d'un Villars avec Mlle Pirou ; on a cru à tort que c'était notre Villars ; plusieurs familles, absolument étrangères l'une à l'autre, ont porté ce nom. Par ce mariage, l'époux de Mlle Pirou aurait sauvé une terre considérable qu'il avait près de Mantes. Cette réflexion de Dangeau suffit à prouver qu'il s'agit d'un autre personnage que le nôtre : en 1691, il ne possédait pas un arpent de terre ni en Normandie ni ailleurs ; enfin il était le 23 avril et le 30 avril dans les lignes de l'Escaut, ainsi que le constate sa correspondance avec Louvois, dont j'ai copié : le mi-

nistre lui répondait de Versailles le 28 ; il est impossible de placer entre ces deux dates un voyage à Paris et un mariage.

**207** Villars avait alors un frère, Armand comte de Villars, chef d'escadre, puis lieutenant général en 1712, et quatre sœurs : Agnès, religieuse à Saint-André-le-Haut, depuis abbesse de Chelles ; Thérèse, marquise de Boissieux ; Charlotte, comtesse de Vogüé ; Maric-Louise, qui épousa en 1699 le comte Éléonor de Choiseul-Traves.

**208** Tous les actes concernant cette succession ont été passés chez Romain Fortier, notaire à Paris, et existent chez son successeur ; ils confirment tout ce que Villars dit de ses propres résolutions et de la modicité du patrimoine. Tous les droits réunis de la marquise de Villars s'élèvent à la faible somme de 47,5066 livres 11 sols 8 deniers. Les immeubles se composent d'une maison à Condrieux et de deux petites terres très modestes, La Chapelle en Lyonnais et Villeneuve-le-Marc en Dauphiné ; la marquise de Villars en abandonna l'usufruit pour une rente viagère de 7,750 livres que son fils lui servit ainsi que 700 livres de pension annuelle à son frère Armand. La légitime qu'il paya à sa sœur Louise s'élevait à 13,318 livres : quant aux dots de Thé-

rèse et de Charlotte, elles restèrent dues et ne furent acquittées par Villars qu'en 1721.

**209** Fr.-Louis de Bourbon (1664-1709}, second fils d'Armand de Bourbon, frère du grand Condé et protecteur du père de Villars.

**210** Michel Radzieiowski, né en 1615, archevêque de Gnesen, se rallia au roi Auguste, mais, après l'élection de Stanislas Leczinski, il se retira à Dantzig où il mourut (1705).

**211** Il n'est pas probable que l'Empereur ait donné son consentement à cette combinaison qu'il considérait comme contraire à la renonciation qu'il avait exigée de sa fille en la mariant à l'électeur de Bavière. Quand même il l'eût donné, la mort du prince électoral vint bientôt supprimer la question et laisser le champ libre aux compétitions de Léopold et de Louis XIV.

**212** Marie-Anne d'Autriche, fille de l'empereur Ferdinand III, seconde femme du roi Philippe IV, était morte depuis le 16 mai 1696 : le testament qu'elle avait arraché à son fils était en faveur du prince électoral de Bavière.

**213** Marie-Anne de Bavière-Neubourg, née le 28 octobre 1667, morte le 16 juillet 1740, sœur de l'im-

pératrice Éléonore, était la seconde femme du roi Charles II qui avait épousé en premières noces Marie-Louise, fille du duc d'Orléans.

**214** Maria-Gertrude Wolf de Guttenberg, comtesse de Berlepsch, avait été amenée d'Allemagne par la reine ; protestante, intrigante et avide, elle contribua à faire détester par les Espagnols l'influence allemande : « plus avare que sa maîtresse, » écrivait Harcourt au roi, elle recevait de toutes mains : l'électeur de Bavière lui envoya 25,000 piastres pour agir en faveur de son fils ; elle était aidée par le baron Wiser, secrétaire allemand de la reine, et par son fils, abbé, qu'elle fit nommer envoyé de l'électeur palatin à Madrid, puis archimandrite de Messine et qu'elle chargea de diverses négociations secrètes à Vienne et à Rome : (Voy. Hippeau, *Avènement des Bourbons au trône d'Espagne*, II, 27, 38, 50 et *passim*.) Elle se retira à Prague au chapitre séculier Angélique dont elle fut la première abbesse. Son fils entra au conseil de l'Empire et mourut en 1720.

**215** Le P. Chiusa, capucin de bas étage, associé aux manœuvres de Wiser, de la Berlepsch et de son fils.

**216** Fr.-Sibylle-Auguste de Saxe-Lauenbourg.

**217** Cette fête était donnée à l'occasion du passage du czar Pierre (août 1698). Elle avait lieu dans les jardins de la « Favorite, » palais alors situé en dehors de la ville de Vienne, aujourd'hui au centre d'un des nouveaux quartiers.

**218** Il devait sa grande situation moins à ses talents qu'à l'héritage du cardinal Dietrichstein (+ 1636), le véritable fondateur de la grandeur de cette maison.

**219** Franz Ulrich, comte Kinsky, né en 1634, mort le 27 févr. 1699.

**220** Ce petit conseil, le véritable conseil de gouvernement, est désigné par les historiens autrichiens sous le nom de *Staats Conferenz*; les procès-verbaux de ses séances ou *Conferenz-Protokolle* sont conservés en grand nombre aux archives I. R. de Vienne et sont une des plus précieuses sources de l'histoire authentique.

**221** Ernest Rüdiger, comte de Stahrenberg, feld-maréchal, né en 1635, mort le 4 janvier 1701. Il est célèbre par sa défense de Vienne contre les Turcs (1683).

**222** Dominique André, premier comte de Kaunitz, né en 1614, mort le 11 janvier 1705. Il remplit de nombreuses missions diplomatiques à Munich, Cologne, Bruxelles, La Haye, fut premier plénipotentiaire de

l'Empereur à Ryswick, vice-chancelier en 1698 et dirigea les affaires de l'Empire jusqu'à sa mort, Sa femme était Marie-Éléonore de Sternberg.

**223** Gundakar Stahrenberg, frère du précédent, né en 1663, mort le 8 juillet 1745.

**224** Kinsky était, depuis la mort de Strattmann (1695), le véritable chef du gouvernement: Villars insiste dans sa correspondance sur la simplicité de sa vie et l'aspect modeste de la maison qu'il habitait « dans le temps où tous généralement font bâtir de fort grands palais. » Ces palais existent toujours et donnent à la vieille ville de Vienne sa physionomie particulière: ils appartiennent pour la plupart aux descendants de ceux qui les ont fait construire.

**225** Wolfgang, comte d'Ettingen-Wallerstein, né en 1629, mort en 1708, fut ambassadeur à Constantinople et président du conseil de l'Empire.

**226** Ferd.-Bonaventura Harrach, né le 14 juillet 1637, était l'ami particulier de l'Empereur Léopold; il fut envoyé en France (1669), en Espagne (1673-76); conseiller intime (1677), grand écuyer (1684), ambassadeur en Espagne (1696-98), en revint pour être grand-maître de la cour, président du *Staats Conferenz* et

comme tel chargé des affaires étrangères ; il mourut le 15 juin 1706.

**227** Aloïs-Thomas-Raimond, comte Harrach, né le 7 mars 1609, accompagna son père à Madrid et lui succéda, sans mieux réussir que lui à faire prévaloir l'influence autrichienne (1698-1700). Il fut plus heureux comme vice-roi de Naples (1728-1733), *Conferenz Minister* de 1734 jusqu'à sa mort (7 nov. 1742).

**228** Jean-Philippe, comte de Lamberg, évêque de Passau (1689), cardinal (1700), mort en 1712.

**229** Élisabeth-Charlotte d'Orléans, née le 13 sept. 1676, mariée le 13 octobre 1698 à Leopold-Joseph, duc de Lorraine.

**230** Schwarzenberg, pour gagner la confiance de Villars, fit valoir les liens qui attachaient sa famille à la France : son grand-père, premier ministre de l'électeur de Brandebourg, recevait 10,000 écus de pension du roi ; son père, lors de l'invasion des Suédois, n'avait sauvé ses terres que par la protection de Louis XIII, enfin son fils unique était élevé à Angers. (*Arch. des Aff. étr...* dép. du 27 août 1608.)

**231** Elle fut supplantée par une demoiselle de Wratislaw : après le mariage du roi des Romains, Dorothee

de Thaun essaya de reprendre son empire : elle fut éloignée de la cour. Villars écrivit à ce sujet à Torcy : « J'eus remercié, à sa place, qui m'eût défait d'une aussi laide maîtresse : mais il les choisit comme qui craindrait les rivaux. » (*Arch. des Affaires étrangères*, dép. du 18 juillet 1699).

**232** Elle était fille du marquis de la Grange d'Arquien : elle arrivait de France avec ses deux fils. Saint-Simon a mentionné ce voyage ainsi que le mécontentement que la reine avait excité à la cour de France.

**233** Leo Zalecki, évêque de Kiew de 1695 à 1708.

**234** Théodore-Henri Strattmann servit successivement l'électeur de Brandebourg, l'électeur palatin et l'empereur Léopold : il fut plénipotentiaire de l'empereur à la paix de Nimègue, négocia son mariage avec Éléonore de Neubourg, fut nommé chancelier de l'empire à la mort de Hoher, puis comte. Sa haute faveur fut justifiée par un travail infatigable et une grande fécondité de ressources. Il mourut en 1695.

**235** Kinsky se plaignit en outre du silence avec lequel Villars accueillait ses ouvertures, alors qu'il était notoire que la France négociait avec l'Angleterre et la Hollande. Mais les instructions de Villars étaient for-



nelles : il devait écouter et ne rien dire. (Dép. du 1<sup>er</sup> février.) Son silence était d'autant plus nécessaire que le premier traité de partage était signé entre Louis XIV, l'Angleterre et la Hollande depuis le 11 oct. précédent : les ministres autrichiens semblent s'en douter, mais Villars ignorait absolument les engagements pris par sa cour et il est singulier qu'on les lui ait ainsi cachés.

**236** Le rapport du prince de Liechtenstein sur l'incident existe aux archives Imp. Roy. de Vienne : voyez à l'appendice les extraits que j'en donne avec des détails complémentaires sur toute l'affaire.

**237** Dans une lettre particulière à Torcy, Villars demande la permission de provoquer le prince de Liechtenstein. Torcy lui répondit (11 février) : «... Comme c'est à l'envoyé du roi et non à vous que le discours a été adressé, je crois que, quand même ce que vous proposez serait permis, ce ne serait pas l'occasion : mais sérieusement, monsieur, ne la cherchez pas et ne la trouvez jamais, vous savez mieux que personne la sévérité du roi sur ce chapitre... » (*Arch. des Aff. étrangères.*)

**238** 8 février 1699.

**239** À Kaiser-Ebersdorf.

**240** Voyez à l'appendice le résumé des efforts tentés par la cour de Vienne pour obtenir l'intervention officieuse des puissances maritimes dans un sens favorable à sa résistance.

**241** Fils, comme le prince Eugène, d'Olympe Mancini et d'Eug. Maurice de Savoie, comte de Soissons : ses sœurs furent exilées de France à cause de leur conduite ; lui, errant en Europe, finit par entrer dans l'armée impériale et mourut au siège de Landau (1702).

**242** La minorité sage se composait de Kaunitz et de Harrach, la majorité comprenait Mansfeld, Salm, Dietrichstein, Ettingen et Walstein : le prince Schwarzenberg et le chancelier s'abstinrent. (*Arch. des Affaires étrangères*, dép. du 6 mai 1699.)

**243** Pour sortir d'embarras la cour de Vienne eut recours à un expédient dont Villars n'eut connaissance que plus tard et qui, sans atténuer la valeur de la satisfaction, sauvait l'étiquette. Ce fut l'occasion de nouvelles correspondances dont Villars ne parle pas ici, mais qui se trouvent aux archives de Paris et de Vienne. Voyez à l'appendice les extraits que j'en donne.

**244** L'ambassadeur de Savoie, tout en s'entremettant très activement pour le règlement de l'affaire, avait

joué un double rôle et avait eu le tort de s'en vanter auprès de sa cour, qui, à son tour, ne sut pas garder la confiance. Il ne donna pas la déclaration écrite que Villars lui demandait, mais fit une déclaration verbale qui suffit et permit de considérer l'incident comme clos. Voyez l'appendice.

**245** Loo, château dans la Gueldre, à trois lieues de Davenport.

**246** Le comte d'Aguilar était l'un des partisans les plus actifs de la reine d'Espagne, et comme tel soutenait la cause de l'archiduc ; mais il était avant tout patriote et dévoué à l'intégrité de la monarchie, de sorte que le propos que lui prête l'ambassadeur n'est pas invraisemblable.

**247** Cette guerre, qui mit aux prises d'un côté Auguste II, roi de Pologne, Frédéric IV, roi de Danemark, et Pierre le Grand, de l'autre, Charles XII, roi de Suède, et Stanislas Leczinski, ne fut pas terminée par la bataille de Pultawa (1709) et la retraite de Charles XII. Elle se prolongea entre les débris des partis jusqu'en 1718. En rapprochant ce passage de celui de la p. 243, on peut en conclure que cette partie des mémoires de Villars a été écrite en 1716.

**248** La minute de cette importante dépêche est aux archives des Affaires étrangères; c'est un modèle de précision, de modération, de prudence, de force contenue: Villars l'analyse exactement; son discours à l'empereur est la reproduction textuelle des instructions du roi.

**249** Traité de partage signé à Londres le 25 mars 1700. Rappelons qu'il attribuait à l'archiduc l'Espagne, les Indes, les Pays-Bas et la Sardaigne: au dauphin, Naples, la Sicile, les ports espagnols de Toscane, Final et le Guipuscoa, enfin le Milanais à échanger avec le duc de Lorraine contre la Lorraine et Bar.

**250** La minute des instructions du roi porte: «Je veux bien me désister de soutenir les droits de mon fils et d'employer pour cet effet les forces que tout le monde sait que je puis faire agir aussitôt que je l'ordonnerai.» Villars a, dans la conversation, atténué ce passage: de même, dans la phrase suivante, il a supprimé les derniers mots: «Que c'est en les faisant éclater qu'on peut inspirer une juste terreur à ceux qui essaieraient d'en traverser le succès.»

**251** Philippe-Louis, comte de Sinzendorff, d'une famille nombreuse et pourvue de charges importantes, dont celle de trésorier héréditaire de l'empire, était am-

bassadeur de l'empereur en France : il n'avait alors que vingt-neuf ans ; il fut depuis ambassadeur aux conférences de la Haye et d'Utrecht, chancelier de l'empire, chevalier de la Toison d'Or, et remplit de hautes missions diplomatiques sous Charles VI. On a de lui aux Archives de Vienne non seulement une volumineuse correspondance, mais une intéressante description de la cour de Versailles qui a été publiée par M. de Arneth. Il demeurait à Paris, quai Malaquais, et y eut, le 25 décembre 1700, une fille nommée Josèphe-Marie, qui épousa, en 1717, son cousin Fr. Wenz. de Sinzendorff.

**252** Léopold, duc de Lorraine (1690-1719), était fils du duc Charles V, le vainqueur des Turcs, et d'Éléonore d'Autriche, sœur de l'empereur Léopold.

**253** L'original (*Archives des Affaires étrangères*) est datée du 25 mai 1700.

**254** Villars paraît s'être fait certaines illusions sur la sincérité de la cour de Vienne. Les documents conservés aux Archives Imp. Roy. me semblent établir qu'elle n'a jamais voulu sérieusement traiter avec Louis XIV, espérant toujours recueillir la succession d'Espagne tout entière. Je renvoie à l'appendice les extraits et analyses de pièces qui servent à élucider cet important point d'histoire.

**255** Dépêche du 7 juillet 1700.

**256** En 1692, l'empereur Léopold avait érigé le duché de Hanovre en neuvième électorat.

**257** Dépêche de Villars au roi. Vienne, 18 août.

**258** Par dépêche datée de Versailles, 30 août 1700, dont il est bon de reproduire les principaux passages, à cause de leur importance. On les trouvera à l'appendice.

**259** Le 10 septembre 1700.

**260** Harrach s'était plaint à Villars d'une pression qui aurait été exercée à Gênes par le résident de France, soutenu par les galères du bailli de Noailles, et à Lisbonne par l'escadre de M. de Pontis, pour amener la république de Gênes et le roi de Portugal à souscrire au traité ce partage. Dépêche de Villars au roi du 8 oct. 1700.

**261** Cette réponse, dont la copie se trouve dans les papiers de Villars, est datée du 6 octobre. Je la reproduis à l'appendice.

**262** Cette dépêche, du 6 octobre, est très importante en ce qu'elle montre la sincérité des grands efforts de Louis XIV pour amener l'empereur à accepter le

traité de partage. J'en donne à l'appendice les principaux passages.

Comme confirmation de la sincérité du roi, citons ce fait que, Sinzendorff lui ayant officiellement demandé si, dans le cas où, l'empereur ayant accepté le traité de partage, les Espagnols offraient la couronne à un prince français, le roi se croirait obligé par le traité à refuser cette couronne, Louis XIV répondit que, si le traité était signé et ratifié par l'empereur, « nulle offre ne l'empêcherait d'exécuter ponctuellement ce qu'il aurait promis. » (Dépêche du 20 mai 1700 du roi à Villars.)

**263** Le 15 octobre.

**264** Parti de Fontainebleau le 12 octobre, à deux heures de l'après-midi.

**265** Parti de Fontainebleau le 12 octobre, quelques heures après le précédent.

**266** Dans la dépêche du 16 octobre, où Villars donne ces détails au roi, il n'est pas aussi affirmatif : « Je ne donne pas ces nouvelles à Votre Majesté comme bien solides, mais c'est ce qui m'a été dit par gens de bon sens et quelquefois bien informés. »

**267** À la note du 6 octobre visée ci-dessus, par laquelle l'empereur s'engageait à n'envoyer en Italie

que des recrues, le roi avait répondu qu'« il ne consentirait pas à cette exception » « si l'empereur prétend faire passer des troupes, soit en Italie, soit ailleurs, sous quelque prétexte que ce soit, il sait par avance ce que je croirai devoir faire. » (Dépêche du roi à Villars du 20 octobre.)

**268** Dans sa dépêche au roi, du 26 octobre, Villars raconte l'entretien en des termes moins explicites. Kaunitz aurait simplement dit : « On verrait, on chercherait quelques expédients, mais l'Angleterre et la Hollande ne consentiraient jamais à ceux que nous proposons. » — « Par là, je juge, ajoute Villars, qu'ils ont médité quelques propositions sur la Flandre. »

**269** La reine des Romains accoucha, le 28 octobre, d'un archiduc qui mourut quelques mois après.

**270** *Compacissants*, contractants. On donne encore le nom de *compact* à certaines conventions faites avec le pape.

**271** La lettre est du 6 nov. 1700 et se trouve aux archives des Affaires étrangères : elle contient la phrase attribuée quelques lignes plus bas à Harrach et à Kaunitz.



**272** Les phrases suivantes ne sont pas dans les lettres adressées au roi, mais dans une lettre de Villars à Torcy du 17 novembre.

**273** J'ai retrouvé à Vienne aux Archives I. R. le procès-verbal de cette séance et des séances du 21 et du 22 ; il jette un jour décisif sur les intentions de l'Autriche. Voyez les extraits que j'en donne à l'Appendice.

**274** Dans sa dépêche au roi du 20 novembre, Villars tient un langage un peu différent et, je dois le dire, beaucoup plus vraisemblable, car il n'a pas le ton agressif qu'il aime à se donner après coup dans ses Mémoires. Voici le passage : « Votre Majesté sera bien persuadée que je n'ai eu nulle occasion d'entretenir MM. d'Harrach et de Kaunitz, surtout ne voulant pas paraître la chercher : j'ai dit seulement ce soir au dernier, en sortant de chez l'empereur : « Voici l'événement prévu depuis si longtemps arrivé, Vous avez déjà bien perdu du temps, en voulez-vous perdre encore ? Ne songez-vous à rien ? » — « On songe, mais il n'est pas encore temps de vous parler. » — Le lieu ne permettait pas une plus longue conversation et assurément il ne m'en aurait pas dit davantage. »

**275** « Un billet de poste, » dit la dépêche de Villars au roi du 25 novembre.

276 Sous le nom de Clément XI.

277 Harcourt fut fait duc, Tallard reçut le cordon bleu et un gouvernement de province.

278 Villars revient souvent dans la suite de ses Mémoires sur les deux mérites qu'il s'attribue ici : le premier d'avoir provoqué les offres magnifiques de l'empereur, le second d'avoir empêché l'entrée des troupes impériales en Milanais. Quant au premier, je pense pouvoir établir à l'aide des pièces publiées à l'appendice du présent volume que l'Autriche n'a jamais sérieusement voulu traiter. Le second mérite que s'attribue Villars n'est pas mieux établi : c'est sur l'ordre de Louis XIV, et non spontanément, que Villars déclara à la cour d'Autriche que tout envoi de troupes impériales en Italie, sous quelque prétexte que ce fût, serait immédiatement suivi de l'entrée des troupes françaises massées en Dauphiné et dans le Roussillon. La lettre qu'il écrivit le 4 décembre à Torcy pour se plaindre, et qu'il analyse ici, est beaucoup plus modeste : « Les courtisans ici, dit-il, me font l'honneur d'avoir rompu le dessein d'envoyer des troupes en Italie, peut-être n'y ai-je pas nui, mais si j'y avais quelque part, j'aurais autant servi au testament que M. d'Harcourt. » Le 23 novembre précédent Villars, encore plus sincère, écrivait au roi : « Ils

(les ministres) se repentent bien de n'avoir pas envoyé des troupes en Italie sur les premiers ordres du roi d'Espagne de les recevoir, et que la profonde sagesse de Votre Majesté a empêché par les déclarations faites en dernier lieu. »

**279** Sorin, Serini ou Zrini, grande maison de Hongrie. Pierre Serini, Sr de Czackathurn, fut l'un des chefs de la révolte des Hongrois en 1665. Arrêté en 1671, il eut la tête tranchée à Neustalt. Ses biens furent confisqués, Sa fille Hélène épousa un prince Rakoczy et fut mère du célèbre chef des insurrections hongroises dont il sera question plus loin.

**280** *Confisqué à*, confisqué par l'empereur ou à son profit. C'est une ancienne locution dont la phrase suivante d'Amyot précise bien le sens : « Quand la maison et les biens du tyran Nabis eurent esté vendus, comme confisquez à la chose publique. » Voy. Littré, art. *Confisquer*.

**281** Villars écrivait au roi le 23 novembre 1700 à propos des difficultés que la cour d'Autriche trouvait à recruter la cavalerie destinée à agir en Italie : « Les courtisans, qui se piquent d'être pénétrants, m'ont soutenu que c'était moi qui en étais la cause, tant pour avoir gagné par des sommes considérables ceux qui ont

donné lieu aux difficultés que par l'habileté avec laquelle je les ai fait naître. Comme je ne compterai aucune dépense à Votre Majesté pour cela, je songerai encore moins à me faire un mérite d'un événement que je n'ai pas eu pour objet. »

**282** La dépêche par laquelle Villars informe le roi de ces propositions est du 1<sup>er</sup> janvier 1701. Le passage est assez curieux : « Il est tellement établi que j'ai 50,000 pistoles à distribuer pour rompre les mesures de l'Empereur (comme l'on prétend que moyennant une pareille somme j'ai empêché la marche des troupes en Italie dans le mois de septembre dernier), que cela m'attire des propositions auxquelles je répons de manière à ne pas détruire entièrement une opinion qui peut être utile au service de Votre Majesté.

« L'envoyé de Danemark est donc venu hier chez moi, et, après beaucoup d'engagements qu'il a exigés avant de me parler, ce que j'ai donné avec les conditions qu'il doit attendre d'un ministre de Votre Majesté, il m'a dit que si je voulais donner 12,000 écus il pourrait rendre peut-être un service très important.

« Il m'a expliqué que les dernières troupes danoises qui avoient servi l'empereur en Hongrie avaient été payées en plaintes des états qu'elles avaient traversés

et qu'on leur avait fait voir que les désordres qu'elles avaient commis montaient à beaucoup plus que ce qu'on leur devait ; qu'enfin on était convenu de donner seulement 12,000 écus aux généraux qui les commandaient et à l'état-major, que ces 12,000 écus étaient sollicités depuis trois ans par des commissaires qu'on avait laissés exprès ici, et qu'enfin, si on voulait donner cette somme présentement, il espérait que par le moyen de ceux à qui elle était due, gens de crédit à la cour, il empêcherait que les troupes danoises, qui sont en Saxe présentement, ne fussent employées au service de l'empereur, qui les demande à son maître... ledit envoyé s'est offert à tous les services qu'il pourrait rendre, même d'informer Votre Majesté quand je partirais de cette cour,... mais que surtout si je voulais donner ces 12,000 écus, dont il jure qu'il n'y a rien pour lui, il ferait peut-être un grand coup. »

**283** Gotthard Henri, comte de Salburg, d'une bonne famille de la Haute-Autriche, fut nommé le 14 décembre 1700 et mourut le 30 juillet 1707, à quatre-vingt-neuf ans.

**284** Dans sa dépêche au roi du 8 janvier 1701, Villars dit simplement : « M. le nonce (Daccia) ayant passé chez moi et ne m'ayant pas trouvé, j'allai le voir hier...

il a voulu me donner part de ses ordres.» Dans la communication du saint-père, il est beaucoup plus question des intérêts de la chrétienté que de ceux des Italiens. Le pape offre sa médiation pour prévenir la guerre.

**285** La dépêche du 19 janvier de Villars au roi nomme Harrach, Kaunitz et Mansfeld: elle ajoute que le prince de Bade faisait de grandes difficultés sur tous les desseins qu'on lui proposait et s'opposait à la guerre comme s'il ne la voulait pas. Mais Villars pense que c'était une tactique destinée à lui faire obtenir de meilleures conditions.

**286** Le roi lui accorda une pension annuelle de 2,000 francs (dépêche du 1<sup>er</sup> février).

**287** Lieutenant feld-maréchal, négociateur au traité de Carlowitz: sa mère, qui avait épousé lord Carlingford, venait de mourir et ce fut le prétexte de son voyage.

**288** Le texte latin de cette réponse, datée du 22 janvier 1701, est conserve aux Archives des Affaires étrangères (*Suppl.* 1701); les termes en sont très vifs, le testament de Charles II est déclaré sans valeur, comme arraché à un roi demi-mort et notoirement incapable, le roi Philippe V est qualifié d'*illégitime*. Un mois aupara-

vant (29 déc, 1700), l'empereur Léopold avait adressé au pape un long mémoire en latin, dont le texte est conservé à Vienne, pour prouver la légitimité de ses droits au trône d'Espagne et demander l'investiture de Naples et de la Sicile.

**289** Ils s'étaient rencontrés à dîner dans une maison tierce, ainsi que le comte Kaunitz. « Le prince arrivant le dernier, le comte de Kaunitz lui fit une profonde révérence, à laquelle il ne répondit que pour marquer seulement qu'il l'avait aperçu : le comte de Kaunitz but à sa santé et le prince de Bade ne but pas à celle du comte de Kaunitz. » (*Villars au roi*, dép. du 1<sup>er</sup> février.)

**290** Françoise-Sibylle-Auguste de Saxe-Lauenbourg. Ses terres étaient sur les frontières de Bohême.

**291** Fr.-Léopold Rakoczy fut arrêté au mois d'avril, s'échappa de la prison de Neustadt, se mit à la tête des révoltés hongrois, fut proclamé prince de Transylvanie en 1704 : obligé de fuir, il parcourut l'Europe et mourut à Rodosto en Turquie, le 8 avril 1735, à cinquante-six ans.

**292** Villars, dans sa dépêche au roi du 23 avril, écrit ce nom *Sirmil*.

**293** Villars écrivait au roi le 4 mai : « Étant au manège le 28 avril, le roi des Romains, finissant la course de têtes, après avoir pris la tête de l'épée, passa sous les balcons de la reine et l'entretenait, ayant toujours l'épée à la main : il jette en ce moment les yeux sur moi, il frémit de colère et dit à la reine : « Si je m'en croyais, je commencerais par ce Français, » et poussa son cheval à toutes jambes comme pour ne pas succomber à la tentation. Le comte d'Harrach, fils du dernier ambassadeur en Espagne, me dit il y a deux jours : que le roi des Romains, l'ayant vu me parler pendant la revue du régiment de Savoie, lui demanda : « Que trouve le marquis de Villars de ces troupes ? » Harrach répondit : « Il les loue fort. » Le roi dit : « Je voudrais qu'elles lui eussent passé sur le ventre et à sa nation, » et cela avec des épithètes qui lui sont familières. Cette haine a commencé par la satisfaction à laquelle fut obligé le prince de Lichtenstein... »

**294** Gutenstein.

**295** Le mariage de Marie-Louise-Gabrielle de Savoie avec Philippe V se fit le 11 septembre 1701.

**296** Philippe, duc d'Orléans, mort subitement à Saint-Cloud le 9 juin 1701.



**297** Le prince Eugène.

**298** 9 juillet 1701. Voyez à l'appendice des détails complémentaires sur cette affaire.

**299** M. de Moreton. Villars prit en outre des mesures pour assurer le service des informations après le départ du secrétaire : « J'ai engagé, écrit-il à Torcy dans sa dernière dépêche du 27 juillet, un gentilhomme qui a servi les deux derniers ambassadeurs de Venise dans cette cour, lequel me paraît un homme d'esprit, à se donner l'honneur de vous rendre compte fidèlement de tout ce qui se passera ici. Je lui ai fait espérer une pension de 600 livres..... Le Sr de Moreton lui laissera des chiffres, si vous l'avez pour agréable. » Les correspondances devaient passer par Bruxelles.

Ce gentilhomme, italien, se nommait Angelo Pian-toni et recevait 600 livres. De plus, des renseignements étaient envoyés par un Silésien du nom de Schültz, un baron d'Horst qui signait ses lettres *Atis* et un certain don Carlos qui reçut une pension de 4,000 liv. M. de Moreton resta à Vienne jusqu'au 8 mai 1702.

**300** Seize ans plus tard (octobre 1717), écrivant au prince Eugène pour le féliciter de la prise de Belgrade, Villars fait allusion à cette conversation et la reproduit dans des termes presque identiques, La lettre, retrouvée

par le chevalier d'Arneth aux Archives de la guerre à Vienne, a été en partie publiée par lui dans sa *Vie du prince Eugène* (III, 317).

# 1. NOTICE BIBLIOGRAPHIQUE

2. 1670.
3. 1672.
4. 1673.
5. 1674.
6. 1675.
7. 1676.
8. 1677.
9. 1678.
10. 1679.
11. 1683.
12. 1687.
13. 1688.
14. 1689.
15. 1690.
16. 1691.
17. 1692.
18. 1693.
19. 1694.
20. 1695.
21. 1696.

- 22. 1697.
- 23. 1698.
- 24. 1699.
- 25. 1700.
- 26. 1701.
- 27. Notice BnF
- 28. Notes